



**BIBLIOTHÈQUE FORMOSANE**  
臺灣軼史叢書

**Lu HsiuYi**  
**Histoire du Parti communiste taiwanais sous l'occupation japonaise**  
2006. 285 p. 20 €

**George Kerr**  
**Formose trahie**  
2011. 480 p. 30 €

A paraître

**John Thomson 湯姆生**  
**Photographies & notes d'un voyage dans le sud de Formose en 1871**  
南臺灣影像遊記  
Edition bilingue comportant tous les textes de l'auteur sur Taiwan et l'intégralité de ses photographies, face aux gravures de l'époque.

**George Psalmanazar**  
**Mémoires**

**Peng Ming-min**  
**Le Goût de la liberté**

Pour avoir rédigé le *Manifeste pour le salut du peuple de Formose*, Peng Ming-min - professeur à l'Université nationale de Taiwan après un doctorat en Sorbonne - est arrêté en 1964 par la police militaire, avec les deux autres auteurs, ses étudiants Hsieh Tsung-min et Wei Ting-chao. Formose vit sous la loi martiale. Des milliers de Taiwanais ont été massacrés après les incidents du 28 février 1947 et pendant la « terreur blanche » qui a duré de longues années.

*Le Goût de la liberté* a été rédigé au début d'un exil de 22 ans. En 1970, Peng Ming-min, libéré de prison, sous surveillance, s'échappe vers la Suède, avec l'aide d'Amnesty International. Il enseigne ensuite à l'Université du Michigan. De retour à Formose en 1992, Peng Ming-min sera le candidat de l'opposition à la première élection présidentielle au suffrage universel direct dans le monde chinois.

Interdite pendant vingt années à Taiwan, cette autobiographie y est devenue un texte fondamental de la démocratie, indispensable pour comprendre l'histoire d'une île et de ses 23 millions d'habitants. Les complexités du dialogue actuel entre la République de Chine et la République populaire de Chine - entre Taïpei et Pékin - se comprennent mieux en suivant un siècle d'histoire de Taiwan : Formose n'accède au statut de province de l'empire mandchou qu'après l'occupation du nord de l'île par l'escadre de l'amiral Courbet en 1884 ; puis, abandonnée au Japon comme indemnité de guerre en 1895, elle sera remise à la Chine en 1945.

L'autobiographie de Peng Ming-min coïncide avec les grands événements de sa génération et les explique : enfance de culture japonaise dans un milieu protestant qui maintient une ferveur nationaliste chinoise mais qui, déçu, va virer vers l'indépendantisme formosan après les massacres de 1947 ; études de littérature française et de droit au Japon où, peu avant le feu atomique sur Nagasaki, Peng Ming-min perd un bras sous les bombardements ; effervescence démocratique confrontée à la redoutable vigilance des multiples services de sécurité de Chiang Kai-shek. Les pacifiques efforts des Taiwanais en faveur de la démocratie, désormais bien implantée, plus encore que leurs précoces succès dans le domaine économique, expliquent la fascination des Chinois du continent pour *Ilha Formosa*, la « belle île » des cartes anciennes — de l'autre côté du Détroit.

ISBN 2-84983-003-8



9 782849 830031

  
Éditions René Viénet

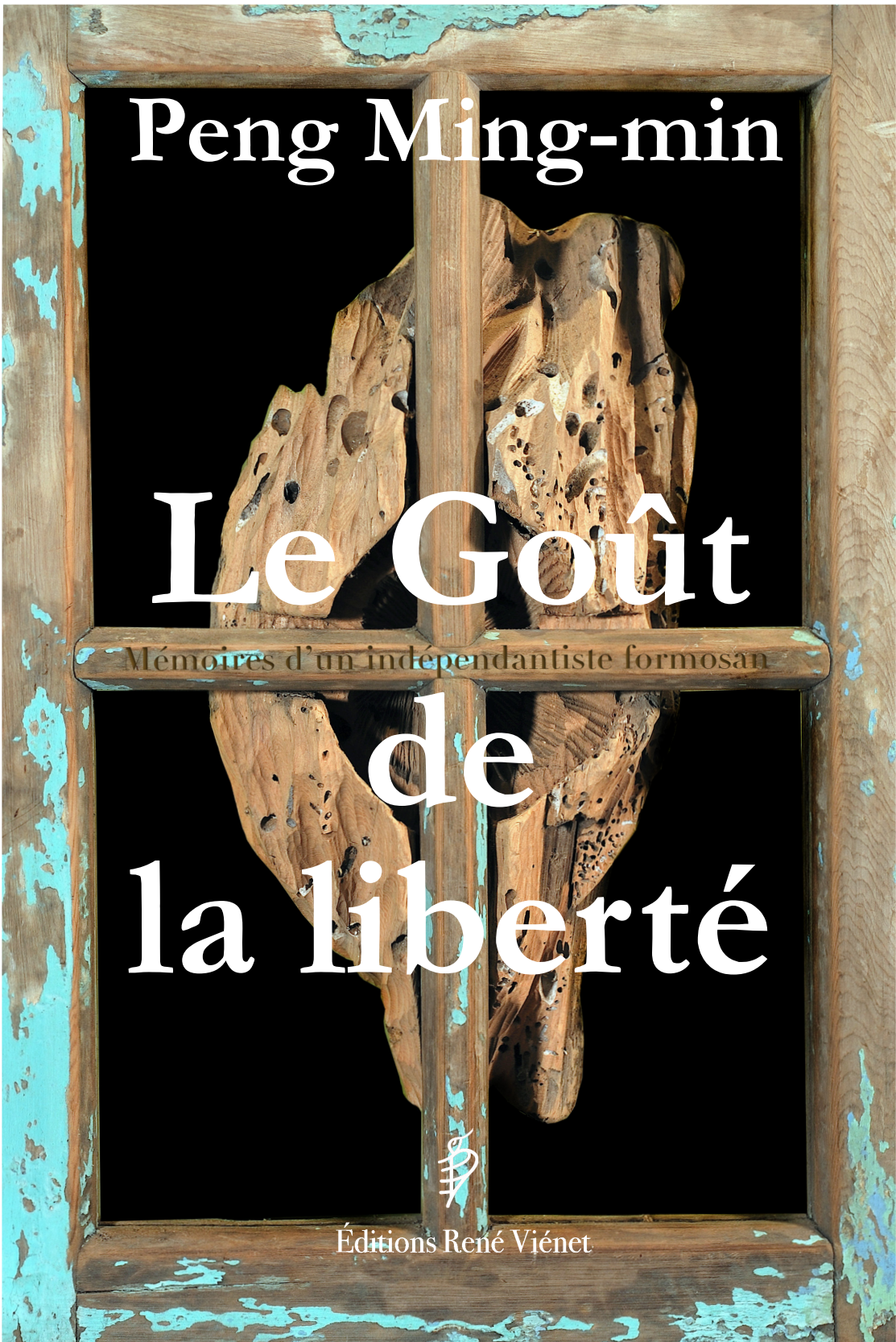
20 € t.t.c.

**BIBLIOTHÈQUE FORMOSANE**  
臺灣軼史叢書

**Peng Ming-min**

Le Goût de la liberté

  
Éditions René Viénet



**Olivier Blanc**  
**Marie-Olympe de Gouges**  
2003. 256 p. + 16 pp. d'illustrations. 25 €

**Jacques Cheyronnaud**  
**Des Airs & des coupes**  
*La Clé du caveau*, Introduction à une histoire de la chanson en France au XIXe siècle.  
2007. 242 p. 25 €

A paraître

**Pierre Capelle**  
**La Clé du Caveau**  
Nouvelle gravure des 3 500 timbres, avec fichiers midi sur DVD.

**Hu Jie 胡杰**  
**Ne pleurez pas sur mon cadavre**  
我雖死去  
Edition bilingue avec DVD.

**Lu Ban 魯班**  
**Les 36 stratagèmes de bibliothèques**  
書架三十六計 Rick's 36 Racks

湯姆生 John Thomson  
十載遊記：麻六甲海峽、中國與中南半島  
**Dix ans de voyage à travers la Chine**  
顏湘如 譯 traduction de Yen Hsianglu  
Edition en langue chinoise.

Diffusion  
Le Comptoir du Livre  
31120 Portet sur Garonne  
comptoirdulivre@wanadoo.fr  
05 62 11 73 33

  
Éditions René Viénet







**BIBLIOTHÈQUE FORMOSANE**

臺灣軼史叢書

**Le Goût de la liberté**



Éditions René Viénet





財團法人台灣民主基金會贊助出版

La présente édition française a bénéficié de l'aide

de la

**Taiwan Foundation for Democracy**

et du

**Centre national du livre**







**Peng Ming-min**

# **Le Goût de la liberté**

Traduction de l'édition originale en langue anglaise

par

**Pierre Mallet**

approuvée par l'auteur



Éditions René Viénet

- 2011 -



Couverture : sculpture de Chin Cheng-teh

秦政德, 島嶼十字架, 民國九十五年八月

Photos : Patrice Delmotte, Hsu Yu-kai 許育愷

Mise en pages : Hu Jui-chen 胡瑞真

ISBN 2-84983-003-8

EAN 978-2-84983-003-1

© 1972, Peng Ming-min 彭明敏

(First published by Holt, Rinehart & Winston)

© 2011, pour la présente traduction en langue française,  
Editions René Viénet, Belaye

Dépot légal : 28 février 2011



*Pour*

*A-Bin et A-Yàp*







## Table des matières

Peng Ming-min

Avant-propos

George Kerr

Note pour l'édition originale de 1972

Avant-propos de 1972

I	Mon héritage formosan	25
II	Nagasaki, 1945	53
III	Retour à Formose et à la vie universitaire	67
IV	Le soulèvement de mars 1947	83
V	Montréal et Paris	99
VI	Vie universitaire : à Formose et à l'étranger	115
VII	Aux Nations unies : un dilemme personnel	131
VIII	Mon arrestation	147
IX	Interrogatoire	163
X	Cour martiale et prison	189
XI	Sous surveillance	207
XII	Fuite en Suède	233
XIII	Vu d'Amérique	253
	Notes et photographies de l'édition française	285





## Avant-propos à l'édition française

Ce livre a été publié en anglais, pour la première fois, en 1972, après deux ans d'un exil qui devait durer plus de vingt-deux ans. C'était une tentative pour expliquer à des lecteurs anglophones pourquoi j'étais contraint de vivre si loin de Formose, mon pays natal. La version française de cette autobiographie ravive d'émouvants souvenirs de mon séjour en France, lorsque, étudiant à Paris, je résidais à la Cité universitaire du boulevard Jourdan et préparais ma thèse de doctorat en droit.

Aujourd'hui, depuis Taipei, j'ai envie de fredonner la chanson *Sous les toits de Paris*, interprétée par Albert Préjean, dans le film de René Clair, que j'avais découvert dans une salle du quartier latin — car je viens, avec un immense plaisir, d'en recevoir le DVD de Paris.

C'est dans cette ambiance heureuse que je souhaite saluer mes lecteurs français, en remerciant chaleureusement mon traducteur, Pierre Mallet, et mes éditeurs, Françoise Zylberberg - malheureusement disparue en août 2010 - et René Viénet.

La France a été maintes fois au contact de Taiwan par le passé, et même dès 1705, lorsqu'un Français - bon latiniste - se fit passer pour un Formosan, en signant, sous le pseudonyme biblique Psalmanaazaar, une fantaisiste *Description de l'île Formose en Asie* ... qui fut un best-seller en plusieurs langues, et reste un « objet de collection ».

Je voudrais également rappeler qu'en août 1885 l'amiral Courbet est mort aux Pescadores, à Penghu, après avoir échoué dans sa conquête de Tamsui ; mais il réussit mieux son occupation (avec le capitaine Joffre) de Keelung, sur ordre de Jules Ferry, lors de la guerre franco-chinoise à propos du Tonkin. Les cendres de 800 militaires français reposent sur les hauteurs de Keelung, dans un cimetière français.

En 1895, lorsque l'empire mandchou de la dynastie Ch'ing céda Formose au Japon, comme prise de guerre, quelques fonctionnaires impériaux établirent une république, une première en Asie, la «Taiwan Min-chu-ku», la «République démocratique de Formose», dont l'intitulé doit certainement beaucoup au général Tcheng Ki-tong, un élève parfaitement francophone de l'officier Prosper Giquel. Le général

Tcheng, auteur de quelques best-sellers, fut la coqueluche de Paris, entre 1875 et 1884, et Clemenceau le cita, pour protester contre la guerre française au Tonkin et contre les vues condescendantes de Jules Ferry sur la culture chinoise.

Le francophile général Tcheng fut le ministre des Affaires étrangères de cette République rapidement écrasée par l'occupant japonais. Son aîné, en charge de la résistance armée de Formose contre le Japon, était le général Liu Yung-fu (que les Français connaissent mieux sous le nom de Luu Vinh Phoc), chef des «Pavillons noirs» — face auxquels étaient morts les commandants Francis Garnier (en 1873), puis Henri Rivère (en 1883), près de Hanoi.

Le lecteur français me permettra de mentionner rapidement, dans cette préface, deux auteurs français qui m'ont marqué, avant même que je m'inscrive pour un doctorat à la faculté de droit de Paris : Ernest Renan, dont la réflexion sur ce qu'est une nation n'est pas étrangère à la mienne, depuis l'époque où j'ai été scolarisé en japonais à Formose, puis au Japon. Je mentionnerai également Anatole France dont l'admirable *Les Dieux ont soif* (reprise de l'ultime proclamation de Camille Desmoulins avant son exécution en 1794) a marqué ma jeunesse.

La présente autobiographie a été publiée, en 1972, alors que j'étais en exil en Suède depuis 1970, après avoir passé plusieurs années en prison et en résidence surveillée, et sans espoir de retrouver mon île natale, où je ne pus revenir qu'en 1992. Quatre ans plus tard, en 1996, j'ai été candidat à la présidence de la République, lors de la première élection présidentielle au suffrage universel qui ait eu lieu à Formose.

Entre la mémoire d'Ernest Renan et celle d'Anatole France, le lecteur français comprendra quelles grandes préoccupations traversent ce livre et ont structuré mes convictions et mes - pacifiques - combats :

En premier lieu la dénonciation de la violence : celle en particulier de massacres, mal connus hors de Formose, qui ont provoqué la mort d'environ vingt mille personnes. Ce sont d'abord ceux de l'année 1947, après les manifestations populaires du 28 février (le «2-28» en chinois), désormais journée fériée, vouée au recueillement et à la réconciliation. Ce sont aussi ceux de la «terreur blanche», qui conduisit, pendant de longues années, à plus de 90 000 arrestations et près de 5 000 exécutions, pour quelques millions d'habitants.

Ensuite, je demanderai au lecteur français de comprendre pourquoi, comme tous les jeunes et moins jeunes Formosans qui souhaitaient



la fin de l'occupation japonaise et se réjouissaient (en 1945) de la rétrocession de Formose à la Chine, je suis devenu partisan de l'auto-détermination et de l'indépendance de Formose. Et pourquoi j'ai été, comme tant d'autres, condamné pour cela à la prison et à l'exil La raison en est simple : c'est à cause des massacres de 1947, de la terreur blanche et d'une profonde confiance en la démocratie, qui ne m'a pas jamais quittée.

Les relations entre le continent chinois et Formose, malgré deux systèmes politiquement divergents, sont certes devenues étroites sur le plan économique. Taiwan a fertilisé la Chine par de nombreux et très lourds investissements, par une technologie occidentale que Taiwan avait su, depuis trente ans, apprivoiser. Près de deux millions de Taiwanais (sur 23 M) sont, à tout moment, présents en Chine comme chefs d'entreprises, comme cadres, comme investisseurs dans tous les domaines techniques, dans des écoles et des cliniques, et surtout dans de gigantesques usines électroniques ; ou encore comme touristes. Des bourses sont même données aux étudiants de Chine pour venir étudier dans nos universités. Plus d'un million et demi de Chinois visitent Formose chaque année. Ils sont plus nombreux que les Japonais, et représentent le quart de nos touristes.

Est-ce à dire que la problématique que j'ai exposée, en 1972, pour mes lecteurs anglo-saxons, et les principes que j'ai défendus en 1996, lors de la première élection présidentielle au suffrage universel dans le monde chinois au sens large, sont dépassés ? Je ne crois pas qu'il en soit ainsi.

J'ose penser que mon livre, désormais disponible en langue française, n'est pas seulement un livre de «souvenirs». J'ose espérer que le public francophone comprendra ce qui motive une grande partie de l'électorat de Formose, et ce qui donne à réfléchir à l'autre partie de cet électorat, de même qu'aux Chinois de la République populaire de Chine, la Chine encore maoïste, de l'autre côté du détroit de Formose.

Le socle sur lequel repose la prospérité et la sécurité de Taiwan (malgré le respect que j'ai pour les technologies militaires que les Etats unis et la France ont mises à notre disposition), c'est avant tout la démocratie. C'est une idée qui nous vient de France, de sa «Déclaration des droits de l'homme», au travers des siècles, et de la constitution rédigée par quelques Américains qui décidèrent un jour, avec le soutien de la France, de s'émanciper de la couronne britannique.

Le lecteur français voudra bien me permettre, pour conclure cet avant-propos, de remercier la France pour le grand plaisir que j'ai eu d'y résider, dans les années cinquante, et pour ce «goût de la liberté» que j'y ai beaucoup apprécié et que j'ai choisi, en 1972, comme titre de mon livre.

Peng Ming-min

Taipei, novembre 2010



## Note

par **George H. Kerr**

Petit garçon, Peng Ming-min quitta le cocon et la sécurité d'une famille formosane aisée pour entrer dans une école maternelle japonaise à Taïpei. Dès le début, il fut conscient des contrastes et des différences qui existaient entre le monde des traditions chinoises de Formose et celui de ses camarades d'école et de ses connaissances. Excellent étudiant qui restait toujours un peu à part, il progressa sans à-coups dans le système éducatif japonais d'avant-guerre jusqu'à ce qu'il en atteigne le sommet en étant admis à la prestigieuse Université de Tokyo.

Sous la direction de professeurs japonais, il avait découvert, au long de ce parcours, non seulement ce que le Japon offrait de meilleur mais aussi beaucoup de ce qu'il y avait de mieux dans l'héritage intellectuel de l'Occident et il était en même temps devenu un adepte enthousiaste de la littérature française. Comme le soulignait son père, ce n'était pas le domaine le plus approprié dans lequel le sujet d'un pays colonisé pouvait embrasser une profession, mais son attitude était très caractéristique d'une jeunesse rêveuse qui n'avait que peu de rapports avec la réalité du temps de guerre. Néanmoins, son expérience scolaire au Japon lui donna un aperçu de la vie d'un étudiant pendant ce qu'on a appelé l'« Incident de Chine » et les années de la guerre du Pacifique.

Chassé de Tokyo par les tapis de bombes incendiaires des raids aériens du début de 1945, il se rendit à Nagasaki et, pendant ce trajet, il fut lui-même grièvement blessé par un bombardement inopiné avant d'atteindre la maison de son frère, près de Nagasaki. D'un village situé à une trentaine de kilomètres, il vit l'éclair de la deuxième bombe atomique larguée le 9 août, et le terrible nuage en forme de champignon s'élever au-dessus de la ville et jeter son ombre sur l'avenir de l'humanité.

La littérature française cessa d'être son principal intérêt dans la vie. A son retour à Formose, en janvier 1946, le jeune étudiant se retrouva à nouveau chez lui mais dans un monde transformé. En tant qu'intellectuel, Peng était à même d'apprécier la contribution passée du Japon à la vie des insulaires au cours du demi-siècle précédent, mais en tant que sujet de deuxième classe d'un pays colonisé il partageait

avec sa famille et ses amis l'espoir rempli d'émotion que les Chinois de Formose allaient enfin connaître la profonde satisfaction d'avoir un gouvernement représentatif dans un Etat de droit et connaître aussi le respect d'eux-mêmes qui n'est donné qu'aux hommes bénéficiant d'une citoyenneté à part entière.

Ces grands espoirs ne se réalisèrent pas. Formose fut remise aux mains des Chinois continentaux à cause de décisions que les Américains jugèrent utile de prendre au cours de la deuxième guerre mondiale. Ce fut comme si Formose s'était brusquement retrouvée au dix-neuvième siècle. Le respect de la loi cessa et commença une période d'énorme exploitation qui conduisit rapidement à la révolte avortée de l'ensemble de l'île en 1947.

Grâce à sa famille, indulgente et apolitique, le jeune étudiant put pendant un temps rester étonnamment à l'écart des dures réalités qui l'entouraient et se laisser aller, une fois encore, à son goût pour la lecture. Il était entré à l'Université nationale de Taiwan, qui venait d'être réorganisée. Il n'est pas douteux que ses expériences à Tokyo et Nagasaki eurent alors une influence sur le développement de sa vie intellectuelle et il renonça aux plaisirs de la culture française pour réfléchir aux aspects légaux de la navigation aérienne en temps de paix et pendant les guerres. Dans ce domaine, il devint rapidement une autorité locale ; il attira ainsi l'attention de son université et obtint la protection d'un universitaire distingué, le Dr Hu Shih. Il fut envoyé à l'étranger pour étudier, d'abord à Montréal, puis à Paris, entrant pour la première fois en contact avec un troisième monde. Là, il se distingua comme un pionnier du droit de l'espace, ses publications techniques attirant une grande attention sur le plan international.

Lors de son second retour au monde chinois de Formose, en 1954, le Dr Peng alors membre de la faculté de droit de son université, se trouva dans l'obligation de discuter en privé avec ses étudiants du statut international légal de Formose et de répondre publiquement à de nombreuses demandes et propositions officielles. Il fut ainsi involontairement emporté par les remous de la politique des factions de la direction du Parti nationaliste chinois. L'absurde prétention de Chiang Kai-shek selon laquelle il représentait, à lui seul, la Chine dans les affaires du monde et que ses forces étaient sur le point de « reconquérir le continent », s'imposait au gouvernement, au parti et à l'armée mais des intellectuels comme Hu Shih, l'universitaire diplomate, et Lei Chen, un remarquable journaliste et rédacteur en chef, soutenaient que la situa-



tion devait être réévaluée et que les dirigeants nationalistes devraient faire de leur mieux pour panser les plaies de 1947 et gagner le soutien des Formosans.

A cet effet, ils s'efforcèrent de rechercher et de promouvoir de jeunes Formosans pour les préparer à prendre la place des réfugiés chinois vieillissants. L'expérience personnelle du Dr Peng, au milieu de ces courants contradictoires à Taipei, illustre le problème. Il est, en effet, ironique que la prééminence qu'il acquit finalement comme porte-parole de la nouvelle génération de Formosans bien éduqués fût essentiellement due aux honneurs et aux attentions que lui prodiguèrent les intellectuels nationalistes chinois, les dirigeants du parti et les agents du gouvernement qui cherchaient à faire de lui « leur homme ».

La politisation du Dr Peng, dans ces circonstances, constitue un thème principal de ces mémoires. A Taipei, on le nomma à des positions de prestige et d'autorité et il fut sans cesse envoyé à l'étranger – à des conférences académiques à Seattle, Boston, Tokyo et Paris et finalement à New York, comme membre de la Délégation chinoise à l'Assemblée générale des Nations unies. Le compte rendu qu'il en fit nous donne des aperçus des personnalités chinoises les plus en vue, par exemple le Generalissimo et son fils, et du désir de Taipei de convaincre le monde entier que les habitants de Formose étaient unanimes à soutenir le régime nationaliste. En bref, il s'aperçut qu'il courait sous des couleurs qui n'étaient pas les siennes.

Après ce dernier voyage aux Etats-Unis, il fut entraîné dans des controverses avec le pouvoir en place et dans un acte de rébellion contre l'autorité de la police d'Etat. Les conséquences en furent sévères mais ne surprirent pas. Son arrestation, son procès, sa libération, et sa vie fastidieuse sous une étroite surveillance montraient clairement que son destin personnel dépendait en fin de compte de l'issue douteuse des luttes politiques au sein de la hiérarchie du parti et de l'armée. Grâce à sa fuite, en temps opportun, et à son retour en Occident, il lui fut épargné de connaître la vie tragique qui fut le lot de tant de prisonniers politiques, ailleurs, dans le monde totalitaire.

J'ai accueilli avec faveur la demande qui me fut faite de collaborer à ces mémoires. Quand le Dr Peng avait quatorze ans et était à l'école secondaire, je commençai de résider à Formose où j'ai alors fait un séjour de trois ans. Neuf ans plus tard, en tant qu'attaché naval adjoint représentant l'ambassade des Etats-Unis en Chine, j'étais à Formose quand Peng et la famille de son frère revinrent dans l'île. Plus tard, en

tant que fonctionnaire des affaires étrangères posté à Taïpei, je fus le témoin du soulèvement de 1947 et le compte rendu que j'en ai fait a été publié ailleurs. Cette rébellion avortée, réprimée par les troupes de Chiang avec une froide férocité, détruisit très efficacement toute une génération de leaders formosans et fut le début de l'élimination systématique d'une classe moyenne formosane conservatrice qui émergeait alors.

Depuis cet événement, j'ai observé l'île avec un grand intérêt et j'ai tout spécialement noté les efforts des Formosans pour faire émerger de nouveaux dirigeants locaux qui feraient l'unanimité parmi eux, malgré les mesures très sévères prises par une police et une armée omniprésentes. Après son arrestation, en septembre 1964, le professeur Peng est devenu un symbole de la résistance des Formosans aux autorités nationalistes chinoises d'occupation et le porte-parole convaincant de leurs intérêts.

Ces mémoires sont entièrement les siennes. Je n'ai fait que le travail du copiste auquel il a dicté son histoire, l'encourageant par des questions et des commentaires qui avaient seulement pour but de lui rafraîchir la mémoire. La version finale du manuscrit est entièrement la sienne ; s'il n'avait été si occupé, il aurait pu se passer totalement de mon assistance. Pour être juste avec le Dr Peng, le lecteur doit être conscient que lorsqu'il s'échappa de Formose, il ne put emporter avec lui des documents détaillés concernant sa famille, ses journaux intimes, ou ses notes contenant les noms, les dates et les noms de lieux qui auraient pu enrichir son récit et le rendre plus précis. Il reste maintenant à connaître ce que sera le destin final de Formose et quel rôle il pourra y jouer.

G. H. K.

## Avant-propos de 1972

Je suis très reconnaissant à M. George Kerr d'avoir bien voulu recopier ce que j'ai dicté et d'avoir dactylographié la première version de ce manuscrit. Je le remercie aussi pour ses judicieuses suggestions et la vérification de certains faits. Toutefois, je suis seul responsable de la version finale et des points de vue exprimés dans ce livre. Etant donné que je fus obligé de détruire toutes mes notes et tous les journaux que je tenais depuis l'enfance juste avant de quitter Formose, certaines dates ne sont pas très précises. Pour protéger certaines personnes, leurs noms n'ont pu être donnés dans ce récit. Je voudrais exprimer ma profonde reconnaissance à tous ceux qui se sont intéressés à mon cas et m'ont apporté leur assistance et leur soutien pendant cette période extrêmement difficile. Je voudrais rendre hommages à ces courageux Formosans qui n'ont jamais abandonné le combat pour l'avenir de leurs compatriotes, combat au cours duquel beaucoup ont consenti de grands sacrifices personnels et d'autres ont perdu la vie. Mes pensées sont toujours avec les membres de ma famille et mes amis personnels qui ont souffert des châtements qui leur ont été imposés et en portent encore le fardeau à cause des relations qu'ils avaient avec moi. Je suis reconnaissant au professeur et à Mme Carl Gustav Bernhard de m'avoir les premiers suggéré d'écrire mes mémoires. Je voudrais remercier M. Julian Bach et Mlle Mary Clemmey pour leurs encouragements et aussi le personnel de Holt, Rinehart et Winston pour leur assistance dans la publication du manuscrit. Je suis reconnaissant à Mme Linda G. Erickson pour le soin qu'elle a pris à le corriger et pour l'aide qu'elle a apportée pour établir sa version définitive.

Peng Ming-min

Ann Arbor, Michigan  
Janvier 1972





# **Le Goût de la liberté**

Mémoires d'un indépendantiste formosan





# I

## Mon héritage formosan

Les dernières lumières de l'île s'effaçaient progressivement derrière moi. J'étais presque en haute mer et hors d'atteinte des agents de la Chine nationaliste. De toute ma vie, je n'avais éprouvé une telle sensation de vraie liberté. Après quatorze mois de prison et quatre ans d'étroite surveillance, je ne pouvais encore croire que j'avais finalement échappé à la captivité.

Ce sentiment de liberté était si écrasant qu'il était presque physiquement intolérable. Plus exaltante encore était la pensée que je pouvais maintenant récuser publiquement toutes les « confessions » et les « repentances » que le gouvernement et le Parti nationaliste m'avaient extorquées et qu'ils avaient utilisées pour m'humilier. Que j'aie risqué ma vie pour fuir Formose montrait suffisamment que je répudiais totalement ce régime et sa propagande visant à me discréditer.

Comme je réfléchissais à l'avenir, je pris brusquement conscience que le destin m'avait confié le rôle de porte-parole des droits et des aspirations de mes compatriotes. Dans le passé je m'étais considéré comme un simple intellectuel, une nouvelle destinée allait radicalement changer ma vie. Un sentiment profond de fatalisme et d'irréalité m'envahit tout entier.

Les trois mondes dans lesquels j'avais vécu au cours des dernières décennies se présentèrent simultanément et distinctement à mon esprit : le monde chinois de mon héritage ethnique ; le monde japonais dans lequel j'avais passé la plus grande partie de mon enfance, reçu ma première éducation et qui occupait alors le pouvoir politique à Formose ; enfin, le monde occidental auquel j'avais été très lié idéologiquement et intellectuellement, et vers lequel je retournais aujourd'hui.

Je me dirigeais maintenant vers un futur vide et incertain mais j'étais sûr d'une chose : la vie qui m'attendait ne serait plus jamais la même que celle que j'avais vécue.

J'avais une conscience aigüe que mon expérience symbolisait la destinée de toute une génération de Formosans – leur vie et leur tragédie.

Je sais peu de choses de mes ancêtres, mais puisque, du côté paternel, j'appartiens à la cinquième génération des natifs de Formose, il me faut admettre que ces ancêtres faisaient vraisemblablement partie de ces paysans et de ces pêcheurs, extrêmement pauvres, qui quittèrent le Fukien il y a plus de cent ans pour s'établir sur les nouveaux territoires, particulièrement rudes, qu'offrait l'île.

Mon vieux grand-père, qui était plein d'humour, disait souvent en riant que son propre grand-père était un pêcheur qui était arrivé dans le sud de Formose avec rien d'autre qu'un pantalon élimé, trop pauvre pour avoir même une chemise. Dans sa vieillesse il s'amusa à dresser un arbre généalogique de notre famille, qui commençait toujours par cet ancêtre sans chemise. Il semblait incapable, ou peut-être n'était-il pas intéressé à le faire, de retracer notre lignage jusqu'à la Chine, de l'autre côté du détroit. Nous savons qu'il existe un village, dans la province du Fukien, près d'Amoy, dans lequel le patronyme Peng est très commun, mais à Formose ce nom est répandu presque exclusivement parmi les Hakka, dont les ancêtres étaient pour la plupart originaires de l'intérieur de la province du Kwangtung. Leur vie sociale, leurs vêtements et leur dialecte les différenciaient très nettement de ceux qui venaient du Fukien. Et ma famille n'est pas hakka.

Aux yeux de la Chine impériale, la grande majorité des Chinois qui, avant 1875, franchirent le détroit pour s'installer sur le territoire de Formose était composée, selon ses propres termes, de « hors-la-loi » et de « renégats », et ce contexte permet de comprendre la plupart des raisons pour lesquelles la Formose d'aujourd'hui entretient de mauvaises relations avec le continent. L'île était un endroit couvert d'une jungle sauvage, seulement habitée, lorsque les premiers Européens l'explorèrent, par des aborigènes coupeurs de têtes d'origine malaise ou indonésienne. Les Hollandais et les Espagnols entreprirent, au dix-septième siècle, de la coloniser et d'exploiter ses ressources. Ils établirent des missions, créèrent des écoles, ouvrirent des routes dans le sud-ouest de l'île et commencèrent d'importer de la main-d'œuvre bon marché du Fukien voisin. En 1663, ils furent chassés par un marin aventureux de grande envergure, nommé Cheng Cheng-kung, plus connu du monde occidental sous le nom de Koxinga. Cet homme, moitié-japonais et moitié-chinois, rêvait de conquérir les provinces du continent mais fut finalement repoussé jusqu'à Quemoy, dans la baie du fleuve Min, et

Formose. Cheng mourut avant d'avoir pu réaliser son ambition mais, pendant vingt ans, son fils régna sur Formose, développant une principauté maritime indépendante de la Chine, prospérant grâce au commerce avec le Japon, les Philippines et l'Asie du Sud-Est. Il poursuivit le même rêve que son père jusqu'au moment où, finalement, en 1683, Pékin envoya une force puissante à Formose. Cette expédition détruisit la principauté indépendante et, après qu'une garnison eut été établie à Tainan, des édits impériaux interdirent désormais toute émigration de la Chine vers Formose.

Ces édits, constamment renouvelés, restèrent en vigueur jusqu'en 1875, mais ils furent ignorés par les paysans et les pêcheurs du Fukien et du Kwangtung, tous extrêmement pauvres et qui trouvaient leurs conditions de vie intolérables. Quelques uns d'entre eux émigrèrent en Asie du Sud-Est et aux Indes, d'autres aux Philippines, et plusieurs dizaines de milliers s'infiltrèrent à Formose, qui était un territoire-frontière, ouvert et très mal, mais très légèrement, gouverné. Là, de nouvelles terres étaient disponibles pour tous ceux qui étaient assez intrépides pour les défricher et en chasser les aborigènes.

Au commencement du dix-neuvième siècle, les plaines du sud-ouest étaient déjà largement colonisées, et des paysans résolus s'aventuraient également dans le nord de l'île.

Mon arrière-arrière-grand-père, le pêcheur sans chemise, fut l'un de ces nombreux immigrés qui rompirent avec leur passé en Chine et se risquèrent à une nouvelle vie dans le sud de Formose. Il s'établit dans le village de Tungkang, situé au bord de la mer, à environ cinquante kilomètres de l'actuelle Kaohsiung. Dans cet endroit, encore à l'état de nature, il trouva une femme et fonda une famille. Tungkang se trouve à l'embouchure de la plus grosse rivière de la région et pas très loin de l'importante chaîne de montagnes qui s'étend du nord au sud de l'île. A cette époque, les immigrants hakka du sud de la Chine gagnaient vers l'est, occupant progressivement les terres de l'étroite plaine côtière voisine puis celles du piémont des montagnes. Ils étaient en constant conflit avec les aborigènes « apprivoisés », les Pepohans, qui ne voulaient pas céder leurs terres ancestrales et tribales. Plus au sud, le long de la côte, il y avait des villages de hors-la-loi, « naufrageurs » et pirates, qui cultivaient un peu, pêchaient un peu, et pillaient tout navire qui, par malchance, s'échouait dans le voisinage.



Aux alentours de 1850, mon arrière-grand-père et les autres villageois commencèrent à entendre de plus en plus parler des « barbares » occidentaux ; des navires britanniques et américains mouillaient en différents endroits de la côte ouest de Formose, cherchant à échanger des dollars d'argent pour de l'opium et du camphre que leur apportaient de l'intérieur les colons hakka. Vers 1885, des commerçants américains aventureux avaient établi un comptoir au sein d'une enceinte fortifiée sur le site actuel de Kaohsiung (connue alors sous le nom de Takow) et avaient fait flotter le drapeau américain à l'entrée du lagon où ancrèrent les navires. Quatre ans plus tard, des missionnaires catholiques espagnols débarquèrent dans ce port et s'enfoncèrent de plusieurs kilomètres à l'intérieur des terres pour fonder une mission dans le village hakka de Pithau, légèrement au nord de Tungkang. L'apparition de ces intrépides étrangers fit sensation, et je suis sûr qu'ils éveillèrent la curiosité de mon arrière-grand-père.

En 1865, à l'époque environ de la naissance de mon grand-père, des missionnaires presbytériens anglais s'établirent également à Takow (Kaohsiung), événement qui devait avoir une profonde influence sur l'avenir de la famille Peng. Le chef de la mission était le Dr James Laidlow Maxwell, un médecin diplômé de l'université d'Edimbourg et d'écoles de médecine française et allemande. Il créa d'abord un petit hôpital dans la ville portuaire et, après quelques années, transféra sa mission et sa clinique dans la ville de Tainan, plus grande, et située à une cinquantaine de kilomètres au nord de Kaohsiung. Mon arrière-grand-père est considéré comme l'un des premiers Formosans convertis au christianisme.

Au cours des vingt années suivantes, les Presbytériens créèrent des écoles et installèrent une presse à imprimer qui leur permit de publier des textes et un journal, écrit dans le dialecte d'Amoy romanisé. Ils développèrent un service médical, ce qui était une œuvre pionnière pour Formose, et ultérieurement établirent une quarantaine de chapelles et de congrégations dans les zones rurales de la région sud. Lorsqu'il était jeune, mon grand-père fut employé comme cuisinier par le médecin de la mission, le Dr Thomas Barkley. Il se convertit et jusqu'à sa mort, en 1945, il fut un animateur dévoué de la vie chrétienne à Formose. Les archives de la mission le mentionnent comme le « Pasteur Peng », mais je ne sais s'il fut jamais formellement ordonné. Je ne sais rien de sa première femme, hormis le fait qu'elle était connue pour être extrême-

ment autoritaire. Il eut d'elle cinq fils et deux filles et une autre fille de son deuxième mariage avec une veuve.

Mon grand-père était indéniablement heureux de travailler pour des professeurs et des médecins ; il était intéressé par la culture occidentale ainsi que par les changements rapides qui se produisaient autour de lui. Deux périodes révolutionnaires l'écartèrent progressivement du style de vie traditionnel de la culture chinoise. De 1850 environ jusqu'à 1895, l'île de Formose fut au centre de fréquentes controverses internationales. Les puissances maritimes occidentales et le Japon exigèrent que le gouvernement chinois construise des phares, dresse des cartes de ses côtes et maintienne la loi et l'ordre sur le territoire qu'il prétendait gouverner. Ils exigèrent aussi que Pékin mette un terme à la piraterie qui sévissait dans les mers de Formose et contrôle les aborigènes coupeurs de têtes vivant dans les montagnes et le long de la côte est. Quand il devint clair que le gouvernement chinois, après avoir promis beaucoup, ne ferait strictement rien, les puissances étrangères - Angleterre, France, Etats-Unis et Japon - proposèrent diverses mesures correctives. En 1874, alors que mon grand-père n'était qu'un tout jeune garçon, le Japon envoya une force expéditionnaire occuper la pointe sud de Formose jusqu'à ce que Pékin eût payé, avec réticence, une importante indemnité et eût fait quelques pas dans la voie des réformes.

A partir de 1875, deux gouverneurs plutôt progressistes obtinrent la suppression des édits interdisant l'émigration chinoise vers l'île et de toutes les mesures limitant l'expansion de l'exploitation de l'île et son développement économique. Mais le gouvernement impérial de Pékin se désintéressa rapidement de ces questions et les Formosans se retrouvèrent une nouvelle fois à la merci d'officiels chinois rapaces et corrompus. En 1884, mon grand-père avait alors dix-neuf ans, la France entreprit un blocus de l'île et des éléments de la Légion étrangère de France occupèrent Keelung. Une nouvelle fois, Pékin envoya à Formose un gouverneur plutôt progressiste, et les Français se retirèrent. Au cours des cinq années suivantes, le gouverneur Liu Ming-chuan fit de Formose le territoire le plus moderne de tout l'empire chinois. Il construisit une ligne de chemin de fer de Keelung à Hsinchu, créa un système de poste et télégraphe, acheta des navires pour faciliter les échanges commerciaux avec l'Asie du Sud-Est, établit une liaison par câble entre Tamsui et Amoy, essaya d'introduire l'éclairage électrique,

construisit à Taipei une « école pour les études occidentales », essaya de fonder un hôpital financé par le gouvernement et s'efforça de réviser et de réorganiser le système de taxes foncières. En 1887, mon grand-père n'avait pas encore vingt-cinq ans, Formose devint officiellement une province chinoise.

Nombre de ces innovations furent possibles parce que les Formosans étaient beaucoup moins soumis aux traditions que leurs lointains cousins du continent. Stimulée par le commerce maritime développé par les commerçants et les représentants étrangers qui s'étaient établis dans les ports, l'économie connut une spectaculaire prospérité. Mais quand le progressiste gouverneur Liu fut rappelé en 1895, la bureaucratie mandarinale chinoise traditionnelle, inefficace et incroyablement corrompue, abandonna la plupart des réformes.

Pendant toutes ces années, l'attention des hommes comme mon grand-père s'était détournée de la Chine traditionnelle au profit du monde occidental. L'indifférence de Pékin et les abus de l'administration chinoise, dont les agents n'étaient nommés sur l'île que pour de brèves périodes, provoquèrent la colère de nombreux Formosans.

Puis, en 1895, Pékin céda Formose aux Japonais. Ce fut le prix à payer pour que les armées japonaises ne marchent pas sur Pékin après avoir défait les forces chinoises en Mandchourie. Le traité de Shimonoseki fut signé en avril 1895. Pendant quelques jours, en mai, avant que les Japonais n'arrivent, il y eut une tentative confuse et mal organisée pour établir une « République de Formose ». Cette tentative échoua et, après s'être emparées de Taipei, les troupes impériales japonaises se dirigèrent vers le sud de l'île. Dans le nord, les autorités et le contingent militaire chinois s'étaient déjà enfuis en Chine. Dans le sud, un général chinois, connu sous le nom de « Pavillon Noir » Liu, combattit jusqu'en octobre, lorsque toute résistance organisée devint vaine, et parvint à s'échapper et à gagner Amoy, déguisé en vieille femme.

Bien que Pékin n'eût consulté aucun Formosan avant de prendre la décision de céder Formose au Japon, Tokyo proposa à tous les Formosans une période de grâce de deux ans au cours de laquelle ils pourraient choisir leur nationalité. Ceux qui le souhaitaient pouvaient quitter l'île en emportant leurs biens, ceux qui préféraient conserver leur nationalité chinoise étaient autorisés à se faire enregistrer comme « résidents étrangers », mais s'ils n'accomplissaient pas cette démarche



dans un délai de deux ans ils devenaient automatiquement des sujets de l'Empereur du Japon. Quelques milliers de Formosans partirent pour le continent et quelques milliers d'autres se firent enregistrer comme étrangers, mais la grande majorité - quelque 3 millions - resta sur son île natale, ce que firent mes grands-parents.

A cet époque, le choléra, la peste, la malaria, la tuberculose, la fièvre noire, le trachome, et beaucoup d'autres maladies, étaient endémiques à Formose, ce qui donnait à l'île une mauvaise réputation. Hormis la brève tentative du gouverneur Liu pour fonder un hôpital à Taipei, aucun officiel chinois n'avait jamais rien fait pour rendre l'île plus saine. Les concepts de santé publique et d'assainissement ne faisaient pas partie des idées des Chinois du continent. Les forces japonaises avaient perdu près de 12 000 hommes, morts ou rendus inopérants, en raison de maladies, pendant leur campagne de quatre mois pour se rendre maîtres du territoire. Le taux de mortalité parmi les gens du peuple était spectaculairement élevé. Le commandant en chef nominal des forces japonaises était un prince impérial et, en dépit des précautions particulières qui furent prises pour protéger ce haut personnage, lui aussi mourut à Tainan de malaria et de dysenterie, contractées au cours de l'avance vers le sud. Cet événement produisit une énorme impression à Tokyo.

Le gouvernement impérial vit immédiatement que si le Japon voulait s'établir avec succès dans cette nouvelle possession insulaire, il lui faudrait assainir Formose. Mais jusqu'en 1898, le gouvernement militaire fut essentiellement occupé à réduire des guerrillas dans les campagnes cultivées, si bien que les problèmes de santé publique furent laissés aux mains des militaires, peu compétents dans ce domaine. Le Japon ne pouvait espérer établir une administration permanente si le taux de mortalité parmi ses soldats et la population civile se maintenait à un niveau aussi élevé. Une main-d'œuvre formosane en bonne santé était aussi une condition nécessaire pour le succès de la colonie. Toutefois, les seuls services médicaux alors disponibles pour la population étaient les hôpitaux et les cliniques des missions presbytériennes à Taipei et à Tainan. Quelque chose devait être fait, et rapidement, pour fournir des services médicaux à plus large échelle.

C'est pourquoi, en 1898, lorsque le baron Kodama Gentaro, un général d'une rare qualité, fut envoyé par Tokyo comme quatrième gou-

verneur, il emmena un médecin avec lui, le Dr Goto Shimpei, pour occuper les fonctions d'administrateur civil et devenir son adjoint pour toutes les questions qui ne relevaient pas de l'art militaire. Pendant six ans, ces deux hommes s'attachèrent sans relâche à mettre en oeuvre un programme visant à réorganiser l'administration, l'économie et la vie sociale de Formose. Toutes les familles formosanes en ressentirent les effets. L'une des premières décisions de Goto fut d'établir une école de médecine à Taipei, qui offrait un programme court pour former tous ceux dont on avait un urgent besoin pour une campagne d'amélioration de la santé publique sur l'ensemble de l'île. Il fit de la publicité pour recruter des étudiants, offrant à chacun une petite somme d'argent mensuelle.

Pendant ce temps, mon grand-père était devenu un ministre laïc au service de la mission de l'Eglise presbytérienne anglaise. Avec cinq fils et trois filles à élever, c'était un homme pauvre. Les garçons allaient ramasser du bois dans les collines et faisaient de petits travaux en ville pour aider à pourvoir aux besoins de la famille. Mon grand-père était beaucoup trop pauvre pour envoyer tous ses fils à l'école, mais quand le nouveau gouvernement offrit ces subsides pour suivre des études médicales, il incita son troisième fils - mon père - à s'inscrire à ce programme à Taipei.

Tokyo éprouvait quelques difficultés pour obtenir la coopération des Formosans parce que les autorités militaires et la police civile japonaises étaient d'une extrême sévérité. La population de l'île avait souvent essayé dans le passé de rejeter le pouvoir chinois et avait résisté contre les troupes japonaises en 1895. Pendant la décennie qui suivit, elle opposa une résistance passive dans les villes et recourut à du sabotage et des opérations de guerrilla dans les campagnes éloignées. D'une manière générale, il existait des deux côtés une indéniable inimitié et une indéniable méfiance qui devaient persister pendant plusieurs années. Mon grand-père, toutefois, était un homme de bonne volonté, optimiste et extrêmement intéressé par les idées nouvelles. Sa longue collaboration avec les missionnaires, médecins et professeurs, de Tainan l'inclinait à regarder ailleurs que vers la Chine et le passé, et à essayer de tirer le meilleur profit du changement radical que les Japonais entendaient opérer. Bien qu'il n'ait pas reçu d'éducation formelle, c'était un homme véritablement éclairé.

Mon père entra à l'Ecole de médecine de Taipei alors qu'il était encore jeune. A Tamsui et Taipei, où il était un étranger, il fut introduit auprès des membres de la communauté presbytérienne. Là, il rencontra ma mère qui était étudiante à la mission canadienne de Tamsui. Sa famille était établie depuis longtemps au village de Patou, sur la route de Keelung à la ville actuelle de Taipei. Ses parents étaient entrés en relation avec les premiers étrangers qui avaient suivi cette route et avec les missionnaires du nord de l'île. Ils étaient eux aussi devenus chrétiens, peu après 1872, date à laquelle un Canadien, le Dr George Mackay, avait fondé la mission de Tamsui. Mes grands-parents maternels étaient des producteurs de vin de riz et étaient donc beaucoup plus aisés que la famille du pasteur Peng. Ils avaient accumulé un capital suffisant pour acheter des champs de riz dans la fertile région nord. Mon grand-père maternel était un homme plutôt silencieux, gentil et paisible ; il laissait la plus grande responsabilité de la gestion de son affaire à sa femme, qui était très travailleuse.

Quand les Japonais prirent le contrôle de l'île, ils décidèrent que toute la production d'alcool serait un monopole du gouvernement et toutes les entreprises privées spécialisées dans cette production furent rachetées par le gouvernement. Ma mère avait deux frères et une sœur. Son frère aîné fut envoyé au Japon pour étudier à l'Université Doshisha, fondée à Kyoto par des missionnaires américains. A son retour, il devint pasteur presbytérien, président du conseil d'administration de l'hôpital de la mission Mackay et président du synode presbytérien pour le nord de Formose. Dans le même temps, le frère cadet de ma mère suivit les cours de l'école de la mission de Tamsui et devint homme d'affaires.

Après que mon père eut terminé sa formation médicale à l'école du gouvernement, il passa deux ans comme interne à l'hôpital Mackay de Taipei. Ce fut pendant cette période que mes parents se marièrent. Se déplaçant vers le sud, mon père ouvrit son premier cabinet de médecin dans la petite ville de Tachia, située au bord de la mer dans la partie centrale de Formose. Cette petite communauté de moins de vingt mille habitants était alors renommée ; elle avait prospéré grâce à un artisanat produisant, à une échelle familiale, des chapeaux et des nattes, magnifiquement tissés, qui étaient exportés dans le monde entier. Dans ses meilleures années, Tachia expédiait près de dix millions de chapeaux

vers les seuls Etats-Unis et le nombre envoyé au Japon était aussi considérable.

Une fois établi à Tachia, mon père prospéra également. Les revenus d'un médecin étaient plutôt élevés et, dans toutes les communautés, le médecin bénéficiait d'un grand prestige et avait beaucoup d'influence. Mon père étant le premier dans notre famille à gagner de l'argent, il envoya ses frères à l'école de médecine, dès qu'il fut capable de financer leurs études. Les uns après les autres, ils commencèrent de s'enrichir et tous ses fils furent heureux de rendre la vie de mon grand-père plus confortable.

Ce dernier, qui était très fier, découvrit qu'il avait, en fait, fondé une « dynastie de médecins », puisque les enfants de ses fils soit devinrent médecins soit épousèrent des médecins et que leurs enfants embrassent, à leur tour, cette profession. Au moins quinze membres de la famille Peng, dont cinq femmes, ont obtenu un diplôme de médecine et une troisième génération, qui comprend mon fils et des neveux et nièces, suit actuellement des études de médecine.

Toute sa vie, mon père fut très proche de ses frères, et tous ses frères éprouvaient un profond intérêt pour l'éducation, déterminés à donner à tous les enfants de la famille Peng les meilleures chances d'y accéder.

Mon père exerça à Tachia pendant dix-huit ans et, devenu très à l'aise, il investit son argent dans l'achat de champs de riz jusqu'à ce qu'il fut propriétaire de quarante chia, ce qui est substantiel, rapporté aux critères de Formose. Il avait l'intention de laisser dix chia à chacun de ses enfants, ce qui nous permettrait de pourvoir à l'éducation de nos propres enfants lorsque le temps serait venu. Je me souviens que, souvent, lorsque nous allions par le train vers le nord, il nous montrait du doigt les rizières dorées, disant avec fierté : « Ces champs de riz nous appartiennent tous ».

Je naquis à Tachia, le 15 août 1923 ; j'avais deux frères et une sœur et j'étais le plus jeune. En grandissant, nous découvrîmes quel homme vraiment remarquable était notre père et pourquoi il inspirait un aussi grand respect et une aussi grande affection parmi la communauté de Tachia. Il aimait les chevaux et, quelquefois, en possédait jusqu'à quatre en même temps. Il en avait toujours au moins un et un domestique pour s'en occuper. Il partait à cheval de bon matin pour répondre à des appels provenant de maisons éloignées, ce qui n'était pas la règle



à Formose. Je me rappelle comme si c'était hier le jour où il revint au grand galop, poursuivi par un buffle d'eau. Une autre fois son cheval fut réellement encorné par l'un des ces indociles animaux. Toute sa vie il monta à cheval par plaisir et fut, un temps, un membre enthousiaste du club équestre japonais de Kaohsiung.

Ses intérêts étaient variés et, par certains côtés, tout à fait extraordinaires. Il pratiquait la boxe chinoise, il était passionné de jardinage et cultivait des chrysanthèmes et des orchidées rares, il se mit à la peinture à l'encre et il apprit à jouer du violon. Ses relations avec ses métayers étaient très bonnes. Je me souviens que ces derniers venaient souvent pour discuter avec lui de la part de la récolte qu'ils auraient à lui donner pour la saison à venir ou pour solliciter sa compréhension parce qu'ils n'avaient pas payé ce qu'ils lui devaient. Il pratiquait aussi beaucoup d'actes de charité dans son importante clinique, car son bon cœur le conduisait souvent à oublier qu'on ne l'avait pas payé ou à traiter gratuitement des malades trop pauvres pour acquitter le tarif normal. Ma mère et lui étaient tous les deux des chrétiens dévots qui, en tant qu'anciens, avaient des responsabilités particulières dans la congrégation presbytérienne locale, pratiquaient la charité et apportaient leur soutien aux activités éducatives de l'Eglise de Formose.

Je me souviens d'une controverse qui perturba sérieusement l'harmonie de notre famille. Il était d'usage courant, à Formose, pour les familles aisées, d'« adopter » des filles qui étaient, en fait, des servantes. On prenait ces petites filles à la maison lorsqu'elles avaient seulement cinq ou six ans, on donnait en compensation de l'argent à leurs familles et on les utilisait comme bonnes jusqu'à ce qu'elles soient en âge de se marier. Dans certaines maisons, ces filles étaient bien traitées, dans d'autres elles ne l'étaient pas. Nous en avions toujours une ou deux à la maison et quand ma sœur se maria, une de nos tantes lui donna une bonne de ce type, qui resta avec elle pendant de nombreuses années. Quand mes frères entrèrent dans les classes supérieures de l'école ils condamnèrent cet usage comme étant une forme d'esclavage. Ils le critiquèrent durement, disant entre autres, « Vous vous dites chrétiens et ces filles sont des esclaves ! ». Mes parents, embarrassés et troublés essayèrent de se justifier en mettant en avant le fait que, chez eux, elles étaient très bien traitées. Néanmoins, mes frères souffraient souvent de cette situation à laquelle ils ne purent jamais complètement se faire.

J'avais à peu près cinq ans lorsque mes parents m'emmenèrent avec eux en Chine. Je me souviens combien il faisait froid à Shanghai et j'ai encore en mémoire le long escalier qui conduisait au mausolée, récemment édifié, de Sun Yat-sen, près de Nankin. M. Huang Chao-chin, que mon père connaissait et qui était alors, à Nankin, le ministre des Affaires étrangères, nous servit de guide dans la capitale. Il venait juste de rentrer des Etats-Unis, où il était allé étudier. J'étais trop jeune pour bien comprendre tout ce que nous voyions, mais ce voyage donna l'occasion à mon père et à ma mère de comparer les conditions de vie en Chine à celles de Formose, après trente-trois ans d'administration japonaise. Ils furent, bien sûr, impressionnés par l'immensité de la Chine et éprouvèrent quelque nostalgie envers la terre de leurs ancêtres. Toutefois, en termes de développement social, d'industrialisation, d'éducation et de santé publique, ils eurent le sentiment que, comparée à Formose, la Chine avait encore beaucoup à accomplir.

Quand ma sœur et mes frères furent en âge d'aller à l'école, Père loua à Taipei une maison de style japonais proche du consulat américain. Mère demeura avec nous et Père vint le week-end, aussi souvent qu'il le pouvait. De temps en temps, nous retournions tous à Tachia pour être avec lui et faire les cent kilomètres par le train était toujours une grande aventure.

En entrant à l'école, nous commençâmes, nous, les enfants, de nous éloigner de la protection et de la chaleur d'une grande famille dans une petite ville pour entrer dans la vie plus complexe d'une capitale coloniale. A Tachia, nous étions les enfants d'une famille en vue, cajolés et toujours pardonnés par les servantes de la maison, et entourés par nos amis formosans. A Taipei, après avoir subi des examens sévères, nous fûmes autorisés à entrer dans les meilleures écoles japonaises, fréquentées essentiellement par les fils et les filles des fonctionnaires japonais.

La situation des jeunes Formosans était, à cette époque, très particulière. De 1895 à 1922, les Japonais avaient maintenu à Formose un système d'écoles primaires séparées pour les enfants de leurs nationaux. Il y avait une bonne excuse à cela au cours des premières années de leur administration puisque les enfants formosans ne pouvaient alors comprendre ou parler correctement japonais, mais après vingt-cinq ans, ce prétexte ne tenait plus. Néanmoins, les préjugés firent que la séparation des écoles se perpétua. Au cours de la première guerre

mondiale apparurent les premières organisations formosanes exigeant l'autonomie interne et la fin des discriminations économiques, sociales et politiques. La participation du Japon à la guerre européenne aux côtés des Alliés avait conduit à une extraordinaire croissance de l'industrie japonaise et à une augmentation correspondante de la population urbaine et des quartiers ouvriers. Ce nouveau prolétariat urbain exigeait une plus grande participation aux affaires publiques, au moment même où des mouvements révolutionnaires commençaient de se propager en Europe. Le système impérial russe fut détruit et le pouvoir colonial de l'Angleterre, de la Hollande et de la France fut contesté par ceux qui le subissaient. Le président des Etats-Unis, Wilson, proclamait l'égalité de tous les hommes et mettait l'accent sur le droit des minorités à disposer d'elles-mêmes.

A la faveur de ce contexte, le Japon avait demandé à Versailles une reconnaissance internationale formelle de l'égalité des races. Les étudiants formosans de l'Université de Tokyo présentèrent immédiatement des pétitions au gouvernement japonais pour mettre fin à la discrimination dans les écoles. En 1918, un homme d'origine populaire devint le premier ministre du Japon pour la première fois dans l'histoire de ce pays et Tokyo commença de faire de légères concessions à Formose. Par exemple, un civil fut nommé gouverneur général après trente-cinq ans pendant lesquels cette fonction n'avait été occupée que par des généraux ou des amiraux et, en 1922, l'année qui précéda ma naissance, la discrimination dans les écoles fut théoriquement supprimée. La première génération de Formosans élevée sous le drapeau japonais avait maintenant mûrie et beaucoup étaient devenus bilingues. Leurs enfants devinrent à leur tour bilingues dès la petite enfance, ce qui fut mon cas.

A l'époque où j'entrai à l'école, la loi stipulait que n'importe quel enfant parlant suffisamment bien japonais pouvait être admis dans les écoles primaires autrefois réservées aux enfants japonais. Toutefois, dans les faits, la discrimination persistait. Les candidats étaient sélectionnés par un système d'examens. Les écoles dans lesquelles les élèves japonais étaient en majorité étaient mieux équipées et avaient généralement de meilleurs instituteurs que celles qui accueillaient en majorité des élèves formosans. Mère avait choisi une maison dans le quartier japonais de la ville. L'inscription de mon père dans les pre-

miers programmes de formation médicale japonais, son statut social et sa richesse, nous donnèrent une position privilégiée. Néanmoins, nous fûmes soumis à une sévère sélection avant que mes frères et ma sœur fussent admis à l'école primaire Kensei et que je fusse autorisé à entrer au jardin d'enfants Taisho, qui était très proche. Il n'y avait, dans ce jardin d'enfant, qu'un seul autre enfant formosan. Nos maîtres étaient compétents et bienveillants, mais rien ne pouvait nous cacher le fait qu'on s'attendait à ce que nous nous considérions comme privilégiés d'être admis dans de telles écoles.

Après une année passée au jardin d'enfants, je réussis à l'examen d'entrée à l'école primaire Kensei où je rejoignis mes frères et ma sœur. Au cours de la deuxième année d'école, ma mère décida de retourner à Tachia. Elle m'emmena avec elle, laissant les autres à la garde de ma grand-mère maternelle. J'entrai à l'école primaire japonaise locale qui avait un effectif de 200 élèves. Je crois que j'étais alors le seul garçon formosan de l'école. Le principal japonais développa à mon égard une affection inhabituelle, s'adressant constamment à moi pour résoudre les questions auxquelles les autres n'avaient pu répondre. Lors des petites cérémonies publiques organisées dans les écoles primaires, il me mettait toujours en avant pour représenter l'ensemble des élèves.

Je passai deux ans dans cette atmosphère agréable, mais, avant qu'un tel traitement puisse me gâter ou altérer mes relations avec mes camarades, mon père décida de s'arrêter temporairement d'exercer pour suivre un stage de formation continue au Japon. Nous étions alors en 1933. Ma sœur venait d'être diplômée de la meilleure école de filles de Taipei et s'apprêtait à se rendre à Tokyo pour y passer l'examen d'entrée d'une école de médecine réservée aux femmes. A Taipei, mes deux frères étaient lycéens dans les deux établissements considérés comme les meilleures de Formose.

Pendant ces années, nous entendîmes beaucoup parler de l'invasion japonaise de la Chine et de l'« incident de Shanghai ». Il suscita en nous un sentiment complexe. Les journaux japonais rapportaient les nobles actions des soldats japonais et estimaient que le Japon était dans son droit en s'efforçant de soumettre à sa loi une Chine arriérée. Les professeurs et les élèves, à l'école, se faisaient l'écho de ces sentiments patriotiques, mais à la maison nous entendions nos parents parler du courage des Chinois qui avaient résisté à l'invasion japonaise.



Le jour de notre départ de Tachia, le principal de mon école fit venir à la gare l'ensemble des élèves pour nous dire au revoir. C'était un geste sans précédent. Nous parlâmes alors de ce sujet et lorsque je devins plus âgé, je découvris que de nombreux Japonais éclairés n'approuvaient pas une politique de discrimination. Il y avait des enseignants ou d'autres intellectuels qui étaient sans préjugés, s'efforçaient sincèrement de traiter les Formosans comme des égaux et auraient vraiment souhaité bâtir un pont entre les Japonais et les natifs de l'île.

Mon premier voyage au Japon, en 1933, me fit entrer dans un monde très différent de tout ce que j'avais connu auparavant. A cette époque, à Formose, les Japonais constituaient une minorité d'environ trois mille personnes, consciente de ce qu'elle était, dirigeant une population d'environ quatre millions d'individus et personne ne pouvait se cacher la différence existant entre les deux groupes. A Tokyo, notre famille se trouva perdue dans une mer de Japonais, dans une des plus grandes villes du monde. Personne ne remarquait que nous étions formosans ; nous ne bénéficions d'aucun privilège mais nous n'étions pas traités comme des gens curieux. Ma sœur réussit à ses examens et fut admise à l'école de médecine. On m'inscrivit dans une école primaire proche de notre résidence temporaire dans Kamatu-Ku, (le « quartier Kamatu »), et mon père suivit un cours de spécialité en gynécologie dans le grand hôpital privé d'Ogimachi. Nous restâmes à Tokyo un peu plus d'un an.

J'étais entre temps devenu un grand fan de baseball. Quand Babe Ruth vint au Japon, j'eus l'audace de lui envoyer une lettre et il me répondit en m'envoyant son autographe que je conservai précieusement.

Quand nous retournâmes à Formose, mon père décida d'ouvrir un nouvel hôpital dans la ville de Takao (Kaohsiung), port en croissance rapide, situé dans le sud de l'île. Le gouvernement avait entrepris là un vaste programme d'industrialisation. De nouveaux générateurs hydroélectriques, installés au lac du Soleil et de la Lune (Sun Moon Lake sur les cartes étrangères), étaient prêts à fournir l'électricité nécessaire, le vieux lagon de Takao avait été dragué pour recevoir des cargos de fort tirant, et des docks, des entrepôts et des sites industriels étaient en cours de construction pour répondre à la grande poussée vers le sud et le développement des échanges avec l'Asie du Sud-Est et les Indes. Takao était en pleine expansion.

Là, à une courte distance de la zone industrielle, mon père acheta un assez grand hôtel japonais, le convertit en clinique et transforma une aile en un hôpital pédiatrique qui devait être dirigé par l'un de mes oncles. Ma mère, toujours énergique, apportait son concours pour régler les détails administratifs quotidiens. L'hôpital connut un succès immédiat, prospéra financièrement et la réputation de mon père, comme spécialiste du traitement des tumeurs de l'ovaire, grandit.

Quand j'eus douze ans, je fus inscrit en cinquième année de l'école primaire locale. A cet âge, je commençais d'avoir des préférences et des aversions marquées ; je n'aimais pas du tout la calligraphie traditionnelle et tout mon enthousiasme était réservé au baseball. Nos maîtres prenaient ce sport très au sérieux, le traitant presque comme s'il avait fait partie du programme d'instruction militaire. Bien que je fusse un médiocre batteur, j'étais un excellent joueur de champ, et je faisais partie de notre équipe quand elle remporta un tournoi municipal. Il va de soi que mon autographe de Babe Ruth me donna un grand prestige parmi mes camarades de classe.

Depuis ma plus tendre enfance, être formosan était devenu un problème psychologique de plus en plus complexe. Je parlais parfaitement japonais et j'étais généralement parmi les meilleurs élèves ; néanmoins j'étais toujours conscient de mon identité, j'avais constamment à l'esprit que j'étais différent de mes camarades japonais. Mon nom me gênait ; le caractère chinois pour Peng se prononce en japonais « Ho », et quand il était prononcé dans la classe, il suscitait souvent des rires. Mère portait la robe conventionnelle d'une Formosane appartenant aux classes supérieures mais quand elle venait à l'école à l'occasion de cérémonies publiques, j'étais embarrassé qu'elle parût si différente des autres mères présentes.

Lorsque j'entrai à l'école secondaire de Takao, un quart des élèves seulement étaient formosans et la plupart étaient d'excellents élèves puisqu'ils avaient dû passer les sévères examens dont le but essentiel était de limiter l'accès des Formosans à une éducation supérieure et aux professions libérales. L'administration coloniale était attentive à ce que la sélection la plus impitoyable se produise au niveau de l'école secondaire. Le principe semblait en être que s'il était utile d'apprendre à lire et à écrire aux travailleurs formosans et donc de leur donner une

éducation très élémentaire, il était dangereux d'encourager le développement, sur l'île, d'une élite intellectuelle ou professionnelle.

Il y eut un changement de principal peu de temps après mon admission ; un homme petit et aimable fut remplacé par un homme grand et austère, qui avait la réputation d'être très attaché à la discipline. Profondément alcoolique, il secouait constamment la tête, même quand il s'adressait aux élèves en public. Nous fûmes immédiatement soumis à un régime spartiate. En plus d'assumer la charge d'un lourd emploi du temps scolaire, chacun d'entre nous était obligé de prendre soin d'un carré de jardin sur le terrain de l'école ce qui impliquait de transporter des seaux d'excréments humains utilisés comme engrais, et de travailler en équipe à couper l'herbe ou à faire d'autres travaux manuels dans l'enceinte de l'école. Nous étions indignés par tout cela, mais c'était exigé par la discipline et ces contraintes visaient à nous endurcir pour affronter le service militaire. Comme dans toutes les écoles secondaires de l'empire, on exigeait que nous portions de tristes uniformes gris, des casquettes à visière et des bandes molletières, tenue qui n'était pas du tout adaptée au climat tropical de Takao. Nous étions punis si quelqu'un rapportait nous avoir vus sans uniforme à l'extérieur de l'école. Nous ne pouvions pas porter les soques en bois (*geta*) fraîches et confortables que la plupart des élèves préféraient, il ne nous était pas permis d'aller à l'école à bicyclette mais seulement à pied, et il nous était strictement interdit d'aller au cinéma ; tout élève découvert dans un cinéma pouvait être renvoyé de l'école.

Nous avions entre douze et dix-huit ans et ces interdictions nous pesaient. Comme tous les garçons, nous prenions des risques. Personne n'oubliera le jour où notre principal assista, *ès fonctions*, à une rencontre d'athlétisme qui se tenait dans une école de filles, à l'autre bout de la ville. Dans de telles occasions, les filles portaient toutes de courtes culottes bouffantes et plusieurs des élèves de notre école se faufilèrent au premier rang pour reluquer les filles dans cette petite tenue. Notre principal les aperçut et le matin suivant, l'ensemble des élèves dut subir une violente tirade accusatrice, le plus souvent hurlée et presque hystérique. Selon ce garde-chiourme, nous n'étions pas dignes d'être des soldats de l'empereur. Nous trouvâmes cela très injuste et nous évoquâmes alors avec ironie, le maître nageur de l'école de filles, qui était autorisé à entrer dans la piscine avec ses jeunes élèves.

Le principal était typique de beaucoup de militaires et de super-patriotes du Japon de cette époque. L'invasion de la Chine avait été relancée et ce qu'on appelait l'« incident de Chine », qui commença avec l'affaire du Pont Marco Polo, près de Pékin, en juillet 1937, ne se termina qu'en août 1945. Tous les étudiants, dont nous, étions obligés de participer à de grands défilés aux lanternes célébrant les innombrables victoires obtenues par les soldats impériaux en Chine, et nous entendîmes nos amis japonais se séparer de leurs maris, de leurs fils, et de leurs frères, qui partaient pour la guerre avec cette formule, qui faisait froid dans le dos, « Rippa ni shinde kudasai ! » ( « Tâche de mourir en beauté ! »).

Nous avions pour instructeur militaire un homme dans la quarantaine qui sortait de l'ordinaire et était assez populaire. Il était direct, sans préjugés et quelquefois amusant. S'il pensait qu'un étudiant se comportait de façon trop timorée ou qu'il paraissait efféminé, il se précipitait sur lui et le saisissait par l'entrejambes « pour voir si c'était réellement un homme ! ». Il nous manqua quand il partit pour la guerre, et nous fûmes horrifiés d'entendre dire plus tard qu'il avait disparu à Guadalcanal où, selon certaines rumeurs, il était mort de faim puis mangé par ses camarades.

Notre fanatique principal et nos instructeurs militaires nous inculquaient, par des exercices répétés, de l'enthousiasme pour la guerre ; ils nous enseignaient constamment que le peuple chinois était lâche et arriéré, les Japonais braves et héroïques et qu'ils se sacrifiaient pour le bien de la Chine. Les étudiants formosans, comme nous, étions placés dans une situation gênante et douloureuse. Mon père lisait beaucoup et se tenait informé du mieux qu'il pouvait de ce qui se passait en Chine. Suivant son exemple, je me tenais sans doute beaucoup mieux au courant des événements que certains de mes camarades. Pendant toute ma scolarité, depuis l'école primaire, j'avais été avide de journaux, lisant avec attention chacune de leurs pages. C'est une habitude que je n'ai jamais perdue.

La guerre de Chine et la politique étrangère étaient chez nous de fréquents sujets de conversation. Mon père et ma mère avaient tous les deux des amis étrangers, membres des missions presbytériennes anglaise et canadienne, qui nous rendaient visite de temps en temps et chez lesquels nous allions également. Je suppose qu'aucun de mes

camarades de classe n'avait de telles relations avec des étrangers et des intérêts aussi variés.

J'avais commencé d'apprendre l'anglais au cours de la première année de l'école secondaire, ce que j'aimais beaucoup. Il est possible que j'aie toujours été attiré par les langues comme par une voie subconsciente pour m'échapper, une voie conduisant au vaste monde situé au-delà de la Chine et du Japon et loin du dilemme où nous étions placés à cause de la guerre en Chine. Mes grands-parents avaient connu le désordre et l'anarchie des dernières années de l'administration chinoise à Formose et il était évident qu'ils avaient prospéré sous la loi japonaise. J'étais né sujet de l'Empereur du Japon et chaque jour j'étais soumis à la propagande patriotique japonaise, mais j'étais aussi chinois par le sang, la langue et les traditions familiales. A cet âge où nous sommes impressionnables, la langue anglaise était un passeport pour le monde occidental, qui, pour notre famille, signifiait le Canada, l'Angleterre et les Etats-Unis, en raison de leur association avec l'église chrétienne.

L'anglais était donc ma matière préférée et j'y obtins quelques succès. Mon professeur japonais, M. Amatsuchi, fut très fier de ma réussite, mais malheureusement nous étions dans les années d'un fanatisme anti-britannique et anti-américain, qui ne faisait que croître chez les militaristes japonais, et le principal de notre école faisait partie de ces fanatiques.

Un étudiant était supposé passer cinq années complètes à l'école secondaire, mais le règlement stipulait aussi qu'il était autorisé à passer l'examen d'entrée d'une école supérieure après avoir fini sa quatrième année. L'avis positif du principal de l'école secondaire était d'usage mais n'était pas techniquement nécessaire. Dans les matières scolaires, mes résultats étaient parmi les meilleurs et mon père souhaitait que je me présente à ces examens. Ma sœur aînée l'avait fait auparavant avec succès. La compétition était sévère, mais nous étions confiants que je pouvais réussir. Je soumis donc ma candidature à l'approbation de mon principal pour qu'il effectue le transfert de mon dossier et qu'il l'accompagne d'une recommandation. Il refusa tout net. La raison en était simple – il n'accepterait jamais de le faire pour aucun de ses étudiants. Mon père alla alors le voir dans son bureau pour lui rappeler avec quelque insistance que « c'était le droit de tous les étudiants répondant à certaines conditions. Je veux que mon fils le fasse. Vous



n'avez pas le droit de refuser ». Le principal répliqua abruptement : « Retirez votre fils de cette école ». Aussi abruptement, mon père lui dit : « C'est ce que je vais faire ». C'est avec le souvenir déplaisant de ce garde-chiourme colonial que je ne pouvais chasser de mon esprit que je me rendis à Tokyo par moi-même. Je devais loger chez ma sœur avant de me présenter aux examens d'entrée à l'Ecole supérieure numéro deux de Sendai. Elle avait arrêté d'exercer la médecine et avait épousé un homme d'affaires formosan, diplômé de l'Université Keio, qui réussissait très bien. A mon grand chagrin, mais sans doute pour mon bien, j'échouai à l'examen d'entrée. J'avais été un excellent étudiant dans une petite école coloniale à Takao, loin de la métropole de Tokyo, mais ce n'était pas tout à fait suffisant. Ma confiance avait certainement été excessive. Ma jeunesse et le mal du pays y étaient sans doute aussi pour quelque chose. J'avais alors seize ans.

Maintenant, j'étais confronté au problème de trouver une école secondaire au Japon pour finir mes études. En principe, l'administration de ces écoles était toujours réticente à accepter de recevoir des étudiants la dernière année. Après une difficile recherche, je pus m'inscrire dans une école de mission, la Kansei Gakuin, située à mi-chemin entre le grand port international de Kobe et la ville industrielle d'Osaka. Elle n'était qu'à une heure de trajet de Kyoto, l'ancienne capitale du Japon. C'était une école qui avait les faveurs des familles riches et aristocratiques. Sur le plan scolaire, elle n'était pas de la meilleure qualité et l'école primaire qui lui était attachée avait une réputation médiocre. Elle était considérée comme un refuge pour les enfants gâtés de parents riches et indulgents.

Je ne résidais pas à l'école. J'avais trouvé à la place un logement dans la famille d'un paysan qui ne vivait pas très loin, dans les faubourgs. Les conditions étaient plutôt primitives au regard de ce à quoi j'étais habitué à la maison. Je n'avais aucune servante pour s'occuper de moi, ce qui signifiait que je devais laver mes vêtements et nettoyer ma chambre. Il nous fallait aller chercher l'eau à un puits, situé dans la cour, et je trouvais la nourriture bien pauvre comparée à notre cuisine familiale formosane, d'une grande variété.

Mon deuxième frère poursuivait maintenant ses études à l'Ecole de médecine de Keio à Tokyo et ma sœur habitait toujours cette ville. Pendant plusieurs mois j'eus le mal du pays et je me sentis très mal-

heureux ; il m'arrivait quelquefois, le soir, lorsque j'étais seul, de me mettre à pleurer. Mais quand survint la fin de cette triste période, je commençai vraiment d'apprécier ma nouvelle vie. Il eut été impossible d'imaginer un contraste plus grand avec celle que je menais dans cette école arriérée de Takao. La Kansei Gakuin semblait avoir rassemblé tout un corps professoral de gentils excentriques et de non-conformistes, qui aimaient enseigner mais dont l'enseignement n'avait rien en commun avec l'ennuyeux embrigadement para-militaire des écoles publiques. Ce qu'on exigeait de nous était très facile, néanmoins je travaillais dur, impatient d'absorber tout ce que l'école offrait. Aux services de la chapelle, j'aimais chanter en japonais les hymnes chrétiens familiers, et, pendant un temps, j'admirai le jeune professeur de musique, d'une grande beauté et toujours très bien habillé. J'étais fasciné par ses manières qui, aussi bien que ses vêtements, étaient occidentalisées et d'une grande élégance. Quand, quelquefois, nous chantions en anglais, j'éprouvais un sentiment intime de bonheur.

Le seul règlement strict dans cette école était l'interdiction qui nous était faite d'aller au fameux théâtre Takarazuka, lequel présentait des revues féminines sur le modèle des New York's Radio City Music Hall Rockettes. Aux yeux des responsables des écoles, il manquait quelque chose tant à la tenue sportive des élèves de Takao qu'au costume des filles du théâtre Takarazuka.

L'école elle-même était située dans le district le plus occidentalisé de tout le Japon, un ensemble résidentiel de différentes communautés, dans la périphérie de la ville, où de nombreux hommes d'affaires étrangers et des diplomates occupaient de vastes demeures. Certains de mes camarades de classe venaient de ces riches familles occidentalisées. Le week-end, nous pouvions aller où nous voulions ; je me rendais souvent à Osaka ou à Kobe où je flânaï, seul. Quelquefois, j'allais dans le Kyoto historique. J'apprenais à aimer la nourriture japonaise, et, ce que j'appréciais par-dessus tout, je n'avais plus ce sentiment d'être un étranger. Partout, j'étais considéré comme un égal ; je n'étais plus un colonisé inférieur.

Au contraire, même, à l'école j'étais plutôt traité avec favoritisme parce que j'étais un Formosan qui, de manière inattendue, parlait étonnamment bien japonais. De surcroît, j'étais parmi les meilleurs élèves. Même l'instructeur militaire m'estimait. Les gardes-chiourmes de Takao m'avaient si bien discipliné que j'accomplissais tous les exercices avec une précision

remarquable par rapport au relâchement de mes camarades. La plupart du temps j'étais donc désigné pour porter le drapeau pendant les défilés, ce qui, pour l'instructeur militaire, était le plus grand honneur qu'il puisse conférer à un étudiant.

Pendant tous ces mois agréables, j'étudiais tard le soir et je réussis à être classé le meilleur élève de l'école. Les cours se terminèrent en février. Je fis acte de candidature pour les examens d'admission à deux prestigieuses institutions supérieures : le département d'économie de l'Université Keio et le cours d'art et de littérature de l'Ecole supérieure numéro trois de Kyoto, connue de tous sous le nom de San-ko. J'obtins de bons résultats aux deux examens, ce qui créa une grande sensation à la Kansei Gakuin, aucun diplômé de cette école n'ayant jamais été admis à l'école de Kyoto. Cette dernière était considérée comme l'une des deux meilleures écoles de ce type au Japon, partageant cette distinction avec l'Ecole supérieure numéro un de Tokyo, et moi, un Formosan, j'avais réussi à le faire après seulement une année à la Kansei Gakuin.

Je télégraphiai la nouvelle à mes parents. Ils furent extrêmement heureux bien qu'en même temps un peu déçus que j'aie décidé de ne pas étudier la médecine. J'étais une exception dans la famille. Un long échange de correspondance s'ensuivit ; mes parents étaient inquiets car, les choses étant ce qu'elles étaient à Formose, les chances étaient très faibles de faire une bonne carrière en dehors de la médecine, et même dans ce domaine, sur le plan académique, un seul Formosan avait atteint le rang de professeur titulaire.

Oubliant leur déception, ils m'apportèrent tout leur soutien, observant seulement que, dans une famille, le cadet, fils ou fille, suit toujours une voie personnelle. Mon frère qui étudiait à l'Ecole de médecine de Keio, me comprenait plutôt bien et me donna souvent de bons conseils lorsque j'eus à choisir entre l'Université Keio et la Dai San Koto Gakko (San-ko).

La réputation académique de Keio ne pouvait être comparée avec celle de San-ko, mais une fois admis je pouvais espérer gravir tous les échelons de l'université jusqu'à la licence (bachelor) sans avoir à passer d'autres examens difficiles. Le taux d'admission à Keio était d'environ un reçu pour seize candidats ; la compétition était donc arithmétiquement très dure, mais la qualité des candidats à San-ko était la plus élevée du pays. Toutefois, quand un étudiant sortait de San-ko, il lui fallait, une fois encore, passer des examens très sélectifs pour être admis dans

l'une des universités impériales qui constituaient le sommet du système scolaire japonais.

Sans hésiter, je m'inscrivis à San-ko. Je déménageais de Kobe à Kyoto pour entrer dans la période la plus heureuse de ma vie. L'école était très connue pour sa tradition libérale. La devise de San-ko était Ji-yu (« liberté ») et lorsque j'y entrai, elle combattait avec opiniâtreté pour maintenir cette tradition. En 1940, elle subissait une grande pression de la part des militaristes. La guerre de Chine obligeait le Japon à s'enfoncer de plus en plus à l'intérieur du continent. Tandis que les recrues japonaises étaient appelées pour « mourir en beauté », l'économie nationale était grevée par les préparatifs nécessaires à l'extension du conflit. L'administration de notre école se battait pour préserver une parcelle de liberté intellectuelle et personnelle pour les professeurs et les étudiants, une liberté alors rare au Japon et qui était sur le point de disparaître.

A Kyoto, je trouvai une chambre dans une maison pour étudiants proche du fameux temple du quinzième siècle, le Ginkaku-ji. Conformément à une tradition particulière à cette ville, les repas n'étaient pas servis dans les logements étudiants. Chacun devait aller dans les nombreuses petites échoppes, situées à proximité, qui les préparaient. Il en était de même pour le bain, pris dans les traditionnels « furo ». Rapidement, je me conformai à un rythme routinier ; j'étudiais jusqu'à très tard le soir, lisant quelquefois toute la nuit et je passais beaucoup d'heures à fouiner et à feuilleter des livres dans les vieilles librairies, très nombreuses à Kyoto. Le responsable de la maison d'étudiants où je logeais me traitait avec beaucoup de gentillesse et nous devînmes de bons amis.

Mon père m'accorda généreusement une allocation mensuelle de soixante yens, beaucoup plus que ce dont j'avais besoin pour ma chambre et ma nourriture et peut-être deux fois plus que ce dont disposait un étudiant moyen. J'en profitai pour acheter des livres. J'eus bientôt une collection tout à fait inhabituelle pour un étudiant de cette école. Un jour que je marchais sur l'esplanade du Mausolée Yoshida, je fus saisi par un sentiment d'exaltation qui m'envahit tout entier ; ce fut peut-être le moment le plus heureux de ma vie : je n'avais à me soucier de rien et je pouvais acheter tous les livres dont j'avais envie. J'avais dix-sept ans, un âge où tout semble possible.

J'avais choisi l'option arts et littérature plutôt que l'option science. C'était un programme intensif de lectures dirigées en histoire, littérature et philosophie. Nous étions stimulés par un sentiment de fierté et de compétition amicale entre nous. Chacun était avide d'être le premier à attirer l'attention sur des connaissances nouvelles. Tout ce qui était imprimé, quelle qu'en soit la nature, retenait notre attention et nous avions une insatiable curiosité intellectuelle. Tout le monde se croyait philosophe. A cet âge, nous avions de l'imagination et des illusions, et les amitiés que nous forçons étaient profondes et sentimentales ; peut-être inconsciemment avons-nous aussi besoin de nous persuader que nous connaissions beaucoup mieux le monde que nos aînés et que les hommes ordinaires qui vivaient au-delà des portes de l'école. Le sentiment très fort d'appartenir à une élite nous faisait regarder le monde avec une sorte de mépris désinvolte et juvénile.

Nous vivions dans l'ombre de la guerre. Il était inévitable que tous les diplômés qui ne poursuivaient pas leurs études quelque part dans une université fussent appelés par l'armée et envoyés en Chine. Certains de mes camarades étaient de véritables individualistes. Dans cette tranche d'âge, de seize à dix-neuf ans, il y eut une soudaine éclosion de personnalités. Des talents apparurent. Chacun était libre de suivre ses propres inclinations qui, fréquemment, ne correspondaient pas au contenu formel d'un enseignement. Le système était centré sur des lectures intensives et sur les discussions passionnées que nous avions entre nous et avec nos instructeurs.

L'école attachait une importance particulière à l'apprentissage intensif des langues et j'étais excellent dans ce domaine. Nous avons tous étudié l'anglais pendant quatre ou cinq ans dans les écoles secondaires, et quelles que fussent nos insuffisances à le parler, nous avons beaucoup développé notre aptitude à le lire. Une autre langue étrangère était exigée et je choisis le français. Cela signifiait quatre heures par semaine de grammaire, cinq heures de lecture de textes et trois heures de conversations, enseignements généralement donnés par des professeurs extrêmement qualifiés. J'obtins de bons résultats en français oral, mais dans tous nos cours on attachait plus d'importance à l'écrit. Comme le disait l'un de nos professeurs, nous n'étions pas formés pour devenir des guides touristiques mais pour nous imprégner d'une culture et d'une pensée étrangères.



Très rapidement, je me passionnai pour tout ce qui était français, particulièrement pour l'histoire, la langue et la littérature françaises. Je lisais des livres sur ces sujets en traduction mais aussi dans le texte original et je joignis un petit groupe informel d'étudiants rassemblés autour d'un de nos professeurs japonais. Nous avions l'habitude de nous rencontrer très tôt le matin avant les cours réguliers pour lire de la littérature et de la philosophie françaises et en discuter.

Au cours de la première année, nous utilisions des traductions japonaises pour l'étude de la philosophie occidentale mais en seconde année nous devions lire les textes en français. Anatole France et Jules Lemaître occupaient la première place dans mon estime. J'achetai plusieurs volumes de leurs œuvres dans le texte original et des essais critiques japonais écrits sur eux. Les vues plutôt cyniques d'Anatole France influencèrent le développement de mes propres idées philosophiques.

Les écrits d'Ernest Renan marquèrent aussi beaucoup ma pensée politique. Son essai intitulé *Qu'est-ce qu'une nation ?* me toucha en tant que Formosan, plutôt qu'en tant que le loyal Japonais que j'étais supposé être. Il développait l'idée fondamentale que ni la race, ni la langue, ni la culture ne suffisent à former une nation s'il n'existe pas entre ses membres le sentiment profond d'appartenir à une communauté et de partager un destin commun. Dans le contexte de la sauvage guerre de Chine, qu'est-ce qu'une telle idée pouvait bien signifier pour un Formosan ?

Un de nos professeurs de philosophie, nommé Doi, était remarquable à tous égards. C'était un individualiste qui, sans dire un mot, raillait la hiérarchie militaire et défiait l'embrigadement des esprits et des corps par une affectation, aussi bien dans ses vêtements que dans son comportement, de laisser-aller et de débraillé. Il affichait clairement ainsi son désaccord et nous l'en admirions pour cela. Dans l'ensemble, les professeurs et les étudiants partageaient un fort sentiment antimilitariste. Nous voulions préserver notre indépendance et notre tour d'ivoire et les militaristes voulaient les détruire. Cette situation créait une tension entre la communauté de l'école et les gardes-chiourmes chargés de notre formation militaire.

Nous fûmes un jour les témoins d'une étonnante confrontation. L'officier le plus haut gradé nouvellement affecté à l'école était un

colonel de l'armée régulière. Il nous convoqua à un rassemblement. Certains règlements mineurs n'ayant pas été respectés, un jeune instructeur militaire s'en était plaint au colonel. S'adressant aux étudiants coupables, le colonel les accabla de son mépris, les accusant avec dédain de ne pas être de vrais Japonais. Il continua pendant longtemps cette tirade extravagante et la termina en ordonnant à ces étudiants de courir autour de l'esplanade où avait lieu le rassemblement en portant un lourd armement jusqu'à ce qu'on leur permette de s'arrêter ou qu'ils s'évanouissent de fatigue. C'était une punition extrêmement dure. Soudain, l'un des étudiants sortit du rang, se précipita en hurlant sur le colonel et le frappa à plusieurs reprises avec l'extrémité du canon de son fusil. Il jeta alors son fusil sur le sol et courut jusqu'aux portes de l'école. Pendant quelques instants, tout le monde resta pétrifié par ce geste choquant et sans précédent, puis les instructeurs militaires courent après lui. Il fut, bien sûr, expulsé de l'école, puis immédiatement appelé à servir dans l'armée. On ne sut jamais ce qu'il devint. L'école fut ébranlée par cet incident qui durcit indéniablement l'attitude des militaristes anti-intellectuels à l'égard d'institutions libérales comme la nôtre.

Mon professeur de psychologie était un homme silencieux et rigide, qui avait servi dans l'armée régulière. Ses cours étaient plutôt ennuyeux et théoriques, mais j'éprouvais un grand intérêt pour la matière elle-même. Un jour, d'une manière plutôt surprenante, il nous demanda d'écrire un texte dans lequel nous étions supposés lui ouvrir nos cœurs et nous exprimer librement sur les sujets qui nous affectaient le plus profondément. Il nous promit que ces textes resteraient confidentiels. En réponse, j'écrivis un essai condamnant l'invasion de la Chine, et, une fois que j'eus abordé ce sujet, je ne pus me contenir et je noircis au moins dix pages de commentaires amers sur la discrimination et le mépris manifestés par les Japonais à l'égard de tous les Chinois aussi bien en Chine que dans la colonie de Formose. Bien que je fusse conscient que je pouvais être arrêté par la « police de la pensée » si mes sentiments étaient connus, je n'en remis pas moins cet essai au professeur. Quelques jours plus tard, il me convoqua à son bureau. Il m'assura calmement que personne d'autre que lui n'aurait connaissance de mes débordements écrits et il exprima son profond regret que la situation fût ce qu'elle était. Il me prévint, toutefois, qu'il serait préférable à l'avenir

que je garde mes pensées pour moi-même et que je ne les divulgue à qui que ce soit.

Mon aversion pour le service militaire était profonde. Je détestais l'entraînement militaire depuis l'école secondaire. Des sections de l'école étaient de temps en temps astreintes à de longues manœuvres, ce qui impliquait de marcher avec un lourd équipement, de camper à la dure pendant deux ou trois jours et de se livrer continuellement à des exercices et des entraînements militaires. Certains étudiants ne pouvaient le supporter, soit parce qu'ils connaissaient des défaillances physiques pendant la marche, soit parce qu'ils manifestaient des troubles émotionnels. J'avais maintenant dix-neuf ans, c'était ma dernière année à San-ko et je me considérais comme un intellectuel tout à fait au-dessus des besoins et des exigences de l'établissement militaire. Tout simplement, je ne participais pas aux manœuvres, sachant très bien que j'aurais de mauvaises notes au cours de formation militaire mais confiant que ce serait, à l'exception également des mathématiques, ma seule mauvaise appréciation sur l'ensemble de mes résultats à San-ko.

A la fin de l'année scolaire, à l'approche des cérémonies de remise des diplômes, je rencontrai par hasard l'un de mes professeurs qui me dit, sur un ton d'évident soulagement : « Félicitations ! Vous êtes finalement parvenu à passer ! ». J'étais étonné parce qu'il ne m'était jamais venu à l'esprit que je pusse échouer. Il y avait eu un débat animé lors de la réunion des professeurs appelés, comme chaque année, à discuter des cas litigieux et des notes définitives. L'instructeur militaire m'avait donné une note éliminatoire et avait exigé avec véhémence que je ne sois pas reçu. Mes professeurs l'avaient finalement emporté, mais avec beaucoup de difficultés. Ils défendirent mon cas en prenant quelques risques personnels car on était en 1942 et les militaires, alors, contrôlaient tout.

Un étudiant en économie de l'Université de Kyoto, fils d'une famille riche, et ouvertement critique à l'égard du militarisme, habitait la même maison pour étudiants que moi. Nous étions de bons amis malgré notre différence d'âge et de statut académique. Un jour de décembre, il fit irruption dans ma chambre en s'écriant, « Tojo est un imbécile ! Il vient de commettre la chose la plus stupide qui soit ! Ce sera la fin de nous tous ! ». Mon ami venait juste d'entendre à la radio que Pearl Harbour avait été attaqué et que le Japon avait remporté une grande victoire.

A compter de ce jour, l'école fut plongée dans une atmosphère de désespoir fataliste, atténué par les foules bruyantes manifestant dans les rues avoisinantes. Après de longues années d'une campagne stérile en Chine continentale, une grande victoire dans le Pacifique était doublement bienvenue. Tout le monde se glorifiait du nombre de navires américains coulés et d'avions détruits. On baignait dans la fierté et l'enthousiasme. La Russie avait été défaite en 1905, et maintenant les Etats-Unis ! Il y eut des défilés aux lanternes et des célébrations publiques. Mais derrière les portes de l'école, les professeurs et les étudiants n'étaient pas aussi confiants. Nous avions trop lu et nous en savions trop sur l'Amérique. Pearl Harbour n'était qu'un succès par surprise au début du conflit, pas une victoire finale.

## II

### Nagasaki, 1945

Les Japonais célébraient victoire après victoire. Hong Kong se rendit le jour de Noël 1941. Manille fut occupée une semaine après et Singapour tomba aux mains des Japonais en février 1942. Le succès spectaculaire de cette grande offensive vers les tropiques fut toutefois terni par le raid « coup de point » de Doolittle sur Tokyo, le 19 avril. C'était un rappel que les Américains avaient la capacité d'atteindre la capitale impériale elle-même. À l'extrême sud, les habitants des territoires sous l'ancien contrôle des Hollandais, des Britanniques et des Américains étaient réticents à coopérer avec les forces japonaises et, en plusieurs endroits, résistèrent de manière déterminée. La guerre avec la Chine s'enlisait. Pour Tokyo, il devenait clair qu'une mobilisation totale de tous, dans tout l'empire, était désormais nécessaire.

Nous fûmes soudainement informés que si les cours préparatoires en sciences continueraient normalement, ces mêmes cours en humanités et sciences sociales seraient réduits de six mois. À San-ko, en conséquence, nous devrions être prêts à entrer dans une université à l'été de 1942 ou faire face à l'enrôlement par l'armée. Cela signifiait qu'il me fallait choisir le plus rapidement possible une université et un domaine professionnel.

Aussi longtemps que les liaisons maritimes vers le sud et Formose continuèrent de fonctionner, nous pûmes rester en contact avec Takao et nos parents, qui étaient très inquiets. Dans leurs lettres, ils me pressaient de choisir la carrière médicale, la seule qui puisse me garantir un avenir à Formose. Ils voulaient que j'abandonne l'idée d'entrer dans une université impériale pour m'inscrire dans une école de médecine, comme celle où était mon frère, à Nagasaki.

Il était impensable que je puisse prendre une décision aussi importante pour mon avenir sans consulter mes parents, toutefois je refusai de céder sur cette question. Dans mes lettres, je soutenais que la carrière médicale n'était pas faite pour moi. Tout ce que je souhaitais c'était d'entrer au département de littérature française de l'Université impériale de Tokyo et de prendre mes distances avec Formose et le Japon pour me tourner vers le monde occidental de l'art et des idées.



J'étais fasciné par la langue française et, à dix-neuf ans, je ne pouvais accepter une situation dans laquelle, sur ordre des militaires, on exigeait que mes amis et mes camarades d'école les plus proches « meurent en beauté ». Mes parents avaient sans doute maintenant de bonnes raisons de regretter les années que j'avais passées à la Kansei Gakuin et à San-ko, où la devise était « liberté ». Ils me firent observer, patiemment et sans jamais se lasser, que la littérature française ne m'offrait aucune possibilité de gagner ma vie et aucun avenir aussi bien à Formose qu'au Japon.

Finalement, je proposai un compromis. J'abandonnerais le français comme matière principale et je m'inscrirais au département de droit et de science politique de l'Université impériale de Tokyo. Je deviendrais ainsi soit un avocat, soit un bureaucrate. Après de longs échanges de lettres, ils acceptèrent cette solution, mais non sans regrets.

Il me fallait maintenant travailler dur pour préparer les examens d'entrée à l'université impériale, qui devaient avoir lieu au début de l'été. C'était les examens les plus difficiles de tout le système académique japonais. Quand il fut temps, je me rendis à Tokyo, je pris une petite chambre près du campus principal de l'université et je subis les épreuves, qui duraient deux jours. Il était de notoriété publique qu'un candidat formosan devait faire beaucoup mieux que les étudiants japonais pour franchir l'obstacle de la sélection. Les sujets des colonies, Coréens et Formosans, n'étaient pas les bienvenus dans la fonction publique impériale. Plus de dix Formosans se présentèrent cette fois-ci, mais nous savions qu'un seul d'entre nous au plus serait admis, quelle que soit l'excellence des notes que les autres pourraient obtenir.

Quand les résultats furent affichés, il se trouva que j'étais l'heureux élu, avec un bon rang d'admission parmi les quelque cinq cents candidats sélectionnés pour la prochaine rentrée. J'achetai l'uniforme requis, trouvai un logement et m'installai pour travailler.

Un jour, on nous annonça que les sursis pour études étaient supprimés pour tous les étudiants en humanités et en sciences sociales. Une majorité des jeunes gens de mon entourage disparut de l'université, y compris mes amis des jours plus heureux de San-ko. En tant que sujet d'une colonie, je n'étais pas légalement soumis à la conscription, mais j'avais le privilège de me porter volontaire. A Formose même, des milliers furent obligés de se déclarer volontaires. Seulement quelques-

uns furent acceptés dans l'armée régulière, la majorité fut enrôlée dans un corps de travailleurs envoyé à l'étranger pour effectuer des tâches derrière les lignes. Au début, les étudiants formosans durent seulement subir des harangues sur l'obligation morale et la gloire de servir l'Empereur, mais rapidement, tous les étudiants formosans de toutes les universités japonaises furent convoqués dans le bureau des instructeurs militaires où ils furent invités à signer une demande individuelle de volontariat. Dans notre université, les noms de ceux qui avaient été ainsi « invités » furent bientôt affichés dans un endroit bien en vue. Dans cette liste, j'étais le seul à ne pas encore m'être présenté pour signer cette demande.

Je quittai rapidement Tokyo pour consulter mon frère, qui était alors étudiant de l'Ecole de médecine de Nagasaki. Nous nous réunîmes avec d'autres étudiants de Formose et nous passâmes de longues heures à discuter de ma situation. Je ne pouvais m'imaginer me soumettant à l'enrégimentement borné du service militaire japonais. J'étais, en temps de paix, un citoyen de deuxième classe et je ne pouvais servir, en temps de guerre, comme un soldat de première classe.

Après une semaine, je revins à l'Université de Tokyo, j'assistai aux cours et je continuai de lire pour mes études. Mon nom resta affiché comme celui du seul étudiant qui ne s'était pas encore porté volontaire et je commençai d'avoir peur d'être arrêté. Je changeais de temps en temps de logement et je me rendais à l'université de moins en moins souvent. Heureusement, le système universitaire japonais permettait une telle conduite ; l'assistance aux cours n'était, en effet, pas obligatoire et il nous suffisait de réussir à notre examen final. La vie à Tokyo était triste et morne. Les produits de consommation étaient rares, le rationnement était devenu sévère et le marché noir florissait. Les nouvelles optimistes diffusées par le gouvernement étaient reçues avec de plus en plus de scepticisme parce que le public sentait bien que la situation militaire était maintenant devenue mauvaise. Au cours des années 1943 et 1944, aucune victoire ne vint alléger la mélancolie et la dépression de la population.

Heureusement pour nous, mon père avait très bien conduit ses affaires financières. Mon frère finissait son travail à Nagasaki et s'app préparait à prendre la responsabilité d'une clinique publique dans le petit village de Tameishi, à trente kilomètres au sud. Mon deuxième frère avait dû

abandonner ses études médicales à l'Université Keio en raison de son mauvais état de santé et était retourné à Formose, avant que toutes les communications avec l'île ne soient coupées, pour se reposer et guérir. Les avions et les sous-marins alliés faisaient payer un lourd tribut aux bateaux naviguant près du Japon. Beaucoup moururent lorsque leurs bateaux furent coulés et je perdis ainsi plusieurs de mes amis.

Je quittai enfin Tokyo, me dirigeant vers l'ouest jusqu'à la ville de Matsumoto, très belle avec son vieux château, au cœur des montagnes. C'était loin de tout objectif militaire. Personne, à Tokyo, ne savait où j'étais, mais j'en informai mon frère à Nagasaki et, à Matsumoto, je trouvai un cousin qui était inscrit à l'école supérieure locale. Il m'avait écrit que, sur le plan alimentaire, la situation était comparativement plutôt bonne mais ma première pension me prouva le contraire. J'avais pu expédier tous mes livres à Matsumoto, mais la plupart d'entre eux avaient dû rester dans leurs caisses, qui n'étaient même pas ouvertes. Je n'avais plus beaucoup de goût pour la lecture, maintenant ; depuis que j'avais quitté l'université, j'étais plongé dans une extrême anxiété et un extrême désespoir.

D'autres étudiants et un ouvrier partageaient la maison où j'habitais. Avec l'hiver, elle devint très froide. Il y avait très peu de charbon et nous n'avions pas d'eau chaude pour laver nos vêtements par ce temps glacé. C'était une région normalement enneigée. Les hautes montagnes qui nous entouraient étaient magnifiques et d'un blanc étincelant, mais elles étaient cruelles et inhospitalières pour qui était né sous les tropiques. Puis, nous entendîmes parler des grands bombardements sur Tokyo. Nous lûmes avec horreur les comptes rendus que la presse en donnait. Des milliers de gens avaient péri en une seule nuit et la ville n'était plus qu'un tapis de feu.

On remarquait, de manière embarrassante, les quelques hommes jeunes qui restaient encore à Matsumoto et, dans les rues, les regards se fixaient sur eux. Quand le temps le permettait, je faisais de longues promenades solitaires dans le parc du château ou dans la campagne environnante. La maison où je logeais m'était devenue intolérable. Les chambres étaient sales et pleines de puces qui recherchaient la chaleur. Je trouvai un meilleur endroit et je déménageai mes dix caisses de livres et quelques autres objets que je possédais dans les deux pièces du haut, que j'occupais seul, de la maison d'un homme âgé et de sa fille.

Ces deux personnes, très gentilles, prirent bien soin de moi, heureuses d'avoir un petit revenu supplémentaire en ces temps difficiles.

Cette vie solitaire et fastidieuse se poursuivit pendant environ six mois. De temps en temps me parvenait une lettre de mes parents, mais ils reçurent rarement les miennes. Puis j'appris que la ville de Takao avait subi un violent bombardement et que l'hôpital de mon père avait été détruit. La famille avait toutefois survécu et s'était réfugiée à la campagne. Ce furent les dernières nouvelles que j'eus de mes parents jusqu'après la guerre.

Je ne savais vraiment que faire. Je menais une vie inutile et fastidieuse et mes fonds s'amenuisaient. Mon frère avait épousé un médecin, la fille de l'un des camarades de mon père à l'école de médecine, et, avec leur toute petite fille, ils s'étaient installés à Tameishi, un village de pêcheurs, où ils étaient responsables de la clinique publique. Nous convînmes que la solution la plus économique serait que je les rejoigne. Ensemble, nous pourrions épargner nos ressources, qui diminuaient sans cesse, et attendre de voir ce qu'il adviendrait finalement de nous tous.

Le Japon opérait une retraite totale de ses forces navales. D'intenses attaques aériennes rasaient les villes industrielles et les ports. L'avenir paraissait sans espoir. La bataille pour Okinawa avait commencé le 1er avril 1945. Par désespoir, l'armée mettait sur pied des unités suicide kamikaze, envoyées pour frapper la flotte américaine qui, maintenant, se trouvait entre le Japon et Formose.

En me préparant à quitter cette ville historique et son château, ma première pensée fut pour mes livres bien-aimés, que j'envoyai par mer chez mon meilleur ami de San-ko, Jiro Nishida. Il avait poursuivi ses études au département de linguistique de l'Université Keio. En raison de sa mauvaise santé, il avait échappé à la conscription et il était retourné dans sa maison familiale, au Kyushu. Je lui écrivis et lui demandai de prendre soin de mes livres. Si nous étions encore en vie à la fin de la guerre, je viendrais les lui réclamer ; sinon, ils seraient à lui. Entre temps, ils seraient conservés pas trop loin de l'endroit où vivait mon frère, sur la même île. J'en gardai quelques-uns, notamment mes dictionnaires et les œuvres d'Anatole France et de Lemaître, que j'expédiai directement par la poste à la clinique de mon frère.

Il n'était pas facile de se procurer des billets de train. Un chef de gare réticent accepta finalement de m'en délivrer un pour Nagasaki, après que j'eus plaidé que mon frère était dans un hôpital et que mon jeune cousin était venu avec moi pour me dire au revoir. Ce fut une séparation pleine d'émotion ; il serait désormais entièrement seul dans ce Matsumoto glacé et je partais pour un long et dangereux voyage, qui devait durer trente-six heures. J'allais passer par Nagoya, Osaka, Kobe, Hiroshima et Yawata, dans le nord du Kyushu, toutes villes qui subissaient des bombardements dévastateurs. Je devais aussi changer de trains dans les nœuds ferroviaires qui constituaient aussi d'importantes cibles.

J'arrivai à la gare de Nagasaki à environ cinq heures de l'après-midi, un jour de la fin avril. Etant donné que le village de mon frère était à trente kilomètres, il me fallut passer la nuit dans la ville. Le jour suivant, je pouvais soit prendre un camion qui partait très tôt le matin, soit embarquer à dix heures sur un petit ferry pour un voyage plus facile vers le village de mon frère. Bien que j'eusse régulièrement le mal de mer sur tous les bateaux, petits ou grands, je choisis quand même cette dernière solution. De cette manière, je pourrais dormir plus tard, et j'étais extrêmement fatigué après être resté assis dans des wagons de troisième classe pendant tout ce long voyage.

Bien que la pittoresque ville de Nagasaki fût un centre important de constructions navales, elle n'avait pas été bombardée. Le gouvernement avait adouci le rationnement et on pouvait trouver là du riz excellent et en abondance. Une jeune fille extraordinairement belle m'apporta un dîner délicieux ; elle s'assit et bavarda avec moi pendant que je mangeais. Après une nuit tranquille et un excellent petit déjeuner, je gagnai, mon bagage à la main, le quai du ferry, qui n'était pas très loin. Un petit bateau, de trente ou quarante tonnes, attendait, prêt à partir. Une trentaine de passagers, hommes, femmes et enfants, étaient déjà à bord, debout contre le bastingage ou installés, pour ce court voyage, sur les nattes qui recouvraient le pont. C'était un jour magnifique et j'étais heureux de voir que la mer était calme.

Comme je montais à bord et cherchais un endroit abrité, j'entendis, au-dessus de ma tête, le bruit particulier, ressemblant à un sifflement, d'un avion descendant en piqué. Il vira et commença une abrupte remontée avec un soudain rugissement de moteurs. Un instant plus tard,

je fus jeté inconscient sur le pont par une énorme explosion. Quand je repris mes sens et ouvris les yeux, je me trouvai au milieu d'une scène d'horreur, pleine de confusion et de hurlements. J'étais couvert de sang et le pont en était inondé. Il y avait des corps et des morceaux de corps éparpillés et des gens qui se tordaient de souffrance, qui gémissaient, qui se traînaient avec de grands efforts pour s'éloigner de cet endroit. J'essayai de me lever et je m'aperçus, avec horreur et incrédulité, que mon bras gauche avait été arraché à la hauteur de l'épaule et qu'il pendait, retenu seulement par quelques tendons et un lambeau de peau. Les os déchiquetés étaient à nu et le sang coulait à flots. « C'est la fin », pensé-je, « je suis en train de mourir, et mes parents et mon frère ne savent même pas que je suis ici ».

L'instinct de survie est puissant. De ma main droite, je saisis mon avant-bras pendant ; je le trouvai lourd, étrangement froid et sans aucune sensibilité. Ce fut un moment extraordinaire. J'étais en état de choc et je n'éprouvais aucune douleur, bien que je fusse conscient d'avoir une autre blessure sur la tempe gauche, puisque du sang chaud me coulait doucement dans l'œil et sur la joue. Avec beaucoup d'efforts, me sentant si étrangement déséquilibré, je réussis à traverser le pont glissant, à descendre sur le quai et à marcher dans la rue en titubant. Je me sentais immensément seul dans une foule hurlante. Je me répétais sans arrêt : « Il faut que je trouve un hôpital ! Il faut que je trouve un médecin ! ».

Ne connaissant pas la ville, j'essayais d'interroger les gens qui couraient comme des fous à gauche et à droite. Deux ou trois me regardèrent et se détournèrent de moi, repoussés par le choc du spectacle que j'offrais. J'étais maintenant couvert de sang des pieds à la tête, et ils ne manifestaient qu'une réaction humaine normale à une telle vue. Soudain, un homme d'âge mûr me cria après, comme s'il était en colère, m'insultant littéralement. J'étais étonné et, même dans la situation qui était la mienne, irrité et incrédule.

« Pourquoi ? Pourquoi répondre de cette manière à un homme dans un état aussi désespéré ? ». Ce fut seulement longtemps après la guerre que je compris. Il utilisait une technique militaire japonaise : un cri, une commotion, un violent ébranlement, pour créer un choc et une tension permettant à une personne sur le point de s'évanouir de reprendre ses esprits, mais à ce moment-là, je n'étais pas en état de comprendre.



Après ce qui me sembla être une éternité mais n'était peut-être que quelques instants, quelqu'un me dirigea vers une petite clinique située dans la rue proche du quai. Au moment où je franchis la porte en trébuchant, je perdis connaissance.

Quand je revins à moi, j'étais étendu sur le sol en ciment d'une sombre salle de réception, victime anonyme parmi beaucoup d'autres qui avaient été amenées ici. Un médecin et une infirmière s'efforçaient désespérément de donner les premiers soins à tous, en attendant qu'arrive une équipe médicale d'urgence de l'Ecole de médecine de Nagasaki située pas très loin.

J'étais étendu, immobile, passant alternativement de la conscience à l'inconscience, quand les médecins et les infirmières entrèrent. A ma grande surprise, je vis que l'un d'entre eux était le Dr Yo, un spécialiste des yeux, un des condisciples de mon frère et son meilleur ami, un des Formosans qui m'avaient donné des conseils lors de ma précédente visite à Nagasaki. C'était un miracle ! J'essayai d'attirer son attention chaque fois qu'il passait près de moi, m'efforçant de toucher ses chevilles avec mon pied et de l'appeler par son nom. J'avais l'impression de crier mais probablement je ne faisais que murmurer : « Dr Yo ! Dr Yo ! C'est moi, Peng ! ».

Il était passé à côté de moi trois ou quatre fois avant qu'il ne baisse les yeux sur moi et finalement me reconnaisse malgré le sang et mes vêtements en lambeaux. « Quoi ! Vous êtes ici ! », s'exclama-t-il d'un air choqué et incrédule. En un instant, il appela une infirmière, se livra à un examen rapide et me donna des premiers soins, du mieux qu'il put ; il m'injecta deux fois un stimulant pour cas urgents, qui avait un effet direct sur le cœur. J'avais évidemment perdu beaucoup de sang et ma vie était menacée. Il me leva du sol et m'envoya immédiatement à l'hôpital le plus proche.

Je n'ai aucun souvenir clair de cet interlude. Quand je repris mes sens, j'étais sur une table d'opération et le chirurgien achevait de me retirer le bras gauche, fracassé à l'articulation de l'épaule. J'étais en vie, c'est tout ce qu'on pouvait dire de moi.

Le Dr Yo avait réussi à contacter mon frère. Ce dernier était venu à Nagasaki aussi vite qu'il avait pu, par le camion qui passait par la route de montagne. Je sentais confusément sa présence, qui m'était très réconfortante. Suivit une nuit terrible. Mon frère m'avait laissé

pour consulter le chirurgien, traiter des affaires urgentes et prendre un repos dont il avait un urgent besoin. Je ne ressentais aucune douleur mais j'avais une soif qui me brûlait de plus en plus. Aucune infirmière n'étant disponible, une ou deux fois je m'efforçai de me lever pour me procurer de l'eau. Ma faiblesse due à la perte de sang ainsi que l'étrange déséquilibre de mon corps causé par l'absence de mon bras gauche, firent que je tombai sur le sol. Etendu là, dans cette pièce obscure, je commençai à prendre conscience que cet accident marquait un changement irrévocable et fondamental dans ma vie.

Ma belle-sœur nous rejoignit à Nagasaki le jour suivant, mais ils habitaient trop loin et ils étaient trop occupés pour venir me voir souvent par la suite. On décida que je devrais rester aussi longtemps qu'il serait nécessaire à l'hôpital de Nagasaki où je disposais d'une chambre pour moi seul au troisième étage. Etant donné qu'il n'y avait aucune infirmière qualifiée disponible pour s'occuper de moi, ma belle-sœur engagea une femme âgée qui rapidement commença de se plaindre d'avoir des escaliers à monter et que je lui demande de sortir tous les matins de bonne heure pour acheter les journaux, qui étaient maintenant publiés en un nombre limité d'exemplaires. Nous dûmes la renvoyer. Pour la remplacer, nous louâmes les services d'une jeune fille, d'un milieu social obscur, qui fit du mieux qu'elle put avec beaucoup de bonne volonté mais adoptait quelquefois d'étranges comportements. Nous étions infestés par les moustiques, et, à mon grand embarras, après avoir, comme chaque soir, accroché la moustiquaire, elle s'y glissait à l'intérieur, nue jusqu'à la taille, pour dormir sur le sol, protégée par les plis du voile. En compensation, il y avait une jeune infirmière, très aimable, qui venait souvent me voir pendant ses heures de repos pour m'aider à manger et à changer de position. Chaque fois qu'elle venait j'étais visiblement de meilleure humeur et plus joyeux, ce qui semblait lui faire très plaisir.

Au Japon, tous les hôpitaux connaissaient un sévère déficit de personnel médical et de fournitures de toute nature. Les pansements sur mes blessures ne pouvaient être changés qu'après plusieurs jours et les médicaments et les équipements n'étaient pas suffisamment stériles. Quand on trouva des asticots dans ma blessure, ce fut pour moi un choc psychologique. De surcroît, je commençais à souffrir de terribles démangeaisons là où mon bras et ma main auraient dû se trouver, mais

il n'y avait rien que je pusse gratter. Tout ceci me conduisit, à certains moments, au bord du désespoir. Finalement, une infection survint, à cause des pansements non stériles, qui provoqua une fièvre extrêmement élevée. Les médecins jugèrent mon cas presque désespéré. J'avais besoin d'une transfusion sanguine massive.

A cette époque, les Japonais, généralement, ne mangeaient pas à leur faim. Il n'y avait pas de banques de sang et pas de sang à acheter. Je fus, toutefois, extrêmement chanceux ; plusieurs étudiants formosans de l'Ecole de médecine de Nagasaki, ayant entendu dire que j'avais besoin d'une transfusion, se portèrent volontaires. J'étais du type O, et quatre étudiants, dont le sang était compatible avec le mien, me sauvèrent la vie en me donnant le leur. L'un d'eux était un Pepohuan, un aborigène des plaines assimilé.

Nous étions maintenant à la mi-juin. Nagasaki n'allait pas être très souvent bombardée, mais quand l'alerte sonnait, généralement de nuit, il fallait que le personnel de l'hôpital descende tous les malades dans les abris du sous-sol. Après être resté au lit pendant plus de six semaines, sans aucun exercice, j'étais extrêmement affaibli. Ces voyages au milieu de la nuit, qui exigeaient que l'on descendît quatre étages, étaient très pénibles. Psychologiquement aussi, la tension était très grande dans la mesure où chaque fois que, réfugiés dans les obscurs sous-sols, nous entendions des avions au-dessus de nous, nous nous attendions à ce qu'une bombe nous tombe dessus. C'était un cauchemar qu'il nous fallait endurer toutes les nuits. Des bombes étaient lâchées sur les villes et les cités partout dans le Japon, et les Américains avaient commencé de lancer des prospectus sur Nagasaki avertissant les gens qu'ils devaient quitter la ville.

Un jour, on ordonna brutalement aux administrateurs de l'hôpital de vider l'établissement de tous ceux qui pouvaient être envoyés à l'abri ailleurs. Seul un personnel squelettique serait maintenu sur place pour s'occuper des victimes éventuelles de bombardements. Ma belle-sœur était venue une ou deux fois par semaine pour m'apporter de la nourriture. Nous convînmes qu'il serait maintenant préférable que j'aille habiter chez mon frère. Ils pourraient me faire mes pansements, et comme on trouvait facilement de quoi manger dans le village, notamment des algues et des légumes dont il y avait en abondance, je pourrais regagner des forces. Le voyage, toutefois, fut une épreuve ; même le

service par camion était désormais désorganisé. Il me fallait d'abord prendre un premier camion et m'éloigner de Nagasaki autant que je le pouvais, puis marcher pendant plus d'une heure sur un chemin abrupt et plein de pierres jusqu'à un endroit où un autre camion serait peut-être disponible pour me conduire à Tameishi.

Le jour de ce pénible voyage, mon frère ne put entrer à Nagasaki, si bien que ce fut ma belle-sœur enceinte qui le remplaça pour m'accompagner. Sans son aide et sa vaillance, je n'aurais jamais pu faire ce déplacement. Bien que plus de deux mois se fussent écoulés depuis que j'avais été blessé, j'étais encore extrêmement faible et j'avais perdu tout sens de l'équilibre. Quand enfin nous arrivâmes chez mon frère, j'étais très fatigué et je me mis à pleurer tout autant de soulagement que de douleur ; j'étais en même temps accablé par un noir désespoir. Ma vie serait-elle toujours comme ça ?

Mes parents, dans la lointaine Formose, avaient, je ne sais comment, été informés que j'avais été victime d'un bombardement. Ils essayèrent d'envoyer un télégramme à mon frère mais rien ne lui parvint. Ils étaient convaincus que j'étais mort et pendant des semaines, ils passèrent leurs nuits à pleurer et à ressasser d'horribles remords. Ils s'accusaient, tant était grand leur amour pour moi, de ne pas m'avoir envoyé suffisamment d'argent, ce qui m'aurait évité de faire ce voyage fatal à Nagasaki. Le choc était double puisque mon bien-aimé grand-père était mort pendant la même période. Comme j'avais été l'un de ses petits-fils préférés, il avait parlé très souvent de moi, en m'appelant par mon surnom « Bin », et quand il était mort on l'avait entendu dire : « Ma seule consolation est que je vais rejoindre Bin au paradis ».

Petit à petit, je retrouvais des forces et je reprenais courage. De nouveaux avions argentés, les énormes B-29, nous survolaient presque tous les jours, en route pour leurs mortelles missions. Les Japonais avaient perdu Okinawa le 18 juin. Des annonces officielles et des histoires racontées dans la presse de Nagasaki vantaient l'héroïsme de la résistance acharnée et le patriotisme, mais la signification, sur le plan militaire, de la perte de l'île, pouvait difficilement être dissimulée, même aux yeux des Japonais les moins bien informés.

Lorsqu'on prit conscience qu'une invasion du Kyushu devait bientôt se produire, ce fut un énorme choc psychologique. Les journaux rapportaient, de manière impartiale, les attaques massives sur les plus

grandes villes et les effroyables conditions que connaissaient Tokyo, Nagoya et Osaka. Notre petit village ne fut pas bombardé, mais, de temps en temps, des avions américains attaquaient la flottille de pêche lorsqu'elle était en mer. Nous nous attendions à ce que l'ennemi débarque un jour. De nombreuses femmes époinaient des bambous pour en faire des lances et s'entraînaient à les utiliser et quelques unes d'entre elles se réfugièrent dans les collines avec leurs enfants.

Juillet arriva. La chaleur et la tension nous semblaient parfois insupportables. Au fil des semaines, ma blessure commença enfin à se cicatriser de manière satisfaisante et mon frère commença à façonner très adroitement pour moi un bras artificiel léger, fait de bambous, de fil de fer et de tissu. Il pensait que cela m'aiderait psychologiquement à accepter ma nouvelle condition. Je souffrais de sévères troubles digestifs, sans doute provoqués par la tension continue dans laquelle nous vivions. Nous n'avions aucunes nouvelles de chez nous. Heureusement, les livres précieux que j'avais sélectionnés, mes dictionnaires, et les volumes de Lemaître et d'Anatole France, que j'avais envoyés par la poste étaient arrivés sans encombre, mais je n'avais pas de nouvelles des envois, beaucoup plus importants, que j'avais adressés à mon ami Nishida. Je n'étais pas, toutefois, d'humeur à lire sérieusement, puisque je passais tous les journées et toutes les soirées à marcher interminablement le long du rivage.

Le 8 août, les journaux de Nagasaki publièrent une brève annonce officielle : « Hier, Hiroshima a été bombardée. Les Américains ont utilisé une arme nouvelle. Les dommages ont été considérables ». Mais on n'accorda aucune attention particulière à une annonce de bombardement, qui faisait partie de la routine. Comme nous devions l'apprendre plus tard, cent cinquante mille hommes, femmes et enfants, avaient péri en un instant lorsque la première bombe atomique explosa.

Trois jours plus tard, j'étais à l'intérieur de la maison, en train de parcourir les journaux lorsque j'entendis le bourdonnement d'un avion dans le ciel. Soudainement, il y eut une lumière aveuglante, comme si une énorme lampe à magnésium avait été déclenchée dans la pièce. L'éclair fut immédiatement suivi par un terrible bruit de métaux entrechoqués comme si la terre avait été frappée par un gigantesque marteau. Notre maison trembla violemment. Quelque chose me poussa à crier en formosan : « Qu'est-ce qui se passe ? » au moment où,regar-

dant à l'extérieur, je vis un énorme nuage noir au-dessus de Nagasaki. Puis le grand champignon blanc s'éleva au-dessus de la ville. Plus tard, une légère averse tomba soudainement d'un ciel parfaitement clair. Dans l'heure qui suivit, mon frère se précipita à la maison. Il avait reçu un appel urgent. On avait ordonné à tous les médecins de se rendre à un certain endroit pour être transportés à Nagasaki. Il prit un déjeuner rapide, rassembla son équipement médical et partit très vite.

Cet après-midi là, nous entendîmes dire que Nagasaki avait été détruite, *zenmatsu* (rayée de la carte). Les Américains avaient encore utilisé leur nouvelle arme. La rumeur courut qu'à Nagasaki tout le monde était mort. Quand mon frère revint, tard dans la nuit, il était dans un état de choc et il avait des nausées. Il pouvait à peine parler et il devait faire des efforts pour trouver les mots avec lesquels nous décrire ce qu'il avait vu. La ville telle que nous la connaissions avait disparu. Là où elle était, tout était maintenant mort.

Il repartit à l'aube, le jour suivant, pour aider à rechercher et à traiter les survivants qui s'efforçaient de s'extraire des ruines. Certains avaient d'effroyables blessures et d'incroyables histoires étaient racontées par les gens qui commençaient à arriver au village en provenance de la ville détruite. Bien que ma belle-sœur fût dans les derniers jours de sa seconde grossesse, elle fit tout ce qu'elle put à la clinique pour suppléer mon frère absent. Ce dernier fut transporté de joie de retrouver vivant notre ami le Dr Yo.

La déflagration avait provoqué des dommages qui ne correspondaient pas à un schéma rationnel. Des structures de béton tenaient encore debout mais toutes les parties qui étaient en bois ou en d'autres matériaux combustibles avaient été instantanément consumées. On racontait que dans des salles de classe, seuls des petits tas de cendre blanche marquaient les emplacements où les élèves étaient assis à leurs pupitres au moment fatal, tant la chaleur avait été intense. La majorité des étudiants de l'école de médecine avait péri et, parmi eux, se trouvaient les quatre jeunes Formosans qui m'avaient si généreusement donné leur sang. Il y avait une ironie tragique dans le fait que leurs vies précieuses se fussent brusquement éteintes et que je dusse vivre.

L'un des meilleurs amis de mon frère, le Dr Lin et sa femme, habitaient le centre ville au moment où l'explosion atomique se produisit. Miraculeusement, toutefois, ils furent indemnes et survécurent. Bien



qu'ils n'aient pas eu d'enfants avant la guerre, ils en eurent plusieurs, parfaitement normaux, par la suite.

Nous étions au milieu de l'été. Rapidement, une puanteur intolérable se répandit sur la cité morte. Le travail des secouristes constituait un test extraordinaire pour la volonté humaine. Il y avait eu environ 70 000 victimes et beaucoup de survivants blessés ne pouvaient pas être transportés loin. En quelques jours, de nouvelles horreurs apparurent. Un grand nombre de survivants commencèrent brusquement à saigner du nez et de la bouche, leurs cheveux tombèrent et beaucoup moururent immédiatement. Mon frère et ses confrères médecins ne comprenaient rien à ce nouveau phénomène.

Le gouvernement avait brièvement annoncé que Nagasaki avait été détruite mais jurait que la nation continuerait de se battre. Le 14 août, on nous informa que l'Empereur lui-même s'adresserait à la nation. Ma belle-sœur et moi étions dans la rue principale du village quand nous entendîmes le début de cette adresse radiodiffusée, qui était sans précédent. La qualité de la réception était mauvaise. Nous comprîmes seulement que le Japon donnait son agrément à une capitulation sans conditions. La nation devait « accepter l'inacceptable », mais cela signifiait que la paix était enfin arrivée.

En tant que Formosans, nous n'étions pas autant bouleversés et frappés de stupeur d'entendre la voix aiguë de l'Empereur que les amis japonais qui étaient autour de nous ; néanmoins nous étions profondément émus. Notre surprise fut suivie par un incommensurable sentiment de soulagement. Une ère avait pris fin. Qu'adviendrait-il après ? Que deviendraient les Formosans du Japon ? Qu'adviendrait-il de Formose ?

### III

## Retour à Formose et à la vie universitaire

Nous décidâmes de retourner à Formose dès que possible. Aucune autre pensée ne nous effleura. Nous étions nés à l'ombre du drapeau japonais, nous avions de nombreux amis japonais et nous avions été des citoyens respectueux de la loi. Si nous l'avions souhaité, mon frère aurait pu continuer ici sa carrière de médecin et j'aurais pu terminer mes études dans la meilleure université du Japon. Nombre de nos amis formosans décidèrent de rester, mais en ce qui nous concernait, nous étions déterminés à rentrer le plus rapidement possible. Nous avions le sentiment que nous devions revenir à la maison.

C'était comme si le Japon avait brusquement perdu toute mémoire de Formose. Nous parcourions tous les jours les journaux, cherchant n'importe quelles bribes de nouvelles, mais pendant notre dernier été nous ne trouvâmes qu'une seule note, très brève. Le général Chen Yi avait été nommé gouverneur général par Chiang Kai-shek, et Huang Chao-chin, une connaissance de mon père, devait devenir le premier maire de Taipei d'après guerre.

Ma belle-sœur ayant donné naissance, dix jours environ après la capitulation, à sa seconde fille, nous étions maintenant six dans la maison. La bonne formosane qui l'avait accompagnée au Japon et que nous considérons comme un membre de la famille, prenait très bien soin d'elle. Nous étions les seuls Formosans dans le village de Tameishi.

Immédiatement après l'annonce radiodiffusée, faite par l'Empereur, de la reddition du Japon, des avions américains commencèrent à nous survoler à basse altitude. On entendit dire que les prisonniers de guerre alliés avaient été libérés et que ces avions leur parachutaient des vivres. Tout le monde croyait qu'un débarquement américain était imminent. Beaucoup de femmes et de jeunes filles du village se réfugièrent dans les collines, emportant avec elles leurs lances bien effilées. On leur avait souvent dit que tous les Américains étaient des démons, des bêtes et des violeurs, et elles le croyaient.

Les Américains finirent par apparaître dans nos parages vingt jours après la capitulation. Mon frère et moi rencontrâmes une jeep sur une route de montagne, à proximité du village, et nous fûmes surpris et

intéressés par ce véhicule, que nous voyions pour la première fois. Des soldats, blancs ou de couleur, commencèrent à arriver dans le village et, immédiatement, l'image des Américains changea de manière radicale. Ce fut un curieux passage, très émotionnel, d'un extrême à l'autre. Les démons auxquels on s'attendait, apparurent comme des êtres humains particulièrement bienveillants et secourables. Ils distribuaient des bonbons aux enfants, des cigarettes aux hommes âgés et on raconta d'extraordinaires histoires de premières rencontres. On rapporta bien quelques vols et quelques viols, mais, dans l'ensemble, les Japonais furent extrêmement étonnés que des vainqueurs puissent si souvent leur manifester de tels égards. Par exemple, quand le camion du village, surchargé, tomba en panne un soir sur la route de la montagne, une jeep américaine s'arrêta à ses côtés, le conducteur prit soin d'éclairer le véhicule avec ses phares et il aida le chauffeur harassé à effectuer la réparation. Les passagers et le chauffeur en restèrent saisis.

Ils n'intervinrent pas dans la vie du village. Des patrouilles américaines parcouraient de temps en temps les rues en voiture, mais les habitants ne furent jamais inquiétés. Un jour, j'eus une conversation sur le bord de la route avec deux Américains qui étaient dans une jeep. Je leur expliquai, entre autres, que je n'étais pas Japonais, mais Chinois de Formose. J'éprouvai comme un choc de faire cette distinction ouvertement et pour la première fois.

Mon frère continua de diriger la clinique de Tameishi pendant tout l'automne. Nous étions en sécurité, il était correctement payé et, toutes proportions gardées, nous vivions confortablement. Mais nous étions impatients de rentrer chez nous. Aucune lettre ne nous parvenait de Takao. Mon jeune cousin qui résidait à Matsumoto avait décidé de rester au Japon pour finir ses études médicales sans imaginer qu'il s'écoulerait quinze ans avant qu'il puisse se rendre à Formose. Nous n'avions aucune nouvelle de ma sœur qui, avec son mari, se trouvait à Shanghai et à Pékin pendant la guerre. Maintenant que ma blessure était guérie et que je regagnais des forces, j'étais impatient de faire quelque chose. De temps en temps, j'allais à Nagasaki où il y avait de nombreux Américains et aussi beaucoup de jeeps et de bulldozers, un outil puissant, inventé pour les nécessités de la guerre, et qui était utilisé pour déblayer les immeubles écroulés et rouvrir les rues. Les énormes tas de débris qu'on voyait partout donnaient l'impression que la ville n'était

plus qu'une gigantesque décharge. Un après-midi de la fin décembre, alors que je revenais par camion de Nagasaki, je trouvai la maison en effervescence. Il nous avait été notifié qu'il nous fallait quitter immédiatement le Japon. Nous n'avions droit qu'à des bagages à main et nous devions être à la gare de Nagasaki avant minuit pour prendre un train pour le port de Sasebo. Là, un bateau nous attendrait pour nous emmener à Keelung.

Je voulais emporter mes précieux livres et je persuadai finalement mon frère de me permettre de glisser quelques volumes ici ou là dans des sacs et des ballots qui ne devaient pas dépasser ce que trois adultes vigoureux pouvaient porter. Je ne pus en emporter que très peu. Mon frère devait veiller à prendre tout ce qui était nécessaire à deux bébés et quatre adultes. Nous donnâmes à nos amis japonais et à nos voisins tout ce que nous ne pûmes transporter.

A la gare de Nagasaki nous trouvâmes une trentaine d'autres Formosans : les étudiants en médecine qui avaient survécu, notre ami, le Dr Yo et sa famille, et quelques autres, tous impatients de revenir à Formose. Des officiels japonais étaient chargés des formalités et de la conduite des opérations sous la direction générale des autorités militaires américaines. Dans un local spécialement réservé pour les évacués et leurs bagages, j'eus l'occasion de parler avec une très jeune Coréenne, qui retournait chez elle, à Séoul. Nous étions tous parvenus à un moment où un changement radical se produisait dans notre vie. Une nouvelle période commençait, et si nous n'étions plus des sujets de seconde classe de l'Empereur du Japon, nous ne savions pas très bien ce qui nous attendait. Aux Coréens, on avait promis l'indépendance, à nous autres, Formosans, la liberté dans une Chine d'après-guerre, nouvelle et réformée, qui avait été remise au Generalissimo Chiang Kai-shek.

A Sasebo, nous fûmes poussés à bord d'un cargo transformé, qui était bondé, et où il nous fallut trouver nous-mêmes un peu d'espace pour le long voyage de retour vers notre terre natale. La plupart des passagers étaient de jeunes Formosans qui avaient été recrutés comme travailleurs par l'armée japonaise. Ils étaient frustes et jamais en repos si bien que de nombreuses querelles éclatèrent parmi eux. Ils étaient tous, néanmoins, très contents de rentrer chez eux. On nous avait pressés de nous rendre à Sasebo et de monter à bord du bateau, mais

nous restâmes là, balancés par la mer, pendant une semaine, dans un complet abandon. Quand, enfin, nous quittâmes le port protégé et que nous nous trouvâmes sur une mer houleuse, nous fûmes tous malades. Alors que nous étions dans cette pénible situation, on nous dit qu'il y avait de nombreuses mines sur la route que nous allions suivre et que des bateaux de rapatriés avaient été coulés avec de lourdes pertes en vies humaines. Les passagers organisèrent des veilles et se remplacèrent au bastingage, pendant tout le voyage, pour scruter la mer.

Nous atteignîmes Keelung à la tombée du jour, le 2 janvier 1946, toujours sans nouvelles de nos parents et sans amis ou proches pour nous accueillir. A Keelung, les dévastations étaient saisissantes ; cette ville portuaire avait, pendant la bataille d'Okinawa, souffert, une destruction estimée à 80% de la totalité de ses immeubles. Elle avait été sans cesse bombardée de manière que les Japonais ne puissent l'utiliser pendant ce terrifiant affrontement, qui s'était déroulé à proximité.

Nous descendîmes du bateau, nous louâmes des rickshaws sur le quai, et nous nous dirigeâmes vers la maison d'un médecin très connu, qui était un vieil ami de mon père et l'un de ses anciens condisciples. En chemin, nous aperçûmes un large groupe d'hommes sales dans des uniformes en haillons et quand nous fîmes la remarque qu'ils n'étaient pas formosans, les conducteurs des rickshaws nous dirent d'un air dégoûté et méprisant que c'étaient des soldats chinois du Parti nationaliste, arrivés récemment à Keelung sur des bateaux américains en provenance des ports du continent.

Nous fûmes accueillis avec une grande cordialité à la maison du médecin et notre premier grand plaisir fut d'apprendre que tout allait bien pour nos parents et qu'ils s'étaient réinstallés à Takao, appelé maintenant Kaohsiung. Bien que nous fussions extrêmement fatigués, nous parlâmes avec beaucoup d'excitation jusque bien après minuit. Presque tout ce que nous entendîmes était terriblement déprimant. Entre le 15 août, date de l'annonce impériale de reddition à Tokyo, et le 26 octobre, date à laquelle le général Chen Yi, au nom de Chiang Kai-shek, prit en main, à Taïpei, l'administration de Formose, les Japonais avaient continué de gérer la ville. Les rues principales avaient été réparées et des progrès considérables avaient été réalisés pour débayer les espaces à reconstruire et pour remettre en route les services publics. Puis, ce fut la paralysie. Les services de base se mirent à mal marcher, les officiels,

nouvellement arrivés de Chine, se révélèrent incompetents et terriblement corrompus, et les soldats nationalistes, appartenant à la lie du peuple, étaient de petits voleurs qui se transformaient en une bande de charognards dès qu'ils descendaient de leurs bateaux. C'était un tableau extrêmement sombre, mais nous étions quand même contents d'être de retour à Formose.

Le lendemain, dans une aube grise, nous eûmes notre première expérience du changement qui s'était produit à Formose depuis que les Chinois nationalistes en avaient la charge. Avant la guerre, l'administration japonaise veillait à ce que les douze ou quatorze trains qui circulaient chaque jour entre Keelung et Takao respectent un horaire précis. Certains étaient des express, d'autres des semi-express, d'autres des omnibus. Les principales lignes de chemin de fer n'avaient pas subi beaucoup de dommages pendant la guerre. Les installations situées près de Taipei étaient plus grandes et de meilleure qualité que n'importe laquelle de celles qui existaient en Chine et, elles non plus, n'avaient pas subi de dommages sérieux.

Au moment de la passation des pouvoirs, en octobre, le matériel roulant n'avait pas très belle apparence mais il était intact. Nous découvrîmes que, désormais, sous la gestion des Chinois, un seul train quotidien reliait Keelung à Kaohsiung. La gare de Keelung était extrêmement sale et remplie de soldats, également sales, qui y avaient traîné toute la nuit, faute de pouvoir trouver un meilleur abri. Quand notre train fut formé, il y eut une sauvage cohue pour y monter. La foule poussait et se lançait par vagues à l'assaut du train ; les bagages et les enfants furent propulsés à l'intérieur par les fenêtres, les adultes se frayèrent par la force un passage derrière eux et il y eut de sérieuses empoignades pour conquérir un peu d'espace. Nous réussîmes, je ne sais comment, à trouver des places assises et nous commençâmes notre long et lent voyage. L'air froid de janvier nous arrivait par les fenêtres brisées, la peluche verte qui recouvrait autrefois les sièges avait été arrachée et il était évident que les voitures n'avaient pas été nettoyées depuis plusieurs semaines. La « Formose chinoise » avait remplacé la Formose japonaise que nous avions connue. Nous n'avions jamais vu, de toute notre vie, une telle saleté et un tel désordre dans un train public.

Rien, toutefois, ne pouvait nous distraire de la joie de rouler à nouveau vers le sud, à travers la belle campagne de notre île. Lorsque nous



arrivâmes près de Tachia, nous regardâmes les champs de notre père, impatients de retrouver les sites familiers qui étaient associés à notre enfance. Nous entrâmes en conversation avec des passagers qui montèrent et descendirent pendant le voyage, certains par les fenêtres, d'autres par les portes. Ils racontaient toujours la même histoire, celle de leur mécontentement et de leur déception à l'égard du nouveau gouvernement. La sécurité des biens était une chose qui appartenait au passé. Il y eut, pendant tout le trajet, de longs et fréquents arrêts que rien ne pouvait expliquer ; ceci les conduisit à nous parler de ces bandes bien organisées de pillards qui avaient enlevé les fils de cuivre des aiguillages et les panneaux de signalisation pour les envoyer à Shanghai ou à Amoy où ils étaient vendus au prix de la ferraille. « Personne ne sait si ce train ne va pas dérailler », observa un passager. Depuis que les Chinois étaient responsables des chemins de fer, ceux qui expédiaient du fret de valeur devaient le faire accompagner sur les trains par des gardes armés. Les officiels du nouveau gouvernement eux-mêmes prélevaient une part du butin.

Après quatorze heures de voyage, nous arrivâmes à la nuit tombée. J'étais resté absent de chez moi pendant près de six ans. Seules, la beauté de la campagne et l'attente de la réunion avec nos parents nous préservèrent d'une profonde dépression. Nous quittâmes la gare sans connaître l'adresse de la nouvelle maison de nos parents, mais l'un des conducteurs de rickshaws connaissait la clinique et nous nous mîmes en route immédiatement. Il était à peu près neuf heures du soir quand notre petit groupe de rickshaws s'arrêta devant une petite maison d'un étage, construite en béton. Un panneau, à l'entrée, indiquait que la clinique était au rez-de-chaussée et que la résidence privée était au premier étage.

La porte d'entrée était soigneusement fermée. Ne trouvant aucune sonnette, nous frappâmes très bruyamment et même les conducteurs de rickshaws, qui semblaient partager notre impatience, se joignirent à nous pour crier à haute voix : « Ouvrez ! Ouvrez ! ». Mes parents ne s'alarmèrent pas ; ils avaient entendu dire que des bateaux de rapatriés commençaient d'arriver du Japon et la voix de ma belle-sœur, qui était une voix de femme, signifiait qu'ils n'avaient pas affaire à une bande de soldats nationalistes en maraude. Ils pensèrent avec raison que mon frère et sa famille étaient revenus.

Quand ils ouvrirent la porte, ils furent extrêmement surpris de me voir. Ils croyaient que j'étais mort. Ce fut une réunion pleine d'émotion. Mes parents nous demandèrent d'abord de tous prier avec eux et de remercier Dieu d'être revenus sains et saufs. Puis mon père, en pleurant, s'efforça de me consoler de la perte de mon bras et des grands changements dans ma vie qui en résultaient. Il y avait maintenant deux nouveaux petits-enfants à admirer. Pendant la conversation passionnée qui suivit, et dura des heures, mon père ne put cacher son sentiment que, pour Formose, les perspectives étaient très sombres. Il nous dit plusieurs fois : « Nous sommes dans une terrible situation ».

Au cours des jours et des semaines qui suivirent, des parents et des amis vinrent nous voir et nous leur rendîmes leurs visites. Petit à petit, mon père nous révéla ce qui s'était passé depuis la reddition du Japon, l'arrivée des troupes chinoises dans le sud de Formose et, tout de suite après, la corruption des services publics. Les nationalistes du KMT nous tiraient indéniablement vers le bas, au niveau moyen de la vie chaotique des provinces chinoises sur le continent. Avant la guerre, mon père s'était toujours tenu éloigné de la politique et des emplois publics mais, immédiatement après la capitulation, les officiels japonais de Kaohsiung le distinguèrent et lui proposèrent de devenir le président d'un comité local créé pour maintenir la loi et l'ordre jusqu'à ce que les Chinois arrivent et prennent les choses en main. C'était un citoyen respecté, d'un certain âge, acceptable aussi bien pour les Japonais que pour les Formosans. Comme une majorité de Formosans, il était heureux que la souveraineté japonaise ait pris fin. Les avantages considérables qu'avait apportés l'administration japonaise sur le plan économique et social n'avaient jamais compensé, pour les Formosans qui se respectaient, la discrimination politique et sociale, qui les blessait profondément. Les Formosans les plus influents et les étudiants avaient demandé l'autonomie depuis la première guerre mondiale. En 1945, les Alliés victorieux, et notamment les Américains, au moyen d'émissions de radio et de tracts lâchés sur l'île, avaient promis aux Formosans un brillant avenir après-guerre et la liberté sous l'égide de la Chine. Mon père n'avait pas mis en doute ces promesses et il avait donné son accord pour devenir le président du comité, croyant qu'il pourrait aider à l'avènement de cette nouvelle ère, pleine d'espoir. A la fin octobre, on apprit enfin que des unités militaires chinoises allaient

débarquer à Takao. Mon père fut nommé président d'un comité d'accueil. Cette fonction devint rapidement un cauchemar. On lui notifia que les troupes arriveraient à une certaine date. Pour préparer cette arrivée, on acheta des pétards et des bannières exprimant les sentiments de la population, on fit construire des baraques temporaires à la sortie du quai de débarquement et on prépara d'énormes quantités de porc rôti, des boissons non alcoolisées et du thé. Puis, on lui notifia que l'arrivée était reportée. Les nourritures périssables durent être vendues ou données. Ceci se produisit deux fois encore si bien que les dépenses furent triplées. Finalement, une quatrième notification se révéla être la bonne.

Un navire américain entra lentement dans le port de Takao, se frayant un chemin parmi les bateaux coulés. Les autorités militaires japonaises, qui, avec tous les soldats, attendaient d'être rapatriés au Japon, avaient fait sortir une garde d'honneur, parfaitement disciplinée, qui s'était alignée le long du quai, prête à saluer l'armée chinoise victorieuse. Une énorme foule de citoyens curieux et excités étaient venue pour soutenir le comité de bienvenue de mon père et pour voir le spectacle.

Le navire accoste, les portes s'abaissent et en sortent les vainqueurs, les troupes chinoises. Le premier homme qui apparut était un individu aux vêtements souillés qui ressemblait plus à un coolie qu'à un soldat et se comportait comme tel. Il portait une palanche à l'épaule sur laquelle il avait suspendu son parapluie, son matelas, sa gamelle et sa tasse. D'autres semblables à lui le suivirent, certains portant des chaussures, d'autres non. Très peu avaient des fusils. Sans même essayer de maintenir un semblant d'ordre ou de discipline, ils sortirent du bateau en se poussant, heureux d'être sur la terre ferme, mais ils marquèrent un peu d'hésitation devant les Japonais alignés des deux côtés et saluant impeccablement. Mon père se demanda ce que les Japonais pouvaient bien penser. Il n'avait jamais éprouvé, de sa vie, un tel sentiment de honte. Utilisant une expression japonaise, il nous dit : « S'il y avait eu un trou pas trop loin, j'aurais rampé pour m'y cacher ! ». Cette armée chinoise victorieuse était faite de conscrits originaires de la campagne, lesquels ne montraient pas le moindre signe qu'ils comprenaient qu'une cérémonie de bienvenue avait été organisée à leur intention. Ils marchèrent vers la ville, saisissant au passage la nourriture qui leur convenait et jetant de côté ce qu'ils n'aimaient pas. Les quelques officiers

chinois qui les accompagnaient n'exprimèrent aucune reconnaissance ni aucun remerciement pour qui que ce soit. En moins d'une heure, la troupe se répandit dans toute la ville et commença de s'emparer de tout ce qui plaisait à sa fantaisie. Les Formosans, quant à eux, n'étaient plus qu'un peuple conquis.

Maintenant que des troupes chinoises avaient débarqué et qu'une garnison existait à Kaohsiung, des officiels chinois civils de plus en plus nombreux commencèrent, depuis Taipei, à s'aventurer vers le sud. Ils prirent conseil de mon père et lui demandèrent de représenter les Formosans lors de la passation des pouvoirs. Il perdit rapidement toute illusion dans la mesure où, comme il nous le rapporta, la première question posée semblait invariablement être : « Combien y a-t-il d'argent dans la banque de la ville ? ». C'était une question que n'importe quelle nouvelle administration aurait évidemment été amenée à poser, mais c'était toujours la première qu'ils posaient et d'une manière telle qu'elle laissait une très mauvaise impression à mon père et aux autres Formosans. Il était clair que ces fonctionnaires de rang modeste venus de la capitale n'étaient guère meilleurs que les simples soldats. Rapidement, ils commencèrent à être bien vêtus et à réquisitionner de belles maisons. La raison de cette nouvelle affluence était évidente pour tous les Formosans qui avaient affaire à eux. C'étaient des profiteurs. D'un bout de Formose à l'autre, on pillait à tous les niveaux. Le simple conscrit rôdant dans Kaohsiung prenait en toute simplicité ce qui lui faisait plaisir dans les boutiques, les maisons ou les rues. Les nouveaux venus de Taipei avaient été envoyés par des fonctionnaires d'un rang plus élevé pour piller les sucreries, les entrepôts, les stocks des usines et les équipements industriels. Des jonques quittaient tous les jours le port remplies de vivres, de ferraille, de machines-outils et de produits de consommation de toutes sortes, destinés à être vendus à titre privé le long des côtes de Chine.

Le sens de l'humour de mon père l'incita à suggérer que quelqu'un devrait collectionner les histoires concernant ces Chinois nouveaux venus, et particulièrement celles ayant trait aux soldats ignorants transportés à Formose depuis les provinces intérieures du continent. Beaucoup n'avaient aucune connaissance de la technologie moderne. Certains n'avaient jamais vu un système moderne d'approvisionnement en eau ou n'avaient jamais compris comment il fonctionnait. Il y eut des

cas où ayant pris des robinets dans la boutique d'un plombier et les ayant enfoncés dans le trou d'un mur ou d'un remblai, ils s'attendaient à voir couler l'eau. Et ils se plaignaient amèrement auprès du plombier dans la boutique duquel ils avaient pris les robinets. On racontait aussi l'histoire d'un soldat qui se faisait couper les cheveux chez un coiffeur et lorsque ce dernier se saisit d'un sèche-cheveux électrique, il leva immédiatement les bras en l'air, pâle de peur, pensant qu'il s'agissait d'un pistolet.

Mon père avait ses propres problèmes. Une grande pancarte à l'entrée de notre maison indiquait que c'était une clinique gynécologique, mais les soldats y venaient et insistaient pour recevoir un traitement contre les maladies vénériennes ou apportaient des liquides ou des drogues, aussi bizarres qu'impossibles à identifier, et demandaient avec insistance qu'ils leur soient injectés. Ils croyaient que les piqûres pouvaient guérir n'importe quelle maladie.

Chaque semaine apportait de nouvelles histoires de semblables comportements ou de nouveaux cas de vols à grande échelle. Pendant quelque temps, mon père participa activement à la vie publique. Le maire le consultait souvent et il devint le président du conseil municipal. Son intégrité n'était pas mise en doute, sa clinique marchait bien et il commençait de compenser les pertes financière qu'il avait subies pendant la guerre. Etant donné que notre maison était surpeuplée, il décida d'en faire construire une nouvelle sur l'emplacement de son ancien hôpital, qui avait été incendié. Un jour il s'ouvrit au maire de son projet de déblayer cet emplacement. « Cela ne pose aucun problème », lui fut-il répondu, et un jour ou deux plus tard une trentaine de soldats japonais se présentèrent à la clinique. L'officier responsable précisa qu'ils attendaient d'être rapatriés et qu'ils seraient heureux d'apporter leur aide.

Nous nous rendîmes sur le site de l'ancien hôpital. Ils se mirent à travailler durement et efficacement. Ma mère leur donnait du thé et de la nourriture. Pour ma part, j'étais étonné de me trouver dans une situation où je « commandais » un aussi grand nombre de soldats japonais et je repensai avec un sourire au dossier militaire désastreux que j'avais eu à San-ko. A notre grande confusion, les Japonais n'acceptèrent aucun paiement.

Au cours de cette période, nos relations avec les Japonais devinrent très spéciales. Ils attendaient d'être rapatriés et que le général Mac Ar-

thur les autorise à retourner au Japon. Ceux qui avaient, pendant toute notre vie, exercé leur autorité sur nous, devaient maintenant obéir à nos ordres. Le policier japonais qui, auparavant était un petit seigneur, avait maintenant rangé son épée et son uniforme et était très content de trouver n'importe quel travail. Les professeurs, qui avaient joui d'un grand prestige, étaient maintenant obligés de vendre leurs quelques possessions, une par une. Je vis un grand nombre de mes anciens maîtres de l'école secondaire de Takao vendre de petits objets dans les rues. Dans certains cas, leurs anciens étudiants les aidèrent pendant cette période difficile, mais dans certains autres, moins nombreux, de vieux comptes furent réglés, et les professeurs qui avaient imposé une discipline excessive furent sévèrement battus.

Pendant toute cette période mon père se trouva dans une position inconfortable. Sa loyauté envers ses amis et sa profession l'incitait à aider les médecins japonais qui attendaient d'être rapatriés, mais il savait également que les Chinois nouveaux venus saisissaient les cliniques privées et prenaient, chez les médecins japonais, des équipements onéreux et du matériel médical. Quand un Chinois quelque peu influent désirait beaucoup se saisir d'une propriété, il lui suffisait d'accuser un Formosan d'avoir été un collaborateur pendant les cinquante années de souveraineté japonaise.

Le temps était venu pour moi de prendre une décision concernant mon avenir. Mes parents, toujours indulgents, me pressaient de rester à la maison et de me reposer encore, mais j'étais maintenant tout à fait guéri. J'avais vingt-trois ans et j'étais plein de vitalité. Des périodes d'optimisme, naturelles à l'âge que j'avais, alternaient avec des périodes de désespérante dépression. Je commençais à m'ennuyer. Kaohsiung n'offrait guère de stimulations intellectuelles et j'étais impatient de me retrouver parmi des livres.

Comme il ne m'avait manqué qu'une seule année pour obtenir mon diplôme de l'Université impériale de Tokyo, je me demandais s'il me serait possible de compléter cette année et d'obtenir mon diplôme à l'ancienne Université impériale de Taihoku, fondée par les Japonais en 1927 et occupée maintenant, vingt ans plus tard, par les Chinois venus du continent. Elle avait été récemment rebaptisée Université nationale de Taiwan ou, pour faire court, « Taita ». Les Japonais en avaient fait un centre de recherche et d'enseignement surtout en agriculture et



en médecine. Le niveau des humanités et des sciences sociales y était faible. Elle disposait, toutefois, d'une splendide bibliothèque, de bâtiments, de laboratoires et d'un vaste terrain. Maintenant elle était dirigée par des scientifiques récemment arrivés du continent et l'accent était mis sur la physique et l'agriculture.

Dans l'été de 1946, il fut décidé que tous les Formosans qui étaient rentrés alors qu'ils étaient en cours d'études dans les universités impériales japonaises seraient admis à Taita sans examen. Ils devaient simplement s'inscrire et ils seraient acceptés comme des étudiants transférés dès que l'université rouvrirait ses portes. Je me rendis immédiatement à Taipei. Une trentaine d'entre nous répondaient à cette condition et nous nous réunîmes pour discuter de l'offre qui nous était faite. Nous venions des facultés de droit, d'économie, de sciences politiques, et nous constituions une élite, étant donné la sévère sélection que nous avions dû subir pour entrer dans les meilleures institutions du Japon.

Après avoir discuté de nos problèmes, nous prîmes rendez-vous avec le doyen et le président de l'université reconstituée. Tous deux étaient des scientifiques et n'avaient aucune idée de ce qu'il fallait faire pour les étudiants qui ne désiraient pas suivre des enseignements de sciences. Nous leur demandâmes si ce que nous avions déjà étudié dans les universités japonaises serait pris en compte pour l'obtention de notre diplôme à Taita. Ils ne le savaient pas. Malgré l'offre publique qui nous avait été faite et nous avait conduits à Taipei, ils n'étaient pas préparés pour nous accueillir. Ils devaient en référer au ministère de l'Éducation à Nankin. Nous leur demandâmes ensuite s'ils envisageaient de recruter des professeurs de sciences sociales. Ils ne le savaient pas non plus. Il leur fallait également poser la question aux autorités de Nankin.

Déjà, la plupart des Formosans avaient compris que, sous l'administration du général Chen Yi, très peu de mesures promises localement pouvaient être prises pour argent comptant et que les communications entre les officiels du gouvernement de Formose et les bureaux du gouvernement central à Nankin étaient très chaotiques. Nous décidâmes de prendre aussi peu de risques que possible. Le système universitaire chinois était dérivé du système américain et fondé sur un enseignement de quatre années et une formule de nombres d'heures de cours et de crédits, tandis que le système japonais était plutôt imité des modèles européens. Nous nous procurâmes des copies de toutes les publications

du ministère de l'Education qui concernaient notre situation, nous les étudiâmes soigneusement et nous trouvâmes que le nombre d'heures de cours nécessaires était clairement précisé. Après plusieurs réunions, nous décidâmes que, pour n'encourir aucune critique, nous devrions répondre à toutes les exigences spécifiées par Nankin et suivre tous les cours conduisant au diplôme, tels qu'ils étaient indiqués. De cette manière, nous éviterions ultérieurement de nous trouver nous-mêmes dans une situation embarrassante ou d'y mettre les membres de la nouvelle administration de Taita.

Nous discutâmes à plusieurs reprises de tous ces problèmes avec les nouveaux responsables de l'université et nous découvrîmes rapidement que non seulement ils ne connaissaient pas la réglementation du ministère de l'Education dans les domaines autres que les leurs mais qu'en plus c'était tout simplement le dernier de leurs soucis. Leur attitude illustrait le désordre et l'incompétence qui prévalaient dans toute l'administration du général Chen Yi. Son commissaire pour l'Education qui était une non-entité dans le monde académique chinois, déclara abruptement aux Formosans, dans son premier discours public, qu'à son avis ils étaient des gens arriérés. Les autres commissaires ne se souciaient pas, ou très peu, de l'université puisqu'on ne pouvait pas en tirer beaucoup d'argent. Ce que l'administration déciderait de faire ne présentait finalement que très peu d'intérêt.

Rapidement, nous vécûmes une situation insolite. Etudiants, il nous fallait organiser les cours, recruter le corps enseignant et gérer une partie de l'Université nationale de Taiwan. Nous notifiâmes à l'administration que nous étions d'accord pour suivre toutes les heures de cours et obtenir tous les crédits prescrits par Nankin et que nous étions prêts à commencer. Quand le doyen objecta que Taita n'avait pas les professeurs nécessaires, nous l'assurâmes que nous pourrions les lui trouver.

Pour commencer, nous prîmes contact avec des avocats formosans et un économiste qui étaient tous diplômés de l'Université impériale de Tokyo et tout à fait qualifiés pour enseigner. Le jeune économiste, par exemple, avait été un protégé d'un économiste renommé du Japon, le Dr Tadao Yanaihara, qui avait été pendant un temps le président de l'Ecole de Tokyo, l'institution la plus prestigieuse du Japon. L'un des avocats avait fait partie du barreau de Tokyo, atteignant ainsi la plus

haute fonction judiciaire qu'un Formosan ait jamais occupée dans le Japon d'avant-guerre.

Nos propositions furent acceptées. L'intérêt et la détermination dont nous avons fait preuve stimulèrent le président et le doyen de Taita, qui commencèrent de recruter des professeurs en Chine pour enseigner à Taïpei. Pendant un certain temps, la situation resta anormale, pour ne pas dire plus, puisque ce furent les étudiants qui furent informellement chargés de mettre en œuvre ces innovations, d'organiser les cours quand nous pouvions trouver des enseignants qualifiés, de déterminer les horaires et les emplois du temps en respectant les instructions générales du ministère de l'Éducation. Si les nouveaux professeurs pouvaient nous fournir des notes de cours nous les tapions sur des stencils et nous distribuions des photocopies. Lorsque la première série de cours prit fin nous utilisâmes nos propres notes, nous les reproduisîmes et nous les donnâmes, comme matériel pédagogique supplémentaire, aux étudiants de la promotion suivante. Nous continuâmes de rechercher des professeurs capables et compétents et nous recrutâmes plusieurs spécialistes qui étaient ravis d'enseigner à l'université. Certains cours étaient donnés en formosan, d'autres en mandarin. Dès cette époque nous pouvions tous lire des textes académiques en chinois et très rapidement nous apprîmes à le parler.

Dans ce contexte, notre vie d'étudiants était très occupée mais facile et n'avait rien à voir avec les périodes précédant les examens que nous avions tous connues au Japon. Nous ne tîmes pas compte, toutefois, d'une seule et unique réglementation du ministère de Nankin, celle précisément qui stipulait que le diplôme exigeait un nombre d'heures et de crédits s'étalant sur quatre années d'études. En pressant le pas, nous remplîmes ces obligations, en matière d'heures et de crédits, en deux ans seulement. C'était une performance non orthodoxe mais nous étions un groupe très particulier. Chacun d'entre nous avait fait ses preuves au sommet du système éducatif japonais, mais à la fin de la guerre nous étions à des niveaux différents dans le curriculum universitaire, qui durait trois ans. Maintenant nous agissions plus ou moins comme un corps unique, nous adaptant au système chinois de quatre années, nous dénommant, sur ma suggestion, le San-San Kai (le « club des trois-trois »), représentant nos trois domaines d'études, le droit, l'économie et les sciences politiques, et les trois années du système ja-

ponais. Nous nous entendions relativement bien avec nos professeurs et nos camarades de l'université, mais en tant qu'étudiants en droit, en économie et en sciences politiques, notre désenchantement et notre colère grandissaient : au moment où nous obtenions nos diplômes, l'île traversait une crise tragique.



## IV

### Le soulèvement de mars 1947

Le statut légal de Formose était particulier. La Chine avait cédé Formose et les Pescadores au Japon en 1895. Tokyo donna alors deux ans aux habitants pour choisir leur nationalité ; quelques milliers de Formosans seulement décidèrent de quitter le pays ou de se faire enregistrer comme citoyens chinois. La grande majorité, toutefois, n'accomplit aucune démarche de ce type et, cinquante ans plus tard, eux-mêmes, leurs enfants et petits-enfants étaient, de par la loi, des sujets japonais. S'ils avaient souhaité émigrer en Chine, ils auraient pu le faire à n'importe quel moment. Quelques uns s'y décidèrent mais une très vaste majorité resta. Sous les Japonais, ils jouissaient des avantages d'un Etat soumis à des lois. La police était stricte, souvent dure, et l'administration coloniale japonaise traitait les Formosans comme des citoyens de seconde classe. Toutefois, sous la direction du Japon et grâce à la réorganisation qu'il entreprit, l'économie de notre île fit des progrès spectaculaires et notre niveau de vie augmenta de manière continue, si bien que, parmi les pays asiatiques, nous venions immédiatement après le Japon dans le domaine des technologies industrielles et agricoles, dans les communications, la santé publique et en matière de lois sociales garantissant le bien-être de la population. Nos grands-parents avaient été les témoins de cette transformation d'une île arriérée, mal gouvernée, désorganisée et dépendant nominale de la Chine. Ils n'aimaient pas les Japonais, mais ils appréciaient les avantages économiques et sociaux apportés par les cinquante années de paix dont ils avaient bénéficié alors que les Chinois du continent avaient subi cinquante années de révolution, de soumission à des seigneurs de guerre et de guerres civiles.

Dans la génération de mon père et dans la nôtre, des centaines de Formosans éduqués avaient soutenu le mouvement pour un gouvernement autonome de l'île. Il avait été créé pendant la première guerre au moment où le président américain appelait à une reconnaissance universelle du droit des minorités. Pendant toutes les années vingt, les Formosans les plus influents demandèrent avec insistance aux autorités japonaises de prendre part au gouvernement de l'île et, en 1935 enfin, Tokyo commença de céder. Des élections locales furent organi-

sées pour des assemblées locales, le droit de vote fut progressivement étendu et, au début de 1945, on annonça que les Formosans bénéficiaient de droits politiques équivalents à ceux des Japonais.

C'était toutefois trop tard. Le Japon devait alors affronter la défaite et les jeunes Formosans partisans d'un gouvernement local lisaient et écoutaient les promesses radiodiffusées à leur intention par le gouvernement américain, promesses d'une vie nouvelle, après la guerre, dans une Chine démocratique. Pour nous, cela signifiait la liberté de participer, à tous les niveaux, au gouvernement de l'île et d'élire des Formosans pour représenter l'île dans le gouvernement central de la Chine.

Le Japon céda Formose aux Puissances alliées, le 3 septembre 1945, à Yokohama. Le transfert de souveraineté à la Chine ne pouvait, toutefois, avoir lieu, jusqu'à ce qu'une conférence sur la paix ait élaboré un traité formel. Tenant compte de promesses faites par le président Roosevelt au Generalissimo Chiang au Caire, en 1943, promesses réaffirmées par le président Truman à Potsdam, Washington décréta que l'île de Formose et les Pescadores devaient être remises aux Chinois nationalistes pour qu'ils les administrent en attendant le transfert légal. Pendant cette période, les droits des Alliés ne furent pas réservés, pas plus que les intérêts des Formosans. Il n'y avait aucune provision offrant aux Formosans de choisir leur nationalité comme cela avait été fait en 1895. Les Formosans, qu'ils le veuillent ou non, devaient devenir chinois.

Formose était un prix de grande valeur pour les nationalistes, qui maintenant gouvernaient. Keelung et Kaohsiung avaient été sévèrement endommagées et la ville de Taipei avait souffert, mais les fondements de la structure industrielle et agricole étaient toujours là. Les entrepôts étaient remplis de sucre, de riz, de produits chimiques, de caoutchouc et d'autres matières premières qui n'avaient pas été expédiées au Japon. Les centrales électriques et les sucreries n'avaient pas été sérieusement touchées. Les Japonais préparèrent un rapport exhaustif et très détaillé de tous les biens publics et privés qui avaient été remis au général Chen Yi, le 25 octobre. La valeur des propriétés confisquées aux Japonais était estimée à quelque deux milliards de dollars américains de l'époque. A Chungking et Nankin, les factions qui gravitaient autour du Generalissimo, les forces armées, la bureaucratie civile, le parti et les puissantes organisations de la famille de Ma-



dame Chiang, s'étaient livrés à une concurrence féroce pour s'assurer le contrôle de l'île. Une administration provinciale temporaire fut créée et le Generalissimo nomma le général Chen Yi nouveau gouverneur général, prenant soin de l'entourer de représentants des autres factions qui comptaient, principalement l'armée de terre, l'armée de l'air et ceux protégeant les intérêts de Madame Chiang. T. V. Soong avait recruté des représentants d'une firme américaine pour qu'ils fassent, à son intention, une étude des ressources industrielles de Formose et l'équipe chargée de ce travail se rendit sur l'île avant même que Chen Yi n'arrive pour accepter formellement la passation des pouvoirs.

Des avions et des bateaux américains transportèrent les nationalistes de Chine pour qu'ils prennent possession de l'île. Les Formosans les accueillirent avec enthousiasme en octobre 1945, pensant qu'une ère nouvelle et merveilleuse allait s'ouvrir. En quelques semaines, nous comprîmes que le gouverneur Chen Yi et ses collaborateurs méprisaient la population de Taïwan et étaient incroyablement cupides et corrompus. Pendant dix-huit mois, ils pillèrent notre île. Les nouveaux venus avaient vécu toute leur vie dans le tumulte de la guerre civile et de l'invasion japonaise. Ils se comportaient comme des prédateurs occupant un territoire ennemi, et nous étions traités comme un peuple conquis.

Au dix-neuvième siècle, Formose avait été sous le contrôle d'un gouvernement de garnison n'imposant aucun ordre, notoire, même en Chine, pour sa corruption et son inefficacité, mais, après un demi-siècle de stricte administration japonaise, nous avions appris la valeur du respect de la loi. On respectait les contrats qui avaient été passés. On considérait généralement comme allant de soi que notre voisin était un homme honnête. Dans les boutiques, un système de prix fixes permettait à chaque marchand de savoir où il en était sur le plan comptable. Nous avions appris que les communications modernes, l'agriculture scientifique et les industries efficaces ne pouvaient fonctionner correctement qu'avec un système honnête de mesures, des contrats respectés et l'observance des contraintes de temps.

Tous ces critères étaient ignorés par nos nouveaux maîtres. Nous étions souvent traités avec mépris. Les officiels du nouveau gouvernement ainsi que les profiteurs les plus intelligents et les plus calculateurs montrèrent avec suffisamment d'évidence qu'ils regardaient l'honnê-

teté comme un signe risible de stupidité. Dans l'extrême confusion et le « chacun pour soi » qui avaient caractérisé la vie en Chine au cours des années de guerre, ces hommes n'avaient survécu et n'avaient pu obtenir leurs fonctions actuelles que par la ruse, la tricherie, le double langage, qui étaient souvent les seuls moyens de survivre dans les villes chinoises d'où ils venaient. Pour eux, nous n'étions que des rustres de la campagne et des proies faciles.

Les Chinois du continent ont considéré traditionnellement l'île de Formose comme un territoire barbare sous leur dépendance. S'adressant, quelque temps après son arrivée, à un vaste rassemblement d'étudiants, le nouveau responsable de l'éducation le dit carrément, d'une manière très discourtoise, et cette déclaration provoqua une réaction de colère. D'un autre côté, les Formosans se moquaient ouvertement des nouveaux venus qui montraient si souvent qu'ils n'avaient aucune expérience des équipements et des organisations modernes. Je fus moi-même plusieurs fois le témoin de l'incompétence des Chinois et j'entendis parler d'autres exemples, tout à fait extraordinaires. Il y eut des incidents, qui reçurent une large publicité, comme quand des officiels voulurent à toute force conduire une automobile sans prendre de leçons de conduite, au prétexte que si un stupide Formosan pouvait conduire, n'importe quel continental intelligent pourrait aussi le faire. Les soldats enrôlés, originaires des provinces intérieures de la Chine étaient les moins familiarisés avec la technologie moderne. Beaucoup ne savaient même pas monter à bicyclette et, en ayant volé une ou l'ayant prise de force à de jeunes Formosans, ils marchaient en portant la bicyclette sur leur dos.

L'année 1946 fut celle d'une croissante désillusion. A tous les niveaux de l'administration et des entreprises, les Formosans étaient licenciés pour laisser la place aux parents et aux proches de tous les collaborateurs de Chen Yi. L'administrateur civil, secrétaire général de Chen Yi, avait rapidement placé sept membres de sa famille dans de lucratives positions. L'un d'entre eux s'était vu confier la charge de toute l'exportation du thé, qui représentait un chiffre d'affaires de plusieurs millions de dollars. Le nouveau dirigeant de la Compagnie des ananas de Taichung, un des plus importants producteurs mondiaux d'avant-guerre, était un ancien secrétaire de la YMCA de Shanghai qui n'avait jamais vu un plant d'ananas. On estimait généralement que le nouveau

chef de la police de Kaohsiung avait plus de quarante membres de sa famille ou de ses amis proches sur la liste de ses collaborateurs. Le commissaire pour l'Agriculture et la Forêt essaya de mettre sous séquestre un grand nombre de jonques de la côte est appartenant à des propriétaires privés en prétextant qu'elles seraient « mieux gardées » si elles étaient placées sous le contrôle du gouvernement à Keelung, alors qu'en fait il était de notoriété publique que ses subordonnés exploitaient une flotte de contrebande.

Au début de 1947, la tension avait atteint un point de rupture. Le gouverneur général avait des intérêts directs dans la gestion du Bureau du Commerce auquel de nombreux producteurs étaient obligés de vendre leurs produits à prix fixes. Ces produits étaient ensuite revendus avec d'énormes profits à Formose ou sur le continent. Les commissaires aux Finances, aux Communications et à l'Industrie élaborèrent en commun un système parfaitement mis au point de normes et de règlements qui leur donnait le pouvoir d'étrangler l'économie de toute l'île. Rien ne pouvait sortir de l'île ou être importé sans que fussent acquittés des droits, des pourcentages ou des taxes.

Pendant un temps, nous, les étudiants en droit, en économie et en sciences politiques du groupe San-San Kai, continuâmes de nous consacrer à nos livres, nos théories et nos discussions abstraites. Nous n'étions pas encore politisés, mais il nous était impossible de fermer les yeux et les oreilles sur le fait évident qu'une crise allait survenir. Les représentants du Generalissimo à Formose étaient en train de soumettre notre île aux mêmes abus qui affaiblissaient sa position dans toute la Chine et devaient ultérieurement conduire à sa chute définitive. A la fin de 1946, les commissaires de Chen Yi agissaient avec une cupidité sans retenue, qui était désespérante. Ils voulaient s'enrichir aussi rapidement que possible avant que le gouvernement nationaliste ne s'effondre. Ils appelaient cela un « nécessaire socialisme d'Etat ».

Cette situation affectait gravement nos propres intérêts ou les intérêts de nos familles. Mon père, président du Conseil municipal de Kaohsiung, ne fut pas inquiet, mais il avait connaissance d'innombrables cas d'extorsion et de confiscation illégale de biens appartenant à des Formosans, et de propriétés et d'entreprises dans lesquelles les Japonais et les Formosans avaient de communs intérêts, développés au cours des cinquante années précédentes. L'accusation de « colla-

boration » était utilisée par n'importe quel Chinois sans scrupule, pensant qu'il avait ainsi une chance de dépouiller un Formosan d'un bien convoité.

Pendant les premières semaines de 1947, alors que nous étions concentrés sur notre travail en vue de l'examen, une série de décisions prises par l'administration de Chen Yi provoquèrent de violentes protestations. Les commissaires aux Finances, aux Communications et à l'Industrie, en collusion avec le Bureau du Commerce, édictèrent une série de nouvelles réglementations qui resserraient considérablement l'étreinte des monopoles, le « nécessaire socialisme d'Etat », lequel drainait la richesse de Formose pour la mettre dans la poche de ces commissaires, du gouverneur général et de leurs protecteurs sur le continent. Ces réglementations suscitèrent de violentes discussions parmi les étudiants de notre groupe. Dans le même temps, le gouvernement central adopta une nouvelle constitution pour une « Chine démocratique », mais le gouverneur Chen Yi, sur ordre de Chiang Kai-shek, informa la population de Formose que, puisqu'elle n'était pas familiarisée avec les procédures démocratiques, les dispositions de cette constitution ne s'appliqueraient à Formose qu'à la fin d'une période de tutelle politique. En d'autres termes, nous n'aurions pas réellement voix au chapitre dans le gouvernement de l'île jusqu'à ce que les dirigeants du Parti nationaliste soient disposés à prendre ce risque. Pour nous qui étions des étudiants en droit et en sciences politiques, la vraie raison de cette décision résidait dans le fait que Formose n'était pas encore un territoire appartenant légalement à la Chine et que l'administration locale ne pouvait justement prendre le risque de s'exposer à un vote de confiance. Survint alors une troisième provocation dont les conséquences explosives chassèrent presque de l'île Chen Yi et les nationalistes du Kuomintang.

Dans la nuit du 28 février 1947, plusieurs membres du service de répression du [ Bureau du ] Monopole des tabacs & alcools battirent sauvagement une vieille femme qui vendait illégalement quelques paquets de cigarettes près du rond-point de Round Park, dans le vieux quartier de Tataoch'eng. Une émeute s'ensuivit. Les agents du Monopole furent pourchassés jusqu'à un poste de police proche et leurs voitures brûlées. Le jour suivant, tout Taïpei était en effervescence et, à la nuit tombante, un affrontement total commença d'opposer la foule formosane et les

occupants chinois. La première vague de manifestants en colère s'en prit au Bureau du Monopole des tabacs. Ses succursales furent sacquées et brûlées, et ses employés battus dans les rues. Les manifestants marchèrent alors sur le siège central du Bureau du Monopole pour exiger que sa politique soit plus modérée. N'obtenant aucune réponse satisfaisante, ils se dirigèrent vers les locaux du gouverneur pour protester et présenter une pétition. Comme ils s'approchaient des portes, et bien qu'ils fussent sans armes, ils furent fauchés par des tirs de mitrailleuse avant de pouvoir pénétrer dans l'enceinte du bâtiment.

La colère de la population, jusqu'alors contenue, explosa. A la fin du jour suivant, l'administration de Chen Yi était virtuellement paralysée. Les officiels de rang élevé et les profiteurs les plus influents établirent un camp armé, puissamment gardé, dans les faubourgs du nord où ils envoyèrent leurs femmes et leurs enfants ainsi que des camions chargés de leurs biens personnels. La plupart de ceux qui étaient récemment venus du continent se cachèrent chez eux, craignant un massacre général.

Il n'y avait en fait aucun danger de cette nature. Les Formosans n'avaient pas d'armes et les tâches de la police étaient effectuées temporairement par des étudiants qui observaient une stricte discipline. Pendant les deux premiers jours, il y eut des violences, des deux côtés. Les patrouilles volantes des soldats de Chen Yi, qui arpentaient la ville, tiraient au hasard pour terroriser la population et les Formosans recouraient quelquefois aux pierres et aux bâtons. Plusieurs employés du Bureau du Monopole furent battus si sévèrement qu'ils moururent de leurs blessures. La colère populaire s'accrut encore lorsqu'on apprit la disparition d'un nombre important d'élèves de l'école secondaire, qui étaient entrés dans les locaux du Bureau des Chemins de fer pour demander quand le service serait rétabli sur les lignes principales de manière qu'ils puissent quitter la ville et se rendre chez eux, au sud de Taipei.

Le troisième jour, le gouverneur général Chen Yi annonça qu'il était prêt à écouter la population. Il nomma un comité de notables formosans pour qu'il se réunisse avec ses propres représentants en vue de régler l'« incident », en élaborant un programme de réformes qu'il promit de soumettre à l'examen du gouvernement central. Il promit également de faire disparaître des rues de la ville les patrouilles incontrôlées

et donna sa parole qu'aucune troupe de renfort n'entrerait à Taipei. Ce comité, assez largement représentatif incluait des membres de la police temporaire qui, face à l'urgence avait assumé les devoirs des hommes de Chen Yi, maintenant cachés. J'ai honte de dire qu'il y avait, parmi les propres représentants de ce dernier, plusieurs hommes qui étaient Formosans de naissance mais qui étaient partis pour la Chine dans les années vingt et avaient travaillé là-bas pour le gouvernement nationaliste. Ils étaient revenus pour servir sous les ordres de Chen Yi et ne pouvaient être mieux décrits que comme des « Formosans de service », c'est-à-dire des hommes qui étaient payés par le gouvernement, et très bien payés, pour jouer le rôle de « Formosans de souche » et pour parler avec conviction à des visiteurs étrangers au nom de l'administration de Chen.

En même temps qu'il créait ce comité, le gouverneur annonça qu'il souhaitait recevoir des propositions pour un programme de réformes, le 14 mars au plus tard. Dix-sept comités locaux furent établis dans les villes et les bourgs de toute l'île. Dans chacun d'entre eux les doléances des habitants furent discutées, des propositions présentées et transmises au comité central de la capitale. Le comité, dénommé « Comité de règlement », se réunissait sur la scène de l'auditorium municipal et la salle était bondée à chaque réunion.

Dans les cinq jours qui suivirent le soulèvement, Taipei était calme mais tendue. Les magasins rouvrirent et les produits en provenance de la campagne recommencèrent d'arriver sur les marchés. Malgré ses engagements, le gouverneur s'efforça de faire venir des troupes du sud, espérant ainsi se dispenser de l'obligation de recevoir les propositions de réformes. Heureusement, la nouvelle des événements du 28 février et du 1er mars s'était répandue rapidement dans toute l'île. Des citoyens vigilants empêchèrent les mouvements de troupe, dans la région de Hsinchu, en arrachant les rails à certains endroits et en immobilisant ainsi les trains. La tentative du gouverneur Chen de tromper la population de Taipei augmenta la colère et la défiance de celle-ci. Des émeutes eurent lieu dans les principales villes dans lesquelles les hommes du gouverneur s'étaient efforcés de maintenir leur contrôle. Une poignée de communistes, hommes et femmes libérés des prisons japonaises, à la fin de 1945, sur ordre du général Mac Arthur, tenta de tirer avantage de la confusion mais échoua à attirer des partisans. Les Formosans

avaient pris l'habitude de se méfier des communistes dès la fin de la première guerre mondiale, lorsque le Japon adopta une politique anti-communiste très énergique.

Pendant cette période d'extrême excitation à Taïpei, les étudiants de l'université, dont j'étais, se réunirent dans le grand auditorium de l'école de médecine pour discuter de la situation. Il n'y avait aucune organisation et ces réunions restaient sans conclusion. Notre situation sur le campus faisait de nous des privilégiés et nous continuions de penser que nous vivions dans un monde à part. Nous aurions aimé avoir une université plus grande et de meilleure qualité mais nous n'avions, en fait, aucun grief sérieux, sur le plan académique. Les seuls motifs que nous aurions pu avoir de nous plaindre étaient à la fois personnels et généraux, c'étaient les troubles, les blessures et les pertes subis par nos familles et par les Formosans en général. Quand nos réunions prirent fin, nous poursuivîmes chacun notre propre route avec l'accord tacite que chacun d'entre nous agirait, dans cette crise, comme il l'entendait.

Chen Yi et ses principaux collaborateurs s'adressaient de temps en temps à la population par l'intermédiaire de la radio ; ils lui enjoignaient de rester calme, disant que les réformes qu'elle exigeait étaient justifiées et que ses propositions seraient soigneusement prises en considération. Mais nous commençâmes d'entendre des rumeurs selon lesquelles d'importantes forces militaires étaient rassemblées dans la province du Fukien, à environ cent cinquante kilomètres, de l'autre côté du détroit. Le comité, dans ce contexte, se hâta de terminer le projet d'un programme de réformes, sachant que si les troupes nationalistes arrivaient en force, le gouverneur Chen ne se donnerait même pas la peine de le lire.

Pendant toute la semaine, les journaux locaux publièrent régulièrement des informations sur les travaux du comité ; ils y consacrèrent même des éditions spéciales et de temps en temps les débats de l'auditorium municipal furent radiodiffusés. Occasionnellement, certains membres de notre groupe universitaire assistèrent à quelques séances et nous ne parlâmes de rien d'autre pendant la première semaine de mars. Le 7 de ce même mois, après consultation avec les dix-sept comités locaux, tel que celui dont mon père était membre, le porte-parole du comité transmet au gouverneur les propositions de réformes que ce dernier avait demandées qu'on lui présente. Un groupe d'étudiants très



actifs écrivit une pétition réclamant des réformes et l'adressa au général Chen. Elle était d'un ton plutôt modéré et elle fut poliment acceptée par les collaborateurs du gouverneur qui dirent qu'elle serait très utile et demandèrent courtoisement à ses auteurs d'indiquer leurs noms et leurs adresses. Ce qu'ils firent en toute innocence.

Pendant ce temps, à Kaohsiung, mon père subissait de cruelles épreuves. Kaohsiung était l'une des dix-sept villes qui avaient créé un Comité local de règlement et on l'avait invité à en devenir le président. Au cours de cette étrange période de transition, il fut chargé de maintenir la loi et l'ordre et de formuler des propositions qui seraient soumises au comité central de Taïpei. Le comité local, en conséquence, décida d'intervenir auprès du commandant de la garnison locale, le général Peng Meng-chi, pour lui demander de discipliner ses soldats qui s'efforçaient de terroriser la population et d'intimider le comité. Ses patrouilles volantes tiraient au hasard dès qu'elles voyaient de petits groupes de Formosans rassemblés dans les rues et discutant de la crise. La députation conduite par mon père avait l'intention de demander au général Peng de supprimer ces patrouilles et de garder les soldats dans les casernes pendant que les dirigeants locaux débattaient des réformes pour répondre à l'invite du gouverneur.

Le quartier général de la garnison de Kaohsiung était situé sur une colline dominant la ville et le port. Dès que mon père et ses compagnons eurent pénétré dans l'enceinte des bâtiments, ils furent arrêtés et ligotés avec des cordes. Malheureusement, un membre du comité, appelé Tu, qui était récemment revenu de Chine où il avait été pendant un temps l'un des collaborateurs de Wang Ching-wei, le rival acharné de Chiang Kai-shek au sein du Parti nationaliste et collaborateur des Japonais, était un homme extrêmement impulsif. Perdant tout contrôle, il se livra à une violente diatribe contre le Generalissimo et contre son subordonné le général Chen.

Il fut immédiatement séparé des autres et attaché avec des fils de fer au lieu de cordes. Les fils de fer furent tournés au moyen d'un instrument mécanique jusqu'à ce que Tu hurle de douleur. Après une nuit de tortures, il fut fusillé.

Mon père et les autres membres du comité furent alors ligotés à nouveau avec des cordes qui, cette fois, leur enserraient le cou et menacés avec des baïonnettes par les soldats. Eux aussi, s'attendaient à tout

moment à être fusillés, mais, le deuxième jour, mon père fut relâché et renvoyé chez lui. Le général Peng était intervenu et avait fait acte de clémence, disant qu'il connaissait très bien mon père. Il déclara : « Nous savons que ce Dr Peng est un honnête homme. Il n'y a aucune raison de lui faire du mal ».

Complètement épuisé, Père revint à la maison. Il n'avait rien mangé de deux jours et était extrêmement choqué sur le plan émotionnel. Sa désillusion était totale. Désormais, il n'aurait plus rien à faire avec la politique et les affaires publiques, sous le gouvernement des Chinois. Son amertume était celle d'un idéaliste trahi. Il en vint même à proclamer qu'il était honteux de son sang chinois et qu'il souhaitait que ses enfants épousent des étrangères jusqu'à ce que ses descendants ne puissent plus se prétendre Chinois.

A Taipei, je ne savais rien de tout cela. Comme tous les étudiants, j'écoutais les rapports, diffusés par la radio, faisant état de combats ici ou là, des actions sur les lignes de chemin de fer qui avaient empêché les troupes de Chen Yi d'atteindre la ville, et de rumeurs selon lesquelles les aborigènes étaient en train de descendre des montagnes pour nous aider à lutter contre les Chinois.

Ma grand-mère, du village de Patou, entretenait la maison que j'habitais, à Taipei, comme elle l'avait fait pour mes frères et sœurs de nombreuses années auparavant. Elle avait beaucoup d'amis et de parents à Keelung et, dans l'après-midi du 10 mars, un visiteur terrifié, venant de Patou, retransmit la nouvelle que des navires de transport de troupes arrivaient de Chine, et que des soldats, depuis le pont, avaient commencé de mitrailler le rivage et la zone de débarquement avant même que les navires aient atteint le quai.

Ce fut le début d'un règne de terreur dans la ville portuaire et à Taipei. Dès que les troupes nationalistes débarquèrent, elles se répandirent rapidement dans les rues de Keelung, tirant sur les hommes et les jeunes adolescents ou les frappant avec leurs baïonnettes, violant les femmes et pillant les maisons et les magasins. Certains Formosans furent pris, mis vivants dans des sacs d'emballage trouvés à l'entrée de l'entrepôt de sucre et jetés dans les eaux du port. D'autres furent simplement attachés avec des cordes ou des chaînes et lancés dans la mer depuis la jetée. A la fin de la soirée, des unités militaires étaient entrées à Taipei et, à partir de là, elles commencèrent d'investir toute l'île. Au même moment,

d'autres navires de transport de troupes arrivaient à Kaohsiung, venant de Chine. Là, les unités de l'armée nationaliste se joignirent à la garnison du général Peng et adoptèrent le même comportement féroce que celui des troupes de Keelung et de Taipei. Le général Chen Yi était déterminé à intimider la population de Formose et à éliminer tous les Formosans qui avaient osé critiquer son administration.

Jusqu'au 8 mars, tous les Formosans qui étaient membres du Comité de règlement et beaucoup d'autres qui ne l'étaient pas, continuèrent de demander des réformes et sans cesse essayèrent d'en appeler au Generalissimo Chiang pour qu'il rappelle Chen Yi et remplace ses commissaires par des hommes honnêtes. Au 10 mars, la plupart de ces Formosans qui s'étaient mis en avant étaient soit morts, soit en prison, soit cachés et cherchaient un moyen de quitter l'île. Le 12 mars, des avions nationalistes survolèrent les principales villes à basse altitude, dispersant des tracts portant un message du Generalissimo, en tant que « président de la République, commandant en chef des forces armées et dirigeant du parti ». Le texte de ce message reprenait les commentaires sur l'« incident » qu'il avait donnés à Nankin à un groupe d'officiels de haut rang. Il prenait totalement à son compte les décisions de Chen Yi. Les meneurs des émeutes, déclara-t-il, étaient des « communistes » et des « gens pervers par les Japonais ». Il ajouta que la population de Formose avait une lourde dette envers les Chinois du continent qui « avaient combattu pendant cinquante ans pour recouvrer Taïwan ».

Personne ne sait combien de Formosans furent mis à mort pendant les semaines suivantes, les estimations variant de dix à vingt mille victimes. Les membres du Comité de règlement furent les premiers à disparaître. Les responsables de journaux, les professeurs, les avocats, les médecins, qui avaient osé critiquer le gouvernement furent tués ou emprisonnés. Les étudiants de l'université qui avaient présenté une pétition aux bureaux du gouverneur et avaient si naïvement donné leurs noms et leurs adresses furent recherchés et exécutés. Beaucoup d'étudiants des écoles secondaires qui avaient remplacé les policiers chinois, trop peureux pour assurer leur service, pendant les semaines précédentes, furent tués. Il semblait que quiconque avait osé se moquer de n'importe quel Chinois à n'importe quel moment, depuis 1945, était maintenant en danger de mort.

Pendant ces semaines terrifiantes, je restai terré dans la maison de ma grand-mère, effrayé et anxieux. Je n'avais jamais appartenu à un groupe politique actif à l'université, et mon nom ne figurait sur aucune pétition ni aucun manifeste. Aucun soldat ne vint fouiller notre maison et je ne fus pas arrêté au milieu de la nuit comme le furent certains de mes amis, qui disparurent. Malgré tout le dur travail que j'avais fourni pour obtenir mon diplôme en sciences politiques à l'université, j'étais très éloigné de la politique active et extrêmement naïf. Je ne m'étais pas encore clairement rendu compte que notre liberté personnelle était beaucoup plus menacée maintenant qu'elle ne l'avait été sous les Japonais. Dans plusieurs lettres à mon père, j'exprimais une réaction de colère devant les choses terribles qui avaient eu lieu à Taipei. Je ne savais pas alors que le courrier que recevait mon père était censuré, jusqu'à ce qu'un jour le chef de la police de Kaohsiung lui conseille discrètement de dire à son fils de ne plus écrire de telles lettres et l'informe que mon nom était maintenant sur une liste noire.

Kaohsiung avait terriblement souffert pendant ces incidents, c'est-à-dire pendant toutes les semaines qui avaient suivi l'arrivée des troupes de Chiang. Ce fut pendant ces journées que le commandant de la garnison, le général Peng, gagna son surnom de « boucher de Kaohsiung ». Il y eut maints exemples de sa cruauté. Un jour que de nombreux citoyens en vue s'étaient rassemblés dans l'auditorium municipal pour débattre de la crise, les portes furent fermées et la salle balayée par des tirs de mitrailleuse. Des familles furent contraintes d'assister à l'exécution publique de pères et de fils sur la place devant la gare. De nombreuses histoires circulèrent faisant état de tortures infligées aux prisonniers avant qu'ils ne soient exécutés. Mon père, qui toute sa vie avait été un idéaliste, devint encore plus amer et encore plus désespéré.

Dans tout Formose, des hommes connus ou qui possédaient des biens furent intimidés et furent l'objet de chantage de la part d'officiels nationalistes de troisième rang qui les menaçaient de les dénoncer comme professant des « sentiments anti-gouvernementaux ». Le vice-président du Conseil municipal de Kaohsiung fut, par exemple, victime d'extorsions de la part de plusieurs jeunes officiers de l'armée nationaliste et il eut toutes les peines du monde à se soustraire à la demande de l'un d'entre eux qui exigeait qu'il lui livrât sa jeune sœur. Il avait été un homme riche mais il fut rapidement ruiné. La rumeur courut pendant

un temps que mon père serait bientôt arrêté et jugé pour avoir été le président du Comité de règlement des incidents. Pendant longtemps, il fut étroitement surveillé et il échappa de peu au terrible destin de plusieurs de ses amis.

Progressivement, Taipei devint calme. Le général Chen Yi fut rappelé par Nankin. Il devint d'abord conseiller du gouvernement puis, rapidement, le président Chiang le nomma gouverneur de la grande et importante province du Chekiang. Son successeur à Taipei fut un juriste, le Dr Wei Tao-ming, qui avait été pendant un temps ambassadeur à Washington et avait beaucoup d'amis américains. Tous les étudiants retournèrent progressivement, un par un à l'université, ce que je fis aussi. Nous n'osions plus nous réunir en groupes, où que ce fut et quel que soit le moment. Nous n'exprimions nos sentiments de colère que lorsque nous pouvions marcher à deux ou à trois dans le vaste campus de l'université. Nous nous rendîmes rapidement compte qu'il y avait des informateurs infiltrés parmi nous et qu'il n'était jamais sans danger de parler franchement devant une simple connaissance ou devant un groupe quelconque. De temps en temps, la très redoutée police secrète, la police militaire ou la police municipale, faisaient des descentes dans les dortoirs, apparemment sur des informations qui leur était données par des membres de la communauté étudiante. Parmi ceux qui furent arrêtés lors de ces descentes, il y avait de brillants étudiants chinois, libéraux et aussi critiques de leur gouvernement que nous l'étions. Désormais, nous étions parfaitement conscients que l'une des techniques chinoises les plus courantes consistait à utiliser des informateurs stipendiés et à leur offrir des récompenses allant de quelques dollars de Formose à la promesse d'emplois lucratifs.

Dans l'été de 1948, seize mois après les incidents, j'obtins mon diplôme en sciences politiques de Taita. Mes camarades et moi, membres de la San-San Kai, avions rempli en deux ans toutes les exigences du programme de quatre ans. Nous n'avions pas beaucoup fait plus que polir notre chinois mandarin. Mais nous avions enfin un diplôme d'une université chinoise reconnue par la capitale nationale, Nankin.

Il me fallait maintenant choisir entre une carrière dans le monde académique ou celui des affaires. On m'offrait de rester à Taita comme assistant à la faculté de droit. Cela voulait dire que je n'enseignerais pas mais que je ferais des recherches personnelles et que j'aiderais le chef

du département dans ses tâches administratives. En même temps, la First Commercial Bank me proposa un emploi. C'était une véritable institution. En récompense de sa collaboration pendant la crise de 1947, l'ancien maire de Taipei, Huang Chao-chin, avait été nommé président de son conseil d'administration. Il était l'un des rares Formosans de souche qui, bien qu'il ait été membre du Comité de règlement, survécut sans dommage à cet épisode et en tira même avantage. Le gouvernement possédait plus de la moitié des actions de la banque qui était donc une institution semi-publique, mais l'ancien maire fut autorisé à la diriger d'une main de fer comme si elle était plus ou moins sa propriété personnelle. Indéniablement, cette offre d'y travailler s'expliquait par le fait que Huang était un vieil ami de mon père. Sa jeune sœur était la meilleure amie de ma mère et Huang avait nommé son riche beau-frère au conseil d'administration de la banque. Il me connaissait bien et il savait que j'avais une très bonne réputation sur le plan académique.

C'était un choix difficile à faire. Les salaires de la banque étaient au moins trois fois plus élevés que ceux d'un assistant de Taita et si je réussissais correctement, je pouvais espérer une promotion rapide. Mais je sentais que je n'avais pas le coeur au commerce.

Néanmoins, je décidai d'entrer dans la banque et je me joignis au programme de formation pour les débutants. Immédiatement, le favoritisme qu'on manifestait à mon égard devint apparent ; n'ayant qu'une main je ne pouvais compter rapidement les billets de banque, ce qui était l'une des premières choses que l'on exigeait des nouveaux recrutés. Nous étions supposés commencer comme des employés puis passer, pour nous former, dans tous les départements inférieurs de la banque.

Pendant un mois, j'allais tous les jours au travail, mais il me devenait évident que je ne pourrais pas être un bon employé de banque. L'attrait financier s'estompa. Ni la banque ni aucune autre activité de type commercial n'était à mon goût. J'abandonnai après trente jours et je revins à Taita, où mon avenir me semblait être. Ma ligne était désormais tracée.





## V

### Montréal et Paris

Les confusions et les incertitudes de l'administration de l'Université nationale de Taiwan illustraient le désordre général de toutes les organisations nationalistes chinoises de cette époque. Les communistes devenaient de plus en plus puissants, la guerre civile en Chine s'intensifiait dans toutes les provinces et le gouvernement du Generalissimo était divisé en factions créées par la manière brutale avec laquelle il s'efforçait d'abattre tous ses rivaux non communistes. Ceux-ci comprenaient notamment tous les libéraux qui soutenaient l'idée d'un troisième parti comme alternative à l'hégémonie des communistes ou des nationalistes. Il était difficile à des hommes intègres de survivre en étant au service du gouvernement. Entre 1945 et 1949, Formose connut jusqu'à satiété cette situation de confusion et d'exploitation, dont on ne pouvait, en aucun cas, blâmer les communistes. Bien qu'il y eût certainement des agents communistes dans l'île, il n'y avait aucune organisation de quelque importance de ce parti. Le successeur du gouverneur Chen, Wei Tao-ming était considéré comme un simple figurant, dont la principale utilité résidait dans les relations qu'il entretenait avec des gens influents de Washington. On pensait généralement que c'était son épouse, Madame Wei, qui dirigeait le gouvernement et l'économie.

Malgré la corruption qui régnait dans l'administration de Taipei, le milieu académique de Formose commençait à montrer des signes d'amélioration. Au fur et à mesure que les communistes gagnaient du terrain sur le continent, de nombreuses institutions furent désorganisées et de nombreux universitaires, déracinés et déplacés, cherchèrent refuge sur l'île. Au cours des années 1948 et 1949, arrivèrent à Formose quelque deux millions de réfugiés ainsi que des bibliothèques privées, des collections scientifiques, des trésors artistiques. Un grand nombre d'institutions de grand renom, qui avaient réussi à survivre à l'invasion japonaise en déménageant sans cesse, franchirent le détroit et s'installèrent définitivement à Taipei. De nouvelles facultés furent créées. L'Academia sinica, le centre intellectuel le plus éminent de Chine, qui ne savait plus où aller, s'établit finalement à Taipei. Notre propre uni-

versité, fondée par les Japonais en 1927 et réorganisée par les nationalistes en 1946, commença alors à se développer. Des centaines de jeunes réfugiés de toutes les provinces de la Chine s'y inscrivirent avec nous.

J'entrai à l'université au plus bas de la hiérarchie comme assistant au département de sciences politiques de la faculté de droit. La faculté s'était installée, en 1947, dans les locaux et sur les terrains qui étaient précédemment ceux de l'Ecole japonaise des hautes études commerciales. Le chef de ce département, le professeur Wan, un homme compétent et intéressant, fut rapidement obligé de quitter Formose. Sur le continent, il s'était aligné sur les positions politiques des grands rivaux du Generalissimo, le général Pai Chung-hsi et le vice-président Li Tsung-jen, et, de ce fait, il n'était pas acceptable pour Chiang. Il y eut d'autres universitaires qui, politiquement, ne pouvaient pas non plus être tolérés et qui furent expulsés après que Chiang Ching-kuo et ses organisations de police secrète furent arrivées à Formose, en 1948, pour sécuriser l'île avant que son père ne s'y transporte depuis le continent.

En février 1949, quelques mois après mon retour à Taita, j'épousai la fille aînée d'une famille de propriétaires terriens qui vivait au nord de Taipei, très près de la ville. Le mariage eut lieu à Kaohsiung, dans l'église de ma famille. Nous restâmes un peu de temps dans le Sud pour accomplir les visites traditionnelles à tous mes proches qui vivaient dans cette région. Lorsque nous retournâmes dans la capitale, nous nous installâmes dans une petite maison de la banlieue nord, près de la rivière de Keelung. Tous les jours, je traversais la ville en bus pour me rendre à l'université.

Peu de temps après que j'eus repris mes cours, un nouveau doyen fut nommé à la faculté de droit, le professeur Shah Meng-wu, un Chinois diplômé de mon ancienne école San-ko, et de l'Université impériale de Kyoto. Il m'accorda beaucoup d'attention ainsi qu'à mon ami Liu Chin-sui qui était aussi diplômé de San-ko. Liu avait ensuite, comme moi, été admis à l'Université impériale de Tokyo où il était entré un an après moi. A son retour à Formose, à la fin de la guerre, alors qu'il n'avait pas encore fini ses études, il avait épousé ma cousine. C'était un membre de notre groupe San-San Kai et, pour toutes ces raisons, nous étions devenus les meilleurs amis.

Le doyen nous incita tous les deux à écrire des articles académiques pour qu'ils soient publiés et pris grand soin de corriger notre chinois, page par page et mot par mot. Une telle attention était tout à fait inhabituelle de la part d'un doyen et nous lui en fûmes très reconnaissants. Nous écrivîmes ainsi plusieurs articles, de longueur variable, et il lui fallut beaucoup de temps et d'énergie pour corriger ces textes. Sous sa direction, notre connaissance du chinois écrit s'améliora rapidement. En l'espace d'une ou deux années, des collègues chinois de notre faculté commencèrent à dire, avec étonnement, que notre chinois était presque aussi bon que celui d'un « véritable Chinois », originaire du continent. Nous étions redevables de ces compliments à l'assistance patiente du doyen Shah, et il ne cessa de répéter publiquement que seul le système éducatif japonais pouvait produire d'aussi brillants jeunes chercheurs.

Les universitaires chinois les plus anciens ainsi que les responsables administratifs commencèrent à dire que nous devrions devenir la colonne vertébrale de la faculté. Mon ami Liu se spécialisa dans le droit constitutionnel et je me focalisai sur le droit international public. Quand l'université annexa l'ancienne école japonaise de commerce, elle acquit en même temps une excellente bibliothèque d'environ 500 000 livres. Ses locaux furent agrandis pour accueillir tous les livres et toutes les collections dont la faculté de droit hérita de l'ancienne Université impériale Taihoku. Avant la guerre, la bibliothèque de l'université comptait plus de 400 000 volumes, parmi lesquels deux tiers environ étaient écrits dans les langues européennes. En outre, la bibliothèque de la faculté de droit de Taita s'augmentait maintenant de publications chinoises. Ce fonds croissant ne disposait pas encore d'un catalogue et n'était pas non plus très bien classé. Je pris, toutefois, beaucoup de plaisir à farfouiller dans ces piles de livres et à découvrir des choses nouvelles et intéressantes. Ce fut là que je tombai sur des volumes consacrés au droit aérien. Je trouvai un long traité, en français, *Le Droit aérien* de Marcel Le Goff, dans lequel je m'absorbai, tant il me parut intéressant. À la lumière des développements ultérieurs de ma carrière, je soupçonne que cet intérêt était suscité par ma fascination personnelle pour les avions, particulièrement les avions militaires, après mon éprouvante expérience de Nagasaki.

Une fois encore, j'étais passionné par la langue française, et cette fois-ci par la langue du droit. Je décidai que ce serait ma spécialité.

J'entrepris de lire de nombreux ouvrages sur le sujet, principalement en français et en anglais, et je commençai sérieusement à écrire. Mes articles n'étaient pas particulièrement originaux, mais, en chinois, c'étaient des contributions nouvelles à un sujet qui n'avait jamais été étudié. Un par un, ces essais furent publiés, certains dans les revues de l'université, d'autres dans des publications extérieures. Au fil de mes lectures, le nom d'un auteur américain apparut de plus en plus souvent, celui de John Cobb Cooper, considéré comme l'un des meilleurs experts dans ce domaine et qui, à cette époque, travaillait à l'Institut d'études supérieures de Princeton. Je lui écrivis directement et il me répondit avec beaucoup de gentillesse et beaucoup d'égards. Après ce premier contact, nous nous écrivîmes de temps en temps pendant un an.

Un nouveau président fut nommé à Taita. Le professeur Fu Sunien était un universitaire réfugié du continent, libéral et éclairé, bien qu'il eût quelquefois un comportement autoritaire. Il montra immédiatement qu'il était parfaitement informé de la situation particulière de Formose et de ses habitants. Il déclara publiquement qu'à son avis Taita devrait à terme être dirigée par les Taiwanais et cet objectif devint la politique de l'université, acceptée par tous. Le professeur Fu non seulement s'efforça de recruter des enseignants originaires de Formose mais également de mettre en valeur et de former les jeunes Formosans qui faisaient déjà partie de l'université.

Fu était très lié à l'Université de Pékin et donc un excellent ami de l'universitaire chinois le plus éminent, le Dr Hu Shih. Le père du Dr Hu avait occupé un poste modeste dans l'administration impériale chinoise de Formose à la fin de l'époque où celle-ci exerçait sa souveraineté sur l'île (1891-1894). Le Dr Hu était alors le directeur de fait de la Fondation sino-américaine pour la culture et l'éducation, une organisation créée pour administrer [ le Fonds pour ] « l'Indemnité Boxers » établi par le gouvernement américain en 1908 pour générer des revenus destinés à l'éducation des jeunes Chinois. Le siège de ce fonds était à New York.

Grâce à ses relations personnelles, le président Fu avait réussi à obtenir de ce fonds deux bourses d'études pour Taita. L'une était réservée à un membre du corps enseignant et l'autre à un étudiant. Chaque année, les enseignants de la faculté avaient été incités à faire acte de candidature à cette bourse. Fu stipula que l'un au moins des bénéficiaires

de ces deux bourses devait être un Formosan. Cette règle venait juste d'être énoncée lorsque le président Fu mourut d'une crise cardiaque. J'eus le sentiment d'avoir perdu un ami et un soutien. Néanmoins, la seconde année de la mise en oeuvre de ce programme de bourses, je posai ma candidature, précisant que je souhaitais étudier le droit aérien. J'eus le grand plaisir de me la voir attribuer.

Immédiatement, des enseignants plus anciens contestèrent cette décision, déclarant qu'ils voulaient savoir pour quelles raisons ce jeune Formosan méritait cet honneur. Le nouveau président de Taita, le professeur Chien Shih-liang, dut répondre à ces questions devant les administrateurs de l'université. Il déclara publiquement que la sélection était correcte et qu'il pensait que les résultats en seraient positifs.

Quand il fut confirmé que la bourse m'était bien attribuée, j'écrivis immédiatement à M. Cooper pour lui demander conseil. Où devrais-je aller pour suivre des études dans le domaine du droit aérien ? Il répondit rapidement, et j'en fus très heureux, que l'Université Mac Gill de Montréal était juste en train de créer un Institut de droit aérien international et le premier programme conduisant à un diplôme dans ce domaine. Il en serait le premier directeur et il me conseilla vivement de venir à Mac Gill. Montréal était devenu le centre le plus important pour tout ce qui concernait le transport aérien international. L'Organisation internationale de l'aviation civile des Nations unies y avait son siège, ce qui était aussi le cas de l'Association internationale du transport aérien, dont étaient membres presque toutes les compagnies aériennes qui offraient des vols internationaux à horaires fixes.

Je me préparais à partir dans un état de grande fébrilité. A cette époque, peu d'étudiants quittaient l'île pour aller étudier à l'étranger. Je n'avais aucun ami au Canada ou aux Etats-Unis auprès de qui chercher des conseils ou des informations de caractère plus personnel. Bien que j'eusse passé ma vie à lire des livres sur le monde occidental, j'ignorais tout des choses pratiques. Brusquement, je me rendais compte que je m'apprêtais à quitter mon foyer et ma famille pour une longue période et pour un pays éloigné. Mon fils était né en mars 1950 et avait alors dix-huit mois, l'âge le plus attachant, le plus remuant et le plus innocent. Ce serait très dur de me séparer de lui. On l'avait appelé Peng Wen. Traditionnellement, dans les familles chinoises, le grand-père paternel choisit les prénoms de ses petits-enfants et la vaste majorité de

ces noms comporte deux caractères. Il était conforme à la personnalité de mon père, toutefois, qu'il mît un point d'honneur à ce que le nom de tous ses petits-enfants n'en comportât qu'un seul. Utiliser deux caractères était, disait-il, un non-sens et un gaspillage de temps. Un seul caractère serait toujours plus simple et plus facile à écrire et prendrait toujours moins de temps. Etant donné son opinion à ce sujet, seulement deux de ses très nombreux petits-enfants, deux petites-filles nées au Japon, ont un prénom de deux caractères.

De surcroît, en acceptant cette bourse et en allant à l'étranger, la pensée qui m'était la plus difficile à accepter, et la plus douloureuse, était de dire au revoir à mon père, cet homme qui était trop pressé et trop impatient pour perdre son temps à écrire deux caractères quand un seul pouvait suffire, et trop imaginaire pour se sentir lié par d'anciennes traditions si de meilleures méthodes pouvaient être trouvées pour faire les mêmes choses plus efficacement. Il s'enflammait facilement mais nous l'aimions tous très profondément et nous étions tous conscients maintenant qu'il ne vivrait peut-être plus très longtemps.

Il avait mené une vie extrêmement active entre 1945 et 1947, et en même temps souffert des dangers et des pertes de la guerre, ainsi que des désillusions et des mois particulièrement éprouvants sous l'administration du général Chen Yi, qui s'était terminée de manière désastreuse. Totalement désenchanté, il s'était complètement retiré de toute vie publique et s'était exclusivement consacré à la gestion de sa clinique. Il avait dépassé soixante ans et sa santé avait commencé de décliner. Des examens médicaux révélèrent une augmentation du volume du cœur, très préoccupante, et un sérieux diabète. Les médecins ne lui donnaient que six mois à vivre. Bien qu'on ne lui ait rien dit de son état, il avait vu les radios de son cœur et, en tant que médecin, il en avait tiré ses propres conclusions.

Pour suivre normalement les cours du master de l'Université Mac Gill, il me faudrait rester à l'étranger pendant au moins deux ans, et nous savions tous que, dans ces conditions, je ne pouvais espérer revoir mon père. J'étais pris dans un cruel dilemme. Pour un fils, ne pas être à ses côtés lorsque son père meurt est considéré comme l'attitude la moins filiale qui soit, particulièrement s'il s'est absenté en sachant qu'il en serait probablement ainsi. Par ailleurs, nous savions qu'il me serait impossible, aussi bien pour des raisons administratives que financières, de rentrer à

Formose si on m'y appelait d'urgence. Le règlement du gouvernement chinois ne prévoyait pas qu'on puisse revenir à titre temporaire. Si je le faisais, et pour quelque motif que ce soit, mon passeport serait supprimé et je ne pourrais en obtenir un autre avant des mois.

Mon père savait tout cela et décréta que, puisqu'on m'avait donné cette chance, je devais la saisir. Il comprenait qu'il était professionnellement impensable pour quelqu'un de renoncer à une pareille occasion et il connaissait mon intérêt, que j'avais manifesté pendant toute ma vie, pour le monde occidental, intérêt que, d'ailleurs, il partageait. Sa vive amertume à l'égard de la Chine et des profiteurs chinois qui étaient maintenant nos maîtres, pouvait aussi avoir renforcé son désir de me voir saisir cette opportunité de partir pour l'étranger. Peut-être pourrais-je accomplir, pour ma génération et à une plus grande échelle, ce qu'il avait accompli pour la sienne quand il avait lui-même sauté sur l'occasion qui lui était offerte d'étudier la médecine à Taïpei. La situation n'était pas simple. Certains de nos parents me conseillaient fortement de ne pas partir, mais Père s'opposait toujours à cette opinion et me poussait à ne pas hésiter. Finalement, je pris la décision qu'il souhaitait et je commençai les démarches pour franchir les nombreux obstacles réglementaires qui, à cette époque, limitaient les voyages à l'étranger. Ceci me prit de nombreux mois. J'avais lu et écrit en anglais pendant au moins quinze ans : maintenant, et pendant plusieurs mois, je m'exerçai à la conversation en suivant des cours privés à Taïpei avec une religieuse catholique.

Quand tout fut prêt, que mon passeport me fut remis et que, les dates de mon départ ayant été fixées, le temps fut venu de lui dire au revoir, je vins à Kaohsiung pour être avec mon père pour la dernière fois. Les médecins lui avaient recommandé de ne pas trop se déplacer et lui avaient totalement défendu de voyager ; je passai donc une semaine tranquille avec lui. Le jour vint où il me fallut le quitter. Je pris un train de nuit et, malgré mes protestations, mon père insista pour m'accompagner à la gare et me dire au revoir. Sans aucun doute, je faisais ce qu'il aurait lui-même aimé faire et ce qu'il aurait fait dans sa jeunesse s'il en avait eu, comme moi, la possibilité. Pour moi, cependant, l'idée que cette séparation serait la dernière m'était insupportable.

Ma mère, mes frères, plusieurs collègues et certains de mes étudiants m'accompagnèrent à l'aéroport. Je dis au revoir à mon jeune fils et à



ma femme, sachant qu'ils vivraient maintenant à Kaohsiung avec mes parents et que cela ferait très plaisir à mon père. Après quelque temps, mon fils et son grand-père devinrent inséparables et comme mon frère aîné assumait maintenant toute la charge de la clinique, mon père passa tous ses jours et toutes ses soirées avec cet enfant, dans la maison ou dans le jardin.

J'allai à Vancouver par une voie détournée qui m'emmena d'abord à Manille, puis à Honolulu où je passai quelques heures, et à San Francisco, où je passai la nuit. A Vancouver, je décidai, pour faire des économies, de prendre un train traversant le Canada jusqu'à Montréal. Ceci me permettrait aussi de rester une nuit chez un cousin, un étudiant en théologie, qui travaillait pendant l'été pour une église dans une ville située sur le trajet du train.

Je découvris alors que la qualité de mon anglais était problématique, ce qui m'embarrassa beaucoup. Deux jeunes filles à bord du train m'aiderent très gentiment ; elles me donnèrent des pommes et me mirent un peu plus à l'aise en parlant anglais avec moi. Après un arrêt d'une nuit chez mon cousin, je continuai ma route vers l'est, à travers les vastes plaines du centre du Canada. Le menu sophistiqué du wagon-restaurant me parut trop difficile à déchiffrer ; il comportait trop de choix et trop de plats que je ne connaissais pas, si bien que je renonçai à y aller après le premier repas, me contentant des sandwiches que j'achetais dans les gares où le train s'arrêtait. Ce ne fut pas un voyage agréable ; je restais assis pendant des heures à regarder défiler un paysage monotone, pensant tout le temps à mon père et me demandant si ma connaissance de l'anglais serait suffisante pour le programme que j'allais suivre.

J'arrivai à Montréal dans la soirée et je demandai à un chauffeur de taxi de me trouver un hôtel. Il m'emmena dans une pension, près de l'Université Mac Gill. J'y passai la nuit, épuisé par la tension et l'inquiétude et, également, par les innombrables situations, nouvelles et imprévues, auxquelles j'étais constamment confronté.

Le lendemain matin, je me rendis à la faculté de droit. Mme Phyllis O'Neil, secrétaire du doyen, m'accueillit et fut extrêmement gentille. Notre amitié s'est poursuivie depuis pendant vingt ans, mais je n'oublierai jamais sa gentillesse ce jour-là. Les cours ne commenceraient pas avant un mois et il était évident que la pension où j'avais passé la

première nuit ne faisait pas l'affaire. Elle me trouva un logement temporaire dans la maison d'une famille nippo-canadienne, portant le nom de Yamashita, puis, dans les semaines qui suivirent, je m'installai définitivement dans la maison d'un couple de Français, charmants et d'un certain âge, située sur la rue Beaconsfield. J'avais une petite chambre mais bon marché et confortable, et j'avais de très bonnes relations avec mes hôtes et leur fils. C'était une famille sans histoires.

J'éprouvais un intense mal du pays et, pendant quelque temps, je fus profondément déprimé. Il était très fâcheux que j'aie à attendre un mois avant que les cours ne commencent. Je n'avais rien pour m'occuper sinon les longues promenades que je faisais dans la ville. Il n'y avait personne à qui je puisse parler, qui puisse comprendre qui j'étais et d'où je venais et la force des liens qui unissait notre famille. Nuit après nuit, je pleurais dans ma chambre, pensant à mon père, attendant les lettres de chez nous et me demandant quelles nouvelles elles pourraient bien m'apporter. Lorsque je repense à cette période, elle m'apparaît comme l'une des plus tristes et des plus maussades de ma vie. Tout le monde était très gentil mais je restais un étranger.

Enfin, le professeur Cooper arriva à Montréal, des étudiants commencèrent à se montrer sur le campus et les cours furent organisés en septembre. Pour cette première année de son existence, une douzaine d'étudiants s'inscrivirent à l'institut. C'était un groupe très cosmopolite qui comprenait trois ou quatre Canadiens, un officier américain de l'armée de l'air et un Égyptien représentant le ministère de l'Aviation civile au Caire. Il y avait des ressortissants de l'Allemagne, de la Grèce, de l'Angleterre et de la Hongrie. Nous étions très enthousiastes car c'était un domaine nouveau et nous savions parfaitement que nous étions des pionniers, ce qui nous rendait confiants en l'avenir. Le professeur John Cobb Cooper était un autodidacte, qui n'avait pas de diplôme de droit mais qui, sorti du rang, s'était hissé au poste de vice-président de Pan American. Il avait accepté une invitation pour suivre les cours de l'Institut d'études supérieures de Princeton. Lui-même et sa femme avaient des personnalités plaisantes et chaleureuses ce qui l'avait aidé à s'attacher des gens sortant du commun et à obtenir d'eux ce qu'ils avaient de meilleur. Les enseignants étaient limités en nombre mais de grande qualité et, sous sa direction, nous développâmes un remarquable « esprit de corps » en même temps qu'une vie académique et sociale

très excitante. Nous étions conscients que, en tant que pionniers, nous constituions un groupe à part, ce qui me rappelait l'expérience de notre communauté San San Kai, à Taita. Toutefois, cette atmosphère de discussions vivantes et détendues à l'intérieur d'un petit groupe rendait cette expérience différente de toutes celles que j'avais faites auparavant. J'étais le seul étudiant asiatique cette année-là, et une sorte d'anomalie ; j'étais, en effet, un Formosan, d'ascendance chinoise, qui parlait anglais avec un accent français. Mon français, à cette époque, était bien meilleur que mon anglais, et beaucoup de Canadiens français pensaient que je venais de France.

Je demandai et obtins la permission d'écrire en français plutôt qu'en anglais. Ma première contribution, que j'avais écrite avant que le Spoutnik ne surprenne le monde, traitait du statut légal de l'espace au-delà des limites de son utilisation par les pratiques aériennes de l'époque. Les idées présentées firent impression sur Cooper qui fit immédiatement le nécessaire pour que l'article soit publié dans la *Revue du barreau de la province de Québec*. Il fut ensuite repris dans la prestigieuse *Revue française de droit aérien*, publiée à Paris. Ce fut le seul papier, rédigé par un étudiant, qui fût publié cette année-là et l'un des premiers dans le monde qui abordât ce sujet. Aujourd'hui, à l'ère des voyages dans l'espace, il est souvent cité comme un classique, novateur dans ce domaine.

Un deuxième de mes articles fut ensuite publié à Paris dans la *Revue générale de l'air*. Il retraçait l'histoire des bombardements aériens depuis leur apparition jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale. J'avais de bonnes raisons d'être particulièrement attentif à ce sujet. J'avais été témoin du lancement de la deuxième bombe nucléaire à Nagasaki et toutes les nations étaient intéressées à ce que ce fût la dernière.

Je préparai également un article sur le droit de l'espace qui parut dans le *Journal of International Law and Diplomacy* de la faculté de droit de l'Université de Tokyo, peut-être le premier article à être publié en japonais sur ce sujet. Il suscita un grand intérêt et de nombreux commentaires dans les cercles académiques et professionnels du droit dans tout le Japon.

En fait, au cours de ma première année à Mac Gill mes trois articles publiés avaient tous obtenu une reconnaissance internationale. Je travaillais énormément, mais maintenant je prenais également plaisir à la vie sociale de notre groupe. Liu Ching-jui, un de mes très proches amis,

en même temps que mon cousin par alliance, préparait un master en droit à l'Université du Minnesota. A la fin de la première année, j'avais appris à connaître et à respecter mon camarade de classe Ian McPherson, qui avait vécu à Hong Kong et avait été, pendant la deuxième guerre mondiale et sur le théâtre européen, pilote de bombardiers dans l'armée de l'air canadienne. Hamilton DeSaussure, un diplômé en droit de Harvard et pilote dans l'armée de l'air américaine, devint également un ami proche. Il y en avait d'autres dans notre petit cercle avec lesquels j'établis d'étroites relations et notre amitié s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui. Mme Cooper et Mme O'Neil, la secrétaire du doyen, jouèrent à notre égard un rôle de conseillères et de généreuses hôtesse.

Au moment où la première année approchait de sa fin, un problème surgit. Selon le règlement du Fonds Boxers, qui finançait ma bourse, celle-ci ne pouvait être renouvelée alors que le programme de l'institut exigeait deux années d'études pour l'obtention d'un diplôme de master. Au cours de la première année, nous suivions les cours requis par le programme et pendant la deuxième année nous devions rédiger un mémoire. Confronté à ce problème, je décidai d'écrire au Dr Hu Shih à New York. Je ne l'avais jamais rencontré mais nous avions déjà eu un échange de correspondance et il avait dit à d'autres personnes qu'il était très impressionné par mes résultats à McGill. Mon précédent courrier à cet homme éminent et d'une grande bonté avait été pour moi une source de grand embarras mais l'avait amusé. Pour Noël 1951, mon premier Noël à l'étranger, j'envoyai plusieurs cartes traditionnelles et je pensai qu'il était de mon devoir d'en envoyer une au directeur a.i. de la fondation qui m'accordait son soutien financier. Ainsi fut fait, et quelque temps après je reçus une note de remerciements, extrêmement amicale, de la part du Dr Hu. Il ajoutait, toutefois, que puisqu'il était beaucoup plus âgé que moi, il me parlerait franchement pour me dire que la carte que je lui avais adressée était normalement utilisée pour envoyer un cadeau en espèces. J'avais cru que les perforations sur le dessin de la carte étaient de simples décorations !

Nous étions alors au printemps de 1952 et le Dr Hu me répondit. Il confirma que le règlement du Fonds Boxers interdisait la prorogation de ma bourse mais qu'il allait contacter les autorités de l'Université McGill et d'autres institutions pour trouver un moyen de financer mes

études une deuxième année. Le Dr Hu Shih et le professeur Cooper s'adressèrent à des sources privées et sollicitèrent plusieurs compagnies aériennes importantes, en particulier Pan American, mais sans succès. Vint alors une lettre du Dr Hu Shih m'informant qu'il avait enfin trouvé quelqu'un prêt à financer ma seconde année avec des conditions et une somme identiques à celles de la bourse du Fonds Boxers, mais que le donateur souhaitait rester anonyme. Il m'invitait en même temps à venir le voir pendant les vacances d'été.

Je pris le train pour New York. C'était la première fois que je me rendais dans une ville américaine. Je restai plusieurs jours à la YMCA, puis je rendis visite au Dr Hu. Il habitait un appartement modeste, rempli de livres. C'était un homme chaleureux et bienveillant ; il fit les commentaires les plus flatteurs sur mes études à McGill. Au cours de la conversation, il mentionna en passant que son père avait servi à Formose pendant trois ans à la fin du dix-neuvième siècle. Quand je pris congé, il me donna plusieurs livres.

A mon retour à Montréal, je commençai de travailler à mon mémoire, une étude très technique sur le statut légal des avions militaires en temps de paix et en temps de guerre. Ce fut finalement une année splendide. A ma grande joie, mon père continua de vivre. Plus d'une douzaine d'étudiants nouveaux furent inscrits et, une fois encore, ils venaient du monde entier. Le temps, en été, fut chaud et humide et très froid en hiver, mais j'étais confortablement installé et je travaillais durement. A la fin de l'année, je soumis mon mémoire en français, il fut accepté et j'obtins, magna cum laude, un diplôme de master en droit.

Je fus alors confronté à un nouveau problème. Mes professeurs, ainsi que mes parents, maintenant que j'étais bien engagé dans cette carrière très spécialisée, me poussaient à aller ailleurs pour poursuivre mes études. Mais où devais-je aller ? Aux Etats-Unis ou en Europe ? Le Dr Hu m'écrivit que si je souhaitais étudier aux Etats-Unis, il serait heureux de me recommander auprès de Princeton. Princeton n'avait pas de faculté de droit mais le Dr Hu pensait beaucoup de bien de ce qui se faisait là en sciences politiques. Après avoir beaucoup réfléchi, je décidai finalement que je préférerais aller en France, mon ancien centre d'intérêt. J'avais économisé un peu d'argent de ma bourse et mon père m'offrit de me donner le reste de ce qui était nécessaire pour financer mes études.

Je quittai le Canada en juillet 1953, sur un bateau italien très lent. Nous eûmes une traversée agitée jusqu'à Southampton et, comme d'habitude, je souffris du mal de mer. Néanmoins, ce fut un voyage animé et très plaisant. De nombreux étudiants étaient à bord et, un jour, je rencontrai deux jolies étudiantes de l'Université Stanford avec lesquelles, désormais, je pris mes repas et j'assistai aux spectacles qui étaient organisés le soir. Arrivés à Southampton, nous nous rendîmes ensemble à Londres par le train. Un ami anglais m'avait réservé une chambre d'hôtel, un endroit lugubre que je quittais tous les soirs pour de longues excursions touristiques avec les deux étudiantes de Stanford. Je dois dire que cette visite ne me donna pas une très bonne image de l'Angleterre et, après une semaine, je pris l'avion pour Paris laissant mes amies prendre le bateau qui traversait le Pas-de-Calais. Après être resté quelques jours à la Maison japonaise de la Cité universitaire internationale, je m'installai à la Maison hellénique, où la moitié des résidents étaient grecs et où l'autre moitié venait du monde entier.

Quelques jours après mon arrivée à Paris, le réseau de transports connut la grève la plus importante depuis la guerre. La ville entière était paralysée et ma première impression de cette grande capitale était très éloignée de l'image romantique que je m'en étais faite depuis mes études universitaires au Japon.

Les étudiantes de Stanford arrivèrent d'Angleterre, louèrent une chambre et se mirent à visiter Paris. Je me joignis à elle et la vie fut à nouveau agréable. Nous allâmes dans tous les endroits connus, nous parcourûmes le Quartier latin, nous fréquentâmes les restaurants et les boîtes de nuit, y compris, bien sûr, le Moulin Rouge. Un jour où je flânais seul à Montparnasse, je tombai par hasard dans la rue sur un homme d'origine asiatique. Il avait toutes les apparences d'un mendiant ; il était maigre, pauvrement vêtu, et pieds nus, se qui était alors extrêmement inhabituel, même au Quartier latin. Il balançait en marchant ce qui ressemblait à une bouteille vide de sauce de soja japonaise. Comme j'arrivais à sa hauteur, il leva les yeux vers moi et se mit à crier en japonais : « Ho-kun ! Mon ami Ho ! C'est incroyable ! ».

C'était l'un de mes camarades de classe de San-ko, Tabushi, qui avait poursuivi ses études, en 1943, au département des Beaux-Arts de l'Université de Kyoto. Dix ans s'étaient écoulés, la guerre avait eu lieu, et il était le premier et le seul camarade de San-ko que je rencontrais

depuis la fin de notre scolarité dans cette institution, et je n'en ai jamais rencontré un autre depuis. Nous avons beaucoup de choses à nous dire. Il s'était marié au Japon, avait fait quatre ou cinq enfants, puis il avait abandonné sa famille pour venir à Paris, La Mecque de tous les artistes japonais. Il était en France depuis deux ou trois ans et il essayait de se faire un nom comme peintre abstrait. Tout de suite après, nous allâmes dans son atelier, au quatrième étage, sans eau courante, où je fis connaissance de sa compagne, une Norvégienne. Un sculpteur japonais logeait dans des pièces adjacentes.

Quelque temps plus tard, j'emmenai mes deux amies américaines visiter son atelier pour qu'elles se fassent une petite idée de ce qu'était réellement la vie de bohème de la Rive gauche. La compagne de mon ami parut ne pas beaucoup apprécier l'intrusion de ces Américaines élégamment vêtues, fit semblant de s'ennuyer et adopta une attitude condescendante. Elle leur demanda : « Qu'étudiez-vous à Stanford ? L'économie domestique ? ». Etant d'une grande intelligence, très bien informées et très sophistiquées, elles avaient de bonnes raisons de considérer cette question sarcastique comme un affront personnel.

Je m'inscrivis au programme doctoral de l'Université de Paris. Bien que j'eusse un emploi du temps très lourd, je commençais d'apprécier énormément la ville. Je fis la connaissance d'une Française, étudiante en musique, avec laquelle j'allais à de nombreux concerts et au théâtre, et j'avais d'autres amis dans le milieu étudiant, qui était très cosmopolite. Une fois, mon ami et collègue Liu vint me voir, rentrant chez lui, en faisant le tour du monde, après avoir terminé son travail à l'Université du Minnesota. Nous passâmes ensemble une merveilleuse semaine.

Mon travail universitaire se déroulait très bien, ma thèse avançait rapidement de sorte qu'il me fut possible de l'achever presque un an plus tôt que je ne l'avais prévu. Au milieu de l'été de 1954, j'avais rempli toutes les conditions pour obtenir le grade de docteur en droit. Quand les derniers détails furent réglés, je partis. Je quittai Paris avec regret et une certaine tristesse, songeant que je n'aurais jamais, peut-être, une autre occasion de revenir en Europe. Beaucoup d'amis vinrent m'accompagner à la gare pour me dire au revoir. Je pris un train pour l'Italie et, à Gênes, je montai à bord d'un bateau italien, tout neuf et très confortable, pour un voyage d'un mois à destination de Hong Kong.



Comme d'habitude, j'eus le mal de mer presque tout le temps, désagrément qui n'était soulagé que par les courtes visites que nous faisions pendant les escales, Port-Saïd, Aden, Karachi, Bombay, Colombo, Singapour et Hong Kong. J'avais vécu dans le monde occidental pendant trois ans. Chacun de ces brefs contacts avec les pays dans lesquels nous nous arrêtions me donna un aperçu de peuples qui passaient de la dépendance coloniale à l'indépendance et devaient créer une nation : l'Égypte, le Pakistan, l'Inde, Ceylan, et la Malaisie. En franchissant le détroit de Malacca et en arrivant dans la mer de Chine, j'eus réellement le sentiment que j'étais revenu en Orient.

Hong Kong apporta un bref répit à mon désagrément d'être en mer. Là, les employés de la compagnie de commerce de mon beau-frère me reçurent somptueusement pendant les cinq jours que je passai à attendre de partir pour Keelung à bord d'un antique bateau britannique. Au cours de cette dernière et courte traversée jusqu'à Formose, je partageai une cabine de première classe avec un Chinois d'un certain âge, vêtu d'une simple robe chinoise qui, au premier abord, me sembla être un homme de la campagne, simple et traditionnel. A ma grande surprise, il se révéla être un vieil universitaire distingué, du nom de Chien Mu, qui devint plus tard le premier président d'une université chinoise nouvellement créée à Hong Kong. Pour des raisons que j'ignore, il fut remarqué par le général Chiang Ching-kuo et toujours traité ensuite avec beaucoup d'égards, de considération et de courtoisie.

Enfin, nous arrivâmes à Keelung. Je fus étonné et submergé de joie de découvrir que mon père était venu de Kaohsiung pour m'accueillir, avec ma mère, ma femme et mon fils, qui avait maintenant cinq ans. Ce fut la réunion la plus heureuse et l'un des moments les plus émouvants de ma vie.



## VI

### Vie universitaire : à Formose et à l'étranger

Après l'émotion de nos retrouvailles, mes parents restèrent quelque temps à Taipei, mais, dès le retour de Père à Kaohsiung, sa santé ne cessa de se détériorer. J'avais l'impression qu'il s'était accroché à la vie avec une inébranlable volonté jusqu'à ce qu'il m'ait revu et qu'après il avait abandonné. L'automne passa, puis l'hiver, et il entra progressivement dans une période de souffrances dans laquelle l'état de son cœur rendait sa respiration extrêmement difficile et où il lui était impossible de se mouvoir. Nous lui rendions visite aussi souvent que nous le pouvions.

Nos voyages aller-retour entre Taipei et Kaohsiung qui nous faisaient passer par les principales villes de l'île et à travers les rizières et les plantations de canne à sucre, nous donnèrent un aperçu du grand changement qu'avait subi l'économie de Formose pendant ma longue absence. Des centaines de millions de dollars américains de subventions étaient déversés chaque année sur notre petite île. De nouvelles industries étaient apparues, des usines surgissaient constamment, et les réseaux de transports et de communications étaient revenus au même niveau de qualité que celui que nous avions connu sous les Japonais. Bientôt, cette qualité devint même meilleure. L'aide que les Américains avaient fourni à Chiang atteignait vraisemblablement un milliard de dollars et la domination des militaires était partout évidente. Nous vivions sous la loi martiale. Nous parlions très peu de ces sujets avec mon père, et très peu de politique. J'étais plongé dans un travail intensif à l'université et je ne pouvais me rendre dans le Sud aussi souvent que je l'aurais souhaité. Un jour, au début de mai 1955, un coup de téléphone nous appela d'urgence à Kaohsiung, ma sœur, mon deuxième frère et moi-même. Nous fîmes le trajet en voiture, aussi vite que nous le pouvions. Mon père était encore conscient, mais ses efforts pour rester en vie étaient insupportables à voir. Puis, brusquement, le 12 mai, il s'exclama : « Je me sens bien ! », insista pour se lever, et, pour la première fois depuis plusieurs mois, se mit à table avec nous. C'était un changement tellement marqué que nous le trouvâmes étrange. Il mourut le lendemain. Il avait soixante-cinq ans.

Cette année académique à l'université avait été plutôt difficile. À mon retour de France, je me trouvai dans une situation compliquée et je fus, d'une certaine manière, la victime de mes succès académiques à l'étranger. Les louanges que je reçus, sur le plan international, pour mes publications extrêmement spécialisées, suscitèrent des jalousies dans ma propre université. J'avais bénéficié, à Taita, d'un traitement de faveur depuis le jour où, bien qu'étudiants, nous avions nous-mêmes créé les programmes de notre département. Quand je quittai l'université pour étudier à l'étranger, je faisais partie des rangs les plus subalternes du personnel enseignant, et j'avais été absent trois ans. Pendant toute cette période, ma famille avait reçu mon salaire complet, ce qui faisait dire à certains : « L'université est trop généreuse avec Peng ».

Dans la pratique normale de l'université, on passait du statut de débutant au rang de lecteur, puis après trois ans de travail universitaire, si on donnait toute satisfaction, on était généralement promu au rang de professeur associé. J'avais seulement trente et un an et donc, selon les critères chinois traditionnels, j'étais beaucoup trop jeune pour être soudainement élevé au rang de professeur associé. Cette promotion souleva un tollé. Des réfugiés du continent de mon propre département prirent la tête du mouvement de protestation et furent suivis par d'autres enseignants de la faculté. Certains, qui ne s'intéressaient pas spécialement à mon cas, l'utilisèrent comme prétexte pour attaquer le doyen et le président et donner un regrettable spectacle d'ingérence de la politique au sein de l'université. Le fait que j'étais formosan contribua certainement à la controverse. À la première réunion formelle du corps enseignant qui eut lieu après ma nomination, le doyen Shah me présenta avec fierté et des commentaires flatteurs, sur quoi le diplomate à la retraite, Lei Sung-shen, professeur de droit international, le même domaine que le mien, se leva brusquement et quitta la salle. Cet étalage superflu de jalousie professionnelle créa un moment de malaise et donna un avant-goût de ceux qui allaient suivre. Une question à ce sujet fut posée au Yuan législatif, compétent pour les budgets des universités publiques. Là, des critiques de Taita prirent prétexte de ma promotion pour l'accuser de favoritisme, de collusion, ou pis encore.

Le président m'apporta tout son soutien dans ces embarrassantes controverses et le doyen Shah saisit toutes les occasions pour réfuter les critiques, allant jusqu'à dire que le système universitaire chinois

traditionnel n'aurait pu produire un chercheur aussi jeune et de cette envergure. Quelquefois, mes avocats semblaient me considérer comme un prodige et je me rends compte, maintenant, que j'avais atteint un tel degré d'arrogance intellectuelle que les universitaires plus anciens de Taita ne pouvaient l'accepter. Après trois ans comme professeur associé, ce qui était la durée normale de service exigée, je devins à trente quatre ans, le plus jeune professeur dans l'histoire de cette institution après la guerre.

Au cours de ces années, la politique en tant que telle ne présentait aucun intérêt pour moi. Je me concentrais seulement sur ma propre carrière et la rédaction de mes articles. Mon cours devint l'un des plus suivis de toute l'université et continua de l'être jusqu'à ce que fusse arrêté, en 1964. Petit à petit, je fus contraint de reconnaître que les problèmes immédiats que posait l'insécurité de la position internationale de Taïwan étaient tout aussi importants que les théories académiques et que les études de cas que nous allions chercher dans le passé et dans d'autres parties du monde. Nous vivions dans une période de changements compliqués et déconcertants dans les relations de Formose avec la Chine continentale et avec les amis et les ennemis de la Chine. C'était l'époque de John Foster Dulles, de la confrontation des Etats-Unis avec la Chine communiste, à travers le détroit, et de la revendication hargneuse de Pékin sur la souveraineté de l'île. Le grand-père de M. Dulles était venu à Formose en 1895, à la demande de Pékin, pour aider la Chine à transférer l'île aux Japonais, et M. Dulles lui-même avait trouvé le moyen de laisser indéterminés le statut international de Formose et sa souveraineté pendant et après la Conférence de paix avec le Japon, en 1951. Il avait exclu la Chine, tant nationaliste que communiste, de la Conférence de San Francisco, et bien que le Traité de San Francisco stipulât que le Japon renonçait à revendiquer tous droits sur Formose et les Pescadores, il ne spécifiait pas que la souveraineté de ces territoires était transférée à la Chine. Le Generalissimo, irrité, déclara que ce traité n'obligeait pas le gouvernement chinois, qu'il prétendait représenter. Pressé par Washington et les arguments persuasifs de M. Dulles, Taïpei signa alors un traité bilatéral avec le Japon, en 1952. Techniquement, le statut international de Formose et de sa population n'était pas défini. Même le Traité de défense mutuelle entre le gouvernement de Chiang Kai-shek et les Etats-Unis, signé en décembre 1954, évita cette question.

Bien que, pour tous les étudiants en droit international, le statut légal de Formose fût évidemment une question de première importance, il fut rapidement clair que je ne pouvais l'aborder librement dans mes cours. Je ne pouvais même pas en parler du tout. Quand nous traitâmes des éléments qui constituent le caractère essentiel des Etats-nations modernes, je pus seulement préciser :

*« Les fondations ne reposent pas sur l'origine biologique, la culture, la religion ou le langage, mais plutôt sur le sens d'une destinée commune et la croyance en un intérêt commun. Ces sentiments subjectifs qui proviennent d'une histoire commune ne sont pas nécessairement reliés aux critères objectifs que constituent la biologie, la religion et le langage. L'histoire moderne offre plusieurs exemples dans lesquels des peuples ayant les mêmes antécédents et le même héritage forment des entités politiques séparées. Par exemple, la tradition anglo-saxonne a produit des pays aussi divers que les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ; tous partagent une commune tradition fondée sur le sang, le langage, la religion et, dans une large mesure, sur le droit, mais chacun s'est donné une constitution politique séparée et constitue une nation distincte. D'un autre côté, il existe des cas dans lesquels des peuples ayant des origines et des antécédents différents forment maintenant un seul Etat, fondé sur le sentiment qu'ils partagent des intérêts communs. La Belgique et la Suisse en sont des exemples, et, il y a cent ans, l'Italie était une péninsule dans laquelle étaient rassemblés plusieurs Etats et principautés, qui se faisaient la guerre, parlaient divers dialectes et vivaient d'économies différentes. »*

Au moment même où nous examinions ces problèmes, Singapour passait d'un statut colonial à l'indépendance et devenait membre à part entière du Commonwealth britannique, alors que ce pays n'était qu'une association d'Indiens, de Malais, et de Chinois d'outre-mer, liés par un intérêt commun pour former une union politique et un Etat-nation.

Mes cours et mes commentaires reflétaient, à cette époque, l'intérêt que j'avais eu très tôt pour l'essai d'Ernest Renan : *« Qu'est-ce qu'une nation ? »*. Renan, âgé de vingt-six ans et voyageant en Italie parmi les Etats italiens toujours en conflit, s'était lui-même posé la question que je demandais à mes étudiants d'examiner. Je citais son livre devant des étudiants chinois et formosans. Aucun étudiant formosan n'osa poursuivre ouvertement une discussion en classe, mais certains souriaient toujours quand je mentionnais ce sujet.

Mon propre intérêt intellectuel pour cette question ne cessa de croître pendant ces années. Au temps de mon grand-père, Pékin avait cédé notre île au Japon pour préserver les intérêts de la Chine sur le continent et pour empêcher une avance de l'armée japonaise sur Pékin. A cette époque, peut-être pour la première fois, les factions, les clans et les villages dans tout Formose commencèrent à être conscients qu'ils constituaient le peuple de l'île. Ils étaient en train de se forger une identité d'intérêt. Pendant les cinquante ans qui suivirent, Tokyo poursuivit avec vigueur une politique qui se proposait de transformer les Formosans en sujets fidèles du Japon. En réorganisant l'économie, en reliant tous les points de l'île grâce à un réseau très dense de communications, en imposant à toutes les communautés la même éducation primaire, les Japonais renforcèrent ce sentiment d'un intérêt commun sans réussir à faire de nous, comme ils l'auraient voulu, de bons Japonais. Au contraire, les leaders les plus jeunes de Formose, qui représentaient la classe moyenne émergente, avaient aiguisé la conscience que nous avions de nous-mêmes en tant que Formosans à travers le « Mouvement pour l'autonomie ». Ce mouvement pris naissance pendant la première guerre mondiale et gagna progressivement en influence jusqu'en 1945. Maintenant, sous l'administration de Chiang Kai-shek, je voyais que moi-même, mes contemporains, et nos enfants, étions soumis à une entreprise forcenée pour transformer, une fois encore, tous les Formosans en bons Chinois, en Chinois nationalistes. Où, en vérité, résidait notre « commun intérêt » et quelle était notre destinée ?

C'était une période d'intense activité intellectuelle. Je publiais constamment et je préparais un gros manuel sur le droit international, un volume de plus de 600 pages qui est encore considéré comme l'un des meilleurs que l'on puisse trouver sur le sujet en langue chinoise et qui est encore en usage à Taipei. Je ne sais pas comment il a été reçu dans les universités de Pékin.

Au fur et à mesure que s'accumulaient mes références, mon nom devenait connu de toutes les universités. Toutes celles qui offraient un enseignement en droit international me demandaient de donner des cours de temps en temps, et même des académies militaires de Taipei me le proposaient également. Ce travail additionnel était une pratique à laquelle recourait une majorité de professeurs pour compléter leurs maigres salaires. Comme je bénéficiais de ces vacances supplé-



mentaires, je suscitais l'envie et la jalousie, mes collègues perdant la possibilité d'être engagés par ces établissements et de gagner un salaire d'appoint. Mon évidente et croissante popularité auprès des étudiants, illustrée par le nombre de leurs demandes pour que je devienne leur tuteur, en dépit de ma réputation de noter sévèrement aux examens, constituait une autre cause de difficultés au sein de notre faculté à Taita. Les étudiants avaient le privilège de choisir leur tuteur parmi les enseignants de la faculté et, très rapidement, la situation devint si grotesque qu'elle devait être corrigée. Alors que la plupart des enseignants ne jouaient ce rôle qu'auprès d'une dizaine d'étudiants, une centaine m'avaient sollicité et essayaient de me contacter non seulement à mon bureau mais jusque chez moi.

En 1956, le Dr Henry Kissinger m'invita à participer au séminaire international qui avait lieu annuellement au Centre des affaires internationales de l'Université Harvard.

Il était rafraîchissant pour moi de me trouver à nouveau dans le monde occidental et, une fois encore, en tant que membre d'un groupe intellectuel et cosmopolite. Quelque trente ou quarante participants assistèrent à cette session de deux mois. Le groupe, très divers, comprenait un parlementaire britannique, un juge de Ceylan, un journaliste allemand et un écrivain indien. Des trois Japonais présents, l'un était une femme avocate, un autre un scientifique. Nous travaillâmes ensemble pendant les mois d'été sous la direction constante du Dr Kissinger. Nous nous réunissions chaque matin pour des conférences générales ou par groupes séparés ; l'après-midi, nous visitions des écoles, des prisons, des tribunaux, et diverses institutions. Les groupes de discussions politiques étaient dirigés par le professeur Earl Latham de Amherst College qui nous ravissait par son humour et sa subtilité, tout à fait extraordinaires. Nous écoutâmes de distingués intervenants et nous eûmes l'occasion de parler avec eux, mais aucun papier ne fut publié et aucune conclusion ne fut donc tirée de ces discussions. Il s'agissait surtout d'échanger librement des idées sur les problèmes du temps. Étant donné qu'à l'époque le détroit de Formose connaissait une série de crises et de confrontations militaires, la question de Formose, dans l'hypothèse d'une résurgence menaçante d'une guerre générale en Asie, était au centre des conversations.

Quand le séminaire de Harvard se termina, je partis pour Paris. Lors de cette brève visite, je découvris que mon ami et ancien condisciple,

Tabuchi, avait bien réussi. Une galerie achetait toutes les toiles qu'il peignait, il avait divorcé de sa femme japonaise, épousé sa Norvégienne et s'était installé dans un petit château à la campagne pour élever une deuxième famille. Je réussis également à passer quelques jours avec des amis à Göteborg, en Suède, avant de retourner à Formose.

Peu de temps après, en 1957, naquit mon deuxième enfant, une fille, que j'adorais et que je gâtai excessivement.

Enseigner, donner des cours supplémentaires dans d'autres universités, assumer mes responsabilités de conseiller auprès des étudiants, faire sans cesse un travail de recherche, tout cela remplit mon année après mon été à Harvard et mon bref voyage en Europe. Je publiai des articles dans des revues scientifiques et en 1958 parut, en français, un volume reprenant pour l'essentiel ma thèse de doctorat. Je ne me considérais pas alors comme un homme d'action mais comme membre d'une élite académique, éloignée de la politique active. Ce fut la dernière année de ma vie où je pus avoir ce sentiment.

En 1960, je fus à nouveau invité par le Dr Kissinger pour assister à Tokyo à une conférence dont il était le participant le plus éminent. En même temps, je fus désigné comme l'un des délégués de Taipei à une « Conférence sino-américaine sur la coopération intellectuelle » qui devait avoir lieu à l'Institut pour l'Extrême-Orient de l'Université de Washington, à Seattle.

Ma présence au séminaire de Tokyo n'intéressait pas beaucoup le gouvernement de Taipei. En revanche, il attachait une grande importance à la réunion de Seattle. Elle devait être organisée sous l'autorité du professeur George Taylor, qui dirigeait alors l'Institut pour l'Extrême-Orient. Plusieurs institutions américaines seraient représentées, ce qui permettrait de se livrer à un intense lobbying auprès de la communauté académique américaine et d'obtenir des fonds des fondations américaines.

Le Dr Hu Shih fut désigné pour conduire la délégation qui comprenait quarante membres appartenant tous au milieu académique de Taipei. Nous voyagions tous avec des passeports officiels et, comme pour confirmer sans doute aucun l'importance de notre participation, le Generalissimo et Madame Chiang nous invitèrent tous à une réception pour notre départ, dans leur résidence de Shihlin. J'étais l'un des deux Formosans et le plus jeune du groupe. Quand des collègues

mécontents demandèrent pour quelles raisons j'avais été choisi, le Dr Hu parla en ma faveur et ne laissa planer aucun doute sur le fait que j'étais son protégé. Jusqu'alors, je suis sûr qu'il avait montré une certaine préférence pour moi à cause de mes succès académiques à McGill et à Paris. Je suis convaincu qu'il avait été tout à fait sincère en persuadant l'administration de Taita de me considérer, de même qu'un petit nombre d'autres Formosans, comme faisant partie de ceux qui devaient être cultivés et mis en avant pour le bien de l'université et son avenir. Je pense, toutefois, que, en cette circonstance, son enthousiasme commença d'être exploité par les fonctionnaires du gouvernement et du parti en vue d'autres objectifs, beaucoup moins recommandables. Pour la première fois, j'avais le pressentiment que, peut-être, j'étais distingué par les nationalistes pour prouver au monde qu'ils donnaient aux Formosans une place honorable dans la conduite de leurs affaires.

La réception pour notre départ me mit, pour la première fois, face à face avec le Generalissimo Chiang Kai-shek. Quand nous fûmes tous réunis en sa présence, le Dr Hu lui-même me saisit par le bras pour me conduire devant le président et le dirigeant suprême du parti. Je fus retenu pour une conversation assez longue, plutôt plus longue qu'il ne le permettait généralement pour une première présentation. Mon instinctive réaction ne fut pas très positive. Ses remarques étaient des banalités, telles que : « Comment va votre famille ? », « Combien d'enfants avez-vous ? », « Avez-vous des problèmes ? », « Que puis-je faire pour vous ? ». Mes réponses et les remarques du Dr Hu étaient ponctuées par les interjections, sèches et dénuées de sens, du Generalissimo : « Hao, hao, hao ! » (« Bien, bien, bien ! »). Il n'y avait là aucun sentiment réel ni aucun intérêt authentique, mais plutôt des relents de la condescendance impériale ou une royale incitation à quémander des faveurs qui, si elles avaient été accordées, m'auraient placé sous sa dépendance. Mme Chiang n'apparut qu'au déjeuner.

Après avoir terminé nos préparatifs, nous partîmes pour Seattle, avec la bénédiction du Generalissimo. Le Dr Hu prononça le discours introductif. Certains conservateurs intransigeants estimèrent qu'il était trop critique à l'égard de la culture traditionnelle chinoise et se montrait trop disposé à modifier les anciennes valeurs chinoises. Ce débat se poursuivit ultérieurement à Taipei et devint un sujet majeur.

Au cours d'une des sessions, l'un des participants, le Dr Tsiang Ting-fu, alors ambassadeur de la Chine nationaliste auprès de l'ONU, étonna tout le monde en proposant une étude sur les moyens de rendre le gouvernement nationaliste plus libéral. Il était connu pour être l'un des plus éclairés et des plus libéraux parmi les hauts fonctionnaires et il alla même, en une autre circonstance, jusqu'à prôner la formation d'un parti d'opposition. Personne, toutefois, ne s'attendait à ce qu'il présente une semblable proposition lors de cette conférence. Le Dr Hu, visiblement embarrassé, l'interrompt en faisant valoir que cette conférence n'était pas l'endroit approprié pour discuter de ce sujet qui devrait être abordé en une autre occasion.

Lorsque, après cinq jours de débats, la réunion de Seattle prit fin, je me rendis brièvement à Cambridge, Massachussets, pour voir de vieux amis avant de revenir sur la côte pacifique, puis d'aller au Japon. Je disposais de quelques semaines avant de participer à la conférence qui devait se tenir à la Maison internationale (International House) et cet interlude me donna l'occasion de faire un voyage sentimental dans l'ouest du Japon, à Kyoto et à Kobe, mais pas à Nagasaki. A Kyoto, je retournai voir la maison où je logeais lorsque j'étais étudiant. Vingt ans s'étaient écoulés depuis l'époque où j'entassais des livres dans toutes mes chambres et où je ne pensais qu'à la France. Mon vieux logeur, très surpris, m'accueillit avec enthousiasme et m'assura qu'il s'était toujours douté qu'un jour je serais professeur. C'était mon plus long séjour au Japon depuis la deuxième guerre mondiale et ce que je vis m'impressionna beaucoup. Le Japon avait été totalement vaincu et transformé en un champ de ruines, mais maintenant, libéré du fardeau des armes, il faisait des progrès spectaculaires. Je songeais à Formose, où le Generalissimo, après avoir fui la Chine, continuait d'entretenir une énorme armée et de financer des programmes militaires qui absorbaient quatre-vingts pour cent de notre budget. Que n'aurions-nous fait si, comme le Japon depuis 1945, nous n'avions pas eu à porter ce fardeau ?

Lorsque je rejoignis la conférence Harvard-Tokyo, je fus heureux de renouer mes contacts avec plusieurs participants que j'avais déjà rencontrés au séminaire de Harvard, en 1956. Une fois encore, nous fûmes tous les jours ensemble pendant deux mois et l'atmosphère était indéniablement très différente de celle que j'avais connue à Seattle. Ici, chacun s'efforçait sincèrement d'examiner les principaux problèmes

d'actualité et d'échanger des idées sur un large éventail de sujets. Le Dr Hu aurait été plus heureux ici, car les participants n'étaient pas essentiellement attachés à préserver le statu quo et le passé mais plutôt à rechercher, de manière urgente, des réponses raisonnables aux questions de plus en plus complexes que posaient les relations internationales. C'était une authentique réflexion pour faire face aux problèmes les plus graves.

Pendant la conférence, je fis une intervention dans laquelle je développai des arguments politiques nouveaux. Pour la première fois, je soulignai publiquement que le statut légal de Taiwan n'avait pas encore été défini de manière formelle, et je suggérai que le peuple formosan devrait avoir son mot à dire pour ce qui concernait son propre avenir. C'était une affirmation prudente mais les implications en étaient claires. Je m'ouvrais aux problèmes réels, de tous les jours, de mon propre peuple et de mon propre pays. Plusieurs universitaires vinrent me voir en privé pour évoquer la question du statut de Formose. Je commençais à penser en termes politiques et, du domaine de la théorie abstraite, à descendre lentement sur terre, ainsi qu'à ne plus voir le passé que comme un corpus de cas historiques. De temps en temps, des Formosans résidant à Tokyo me rendaient visite pour me poser des questions qui, toutes, concernaient l'avenir. Tôt ou tard, il me faudrait me colleter avec ce problème.

L'été de 1960 me donna beaucoup à réfléchir. Rétrospectivement, nous pouvons constater que la fin d'une ère de relatif libéralisme à Formose fut marquée par une sérieuse attaque contre la liberté d'expression, contre celle de la presse et contre tous les Chinois et les Formosans, sans distinction, qui avaient osé dire que la reconquête du continent par Chiang était un rêve sans espoir. Après une décennie de complète séparation avec le continent, beaucoup de gens réfléchis pensaient que plus d'efforts devaient être faits pour rapprocher les Chinois exilés et les Formosans. Les réfugiés âgés diminuaient en nombre et ils envoyaient leurs enfants et leur argent à l'étranger. Les forces armées étaient maintenant constituées d'une majorité de soldats formosans. La population originaire de Formose augmentait rapidement, et était cinq fois supérieure à celle des immigrants. Le temps était venu pour les réfugiés et les Formosans d'apprendre à travailler ensemble pour leur commun intérêt.

Quelques jours avant que je ne parte pour la conférence de Seattle, un journaliste nommé Fu Chung-mei était venu me voir en privé dans un état de grande agitation. Il avait été pendant un temps secrétaire de Chiang Ching-kuo et collaborait maintenant avec Lei Chen, rédacteur en chef, libéral et influent, de *La Quinzaine de la Chine libre*. Lei avait exhorté le gouvernement à autoriser la création d'un parti d'opposition loyal, à libéraliser le programme du Parti nationaliste et à reconsidérer de manière plus réaliste la situation militaire et politique de Formose. Il avait plus particulièrement insisté sur la nécessité d'une coopération sincère entre les réfugiés du continent et les Formosans. Selon Fu, la revue de Lei était soumise à une pression de plus en plus forte de la part de la police secrète nationaliste. « Quelque chose peut arriver à tout moment », m'avait-il dit. Maintenant, quelque chose était arrivé. La nouvelle nous parvint à Tokyo que Lei Chen avait été arrêté et, en même temps que lui, plusieurs de ses collaborateurs. Parmi eux se trouvait Fu Chung-mei. C'était une information qui faisait froid dans le dos et qui marqua le début d'une campagne pour supprimer tout dialogue ou toute tentative de coopération entre les Formosans et les Chinois exilés qui souhaitaient créer un nouveau parti. Lei, un homme âgé, fut finalement condamné à dix ans de prison. Certains de ses collaborateurs furent envoyés à Green Island, l'île du diable du régime nationaliste. L'un de mes amis, impliqué dans cette affaire, fut placé en isolement et resta ainsi coupé du monde pendant plusieurs années.

Pendant que j'étais à Tokyo, je reçus un télégramme me notifiant que j'avais été nommé à une chaire nationale par le Comité national pour le développement scientifique dont le Dr Hu était le président. C'était une importante distinction puisqu'il n'y avait pas plus de douze personnes ainsi honorées. La subvention de 5 000 Taiwan dollars par mois avait pour objet, en complétant mon salaire mensuel régulier qui était de 2 000 dollars, de me permettre de ne plus donner de cours supplémentaires. J'avais enseigné pendant une année à l'Université Tunghai, une institution privée, située près de Taichung et financée par les missions religieuses. Tous les jeudis, je faisais le voyage, cent cinquante kilomètres vers le sud, et je prenais le bus pour l'université, dispersée dans les collines. Eloignée de la foule de Taïpei, elle était moins formelle et, pour cette raison, j'aimais y donner des cours. Les étudiants étaient plus détendus mais tout aussi sérieux. L'université n'était en aucune

manière américanisée mais on sentait qu'elle était plus internationale. J'étais très bien payé et j'hésitais à abandonner ce travail. L'administration de Tunghai proposa que je me mette en congé de Taita pendant un an pour enseigner à temps complet à Tunghai. Je ne pouvais accepter cette proposition.

A mon retour de Tokyo, je pris mes nouvelles fonctions de « chercheur national » et je suggérai de faire une étude sur « Développement technologique et droit international », sujet qui intéressait tous les pays. La presse formosane donna une large publicité à ma nomination. Rétrospectivement, je suis certain qu'il n'y avait en coulisse aucun plan concerté pour m'attribuer toutes les promotions et les distinctions que je reçus, bien que le Dr Hu semblât quelquefois y être pour quelque chose. On peut toutefois imaginer que lui-même et ses collaborateurs à l'esprit libéral étaient heureux de la démonstration, ainsi faite, que des Formosans étaient tout à fait capables de tenir une place dans la vie intellectuelle de l'île, au plus haut niveau, et qu'il était donc de l'intérêt national de cultiver ces talents.

Cette nomination était une réelle distinction académique et je fus content de l'accepter, mais rapidement elle fut suivie par d'autres qui étaient moins à mon goût, des faveurs, des égards, qui me plaçaient souvent dans une position fausse et me donnaient toutes les apparences d'être un instrument au service du régime, comme les « Formosans de service », qui étaient si souvent l'objet de sarcasmes de la part de la population originaire de l'île.

A peu près au même moment, un groupe relativement libéral au sein du Parti nationaliste promit d'apporter son soutien à l'organisation d'une large conférence qui rassemblerait les communautés chinoises non communistes du monde entier. Partout, les Chinois d'outre-mer, extrêmement pragmatiques, commençaient d'évaluer les chances de survie de Chiang, les confrontant au fait évident que Mao Tse-tung et ses partisans contrôlaient la totalité de la Chine continentale et apparaissaient comme de plus en plus puissants. Taipei devait rapidement présenter des preuves convaincantes que le Parti nationaliste et le gouvernement possédaient encore suffisamment de vitalité. Le noyau des réactionnaires les plus intransigeants au sein de l'élite du parti s'opposa à ce projet d'une grande conférence à Taipei. Le Generalissimo, de son côté, n'était pas prêt à prendre le risque d'une conférence internatio-



nale ouverte, commanditée par le gouvernement, qui pourrait conduire à des critiques du parti et de sa propre direction.

Un compromis fut trouvé sous la forme d'une conférence consultative à laquelle seuls des représentants soigneusement sélectionnés des Chinois d'outre-mer seraient invités. Un groupe débattrait des problèmes économiques, un autre de ceux de l'éducation et de la culture. On montrerait aux participants les grands progrès réalisés sous la direction des nationalistes, bien qu'il fût établi d'avance que presque rien ne serait dit du volume des subventions américaines en dollars, de l'importance de l'aide américaine dans les domaines techniques et militaires ou des solides fondations bâties par les Japonais au cours des cinquante années qui avaient précédé l'occupation par les nationalistes. On présenterait des statistiques économiques, des courbes, des graphiques, dont on dirait qu'ils parlaient pour eux-mêmes, et les chiffres étaient effectivement impressionnants. Toute tentative, toutefois, de discuter des domaines de l'éducation et de la culture risquait de soulever de très épineuses questions, la propagande distillée par le régime à l'intention des Chinois d'outre-mer et les réalités locales étant très difficiles à réconcilier.

La conférence aurait lieu à Yangmingshan, une banlieue montagnaise de Taipei, située au nord de la ville, où étaient exploitées de nombreuses sources chaudes. Elle fut donc appelée la Conférence de Yangmingshan. Une campagne publicitaire intensive fut lancée pour persuader le public que ce serait l'évènement le plus important de l'année. On annonça que le Generalissimo lui-même y assisterait et qu'il offrirait un dîner aux délégués, donnant ainsi sa bénédiction à la conférence.

La majorité des Chinois d'outre-mer invités pour y participer était composée d'hommes âgés, occupant des fonctions dirigeantes dans leurs affaires ou leurs professions. Il y avait peu de risques qu'ils posent des questions embarrassantes ou qu'ils donnent une image du parti contraire à ses propres intérêts lorsqu'ils retourneraient chez eux. Les membres les plus importants du gouvernement étaient attendus, les ministres et les cadres du parti prêts à présenter des rapports. La veille de la conférence, j'appris par la presse que je devrais y assister. La décision de m'inclure comme membre du groupe sur l'éducation et la culture n'avait sans doute été prise qu'après de longs débats. Ce fut une

grande surprise étant donné que je n'étais qu'un professeur de trente-six ans et donc peu expérimenté par rapport aux autres représentants.

Tous les rapports présentés par les membres du gouvernement et les cadres du parti reflétaient strictement la ligne du parti. Ils prédisaient tous l'effondrement inévitable du régime communiste de Pékin et la reprise rapide de la Chine par le gouvernement nationaliste. Les participants étaient supposés adhérer à cette ligne. Si des questions étaient posées, elles ne concernaient que des détails sans importance. Les fondements de la position du gouvernement et de sa politique ne pouvaient être mis en cause. La conférence se termina par un dîner formel auquel furent conviés tous les participants et les officiels du gouvernement.

Peu de temps après, le ministère de l'Éducation fut à l'origine d'une conférence sur l'éducation nationale pour examiner les politiques et les structures du système éducatif. Le président et le doyen de l'Université nationale de Taiwan y participèrent *ex officio*. J'y fus également invité. Le président de l'université, de même que le doyen, prirent la peine de me présenter aux participants, bien que ce ne fût pas vraiment nécessaire. Grâce aux attentions que la presse me manifestait, j'étais devenu une sorte de célébrité au sein du petit monde académique de Formose.

La Jeune chambre de commerce de Taiwan (Taiwan Junior chamber of commerce), dont le nom était copié sur son équivalent américain, décida d'élire « Les dix hommes les plus remarquables de la nouvelle génération de Taiwan ». Les sections locales de la Jeune chambre de commerce envoyèrent leurs sélections, et moins de vingt-quatre heures avant que les résultats ne fussent rendus publics, et trop tard pour récuser cet « honneur », j'appris que j'étais l'un des dix qui avaient été choisis. J'avais alors quarante ans.

Toute cette affaire n'était, en fait, qu'une entreprise de promotion commerciale. La radio et la télévision couvrirent l'événement et il y eut également des interviews et des articles dans la presse. Pour couronner le tout, une présentation formelle et organisée avec soin eut lieu dans les locaux de l'entreprise commerciale la plus notable de Mme Chiang, le Grand hôtel. On me demanda de prononcer un bref discours, et ainsi fut confirmée l'image du Formosan fidèle qui était la mienne.

Ces dix remarquables jeunes hommes furent invités à un thé par le général Chiang Ching-kuo, en sa qualité de chef des Jeunesses du parti.

Une photo de groupe serait nécessairement prise, comme il est d'usage en de telles circonstances, et, en retour, elle serait utilisée pour la publicité des Jeunesses nationales. C'était plus que ce que je pouvais avaler. Je me considérais encore comme un universitaire apolitique. Je ne pouvais accepter que mes étudiants me voient publiquement en compagnie du chef de la redoutée police secrète qui aimait à se considérer lui-même comme le « mentor de la jeunesse ». Trop d'étudiants, leurs pères, leurs frères, leurs proches et leurs amis avaient été emprisonnés sur ses ordres.

J'envoyai une lettre polie au bureau de Chiang Ching-kuo expliquant que j'avais pris précédemment d'importants engagements à Taichung et que je ne pourrais donc assister au thé. Quand l'inévitable photo de groupe apparut dans tous les journaux de l'île, mon absence fut remarquée. Immédiatement, il y eut d'intenses spéculations sur les raisons pour lesquelles j'avais boycotté une rencontre avec Chiang Ching-kuo.



## VII

### Aux Nations unies : un dilemme personnel

Ces curieuses façons de me distinguer en me choisissant pour participer à différentes conférences ou en me considérant, de manière absurde, comme faisant partie, à l'âge de quarante ans, d'une remarquable « jeunesse », furent toutes rapidement reléguées à l'arrière-plan après ce qui m'advint. Mon université m'honora une nouvelle fois en faisant de moi le chef du département de science politique. Etant donné la situation politique qui prévalait dans l'île et le statut ambigu de Formose sur le plan de la légalité internationale, c'était une décision courageuse d'un point de vue administratif, une manifestation de confiance officielle au moment même où des doutes commençaient à m'assaillir. Les factions, au sein du gouvernement, durcissaient leurs positions. Certains, appartenant à l'élite vieillissante du parti, devenaient de plus en plus réactionnaires au fur et à mesure que s'allongeait leur exil, d'autres devenaient plus libéraux dans un effort pour développer une société viable et pour fondre en une seule unité tous les éléments qui la composaient.

Ma nomination, qui était un beau coup pour les libéraux, devint effective le 1er août, date du début de l'année universitaire. Les cours devaient commencer en septembre. Je travaillais dur pour me préparer à mes nouvelles responsabilités lorsque le président de l'université, un matin, m'envoya sa voiture pour que je me rende à son bureau pour des affaires urgentes. Avec une discrète allusion au fait qu'il y était lui-même pour quelque chose, il m'annonça, ce qui me surprit beaucoup, que j'allais être officiellement nommé au poste de conseiller de la Délégation chinoise à l'Assemblée générale des Nations unies qui se tiendrait à New York. Une notification formelle du ministère des Affaires étrangères confirma la nouvelle dans l'après-midi.

Ma désignation pouvait, me semblait-il, s'expliquer par le fait que le gouvernement de Taïpei était extrêmement nerveux. Le moratoire concernant la question chinoise était arrivé à son terme. Washington et Taïpei décidèrent qu'elles devaient changer de stratégie étant donné que l'année précédente le soutien pour la Chine nationaliste était tombé à son niveau le plus bas lors du vote annuel sur la question de l'admission de Pékin à l'assemblée mondiale. De surcroît, Taïpei se livrait à un

jeu complexe de contre-propositions qui impliquait un vote sur l'admission de la Mongolie extérieure et de la Mauritanie. Intransigeant, Chiang Kai-shek, fidèle à son rôle convenu de « président de la Chine », prétendait représenter la Mongolie extérieure. La Russie soutenait la demande d'admission de la Mongolie. Si Chiang y opposait son veto, elle opposerait le sien à l'admission de la Mauritanie. Mais les nations africaines tenaient beaucoup à l'admission de la Mauritanie et si Chiang la bloquait comme il menaçait de le faire, il perdrait le soutien des Africains, nécessaire pour assurer sa propre position. On me rapporta que Taipei avait besoin à New York de quelqu'un qui pourrait réellement travailler, qui aurait une connaissance suffisante du droit international et qui, sur le plan international, pourrait inspirer le respect.

Ma participation aux affaires du gouvernement se plaçait maintenant à un autre niveau. Le lendemain du jour où j'avais été officiellement informé par le ministère des Affaires étrangères, je reçus un message du siège central du parti nationaliste m'invitant à venir pour une discussion. Là, se trouvait le vrai centre du pouvoir exercé par le Generalissimo en tant que « tsungtsai » (« chef du parti »), l'équivalent chinois de « der Führer ».

Je fus extrêmement occupé pendant les jours qui suivirent. L'annonce par la presse de ma nomination signifiait des interviews, des photographies et des déclarations. La nomination elle-même fit l'objet de longs commentaires. Une visite de courtoisie au ministère des Affaires étrangères me donna l'occasion de parler avec le ministre, Shen Chang-huan. Ma visite au siège central du parti me mit face à face avec Tang Tsung, le puissant secrétaire général. Pendant cette visite, mon dilemme personnel, que je gardais par devers moi, fut clairement mis en évidence.

Dès l'abord, Tang me demanda brutalement d'étudier de près, aux Etats-Unis, les mouvements pour l'indépendance de Formose. Cette demande ne me paraissait pas faire partie de ce qu'on était en droit d'attendre de moi en tant que conseiller de la délégation pour les Nations unies à New York, et je répondis prudemment qu'il s'agissait d'un problème très compliqué. Je fis remarquer que les activistes de ce mouvement pour l'indépendance avaient déjà effectué leur service militaire et que c'étaient des étudiants déjà diplômés. Ce n'étaient pas de simples paysans ou des enfants naïfs. Je soulignais qu'il me paraissait douteux

que je puisse les persuader de ne pas adhérer à ce mouvement alors que j'avais le sentiment que mêmes leurs propres pères n'auraient sans doute pas beaucoup d'influence sur eux à cet égard.

Tang abandonna le sujet mais me dit que quelqu'un d'autre au siège du parti souhaitait me rencontrer. Il s'agissait d'un cadre du parti, à la réputation inquiétante, dénommé Cheng Yen-yuan, dont je sus plus tard qu'il était l'un des patrons de l'appareil policier. Il me demanda également de faire une enquête sur les indépendantistes taiwanais aux Etats-Unis et d'employer tout mon crédit pour les convaincre d'abandonner leur combat. : « Rencontrez-les et, s'il vous plaît, dites-leur de rentrer », me dit-il, « Qu'ils voient combien nous sommes devenus prospères. Nous pouvons garantir leur sécurité ».

Je quittai le siège central du parti profondément troublé. Il était évident que les dirigeants du parti souhaitaient m'utiliser, mais étais-je aussi délibérément exploité par le gouvernement, par l'université, et par ceux qui me soutenaient ? Un ou deux jours plus tard, je me rendis à l'Academia sinica pour dire au revoir au Dr Hu Shih. A lui, je confiai que j'avais l'impression que ma nomination pouvait être un leurre en affichant à New York un authentique Formosan. Visiblement, il fut troublé par cette idée.

Mes nouveaux collègues, les diplomates professionnels, quittèrent Taipei quelques jours avant moi. Je ne m'attendais pas à cette nomination, j'avais des choses importantes à faire à l'université et il fallait que je prenne soin de ma famille. Deux jours après avoir été officiellement nommé, je reçus une invitation à rendre visite au vice-président, le général Chen Cheng, chez lui, à quatre heures de l'après-midi. Il était seul et détendu. Il m'accueillit avec une courtoisie pleine d'attentions, du thé et des dumplings furent servis ; nous étions confortablement installés et l'atmosphère était sereine. A ma grande surprise, toutefois, mon hôte me dit : « Tous les autres membres de la délégation étaient hier ici pour un dîner. J'ai beaucoup regretté qu'il m'ait été impossible de vous joindre pour vous transmettre cette invitation ». De toute évidence, c'était un mensonge poli ; j'avais été tout à fait disponible ce jour-là et le vice-président aurait pu me joindre à tout moment. Je compris immédiatement que soit le général Chen avait préféré avoir une conversation privée avec moi, soit, plus vraisemblablement, les autres délégués souhaitaient avoir la possibilité de discuter de la situation in-



terne de Formose et de la position de la Chine aux Nations unies, sans être embarrassés par la présence d'un Formosan.

Le vice-président commença par me parler de sa récente visite aux Etats-Unis. Il avait été, à Washington, confronté pour la première fois dans ce pays, à une manifestation organisée par les mouvements pour l'indépendance de Formose et, selon toutes les apparences, il s'était senti offensé et irrité. Il avait perdu la face. Il estimait que les autorités américaines auraient dû empêcher de pareils gestes de rébellion.

Je l'assurai qu'en Amérique il ne se passait pas de jours sans qu'une manifestation ait lieu quelque part pour, ou contre, les causes les plus inattendues. Par exemple, des manifestations avaient été organisées pour protester contre l'envoi d'un chien dans l'espace au cours des premières expériences portant sur les satellites et les lanceurs. Il accepta sans conviction cette explication et fit porter l'entretien sur des généralités. S'il avait pensé ouvrir une discussion sur les mouvements pour l'indépendance de Formose en Amérique, il y renonça. Après quelques instants de discussion polie, notre rencontre prit fin et je partis avec une conscience aiguë de l'extrême sensibilité des dirigeants nationalistes à toute forme de critique.

Au cours des quelques jours qui me restaient, je rendis visite à mon ami le plus proche, Liu Chin-sui qui était maintenant professeur associé à la faculté de droit et spécialiste de droit constitutionnel. Il se mourait d'un cancer mais avant d'entrer définitivement à l'hôpital, il avait commencé de rédiger une constitution pour Taiwan, une constitution pour le futur, quand les Formosans seraient indépendants et quand la part des réfugiés du continent dans l'administration de l'île se verrait également reconnue et qu'ils se fondraient dans la population autochtone. Alors que nous parlions de mes nouvelles fonctions, il me rappela une petite anecdote dont nous avions été partie prenante quelques mois auparavant lorsque le professeur Edwin Reischauer, de l'Université Harvard, avait visité Formose. Liu et moi étions avec lui dans un groupe d'universitaires réparti à peu près également entre Formosans et Chinois du continent. La campagne présidentielle américaine focalisait alors l'attention du monde entier et les Formosans avaient été enthousiasmés d'apprendre que le candidat John F. Kennedy avait déclaré que les îlots de Quemoy et Matsu étaient sans importance pour les Etats-Unis et devraient être abandonnés de manière à clarifier l'engagement

américain de défendre Taiwan. Cette déclaration fut évoquée, et le Dr Reischauer dit en plaisantant : « Faisons un sondage. Qui voudriez-vous voir élu ? ». Tous les Chinois du continent présents répondirent aussitôt « Nixon » et tous les Formosans « Kennedy ».

Je dis au revoir à mon ami Liu pour la dernière fois. Dix jours plus tard, j'étais à New York et il était mort. J'eus le sentiment d'une grande perte. Son rêve d'un gouvernement constitutionnel, autonome et effectif, pour notre île natale, occupait souvent mes pensées.

J'avais amplement le temps d'y réfléchir puisque je logeais dans un hôtel sinistre, près de l'Empire State Building et que j'étais seul la plupart du temps. Il n'y avait pas d'autres Formosans dans la délégation, ou dans le personnel permanent de notre représentation, qui auraient pu comprendre les aspirations de Liu et ce que j'avais perdu. Après avoir rendu brièvement visite au Dr Tsiang Ting-fu (Fuller Tsiang), l'ambassadeur de Taipei auprès des Nations unies, je me rendis consciencieusement tous les jours au bureau. Là, je partageais une pièce avec l'attaché naval. Je fus affecté au sixième comité de l'Assemblée générale, qui traitait des affaires juridiques.

Quelques jours avant l'ouverture formelle de l'assemblée, l'ONU fut plongée dans une grave crise. Le secrétaire général Hammarskjöld avait péri tragiquement lors d'une mission en Afrique. L'Union soviétique insistait pour adopter ce qu'on appelait le « système de la troïka », c'est-à-dire que, au lieu d'un seul, il y aurait trois secrétaires généraux représentant le bloc occidental, le bloc soviétique et celui des non-alignés. Ce ne fut qu'au dernier moment que U Thant, qui était un candidat de compromis, fut nommé. La tâche de la délégation nationaliste était particulièrement compliquée. Le Generalissimo s'était publiquement engagé à opposer son veto à la demande d'admission de la Mongolie extérieure et la Russie avait déclaré, en contrepartie, que, dans ces conditions, elle opposerait son veto à l'admission de la Mauritanie. Les Africains accusaient la direction du Parti nationaliste et la délégation chinoise accusait la Russie. Taipei n'appréciait pas les fortes pressions qu'exerçait Washington pour l'empêcher de faire usage de son veto et reprochait aux Etats-Unis de ne pas soutenir suffisamment la revendication de Chiang de représenter la Mongolie extérieure sur le plan international. Après de fiévreuses consultations entre notre délégation et Taipei, le Generalissimo fut finalement persuadé, malgré son entête-

ment, de prendre la pénible décision de céder. Etant donné que Chiang lui-même allait perdre la face devant le monde entier, quelqu'un devait payer pour cet affront. Le Dr Tsiang fut épargné, mais l'extrême mécontentement du Generalissimo se porta à la place sur l'ambassadeur George Yeh, bon vivant et populaire représentant de Taïpei à Washington. Cette décision était liée à des intrigues de cour, qui n'étaient pas connues du public ; on pouvait sans doute y voir l'influence du ministre des Affaires étrangères Shen Chang-huan, qui avait la réputation de ne pas être un partisan de Yeh. Le Generalissimo convoqua ce dernier, lui demanda des explications, l'écouta et lui dit sèchement : « Restez à Taïpei ; il est inutile que vous repartiez. »

Yeh perdit ainsi son poste d'ambassadeur, mais comme il était l'un des protégés du général Chen Cheng, on le nomma membre du gouvernement pour amadouer le vice-président et faire taire les assommantes critiques des amis influents de Yeh en Amérique. Il était considéré comme trop libéral et, à partir de ce moment, il fut l'objet d'une étroite surveillance, tous ses faits et gestes ainsi que les personnes qu'il rencontrait étant soigneusement notés par des agents secrets qui le suivaient partout. Mêmes les relations du Dr Hu Shih avec le Generalissimo commencèrent alors à se détériorer et il avait de bonnes raisons d'être conscient de sa propre vulnérabilité. Il était devenu suspect.

Un matin, le secrétaire de l'ambassadeur Tsiang me demanda si j'aurais le temps d'avoir un déjeuner privé avec l'ambassadeur dans sa résidence, située en dehors de la ville. Ce dernier m'emmena avec lui dans sa voiture officielle et après quelques paroles de bienvenue de sa jeune épouse, nous nous assîmes tous les deux seuls pour un déjeuner et une longue discussion, qui prit un tour étrange. Le Dr Tsiang, qui avait alors soixante-six ans, commença d'évoquer le temps où il était ambassadeur à Moscou, de 1936 à 1938, et rapidement le sujet de Chiang Ching-kuo vint sur le tapis. Je sentis que telle était la vraie raison de cette invitation à déjeuner.

Il était de notoriété publique que, lorsqu'il était jeune, Ching-kuo avait eu de violentes querelles avec son père, à cause, selon ce qu'on disait, de la façon extrêmement dure dont ce dernier avait traité la mère de Ching-kuo. Le jeune homme était parti pour la Russie au moment où le général nationaliste, en pleine ascension, et alors âgé de quarante ans, avait oublié la mère de Ching-kuo pour épouser Soong Mei-ling, la

plus jeune fille de la riche et influente famille Soong, basée à Shanghai. Ching-kuo suivit l'enseignement de l'Université Sun Yat-sen à Moscou, mais ce qu'il fit ensuite et ses déplacements en Russie, étaient obscurs. L'Ambassadeur Tsiang commença son récit en disant qu'un jour il reçut un télégramme du Generalissimo lui enjoignant : « Trouvez mon fils et ramenez-le chez nous ».

L'ambassadeur était aussitôt intervenu auprès des autorités soviétiques et, quelques jours plus tard, on lui notifia qu'on avait retrouvé la trace de Ching-kuo. Le Dr Tsiang invita le jeune Chiang à venir à l'ambassade et l'informa de la demande télégraphique de son père. Ching-kuo, qui avait alors vingt-sept ans, répondit : « J'ai un problème ; j'ai épousé une jeune femme russe et je l'ai épousée par amour ». Le Dr Tsiang l'invita alors à amener sa femme à l'ambassade. Selon l'ambassadeur, c'était à l'évidence une simple jeune fille de la campagne qui « ne savait même pas utiliser un couteau et une fourchette correctement ». « Je dis à Ching-kuo que, de toute façon, on l'aiderait à retourner en Chine et qu'il pourrait emmener sa femme avec lui », me raconta Tsiang. « Il accepta. Je préparerai alors des cadeaux qu'ils puissent offrir au père de Ching-kuo ». Quelques années plus tard, l'ambassadeur Tsiang revint en Chine et fut étonné de rencontrer une jeune femme russe qui, selon ses propres paroles, avait été transformée en une « élégante jeune femme chinoise » et avait adopté un nom chinois.

Depuis lors, Ching-kuo avait trouvé en lui à la fois un père et un professeur, un homme plus âgé dont il pouvait rechercher l'amitié qui lui manquait dans ses relations avec l'impressionnant Generalissimo. Désormais, me dit-il, chaque fois qu'il revenait à Formose, Ching-kuo allait en personne le chercher à l'aéroport et le traitait avec des égards particuliers.

Dans sa conversation avec moi, le Dr Tsiang s'étendit sur cette relation, me précisant qu'il ne considérait pas Ching-kuo comme une « personne naïve » mais plutôt comme une victime des circonstances. « En une occasion, je lui ai dit sans ménagement qu'il semblait toujours être entouré de gens modestes et qu'il devrait recruter des gens de valeur, et il me répondit : « Pensez-vous que des gens de valeur accepteraient de travailler avec moi ? Aucun ne l'accepterait, et c'est pourquoi les seules personnes qui m'entourent sont celles dont personne ne veut. ». Tsiang estimait que cette boutade constituait bien la preuve que Ching-

kuo était loin d'être stupide, et il souligna qu'il paraissait à l'aise avec des étudiants ou des gens de rang modeste alors qu'il manifestait moins d'assurance quand il était avec des gens éduqués.

Le Dr Tsiang me dit ensuite qu'il avait trouvé l'occasion de parler franchement au Generalissimo et de lui suggérer de donner à son fils un travail plus respectable et plus approprié. Il ne devrait pas apparaître seulement comme chef de la police. La réponse avait été ambiguë : « Que pourrait-il faire ? », qui pouvait être interprétée comme : « Serait-il capable de faire autre chose ? », ou comme « Que recommandez-vous ? »

L'ambassadeur me fit alors remarquer, parlant de Chiang Ching-kuo : « Ce n'est pas un homme sans qualités, et il connaît ses limites. Il a besoin de gens capables autour de lui, » et comme il continuait de se complaire à raconter ce genre de souvenirs, je commençais de me demander pourquoi il me prenait comme confident.

Cette conversation privée, plutôt étrange, que nous eûmes seul à seul et probablement non enregistrée, se poursuivit jusqu'à quatre heures de l'après-midi, lorsque, enfin, on me raccompagna à mon hôtel minable dans la voiture de l'ambassadeur. Pendant le long trajet jusqu'à la ville, je songeais à la candeur du Dr Tsiang lorsqu'il parlait du Generalissimo et de sa propre audace. Par exemple, il m'avait dit qu'il avait une fois conseillé à Chiang de réduire la taille de son armée, qui absorbait une trop grande part du budget et le Generalissimo, de sa manière caractéristique, avait écarté cette suggestion en faisant remarquer : « Vous connaissez sans doute quelque chose à la diplomatie et la politique, mais vous ne comprenez rien aux affaires militaires. »

Ma seule conversation privée avec l'ambassadeur se termina ainsi de manière curieuse. Entre septembre et décembre la délégation chinoise se livra à un lobbying intensif dans le but de gagner des soutiens pour le vote crucial sur la question chinoise. La stratégie était en train de changer ; désormais, elle devrait être considérée comme une « importante question », exigeant, pour qu'une décision soit adoptée, un vote à la majorité des deux tiers à l'assemblée générale. En plus de mon travail, plutôt léger, au sein du sixième comité, on me demanda d'analyser tous les discours prononcés devant l'assemblée générale qui mentionnaient le sujet de la représentation de la Chine auprès de l'institution mondiale. Au fur et à mesure que ces textes me parvenaient, je me mis à voir le problème sous un autre angle. Quand

le vote eut finalement lieu, Taipei ne conserva son siège qu'avec une faible majorité.

L'intérêt pour la question chinoise, au niveau international, s'affaiblissait par le fait qu'elle était chaque année débattue. Le destin du régime nationaliste était en jeu, mais celui des Formosans l'était aussi. Ces derniers étaient rarement mentionnés dans les débats. Notre délégation refusait d'admettre que ces deux questions correspondaient à des intérêts qui n'étaient pas les mêmes, et ma présence en tant que membre de la délégation et en tant que Formosan impliquait un soutien au gouvernement de Chiang, que je récusais.

Certains Formosans questionnèrent mon intégrité. Pourquoi avais-je accepté de servir comme un représentant du régime nationaliste auprès de l'ONU ? Plusieurs personnes, actives dans le mouvement pour l'indépendance de Formose à New York prirent contact avec moi et proposèrent que je trouve une occasion pour parler devant l'assemblée générale au nom de la délégation nationaliste chinoise puis que, brusquement et de manière théâtrale, je présente la cause de l'indépendance et que j'appelle l'ONU à agir. En même temps, suggéraient-ils, je demanderais l'asile politique aux Etats-Unis. C'était une proposition totalement irréaliste ; je n'aurais aucune occasion de faire une intervention publique étant donné que ce n'était pas mon rôle au sein de la délégation, et je n'étais pas prêt à faire un geste aussi dramatique. Le terrain n'avait pas été suffisamment préparé pour que soit bénéfique l'émotion de courte durée qu'un tel incident ne manquerait pas de provoquer.

Il était clair pour tout le monde que la délégation chinoise n'avait pas d'autre intérêt dans les affaires des Nations unies que celui de conserver son siège au sein de l'organisation internationale. Avant que la session ne se termine, je demandai et j'obtins de revenir à Taipei et à mes nouvelles fonctions de chef du département de sciences politiques de l'université.

A mon retour, je constatai que j'étais au centre de l'attention des étudiants et des Formosans influents, dans tous les domaines. J'étais au sommet de ma carrière dans une matière très spécialisée, les nouveaux aspects techniques du droit international, et dans laquelle j'étais reconnu comme un pionnier. Ma brève affectation à la délégation auprès de l'ONU n'avait rien ajouté à la modeste réputation dont je jouissais à l'étranger, mais à Formose elle était apparue comme la démonstration de ce qu'un Formosan pouvait accomplir si l'occasion lui en était

donnée. Je fus inondé d'invitations à parler de mon expérience à New York. Des associations de toute sorte me harcelaient pour que je leur communique une date de conférence et des étudiants cherchaient à me voir pour m'inviter à parler ou pour me demander des conseils. Tout ceci illustrait leur sentiment d'isolement et un intérêt avide pour les affaires internationales qui ne pouvait être satisfait sous le strict contrôle des Chiang.

Je ne pouvais passer que peu de temps avec ma famille ou me livrer à des occupations extra-professionnelles. Toutefois, je leur rendais visite à Kaohsiung aussi souvent que je le pouvais. Mon fils obtenait de bons résultats scolaires, et ma petite fille, qui avait maintenant cinq ans, allait entrer à l'école.

Nous avions tous une passion pour les chiens et les poissons tropicaux. J'élevais des guppys et j'entretenais des aquariums pleins de poissons importés de toutes les couleurs. Quelquefois nous avions jusqu'à dix chiens à la maison et, au cours des années, nous eûmes de nombreuses races, des bergers, des colleys, des danois, des teckels, des dalmatiens, des pékinois, des terriers et des bulldogs. Pendant une brève période, nous élevâmes des caniches et je devins le vice-président de l'Association des amis des chiens. Mon fils commença très tôt de présenter ses chiens dans des concours.

Mes nouvelles responsabilités administratives comme chef du département de sciences politiques remplissaient mes journées ; j'acceptais, néanmoins, de parler quelquefois en public. Chaque fois, j'essayais de clarifier la question chinoise et de la replacer parmi d'autres problèmes mondiaux complexes. Ces réunions publiques étaient beaucoup moins intéressantes que les discussions qui avaient lieu dans ma propre maison et, de manière privée, dans d'autres endroits de la ville. Les étudiants venaient avec leurs amis, en nombre toujours croissant, et les discussions sur l'avenir de Formose étaient souvent animées et quelquefois violentes. J'étais persuadé que parmi les personnes présentes certaines étaient des agents qui faisaient des rapports à la police secrète. Peu de temps après mon retour de New York, je fus de nouveau invité à me rendre au siège central du Parti nationaliste. Je rencontrai, cette fois-ci, les représentants d'environ dix agences de sécurité pour leur faire part de mes impressions sur la session de l'ONU ou d'autres sujets à ma convenance.

Ce fut une expérience révélatrice. Mes interlocuteurs revenaient sans cesse à des questions sur les positions, les pensées et les activités des étudiants formosans aux Etats-Unis et à la nature des mouvements pour l'indépendance. Je leur dis franchement et plutôt brutalement ce que pensaient les étudiants à l'étranger et quels étaient leurs sujets de conversation. Je soulignai que leur soutien à l'indépendance ne provenait pas de convictions personnelles ou d'expériences isolées mais qu'il constituait une réaction générale aux fondements de la politique du gouvernement à Formose. Ils s'opposaient à la structure du gouvernement à Formose. Ils étaient mécontents de n'être partie prenante que d'une organisation provinciale tout en étant exclus d'une participation effective à l'administration nationale qui accaparait les impôts provinciaux et prenait des décisions qui s'imposaient à l'administration provinciale.

Mes interlocuteurs exprimèrent un vif désir de modifier les vues et les façons de penser des étudiants à l'étranger et, en retour, je leur confiai mon pessimisme à l'égard de toute tentative pour améliorer la situation si des changements fondamentaux n'étaient pas apportés à la politique du gouvernement à Taïpei. C'était un sujet extrêmement délicat. Tous ceux qui étaient présents savaient parfaitement que la politique du gouvernement voulait en fait dire la politique de Chiang et donc la volonté du dirigeant suprême du parti. Je ne pris pas la peine d'expliquer par le menu les changements auxquels je faisais allusion ; je n'avais pas besoin de le faire. Ces gens n'étaient pas stupides et ils m'avaient invité en tant que chef du département de sciences politiques d'une université nationale, et donc vraisemblablement en tant qu'observateur impartial. A la fin de notre réunion, beaucoup exprimèrent leurs remerciements pour une « discussion très éclairante et très utile ». Ils semblaient avoir sincèrement apprécié ma franchise. Ultérieurement, je fus invité à parler de manière informelle à des réunions du parti.

Un soir, je fus invité à dîner chez un professeur de droit. Juste après avoir quitté la table, on nous communiqua un message urgent. Le Dr Hu Shih avait eu une attaque et était tombé lors d'une réunion à l'Academia sinica. Je me précipitai pour prendre un taxi jusqu'à Nankang. Quand j'arrivai, il était déjà mort, étendu sur le sol, couvert d'un drap blanc. Je regardai son visage dont l'expression était exactement la



même que lorsque nous discussions avec une intense concentration. Ce fut alors que j'appris par l'un de ses plus proches amis que le soutien financier anonyme qui m'avait permis d'étudier à McGill au cours de la deuxième année n'était autre que celui du Dr Hu Shih. Cet homme si bienveillant et si attentionné m'avait caché le fait, pendant les presque dix années de notre collaboration, que c'était lui qui m'avait aidé à terminer mes études au Canada, ce qui était bien dans sa manière. En le perdant, j'avais perdu l'ami le plus généreux et le plus compréhensif, en même temps qu'un soutien.

En 1962, par une froide soirée de janvier, un peu après huit heures, une voiture s'arrêta devant la maison, on entendit des coups frappés brutalement à la porte et quand ma femme répondit, le chauffeur demanda « Peng » de manière grossière et lui tendit un message. C'était une invitation à me présenter à une audience privée avec Chiang Kai-shek, le lendemain matin à dix heures.

Les bureaux du Generalissimo étaient au cœur de l'ancien bâtiment du gouverneur général japonais, qui comportait une tour, et était situé au centre de Taipei. Comme un bernard-l'hermite, il s'était approprié la coquille d'un autre et en avait fait la sienne propre. Après son exode du continent, Chiang s'était installé dans l'imposant bâtiment construit pendant la première guerre mondiale pour abriter les gouverneurs japonais de Formose. Il avait les proportions d'un palais de vice-roi, mais il avait été très endommagé par un incendie en 1945 et on l'avait alors rénové pour devenir le quartier général temporaire d'où le Generalissimo se proposait de partir à la « reconquête du continent ». Il était gardé comme une forteresse et sur la place juste en face, le Generalissimo organisait d'imposantes revues militaires pour entretenir quelques illusions de grandeur.

En me rendant en taxi de l'université à ce bâtiment de briques rouges, je me sentais nerveux et j'avais de bonnes raisons de l'être. Je pris mon bras artificiel, le sortis de la poche de ma veste où il se trouvait habituellement et le laissai pendre à mon côté. Tout le monde savait que les gardes de Chiang avaient l'ordre de tirer instantanément si quelqu'un en sa présence faisait un geste suspect ou un mouvement brutal. Un garde, ne connaissant pas mon infirmité, aurait pu penser que je dissimulais une arme dans cette poche. Je me souvenais de toutes les histoires ou de toutes les fables qu'on colportait à ce sujet, comme

celle de ce jeune homme qui, lors d'une remise des diplômes à l'académie militaire, s'avança pour recevoir le sien des mains du Generalissimo et fut abattu sur place parce qu'il avait plongé la main dans sa poche pour sortir son mouchoir et éponger la sueur de son front. Et il y avait aussi l'histoire de ce paysan qui se soulageait sur le bord d'une route de campagne étroite près de Kaohsiung lorsque le Generalissimo et son escorte vinrent à passer. Comme le pauvre paysan se dépêchait de remonter son pantalon, il fut abattu par un garde. Il avait fait un geste trop brusque juste au moment où la limousine du Generalissimo passait à toute vitesse à côté de lui.

Lorsque j'arrivai dans ce grand bâtiment, je fus rapidement conduit dans une antichambre où on m'expliqua avec force détails le protocole des visites, où et quand s'incliner, et combien de fois. Je ne devais m'asseoir que si j'y étais invité et être très attentif au moment où le Generalissimo souhaiterait mettre un terme à l'audience. J'en serais clairement averti par un geste et, en me retirant, je devais m'incliner puis, arrivé à la porte, me tourner, m'incliner une nouvelle fois, et partir rapidement. C'était le protocole d'une audience royale.

Mon nom fut appelé, la porte s'ouvrit et j'entrai dans une énorme pièce. Là, tout au fond, devant un bureau, était assis le petit Generalissimo. A côté de lui, était également assis quelqu'un qui prenait des notes, peut-être un garde du corps qui faisait aussi office de secrétaire. Chiang lui-même avait sur ses genoux un classeur ou une sorte de chemise qu'il était en train de consulter. Je supposai qu'il s'agissait de mon dossier et qu'il était en retard pour faire son travail.

Je m'inclinai et m'avançai jusqu'à son bureau ; il leva son regard vers moi et, de la manière abrupte qui lui était habituelle, il m'invita à m'asseoir : « Asseyez-vous ! Asseyez-vous ! ». Suivirent quelques commentaires et quelques questions : « Vous êtes juste revenu des Nations unies. Nous vous remercions pour ce que vous avez fait. Comment va votre famille ? Et vos enfants ? Si vous avez des problèmes, n'hésitez pas à venir me voir. » Mes réponses à ces questions conventionnelles étaient ponctuées par de fréquentes interjections, des Hao ! Hao ! (« Bien ! Bien ! ») qui, en de nombreuses occasions officielles, lui tenaient lieu de conversation. Dix minutes ne s'étaient pas écoulées qu'il indiqua que l'audience était terminée. Je me levai, m'inclinai, comme il m'avait été demandé, et me retirai.

Qu'est-ce qui avait motivé ce curieux entretien ? J'avais été présenté au Generalissimo en d'autres occasions et il m'avait posé les mêmes questions banales et il avait reçu les mêmes réponses. Il était bien connu qu'il insistait pour voir toutes les personnes qui étaient nommées à des positions qui dépendaient de lui et que, pour ce qui concernait les promotions et les nominations au sein des forces armées, il poussait cette exigence à l'extrême. Pendant ses premières années, sur le continent, il demandait à rencontrer les officiers généraux et les ministres, ou ceux qui avaient un rang de niveau équivalent ; maintenant, il convoquait beaucoup de gens de rang nettement inférieur, donnant l'impression qu'il n'avait qu'une confiance limitée dans les recommandations et le jugement de ses plus proches collaborateurs. Le bruit courait que des détails sans grande importance pouvaient affecter ses décisions et on racontait une histoire selon laquelle un malheureux officier s'était vu refuser une importante affectation au prétexte que, extrêmement myope, il s'était incliné devant la mauvaise personne en présence de Chiang.

Cet entretien renforça mon impression qu'il souhaitait créer ou intensifier un sentiment d'obligation directe et personnelle à son égard chez ceux auxquels il accordait une telle attention.

Chiang Kai-shek s'était hissé au pouvoir et s'y était maintenu grâce à son extraordinaire habileté à manipuler différentes factions, à jouer l'une contre l'autre au sein de l'armée, du parti, de sa famille et du gouvernement. Mes amis et moi-même nous interrogeons sur la signification de cette dernière attention. Nous savions que des membres éminents du parti et de l'élite de l'armée s'opposaient à ce que des concessions soient faites aux Formosans qui pourraient les aider à être promus, de l'administration provinciale, à des positions importantes et influentes au niveau national. Nous savions aussi que des conseillers relativement libéraux et plus réalistes préconisaient de rechercher un soutien plus large dans la population de l'île. Quelque temps après cette entrevue, des cadres du parti et du gouvernement eurent plusieurs occasions de discuter avec moi. Certains parlaient encore de « retour en Chine », mais d'autres laissaient entendre que lorsque le gouvernement serait remanié, ma nomination à des fonctions de haut niveau pourrait être envisagée. Pour eux, c'était une simple question de temps et cela ne dépendait que de moi.

J'étais très troublé. Le gouvernement et le parti avaient commis une grave erreur en m'envoyant à New York. Cette expérience m'avait définitivement politisé et, pendant plusieurs mois, je vécus une sorte de double vie jusqu'à ce que je prenne finalement l'engagement de contester la dictature en demandant publiquement des réformes.



## VIII

### Mon arrestation

Alors qu'après mon retour de l'étranger, les fonctionnaires du gouvernement et du parti s'intéressaient à moi, en même temps j'élargissais régulièrement mes contacts bien au-delà de l'université. Peut-être mon image d'intellectuel arrogant était-elle en train de changer. La rumeur courait qu'on pouvait m'approcher et que tous ceux qui voulaient assister à nos soirées de discussion étaient les bienvenus. Notre grande maison était souvent remplie d'étudiants de l'université et d'autres institutions d'enseignement. De temps en temps, des conseillers municipaux ou des hommes politiques locaux y participaient.

Personne ne croyait à la « reconquête » de la Chine continentale. La prétention de Taïpei de représenter les provinces du continent était absurde. Les déclarations du Generalissimo concernant le Sinkiang, la Mongolie extérieure et le Tibet étaient ridicules. De même que ses tentatives pour insuffler encore un peu de vie à ses prétendues revendications sur Okinawa et l'archipel des Ryukyu. Nous n'attachions pas beaucoup d'importance à tout cela. Nous accordions beaucoup d'attention, en revanche, à la revendication irréaliste, présentée au nom de Formose elle-même, que son régime représentait la Chine tout entière et le « monde libre », et que la population de l'île lui apportait un soutien unanime pour la reconquête de la Chine. Nous ne parlions pas ouvertement d'indépendance, mais lors de nos discussions sur la position de la Chine nationaliste au sein des Nations unies, nous avions le sentiment qu'un jour ou l'autre le gouvernement de Chiang devrait quitter l'organisation à la suite d'un vote défavorable. Le problème fondamental était donc d'engager des réformes de structure de manière à créer un gouvernement qui soit en accord avec la réalité.

Il ne m'était plus possible d'être un observateur détaché et il était embarrassant de continuer à donner au public l'impression que j'étais un des hommes de Chiang. Ma célébrité m'avait aussi conduit à de graves difficultés personnelles. Les petites jalousies ordinaires du milieu académique inévitablement provoquées, au sein de mon département, par les décisions de la faculté, étaient aggravées par la réticence des Chinois à admettre qu'ils puissent être subordonnés, sur le plan admi-

nistratif, à un homme plus jeune et, qui plus est, formosan. La gestion de l'université était sans intérêt et constituait une perte de temps. Je commençais d'avoir des ennuis avec un nouveau doyen dont la famille considérait que, puisqu'il était mon supérieur dans la hiérarchie académique, toute ma famille lui était redevable et subordonnée. Quand la femme qui vivait avec le doyen prétendit se mêler directement de nos affaires familiales privées, je me sentis obligé de réagir, ce qui affecta nos relations à l'université. En juillet 1962, à la fin de l'année universitaire, je démissionnai, avec un grand soulagement, de mes fonctions de chef de département.

J'étais, dès lors, libre d'accepter une invitation à entreprendre un projet de recherche particulier qui m'était demandé par le ministre adjoint des Affaires étrangères, Yang Hsi-kun. J'acceptai, avec un contrat d'un an, de faire une étude sur l'Afrique. Taipei cherchait à contrer le programme d'aide de Pékin à l'égard de l'Afrique, qui connaissait une forte expansion. Le projet était financé par une subvention de l'Asia Foundation. La situation que je décrivais n'était pas très éloignée, comme on aurait pu le penser à première vue, de celle de Taiwan. Une partie de mon rapport intitulé « Le fondement sentimental du pan africanisme » fut rapidement publiée dans le magazine littéraire de Taipei Wen-hsin (Apollo), et fit sensation. J'avais écrit de longs commentaires sur le combat des Africains pour parvenir à se forger une identité, une nation, et pour gagner leur indépendance. J'avais appelé l'attention sur les peuples qui avaient été coupés de leur propre passé par le pouvoir colonial, et qui maintenant s'efforçaient d'être maîtres de leur destin. Je n'avais pas eu l'intention d'écrire un pamphlet politique, mais quand l'éditeur, dans une brève préface, déclara : « Cet article nous fait penser à Formose », les lecteurs y virent une allusion à la situation locale et à l'histoire de Formose. Il ne pouvait être apprécié au siège du parti.

Très peu de temps après, lors d'une réception donnée par l'un de mes collègues chinois, je rencontrai un diplomate américain qui me fit remarquer en riant que je serais sans doute étonné par l'épaisseur de mon dossier dans le « Who's Who » de l'ambassade. Nous eûmes une discussion générale intéressante sur la question chinoise et la politique locale. D'autres rencontres sociales firent que je fus invité à un dîner au cours duquel je fis la connaissance de plusieurs membres du personnel de l'ambassade. Plus tard, plusieurs d'entre eux vinrent chez moi où nous nous

livrâmes à une « bull session » à l'américaine, une franche et informelle discussion sur de nombreux aspects de la situation politique internationale actuelle. J'eus d'autres occasions de discuter avec des Américains et, lors d'un concert public, je fus présenté à l'ambassadeur, l'amiral William J. Kirk. Je ne lui étais pas inconnu et il m'invita à venir le voir à son bureau pour que nous puissions parler plus longuement. Avant que nous ne puissions le faire, il fut brusquement rappelé à Washington.

On me demandait souvent maintenant de parler à des groupes chrétiens. Jusqu'alors, j'avais été trop préoccupé par mon travail académique et je n'avais pas manifesté beaucoup d'intérêt pour la communauté chrétienne locale, bien que certains membres de ma famille y aient été extrêmement actifs. Mon père, avant sa mort, ma mère et ma sœur occupaient des positions officielles dans l'Eglise presbytérienne, un de mes oncles était pasteur, et l'un de mes cousins allait bientôt devenir le président du Séminaire théologique de Taipei. Etant donné ma carrière académique et mes connexions, ma présence à des réunions organisées par l'Eglise attirait un large public.

L'une de ces réunions, au début de l'année 1962, fut organisée dans l'enceinte du collège théologique de Tainan. C'était la seule école de Formose dans laquelle tout l'enseignement se faisait en dialecte formosan. Je décidai donc de parler dans ce dialecte plutôt qu'en chinois mandarin, et je me rendis compte que je parlais du problème de l'auto-détermination de Formose d'une manière beaucoup plus directe que je ne l'avais fait auparavant dans une réunion publique.

A peu près au même moment, le secrétaire général adjoint du Parti nationaliste, Hsu Ching-chung, reçut pour instruction de créer un magazine en langue japonaise. Il serait financé par le parti, conçu et imprimé à Formose pour être distribué au Japon ; il aurait pour titre *Le Mensuel de la Chine libre* (*The Free China Monthly*). Mon ami Hsu me demanda de lui recommander quelqu'un qui pourrait jouer, à Taipei, le rôle de rédacteur en chef et qui devait donc parler et écrire très bien le chinois et le japonais. Sachant parfaitement qu'il s'agissait d'un projet du parti, je recommandai un homme jeune qui, pendant deux ans, était venu régulièrement chez moi pour participer à nos discussions sur l'avenir de Taiwan. Mon ami et collègue Liu avait, avant sa mort, appelé mon attention sur Hsieh Tsung-min. Il était le fils d'une famille aisée qui habitait le centre de l'île. Bien qu'il n'ait pas été parmi les meilleurs



de sa classe à la faculté de droit, il avait rédigé, sous la direction de Liu, un mémoire de maîtrise d'une exceptionnelle qualité, dans le domaine du droit constitutionnel. De notre faculté, il était allé à la seule université, Cheng chi, qui offrait à l'époque un enseignement de troisième cycle en science politique. Là, il fit une impression très favorable et l'université le recommanda pour devenir instructeur à l'académie militaire de Feng shan, dans le sud de Formose. Mais loin de la capitale, de l'émulation de ses amis, et vivant constamment parmi de très ternes instructeurs militaires, tous nationalistes, il devint vite extrêmement malheureux. Sa profonde insatisfaction était connue et il allait être licencié quand je saisis cette occasion de le recommander à Hsu pour cet emploi de rédacteur à Taipei, qui lui convenait beaucoup mieux.

Parmi les amis de Hsieh qui venaient aussi régulièrement chez moi, il y avait quelqu'un, également jeune, d'origine hakka, nommé Wei Ting-chao, fils d'un instituteur et dont j'avais remarqué la personnalité solide et courageuse. Il avait été un bon étudiant, diplômé de notre faculté de droit. Mais il avait refusé de prendre un emploi correspondant à ses qualifications académiques avant d'avoir travaillé pendant plusieurs mois dans une mine de charbon pour « faire l'expérience de la vie réelle », après quoi il était devenu assistant de recherche à la prestigieuse Academia sinica. Au cours des mois qui suivirent, ces deux jeunes amis jouèrent un rôle décisif pour définir et clarifier les problèmes de Formose sous l'occupation nationaliste, exprimant régulièrement le regret que nos discussions ne pussent être partagées que par un nombre limité de gens. Il nous semblait si facile de montrer à des gens raisonnables les absurdités et les injustices de la situation.

Nous étions fatigués de ne parler qu'à des amis qui partageaient notre point de vue, labourant toujours le même sillon sans bouger d'un pouce vers une quelconque solution à la question de Formose. Cette solution ne pourrait être trouvée que dans une réorganisation et une réforme totales du gouvernement et l'effective participation des Formosans à tous les niveaux.

Fondamentalement, nous entendions réviser les politiques, les actions, les institutions et les principales questions de la manière suivante :

1. Que l'administration à Taipei représentât un « gouvernement de Chine » était une fiction absurde et, en fait, un gigantesque canular.

2. Cette fiction permettait au gouvernement du Parti nationaliste de maintenir deux niveaux d'organisation, le prétendu « gouvernement national » dans lequel toute les positions disposant d'un pouvoir effectif étaient réservées aux Chinois du continent qui étaient arrivés dans l'île quelques années auparavant, et une administration provinciale subordonnée, partiellement ouverte aux Formosans.
3. On déclarait au monde entier que le gouvernement national était une « démocratie constitutionnelle » avec une assemblée législative (Legislative Yuan) élue, alors que les membres de cette assemblée avaient été élus, en 1947, sur le continent, lors d'élections truquées. Les clauses de la Constitution qui exigeaient des élections tous les quatre ans avaient été suspendues pour que les membres réfugiés de Chine continentale puissent conserver indéfiniment leurs mandats.
4. L'élite gouvernante, chinoise continentale, justifiait la discrimination politique en affirmant que les Formosans étaient arriérés, pervertis par cinquante années de pouvoir japonais et qu'ils avaient besoin d'une longue « tutelle » politique avant d'être habilités à bénéficier du droit d'être représentés à tous les niveaux du gouvernement.
5. En suspendant les élections après 1947, le gouvernement pouvait continuer d'entretenir la fiction d'un « pouvoir législatif élu au niveau national », auquel il donnait une large publicité, alors que la présente population de l'île était représentée par moins de trois pour cent des membres élus de l'assemblée.
6. En s'accrochant à Quemoy et Matsu et en y conduisant de spectaculaires actions militaires, le gouvernement maintenait la fiction d'une « situation nationale exceptionnelle » et d'un « état de guerre », justifiant ainsi la suspension des droits civils sous une loi martiale à durée indéfinie. La « situation exceptionnelle » était artificiellement et constamment prolongée de manière à limiter la participation des Formosans à une démocratie constitutionnelle normale.
7. Plus de quatre-vingts pour cent du budget national étaient consacrés aux dépenses militaires, qui incluaient les organisations sophistiquées de la police secrète. C'était, au monde, le pourcentage le plus élevé de dépenses militaires par habitant, plus élevé que celui du Vietnam, d'Israël ou de la Corée. Le nombre d'hommes servant dans les forces armées, qui dépassait 600 000, était trop faible pour envahir le continent ou s'opposer efficacement à l'énorme organisation militaire de la Chine communiste, séparée de nous par cent cinquante kilomètres de pleine mer, mais il était beaucoup trop important pour être compatible avec l'économie de l'île. Seule une aide étrangère massive permettait au système de perdurer de cette manière.
8. Aucun parti d'opposition authentique ne pouvait exister. Le Parti nationaliste n'osait pas affronter le défi qu'aurait pu lui lancer un véritable parti d'opposition.
9. La corruption et l'inefficacité caractérisaient toutes les structures du gouvernement et de l'armée, créant, pour le peuple formosan, un fardeau qu'il n'aurait pas dû avoir à supporter.
10. Du jardin d'enfant à l'université, le parti et le gouvernement poursuivaient une intensive politique d'endoctrinement qui déformait les esprits des générations montantes et dont l'objectif était de susciter un soutien aveugle pour le parti unique et son dirigeant suprême.

11. Le « China Youth Corps », les « Jeunesses du parti », était une organisation paramilitaire dont il était obligatoire de faire partie. Sa fonction était semblable à celle des « Jeunesses hitlériennes » de l'Allemagne nazie et d'autres régimes totalitaires.
12. Tout comportement non conventionnel, toute pensée créative, tout esprit critique, toute personnalité indépendante était non seulement entravée et mal vue, mais même punie. On devait s'opposer à tous les efforts pour ramener le peuple de Formose aux traditions mesquines et xénophobes de la Chine ancienne.
13. Aucun véritable syndicat n'était autorisé et le travail était exploité en vertu des provisions « exceptionnelles » de la loi.
14. Comme en Chine continentale avant la deuxième guerre mondiale, les paysans et les travailleurs agricoles sans terres, qui faisaient partie des classes laborieuses, étaient exploités par le gouvernement par le biais de l'échange obligatoire et inéquitable entre leurs produits agricoles et des engrais, et par de très lourds impôts. Les abus à l'égard des masses qui avaient conduit à la chute du gouvernement nationaliste sur le continent en 1949 avaient été transférés à Formose et ne pouvaient être masqués par la « réforme agraire ».
15. En public, il était obligatoire de montrer des signes de loyauté au parti. La loyauté envers le Generalissimo était le seul critère de patriotisme. L'exigence fondamentale pour réussir dans tous les domaines était de manifester une inébranlable loyauté au leader du parti, à son « père fondateur, Sun Yat-sen », et à ses San-min chu-i (les trois principes du peuple). Même la demande d'autorisation pour exercer la profession de coiffeur ou l'obtention du permis de conduire nécessitait de prêter serment de loyauté par écrit.

Finalement, dans les derniers mois de 1964, nous décidâmes de rédiger un résumé de nos idées et une déclaration concernant notre position et nos problèmes, quelque chose qui pourrait être distribué non seulement aux Formosans mais également aux Chinois continentaux qui étaient également irrités par la dictature du parti et inquiets pour l'avenir. Hsieh se proposa pour écrire un premier projet et Wei accepta de l'aider.

Un soir, Hsieh apparut chez moi avec un volumineux furoshiki (baluchon) d'où s'échappèrent environ 100 pages manuscrites, une présentation des droits de l'homme, commençant avec la Déclaration américaine d'indépendance et la Révolution française. On le persuada immédiatement que nous avions besoin de quelque chose de bref, pas d'une dissertation comme la sienne. Il nous fallait une déclaration courte, écrite sous la forme d'un manifeste.

Après d'intenses discussions et plusieurs révisions, avec l'aide de Wei, nous préparâmes un nouveau texte, écrit en bon chinois, que l'on pouvait faire entrer dans une page de journal ordinaire. Le principal

mérite de la rédaction de ce document revenait à Hsieh. Là, les problèmes de Formose étaient exposés en des termes sans ambiguïté.

Nous proposâmes d'intituler notre manifeste « Taiwan tzu-chiu yun-tung hsuan-yen » (*Manifeste pour le salut de Formose*). Un bref préambule faisait observer que les habitants de l'île de Formose ne voulaient être gouvernés ni par les nationalistes ni par les communistes mais par eux-mêmes et que, dans leur propre intérêt et pour leur propre sauvegarde, ces douze millions de personnes devaient remplacer le régime de Chiang Kai-shek par un gouvernement librement élu et soucieux du bien-être de la population. Nous insistâmes ensuite sur huit points qu'on peut résumer de la manière suivante :

1. Le monde doit reconnaître qu'il y a une Chine et une Formose. Le régime de Chiang n'a été capable de survivre que grâce au soutien américain ; néanmoins la politique américaine se dirige vers la reconnaissance de la Chine communiste et utilise la question de Formose comme un atout dans les discussions à venir.
2. La reconquête du continent n'est pas possible, même sur le long terme. Les forces militaires sous le contrôle de Chiang sont des forces défensives, qui dépendent entièrement des Etats-Unis pour leur approvisionnement. Elles sont trop faibles pour reconquérir le continent et beaucoup trop importantes en temps de paix puisqu'elles absorbent quatre-vingts pour cent du budget national. Alors qu'il prêche la liberté et la démocratie, Chiang viole constamment les droits humains fondamentaux, monopolise le pouvoir politique et, grâce à une police secrète, impose une dictature. Le système des commissaires politiques affaiblit l'organisation militaire et réduit son efficacité. Les conscrits formosans appelés pour remplacer les soldats chinois continentaux qui deviennent trop vieux peuvent bien porter l'uniforme nationaliste, ils n'en restent pas moins les ennemis silencieux de Chiang Kai-shek.
3. Le slogan « reconquête du continent » renforce la position du régime de Chiang, sur le plan extérieur en exploitant la névrose américaine concernant le communisme et la Chine communiste et, sur le plan intérieur, en servant de prétexte à la loi martiale, il permet de maintenir un gouvernement dictatorial.
4. Le gouvernement nationaliste ne représente ni les habitants de la Chine continentale ni ceux de Formose. Le régime du Generalissimo a été chassé du continent deux ans seulement après les élections de 1947. Les Formosans, qui constituent quatre-vingt cinq pour cent de la population, sont représentés par moins de trois pour cent des électeurs de l'assemblée législative. Bien que, pour des raisons de propagande externe, le gouvernement ne cesse de dire que les Chinois continentaux et les Formosans doivent coopérer, en pratique il utilise tous les moyens à sa disposition pour les diviser et les dresser les uns contre les autres, de manière qu'ils ne s'unissent pas pour renverser la dictature. La manipulation des factions par Chiang au sein du parti au pouvoir s'étend à l'ensemble de la population.

5. Des dépenses militaires trop lourdes et un taux de natalité élevé constituent les deux plus graves problèmes internes. Selon les propres statistiques de Chiang pour cette année (1964), les dépenses militaires représentent plus de quarante pour cent du budget, mais ceci n'inclut pas de nombreuses dépenses cachées ou indirectes. Le chômage augmente tous les jours. Les partisans du contrôle des naissances sont considérés comme des défaitistes et un taux de naissance élevé est encouragé en vue de produire plus de soldats pour les armées de Chiang dans les trente années à venir.
6. L'élite du parti et de l'armée poursuit, sous la direction de Chiang, une politique visant à éliminer les dirigeants de l'opposition en détruisant la base économique de la classe moyenne. Quand ceux qui étaient à la tête des communautés locales se soulevèrent partout en 1947 pour protester contre l'exploitation économique, après seulement dix-huit mois de pouvoir nationaliste, environ 20 000 d'entre eux furent tués ou emprisonnés sur l'ordre de Chiang. Ces troubles furent suivis, en 1950, par la prétendue réforme agraire, conçue de manière à appauvrir la classe moyenne éduquée.
7. La politique économique est irrationnelle, élaborée pour financer l'énorme appareil militaire plutôt que pour développer un secteur agricole et industriel prospère, adapté aux ressources et à la main-d'œuvre de Formose. L'agriculteur, lourdement taxé et auquel on impose un système de prix artificiels, produit essentiellement pour nourrir l'armée plutôt que les travailleurs productifs. Une véritable réforme fiscale exigerait une réduction du budget militaire. L'instabilité sociale devient plus aiguë au fur et à mesure qu'une minorité de collaborateurs du régime ne cessent de s'enrichir alors que les agriculteurs et les travailleurs restent pauvres et travaillent trop durement pour faire face à la lourdeur de l'imposition.
8. Formose peut-elle être un pays indépendant ? Depuis 1949 l'île a été indépendante de fait. En termes de population, Formose se classe au trentième rang parmi les membres des Nations unies. Nous devons cesser de nous imaginer comme une grande puissance et regarder la réalité en face en constituant une société, plus petite mais démocratique et prospère. Certains disent que Chiang est devenu un empereur et que nous devons attendre qu'il meure. Mais nous ne saurions négliger la possibilité que le jeune Chiang, désespéré, cède Formose à la Chine communiste ou même oublier que Formose puisse devenir à nouveau la victime du jeu politique international pour la conquête du pouvoir. Nous ne pouvons attendre passivement des « réformes progressives » ; l'histoire du Parti nationaliste et de son gouvernement montre clairement que toute forme de compromis avec Chiang est, soit une illusion, soit une duperie destinée à faire croire aux intellectuels partisans de l'apaisement qu'avec le temps on peut espérer un transfert pacifique du gouvernement aux mains des Formosans. Les Formosans qui collaborent avec le gouvernement nationaliste pour des avantages économiques doivent être conscients qu'un jour ils auront peut-être à payer un prix très lourd s'ils tombent entre les mains d'un peuple en colère.

Après avoir développé ces différents thèmes, nous fîmes un résumé de nos principaux objectifs :

1. Nous affirmons que le retour sur le continent est absolument impossible et, en unifiant la population de l'île, quelle que soit son origine, nous souhaitons provoquer le renversement du régime de Chiang et former un nouveau pays et un nouveau gouvernement.
2. Nous souhaitons récrire la Constitution, garantissant ainsi les droits humains fondamentaux et établir une véritable démocratie en mettant sur pied une administration efficace au service de la population.
3. Nous souhaitons être admis aux Nations unies en tant que nouveau membre, établir des relations diplomatiques avec d'autres pays pour lutter ensemble pour la paix dans le monde.

Le cœur de notre manifeste exposait clairement nos principes et, ce faisant, définissait parfaitement les défauts de l'administration de Chiang. Par exemple, il mettait l'accent sur le principe de démocratie et l'élection par la population du chef de l'Etat, qui ne devait pas être une idole à vénérer ni quelqu'un investi d'un pouvoir absolu et exempt de toute critique. Il devait être, au contraire, dévoué au service public et soumis au contrôle de représentants de la population. Les libertés de rassemblement, d'association et d'expression devaient être garanties et les partis d'opposition bénéficier d'un statut légal. Les pots-de-vin et la corruption au sein du gouvernement devaient être éliminés dans la mesure du possible et il fallait améliorer les traitements des soldats, des enseignants et des fonctionnaires. L'efficacité du gouvernement devait être augmentée et un service public sain devait être mis en place. Il fallait garantir l'indépendance de la justice et toutes les lois qui empiétaient sur les droits humains fondamentaux devaient être abolies. Les arrestations, les interrogatoires et les sanctions illégales devaient être interdits à l'avenir.

Nous affirmons que la police secrète devait disparaître, que les nominations et les fonctions des officiers de police devaient être soumises à des règles reposant sur des principes démocratiques et qu'il fallait cultiver activement le respect de la loi parmi tous les citoyens. Tout homme devait avoir le droit de communiquer sans restriction, de se déplacer librement, de voyager dans son propre pays et à l'étranger. Les armes devaient être limitées aux besoins de la défense du pays et

on devait fournir aux soldats mis à la retraite des moyens d'existence ou des emplois.

Nous étions soucieux en priorité des problèmes concernant la liberté individuelle et de la nécessité de disposer d'un gouvernement juste et discipliné. Ceci résolu, nous pourrions nous préoccuper efficacement de la question d'une économie dénaturée, administrée de manière inique au seul profit de l'élite du parti et de l'armée, de leurs familles et de leurs amis. En réduisant considérablement les dépenses militaires nous pourrions disposer d'un budget permettant une planification à long terme. Nos ressources naturelles et notre main-d'œuvre étaient très mal gérées. Nous proposons d'augmenter la productivité nationale, de réduire le chômage et d'améliorer le niveau de vie dans le but de réduire le fossé entre les très riches et les très pauvres. Le régime de Chiang avait utilisé tous les biens confisqués aux Japonais ainsi que les subsides fournis par l'aide internationale pour son seul bénéfice ou celui de ses amis, fournissant des travailleurs sous-payés aux industries qu'il favorisait et privant les agriculteurs d'une juste part de leurs récoltes par le biais du programme d'échange obligatoire « engrais contre récolte ». La population était surchargée d'impôts.

Nous déclarions, en conclusion de notre manifeste, que nous ne voulions ni du programme de l'extrême droite, qui était celui du Parti nationaliste, ni du programme de l'extrême gauche, qui était celui des communistes. Nous appelions à soutenir un mouvement pour l'autodétermination de Formose qui briserait l'étreinte de la dictature du Parti nationaliste et unirait tous les Formosans sous l'égide d'un programme constructif et démocratique. Nous demandions de faire circuler notre manifeste, de le reproduire et de le citer aussi souvent que possible.

Nous étant finalement mis d'accord sur un texte après de si longs mois de discussions et de débats indirects, nous étions exaltés, grisés par un sentiment de succès, mais conscients que maintenant nous étions engagés sur une voie dangereuse. La vie semblait avoir pris un nouveau sens. Les obstacles sur notre chemin étaient éclipsés par la magnitude de l'effet que ce manifeste pourrait avoir, comme nous l'espérions, sur la vie de dix millions de Formosans et sur celle des réfugiés qui étaient parmi nous. Tous les gens réfléchis, hommes ou femmes, vivant sur cette île, étaient sensibles à certains de ces problèmes. Nous cherchions maintenant à en présenter une image précise et détaillée.

Nous voulions sérier les questions pour eux ou au moins aider chacun à clarifier ses problèmes en les définissant. Si notre manifeste provoquait des débats dans toutes les communautés, il préparerait le terrain pour un soutien populaire au cas où se produirait une tentative pour briser la dictature du parti et détruire la forteresse que constituait le système de la police secrète.

Jusqu'alors, tout ce que nous avions fait relevait de l'exercice intellectuel. Nous disposions d'un texte que nous avions peaufiné, écrit dans un excellent chinois, mais à partir de maintenant nous avions affaire à la réalité quotidienne d'une police d'Etat, d'espions et d'agents dissimulés partout, d'une presse et d'une radio contrôlées, à l'intimidation par le biais des pressions économiques, et tous les autres instruments utilisés par une dictature pour faire rentrer les masses dans le rang. Nous nous propositions de distribuer notre déclaration à tous ceux, Formosans ou Chinois, qui étaient les leaders de leurs communautés, aux hommes d'affaires, aux médecins, aux enseignants, aux cadres de tous rangs et à tous les niveaux de l'administration, aux membres de l'assemblée législative, aux militaires. Si nous pouvions d'un seul coup couvrir toute l'île de notre manifeste, le parti de Chiang et la police secrète seraient incapables de localiser tous les exemplaires et donc incapables de faire disparaître les idées que nous exposions. Il s'avérerait impossible d'arrêter tous ceux qui seraient trouvés en possession de notre papier et ceux qui seraient arrêtés pourraient prouver qu'ils l'avaient reçu sans en être informés ou sans y avoir consenti. Le gouvernement serait placé sur la défensive comme il ne l'avait jamais été auparavant. C'était, du moins, ce que nous pensions.

Nous décidâmes que, dès le départ, nous avions besoin de 10 000 exemplaires. Le problème était de savoir où et comment nous pourrions reproduire ce document.

Utiliser des stencils et un duplicateur était techniquement peu pratique. De plus, le manifeste devait avoir une apparence sérieuse et ne pas ressembler à ces publicités éphémères, faites pour être jetées. Après des semaines de discussion nous décidâmes que nous devrions le faire imprimer. Le père de Hsieh lui avait récemment envoyé environ mille dollars pour qu'il les investisse dans différentes affaires et nous envisageâmes d'acheter une presse avec cet argent. Mais nous n'étions pas des imprimeurs qualifiés et une presse serait difficile à dissimuler dans



un appartement privé. Il serait préférable de faire faire le travail dans un petit atelier dans une ruelle obscure.

Hsieh prépara très soigneusement une « copie de travail » que nous pourrions remettre entre les mains d'un typographe non prévenu. Il supprima les mots et les phrases faisant allusion au régime de Chiang et leur substitua des références à Mao Tse-tung et à Pékin qui faisaient, à première vue, apparaître ce texte comme une attaque contre les communistes. Dans le même temps, nous établissions des listes de destinataires en consultant la liste des membres de l'Association des professeurs, de l'Association des médecins, et d'autres listes du monde des affaires et des professions libérales. Hsieh demanda alors à sa dactylo de lui préparer des enveloppes sur lesquelles figuraient toutes ces adresses, en lui précisant très ostensiblement qu'elles étaient destinées au magazine du parti dont il était maintenant le rédacteur en chef.

Hsieh trouva une petite affaire familiale, spécialisée dans la typographie et se mit d'accord avec le propriétaire pour que ce dernier prépare le texte de notre version du manifeste « destinée à donner le change ». Pendant ce temps, il rechercha, parmi d'autres boutiques, les différents types de caractères d'imprimerie dont il aurait besoin pour donner au texte sa forme définitive.

Tout cela prit quelques semaines. Quand tout fut prêt, Hsieh, qui était célibataire, loua une chambre dans un hôtel obscur dans le vieux quartier de la ville, appelé Manka, qui n'avait pas une très bonne réputation. Il n'était pas exceptionnel que des hommes louent des chambres comme celle-ci pour des rencontres galantes, mais aucune femme ne vint dans celle-là. Les seuls visiteurs de Hsieh étaient notre ami Wei et moi-même. Hsieh, qui avait enveloppé les lourdes boîtes de caractères d'imprimerie, les transporta dans un vélo-taxi. Un employé de l'hôtel avait dû remarquer qu'il les avait apportées dans sa chambre car le directeur trouva bientôt un prétexte pour faire irruption sans s'être annoncé. Les boîtes, cachées sous le lit, ne pouvaient être vues et comme trois hommes qui discutaient ne présentaient rien d'anormal, il marmonna une excuse et se retira. Cet incident aurait dû nous avertir qu'il nous fallait prendre plus de précautions, nous étions là à la lisière du milieu de la pègre de Manka et nous étions trop innocents pour nous rendre compte que dans chaque allée il y avait des espions et dans

chaque hôtel des informateurs payés. Un réseau d'espions appartenant à la police secrète était sans doute la seule organisation efficace qui, à Formose, était venue du continent.

Dans cette chambre d'hôtel, nous achevâmes de procéder aux substitutions nécessaires pour remettre le texte dans sa forme originale. Nous avions encore à nous procurer du papier, ce qui fut fait assez facilement. Hsieh trouva alors une toute petite entreprise familiale, qui n'était pas enregistrée légalement, imprimait de la pornographie sous le manteau et était donc extrêmement prudente et vulnérable. Le propriétaire accepta de tirer notre manifeste, si nous lui fournissions le papier.

Wei et Hsieh transportèrent les lourds blocs de caractères jusqu'à l'atelier où ils furent mis en place sur la table à imprimer. Laissant Wei garder les lieux, Hsieh se hâta pour aller chercher le papier. Beaucoup de temps s'écoula, l'imprimeur devenait nerveux et impatient et Wei commençait de s'inquiéter. Finalement, il quitta l'atelier et juste au moment où il arrivait à la rue principale, toute proche, il rencontra Hsieh et l'aida à transporter les volumineuses rames de papier apportées dans deux vélos-taxis.

Ils furent très étonnés que l'imprimeur leur déclare alors abruptement qu'il avait finalement décidé de ne pas faire ce travail. Il y eut un bref et violent échange, mais il n'y avait rien d'autre à faire que de retourner temporairement le papier à la boutique où il avait été acheté et de transporter les blocs de caractères dans la chambre de Hsieh.

Nous ne bougeâmes pas pendant une dizaine de jours. Des amis qui explorèrent les environs apprirent que des voisins de l'imprimeur disaient que des communistes avaient essayé d'imprimer un texte attaquant le Generalissimo ; néanmoins Hsieh continua de rechercher une presse qui pourrait effectuer le travail. Il mit enfin la main sur une vieille machine que son propriétaire était le seul à utiliser. Elle se trouvait au nord-est de la ville, près d'une petite église presbytérienne où je devais me rendre la semaine suivante pour discuter du sujet des « droits de l'homme ». Après l'habituel marchandage, le vieil homme accepta de faire le travail le dimanche suivant, date de la fête de la lune d'automne.

Ce jour-là, Wei aida Hsieh à convoier les caractères et le papier jusqu'à l'atelier d'imprimerie. Il portait sa tenue militaire et ne parla qu'en chinois mandarin. Ils se présentèrent tous les deux comme des

enseignants d'une école militaire souhaitant imprimer des copies d'un sujet d'examen qui ne devait pas tomber entre les mains des étudiants. Ce n'était pas une pratique inhabituelle à Formose et leur demande ne sembla soulever aucun intérêt particulier, ni aucune question, de la part du vieil imprimeur.

Il était lent, travaillant sans assistant, et la machine était très usagée. Ce fut une besogne longue et fastidieuse qui dura de neuf heures du matin environ jusqu'au milieu de l'après-midi. Wei, surveillant tout avec soin, resta là jusqu'à midi et fut remplacé pour un temps par Hsieh. Les premières épreuves, imparfaites, furent détruites mais à la fin de l'opération, nous disposions de 10 000 exemplaires acceptables. Chacun d'eux, utilisé efficacement, pouvait devenir un bâton de dynamite politique. Après une rapide vérification d'une épreuve, Hsieh, qui la trouva tout à fait correcte, traversa la ville en taxi pour me dire que nous étions prêts pour la prochaine étape de notre projet.

Hsieh et Wei payèrent l'imprimeur, emballèrent les lourdes rames de papier, les mirent dans deux vélos-taxis et se rendirent dans un hôtel miteux et assez proche où ils avaient retenu une chambre. Nous avions apporté deux grosses malles dans lesquelles nous entassâmes les feuilles de papier. Puis, laissant Hsieh se reposer, Wei et moi-même transportâmes les malles en vélos-taxis jusqu'à la chambre d'un étudiant qui ne résidait pas trop loin, au coeur de la ville, près du bâtiment à tour abritant les bureaux du Generalissimo. La gardienne de l'immeuble où logeait l'étudiant était une jeune femme qui ne nous demanda pas ce qu'il y avait dans les malles. Nous les plaçâmes dans une remise, au quatrième étage où elles devaient rester jusqu'au moment où nous aurions terminé de préparer les adresses, avant de les expédier dans toute l'île.

Notre travail fini, nous retournâmes, Wei et moi, à la chambre d'hôtel de Hsieh pour nous reposer. Le soir commençait à tomber, Hsieh dormait sur le lit tandis que Wei et moi buvions du thé. Je pensais que j'avais un rendez-vous dans un restaurant japonais et qu'il faudrait que je m'en aille assez rapidement.

Soudain, des coups furent frappés à la porte. Avant même que j'aie pu l'ouvrir, huit agents de la police, habillés en civil, firent irruption dans la chambre, brandissant des revolvers et criant : « Haut les mains ».

Comme Hsieh se levait du lit, il fut frappé et tomba sur le sol où il continua d'être battu. On nous fit rester debout pendant que la chambre était passée au peigne fin. La fouille nous parut interminable et, alors qu'elle n'était pas encore terminée, l'un des agents tira de sa poche une copie froissée de notre manifeste. Elle n'était pas imprimée sur notre bon papier. Je supposai immédiatement qu'elle avait été tirée rapidement dans le premier atelier d'imprimerie au cours de ce laps de temps malencontreux pendant lequel Wei était sorti pour chercher Hsieh.

Dans l'effervescence des premiers moments de notre arrestation, nous eûmes une brève occasion de nous parler ; nous nous mîmes d'accord, puisque tout semblait être déjà connu, pour dire la vérité sur nos activités. On nous ordonna de nous taire et nous ne pûmes qu'obéir.

De manière paradoxale, nous avions été pris au piège de notre propre sous-estimation de l'organisation de la police d'Etat sous laquelle nous vivions et contre laquelle nous protestions. Intellectuels universitaires, nous n'avions pas réellement perçu à quel point la vie des Formosans avait été corrompue pour servir les objectifs de Chiang. Tous les petits informateurs savaient qu'ils seraient récompensés, tous les imprimeurs avaient été avertis qu'il leur fallait rapporter toutes les commandes spéciales, et tous ceux qui exploitaient un hôtel avaient reçu l'ordre d'appeler l'attention de la police sur des comportements ou des événements inhabituels. Pis que tout, nous avions supposé que les imprimeurs étaient trop ignorants pour s'intéresser à nos opérations secrètes et pas suffisamment intelligents pour comprendre qu'ils pourraient gagner quelque chose en dénonçant nos activités.

Je me posais cette question : « Combien d'années vais-je devoir passer en prison ? ». Curieusement, « sept ans » fut la réponse qui ne cessa de me venir à l'esprit. Je pensais à ma famille - à ma femme, à mes enfants et à ma mère. Je pensais aussi à mes amis, à Formose et à l'étranger. J'appris plus tard que Wei s'attendait à être torturé et exécuté et que, plus tard, lorsqu'on l'interrogea, il demanda à être immédiatement fusillé. Je ne sais pas ce que Hsieh pensa à ce moment. Il avait été sévèrement battu et je doutais que nous puissions nous revoir un jour.

On nous ordonna finalement de sortir. Comme nous traversions le lobby de l'hôtel, au rez-de-chaussée, l'employé recula et nous vîmes une mince jeune femme de vingt-cinq ou trente ans cacher son visage.

Je devinai immédiatement que c'était elle qui avait rapporté notre présence dans l'hôtel et nos entrées et sorties avec des bagages insolites.

L'allée et la rue autour de l'hôtel étaient remplies d'une foule impatiente de savoir à qui la police en avait et pourquoi. Ils reculèrent un peu pour laisser passer une voiture de la police et une jeep qui attendaient juste à côté. Nous fûmes poussés dans ces véhicules et nous partîmes rapidement.

Après un bref trajet, nous arrivâmes au poste de police annexe de Round Park, où avait eu lieu l'incident infâmant qui avait conduit au soulèvement de 1947. C'était le soir de la fête de la lune, et elle était là, à l'est, dans le ciel, ronde et brillante. Il n'y aurait pas de célébration pour nos amis et nos familles, cette nuit-là, et pour nous, l'avenir était très sombre.

## IX

### Interrogatoire

Je vis mes amis Hsieh et Wei pour la dernière fois à la porte du poste de police, d'où je fus immédiatement conduit vers une pièce du troisième étage, à peine éclairée ; on m'ordonna de m'asseoir à un bureau et mon poignet droit fut enchaîné à l'un de ses pieds. Un jeune policier en uniforme s'assit silencieusement sur une chaise, à côté de moi. Les fenêtres étaient fermées et il régnait dans la pièce une chaleur oppressante.

Nous avions tous entendu des histoires sur le traitement des prisonniers politiques. Je m'attendais à être battu, puis soumis à différentes tortures. Je ne fus que légèrement soulagé quand un officier assez âgé, en uniforme et de rang subalterne, entra, me regarda brièvement et dit alors : « Il y a seulement dix ans, vous auriez été fusillé. Maintenant, toutefois, je ne pense pas que vous le serez ». Il ne fit pas d'autres commentaires et quitta rapidement la pièce. Je restai assis pendant environ une heure, demandant sans cesse qu'on me donne de l'eau. Comme je ne pouvais pas lever le bras, le jeune policier silencieux devait porter la tasse à mes lèvres, mais après trois ou quatre demandes, il devint irrité et me fit comprendre, par ses gestes et son expression, qu'il ne voulait plus être dérangé.

Cette attente anxieuse se termina lorsque apparut un Chinois, en habits civils, de petite taille, d'âge moyen, et d'allure quelconque, qui se présenta simplement comme un chef de section de la police spéciale d'investigation. Ses premières remarques me donnèrent à penser qu'il avait déjà parlé avec Hsieh car il semblait moins intéressé par le contenu de notre manifeste que par les moyens que nous avions utilisés pour le réaliser : « Vous avez agi de manière très professionnelle, on n'aurait pas pu faire mieux », me dit-il.

Apprenant que je n'avais pas encore mangé, il fit apporter d'une échope voisine de la soupe, du riz, des légumes et du porc. On me retira les menottes pendant quelques minutes mais comme je n'avais aucun appétit, je ne touchai presque pas à la nourriture. J'essayais de me cuirasser contre la torture, ou au moins les coups, que j'aurais à subir. On venait de me remettre les menottes lorsque un homme grand, très à

l'aise, entra dans la pièce ; il ne prit pas la peine de se présenter. Il était en bras de chemise et avait un air détaché ; son comportement suggérait qu'il s'agissait de quelqu'un d'un rang élevé. J'eus l'impression qu'il était entré seulement pour voir qui j'étais. Il resta peu de temps et ses commentaires furent brefs mais plutôt curieux : « C'est une affaire politique, » dit-il. « Ne vous en faites pas trop, ce n'est pas très grave. Les gens ont certainement des opinions politiques différentes, ce n'est pas un crime. Qui plus est, critiquer l'administration servira à améliorer le gouvernement. » Il semblait vouloir me calmer, soulager mes peurs.

Dès qu'il fut parti, l'homme de petite taille et d'âge moyen revint avec du papier et un crayon et me demanda d'écrire ma biographie, depuis mon grand-père et de noter tous les détails dont je pourrais me souvenir. Il m'ordonna de donner le nom de tous mes amis et de rapporter tout ce que je savais d'eux. C'était une demande absurde mais je me mis lentement à écrire.

Il était minuit, ou même plus tard, lorsque je commençai. J'avais écrit seulement deux ou trois pages quand trois hommes de taille imposante entrèrent et me dire avec brusquerie de ne pas me casser la tête à faire ça, mais de les suivre. Nous descendîmes jusqu'à la rue, sombre et déserte, et nous montâmes dans un véhicule militaire, de fabrication américaine ; deux gardes m'encadraient sur le siège arrière et deux autres s'étaient serrés sur le siège avant, à côté du chauffeur. Tous étaient lourdement armés. Roulant vers le nord, nous quittâmes la ville silencieuse, traversâmes la banlieue de Shilin et nous tournâmes pour entrer dans un endroit connu pour être un camp d'entraînement pour les agents spéciaux. Ce complexe, dont l'entrée était interdite, inspirait de la peur et de l'appréhension à la population. Les bâtiments ressemblaient aux casernes d'un camp militaire et je vis beaucoup de gens s'activer. Je fus tout de suite emmené dans une petite pièce, nue, aux murs en béton, un espace carré d'un peu plus de trois mètres de côté, qui ne comportait qu'un bureau et deux chaises placées de part et d'autre. Il y avait deux grosses pierres, de la taille d'un melon, dans un des coins de la pièce, ce qui me fit une étrange impression.

On me dit de m'asseoir mais, cette fois-ci, je n'avais pas de menottes. Le deuxième homme qui m'avait parlé au poste de police entra. Il s'assit en face de moi, répétant qu'aucune violence n'avait été commise et qu'il ne s'agissait pas non plus d'une affaire où l'intégrité ou l'honneur

personnel était en cause. Nous avions à faire là, dit-il, à une simple question d'opinion politique. Un autre homme, qui semblait d'un rang encore plus élevé, entra à son tour dans la pièce. Il se tint debout derrière moi et redit exactement la même chose, ajoutant : « Vous devez coopérer avec cet homme et tout ira bien ». Puis il s'en alla.

Mon interlocuteur s'absorba dans son travail. Il n'avait rien de sinistre mais il était dénué d'émotions, se comportant comme une machine, ne manifestant ni sympathie, ni haine. Il plaça un bloc de papier devant lui, et commença un interrogatoire formel et monotone : nom, date et lieu de naissance, nom du père, condition de la famille, profession, et ainsi de suite. Il me posa toutes ces questions d'un ton neutre et mécanique. Il arriva enfin au cœur de l'affaire : « Expliquez-moi ce que vous avez fait », me demanda-t-il.

Nous restâmes assis en face l'un de l'autre dans cette pièce nue et sans confort, destinée aux interrogatoires, pendant au moins quatre heures. L'aube vint. J'entendis l'appel du matin dans ce complexe de type militaire. Mon interrogateur sortit brièvement et revint avec du thé et du pain. « Mangez ce que vous voulez », me dit-il, et sur ces paroles, il quitta la pièce. J'estimai qu'il était à peu près huit ou neuf heures du matin. Je n'avais pas de menottes mais il y avait des gardes à la porte. J'étais totalement épuisé mais je n'arrivais pas à dormir assis sur cette chaise dure. Au fil des heures, je pouvais me rendre compte qu'il y avait une grande activité à l'extérieur ; à midi on m'apporta du thé ainsi qu'un bol de riz et des légumes. Je restais assis, la tête dans mon bras posé sur la table, trop fatigué pour manger. Il n'y eut qu'une seule interruption au cours de l'après-midi. Un homme de très grande taille, dont le visage épais et vulgaire me remplit de dégoût, entra dans la pièce. Il était sinistre et d'une extrême laideur. A ma grande surprise, il me dit que nous nous étions rencontrés une fois, peu de temps après mon retour de France. Je ne l'avais jamais vu auparavant, autant que je pouvais m'en souvenir, et je le lui dis, mais il insista, m'expliquant qu'il avait entendu dire que j'étais là et qu'il était seulement « entré en passant ». Puis il repartit. Je me demandai si, lui aussi, était venu pour jeter un coup d'œil à quelqu'un avec lequel il aurait plus tard à faire.

Je restai assis, seul, pendant tout l'après-midi, me déplaçant seulement une ou deux fois pour aller aux toilettes dans la pièce à côté. A la tombée du jour, j'entendis encore qu'il y avait une grande activité dans



la cour du bâtiment. Je m'efforçai de dormir, sans pouvoir y arriver. J'appris plus tard que Wei et Hsieh étaient interrogés à côté, et que la jeune femme qui nous avait permis de monter nos malles dans l'immeuble de l'étudiant avait aussi été amenée pour être interrogée.

Quelqu'un entra alors et sans dire qui il était, m'obligea à signer un document standard contenant cet engagement : « J'accepte d'être puni si je dis à quiconque ce que j'ai vu ici ou ce qui s'est passé ici ». Cette formalité accomplie, on m'emmena vers une jeep qui attendait tout près et, entouré de deux gardes en civil assis à côté de moi, on me conduisit vers le centre de la ville, au-delà de la gare. Ni mes gardes, ni le conducteur ne prononcèrent un seul mot. J'étais épuisé et près de m'évanouir, et comme nous empruntions des rues qui m'étaient familières, je me faisais du souci pour ma famille, pour mes étudiants, et pour les questions que je devais remettre pour les examens qui auraient bientôt lieu.

Soudain, lorsque nous eûmes dépassé la gare, je me rendis compte que nous nous approchions de l'endroit le plus redouté de la capitale, l'immeuble du département de la sécurité du Taiwan Garrison Command [TGC]. Ce bâtiment massif, en pierre, avait été un temple bouddhiste japonais avant 1945. La crypte en sous-sol, qui avait été utilisée comme ossuaire, avait été nettoyée de ses os et de ses cendres et transformée en une prison comportant des pièces pour les interrogatoires d'où aucun bruit ne pouvait atteindre le monde extérieur. Là, beaucoup de gens étaient interrogés et torturés, avant d'être envoyés en prison ou à la mort. Telle était sa réputation. L'immeuble était entouré de bâtiments militaires, au sein d'un complexe clos de murs, au cœur de la ville. Là, j'en étais sûr, une décision serait prise concernant mon avenir.

Nous entrâmes directement dans le complexe, sans aucun contrôle à la porte, ce qui visiblement avait été arrangé à l'avance, et nous nous arrêtâmes devant un bâtiment adjacent au temple qu'on distinguait vaguement dans le noir à côté de nous. Mon escorte silencieuse me fit signe de descendre de la jeep. Un officier en uniforme, un lieutenant, m'attendait à la porte et s'adressa à moi avec une rare politesse, presque comme si j'avais été un invité, m'appelant professeur Peng et s'excusant qu'on m'ait dérangé pour venir ici. La formule qu'il employa pour m'accueillir « Chao-tai p'u-chou » (veuillez excuser l'inconfort)

était assez peu appropriée, étant donné les circonstances, et, malgré ma tension, j'eus envie de rire.

En entrant dans le bâtiment il se présenta comme l'« officier d'état-major Wei » ; il parlait avec la plus grande déférence et il avait l'accent du Fukien. On entra dans une pièce qui, me dit-il, serait la mienne. Le contraste avec la cellule de trois mètres sur trois dans laquelle j'avais été interrogé et enfermé ne pouvait être plus saisissant. La pièce était climatisée, une table ronde entourée de cinq chaises recouvertes de housses était disposée en son centre et sur le côté, dans un coin, il y avait un lit à une place, très propre, avec un oreiller et une couverture. Le lieutenant Wei s'excusa pour la simplicité des lieux, me dit qu'il était responsable de la façon dont je serais quotidiennement traité et insista sur le fait qu'il n'était pas un investigateur mais seulement mon gardien. Il me dit : « C'est une affaire politique qui n'est pas très grave. Tout ce que vous avez à faire est de tout avouer très franchement aux investigateurs qui vont venir bientôt. Si vous avez besoin de quoi que ce soit, vous demandez au garde l'officier d'état-major Wei ».

Un soldat entra, me fouilla une nouvelle fois de façon routinière et prit mes lacets de chaussure, ma ceinture et mon portefeuille. Quand un homme doit marcher en traînant les pieds dans des chaussures sans lacets et tenir fermement son pantalon pour qu'il ne tombe pas, il se sent impuissant et sans défense et sa confiance en lui en est affectée. On apporta le dîner, qui était le repas standard d'un officier, et après avoir mangé, je demandai à un homme jeune qui me regardait depuis la porte : « Pourrais-je prendre un bain ? ». Je n'en avais pas pris depuis deux jours et la sueur et la poussière me collaient à la peau. Il parut interloqué, disparut quelques minutes et revint pour me dire d'une manière très formelle : « Vous êtes autorisé à vous laver ».

Un garde m'escorta jusqu'à une pièce, très proche, et m'ordonna de laisser la porte entr'ouverte. Dans cette petite cabine nue qui ne comportait que des toilettes et un lavabo, je me lavai rapidement avec une éponge. Il y avait une petite fenêtre et, au-delà, à environ un mètre, un mur, et au-delà encore, une rue de la ville et le monde libre d'où me parvenaient les bruits de la circulation intense de la soirée.

Peu de temps après que je fus revenu dans ma chambre, cinq personnes entrèrent, dont celle qui m'avait permis de me laver. Leurs vi-

sages n'exprimaient rien, aucune perceptible émotion, et l'une d'entre elles, de très petite taille, ne prononça pas un seul mot pendant les longues heures qui suivirent. Ces cinq hommes ne se présentèrent pas et, en aucune manière, ne révélèrent qui ils étaient. L'un d'entre eux commença en disant : « Nous voulons que vous nous disiez tout. Même si Mao Tse-tung était ici, il devrait tout nous dire. Vous n'avez aucune possibilité d'y échapper ou de nous cacher quoi que ce soit ».

Il y avait dans ces paroles la menace implicite que je serais contraint de parler par la force si cela s'avérait nécessaire. Commença alors le véritable interrogatoire.

Pendant à peu près soixante-douze heures je fus interrogé sans interruption. Les mêmes questions m'étaient sans cesse posées. Aucun compte rendu ne fut établi en ma présence, mais je fus rapidement convaincu que des appareils d'écoute étaient cachés dans le plafond et que les questions et les réponses étaient enregistrées ou, à tout le moins, transmises dans une autre pièce où elle étaient écoutées par d'autres. Toutes les deux heures l'équipe des interrogateurs était changée, mais l'homme totalement silencieux était souvent présent. Au bout d'un certain temps, un homme d'âge mûr, qui avait une trousse de médecin, commença de surveiller mon cœur et ma tension et revint régulièrement toutes les demi-heures environ. L'interrogatoire était interrompu pendant son examen et reprenait dès qu'il avait hoché la tête en signe d'assentiment et qu'il avait quitté la pièce. Il y avait aussi des interruptions d'une heure pour les repas. Je mangeais très peu et j'essayais de dormir pendant ces périodes mais toujours les cinq hommes revenaient pour reprendre l'interrogatoire.

Les heures se traînaient interminablement mais au fur et à mesure un thème commença d'apparaître à travers ces interminables questions. Les interrogateurs semblaient convaincus que notre action, en préparant ce manifeste, n'était qu'une partie d'un énorme complot qui bénéficiait d'un puissant soutien. « Qui est derrière vous ? », « Combien ? », « Quelles organisations étrangères ? », « Ce n'est que la première étape ; quelle est la prochaine ? », « Vous disposez d'un soutien financier étranger. Le gouvernement américain doit être derrière tout ça ! », « Nous savons que le gouvernement américain utilise des unités spéciales dans tous les pays pour renverser les régimes qu'ils n'aiment pas. Syngman Rhee, Diem, par exemple, et maintenant le Generalissimo ».

Nous avons été arrêtés le 20 septembre 1964. Ils partaient de l'hypothèse que nous avions fomenté un complot dans le but de provoquer un soulèvement général ou, à tout le moins, une manifestation de masse, le 10 octobre, jour de la célébration du double-dix, date de la fondation de la République, lorsque de nombreux étrangers assisteraient à la grande parade et seraient ainsi témoins des protestations contre Chiang Kai-shek. Comme nous l'apprîmes plus tard, les forces de sécurité s'attendaient à une affaire de très grande ampleur et avaient vidé plusieurs prisons en prévision de centaines d'arrestations. Notre manifeste proclamait que nous avions le soutien de la population et que nous disposions d'une organisation secrète qui devenait de plus en plus importante et avait des filiales dans l'ensemble de l'île. Malheureusement, ceci n'était pas tout à fait vrai ; ce n'était qu'un argument de guerre psychologique qui surévaluait beaucoup nos moyens et notre influence. Nous avions certainement des sympathisants dans toute l'île mais jusqu'alors nous ne disposions d'aucune organisation formelle. L'objectif de notre manifeste avait été de susciter l'intérêt et la confiance et de gagner des partisans pour lancer partout un grand mouvement de protestation contre le régime de Chiang. Apparemment, les officiers de sécurité croyaient réellement à nos vantardises et exigeaient d'en connaître les détails. Ils insistaient également, nous faisant ainsi un indirect compliment, sur le fait que des Chinois du continent devaient être impliqués, aucun Formosan ne pouvant écrire une prose aussi excellente. Ils soupçonnèrent deux éminents Chinois de nous avoir aidés. L'un était le professeur Yi Hai-kuan, du département de philosophie de Taita, l'autre l'historien Li Ao, deux excellents amis.

Après deux ou trois jours d'un tel interrogatoire, je me rendis compte que souvent il n'était pas nécessaire de recourir à la torture physique. Le prisonnier est si épuisé mentalement et physiquement que lui appliquer la plus légère forme de torture le conduirait à tout abandonner et à confesser n'importe quoi, à signer n'importe quoi. Il supplierait : « Laissez-moi tranquille ! Laissez-moi dormir. J'avouerai, je signerai, je confesserai tout ce que vous voulez. Laissez-moi seulement tranquille ! ».

Mes interrogateurs me répétèrent que beaucoup de gens accusaient le Taiwan Garrison Command [TGC] de terrifiantes tortures physiques, et ils me demandèrent sans arrêt de bien noter et de reconnaître

que je n'étais pas torturé. Il était toutefois toujours sous-entendu qu'ils pourraient y recourir, s'ils le voulaient, pour obtenir les aveux que, ils en étaient sûrs, je ne manquerais pas de faire. Ils ne pouvaient pas admettre que nous avions agi seuls, uniquement tous les trois, comme nous l'avions fait, mais après trois jours de cet intensif questionnement, le rythme se relâcha, il y eut des intervalles plus longs entre les interrogatoires, jusqu'au moment où un général apparut, en vêtements civils, abrupt et froid, auquel les autres marquèrent une grande déférence. Il me fit clairement comprendre qu'il ne croyait pas à mes déclarations selon lesquelles il n'y avait aucun complot d'envergure derrière notre tentative, que ce que nous avions fait n'était qu'un simple premier pas et non une préparation pour un soulèvement de masse. Après avoir écouté les questions et mes réponses pendant un bref moment, il me dit : « Vous cachez quelque chose ; ce n'est pas aussi simple que vous le dites. » Avant de quitter la pièce, il jeta, sur un ton méprisant : « Vous voyez, la politique est la chose la plus sale au monde ! ».

Après une semaine environ, les interrogatoires furent suspendus. Ma vie s'installa dans une ennuyeuse routine. Je n'avais pas de journaux, pas de livres, pas de quoi écrire. Cette monotonie n'était interrompue que de temps en temps, quand des gardes chinois âgés passaient me voir pour parler de la vie qu'ils avaient laissée derrière eux. L'un de ces gardes, grand et mince, aimait parler en abondance de la manière dont il avait été amené à Formose en 1949, croyant, comme ses camarades, qu'il retournerait bientôt chez lui. Il était marié et il avait une fille, un jour il avait été pris dans la rue, contraint de s'enrôler dans l'armée, transporté loin de chez lui, passant d'une province à l'autre et, finalement, envoyé par bateau à Formose. « Si j'avais su que j'allais rester ici pour toujours », me disait-il, « j'aurais déserté ». Il était dans l'île depuis plus de quatorze ans, sa fille aurait maintenant vingt ans et était sans doute mariée, et probablement il ne la verrait plus jamais. Il me disait que souvent il ne pouvait supporter de penser à tout cela et qu'avec d'autres soldats, ils emportaient quelquefois une bouteille d'alcool dans les collines, la nuit de la fête de la lune, qu'ils s'asseyaient tous ensemble et pleuraient, à cause du mal du pays.

Il vint plusieurs fois, puis un jour, il disparut. Je supposai que ses plaintes avaient été enregistrées en l'une de ces occasions. Quatre ou cinq autres gardes passaient de temps en temps pour bavarder, m'ap-

portant de petits cadeaux, des cure-dents, des légumes marinés, ou d'autres choses de même nature, et l'un d'entre eux apporta même son propre dîner pour que nous puissions le manger ensemble sur mon bureau. C'étaient des hommes plus âgés qui parlaient toujours de leur passé, nostalgiques, souffrant du mal du pays, se plaignant de leurs maigres salaires. L'un me fit sourire lorsqu'il se risqua prudemment à dire : « Vous ne paraissez pas être une mauvaise personne ! ». Un jour, un homme portant un tablier de cuisinier m'apporta mon dîner et, comme il le déposait devant moi, il murmura rapidement : « Je sais qui vous êtes. L'un de mes neveux était votre étudiant. Ne le dites à personne. »

Je reçus un paquet de chemises et de sous-vêtements de ma famille, mais aucun message. Le lieutenant Wei fit en sorte que je puisse de temps en temps prendre un bain chaud et, physiquement, je me portais bien. J'avais un peu d'argent dans mes poches lorsque je fus arrêté ; il avait été confié à ceux qui étaient chargés de me garder et je pouvais payer pour le blanchissage de mes vêtements qui étaient envoyés à l'extérieur par un sous-officier. Une fois terminé ce très dur interrogatoire, je ne pouvais me plaindre de rien, sinon d'un profond ennui. Il fut un peu soulagé quand, après des demandes répétées, Wei m'apporta un crayon et du papier pour que je puisse préparer les questions pour l'examen qui devait prochainement avoir lieu à Taita. Il me promit d'un ton très sincère qu'elles seraient remises à l'université, mais je découvris ultérieurement qu'il n'en avait rien été.

Ce ne fut que beaucoup plus tard que j'appris ce qui s'était passé à l'extérieur en relation avec mon arrestation et ses suites. Tous ceux qui avaient permis notre arrestation furent largement récompensés. Une substantielle somme d'argent fut donnée à la bonne de l'hôtel et à l'imprimeur qui avait subrepticement tiré une copie du manifeste, puis avait refusé de l'imprimer et nous avait dénoncé comme communistes. Le deuxième imprimeur qui effectua le véritable travail était immédiatement allé rapporter à la police notre curieuse demande. On raconta que, après avoir reçu sa récompense, il eut si peur d'une vengeance « communiste » qu'il fit installer un téléphone près de son lit de manière à pouvoir appeler la police en cas d'urgence. Ceux qui, dans le cadre de leur tâche professionnelle, avaient eu à traiter de cette affaire, furent promus. L'officier responsable de l'équipe qui nous avait arrêtés sauta deux rangs d'un seul

coup et fut nommé à la tête d'un poste de police ; et l'officier Wei fut également promu et on lui décerna une médaille. J'ai entendu dire que plusieurs autres obtinrent une gratification pour leur zèle.

Le président Chiang Kai-shek n'avait pas été immédiatement informé de mon arrestation, ce qui fut la cause d'un incident bizarre et très embarrassant pour le président de mon université. Le Generalissimo avait pris l'habitude d'inviter chaque année à dîner, pour la fête des enseignants, un groupe d'universitaires et de professeurs soigneusement sélectionnés, généralement pendant la dernière semaine de septembre. Un jour ou deux après mon arrestation, tenue secrète, une invitation formelle d'assister à ce dîner parvint chez moi. Quand il remarqua que je n'étais pas là, Chiang demanda au président de Taïta : « Où est Peng ? ». Bien que le professeur Chien sût déjà que j'avais été arrêté, il n'osa pas être le premier à en informer le Generalissimo, aussi, extrêmement confus, inventa-t-il de vagues excuses. Quand enfin le fait que j'avais été arrêté et les raisons qui le justifiaient durent être révélées au dirigeant suprême du parti, il eut un accès de rage.

Mes amis Hsieh et Wei avaient été placés séparément dans le terrible sous-sol et avaient été interrogés comme je l'avais moi-même été. Ils ne furent pas soumis à des tortures systématiques, mais ils furent quelquefois giflés et à demi étranglés dans le but de leur faire avouer un complot de plus grande ampleur, qui n'existait pas. On dit à chacun d'entre nous que les deux autres avaient passé de complets aveux et que les détails de nos histoires devaient coïncider sinon notre châtimement personnel serait plus sévère. Sans conteste, Hsieh et Wei furent traités beaucoup plus durement que moi, et la raison en était sans doute qu'on savait que j'avais des amis étrangers influents. J'appris également que l'agent silencieux, qui assistait comme observateur à presque chaque séance de l'interrogatoire était un représentant spécial de la direction politique du TGC, qui supervisait les hommes traitant de cette affaire. L'agent le plus souvent présent était l'officier d'état-major Wang dont la femme avait été l'une de mes étudiantes à l'Université de Taiwan. Wang continua de suivre l'affaire jusqu'à la fin.

Ma famille savait que j'avais été arrêté ; j'avais quitté la maison avec Hsieh le dimanche après-midi, je n'étais pas revenu et la police s'était engouffrée à minuit dans la maison pour la fouiller. Bien que le TGC gardât le silence, quelqu'un de la police divulgua la nouvelle et la rumeur

se répandit immédiatement dans la ville. Un correspondant du *New York Times* se rendit aussitôt à l'état-major du TGC pour faire une enquête mais on le renvoya en lui disant : « Nous ne détenons pas cette personne ».

Il était évident que j'avais disparu. Le trimestre commença à l'université et je ne me montrai pas. Je devais aller en Corée pour participer à une réunion qui devait avoir lieu dans une université à Séoul et il était aussi prévu que je me rende à Bangkok à une autre conférence internationale organisée sous les auspices du Comité de secours aux amis de l'Amérique (American Friends Service Commitee). Le TGC continua de démentir qu'il pût savoir où je me trouvais. Après plusieurs demandes, le journaliste du *New York Times* l'avertit qu'il savait pertinemment que j'étais détenu sur son ordre et que les journaux américains divulgueraient cette nouvelle s'il ne le faisait pas lui-même. Cette menace leur força la main. Un mois et quatre jours après mon arrestation, une brève note officielle fut publiée déclarant que nous avions tous les trois été arrêtés et que nous serions jugés pour une « activité de sabotage ».

Les journaux de langue anglaise de Taipei furent autorisés à publier leur propre version, très brève, de mon arrestation seulement après qu'elle eut été approuvée par un officier du TGC. Dans son édition du 24 octobre, enterré en page six, le *China Post* fit paraître un article intitulé « Un professeur, deux étudiants arrêtés pour haute trahison ». J'étais présenté comme « éminent, jeune, âgé de quarante et un ans ». Le texte disait seulement que : « Le TGC de Taiwan a déclaré dans un communiqué remis hier soir à la presse que Peng Ming-min, Hsieh Tsung-min et Wei Ting-chao ont été pris en flagrant délit de sabotage, le mois dernier à Taipei... Dans ce pays, maintenant sur le pied de guerre, les personnes impliquées dans des affaires de trahison ou de subversion seront jugées par un tribunal militaire ».

Tous les journaux de langue chinoise, dans tout Formose, publièrent, sans exception et sans changement, un texte très court qui leur avait été communiqué par le TGC. Aucun développement ni aucun commentaire n'était autorisé. Tous nos amis furent très choqués par la nouvelle de notre arrestation qu'ils apprirent avec incrédulité. Certains d'entre eux exprimèrent en privé quelque dédain pour ce qu'ils pensaient être notre extrême naïveté en essayant d'imprimer et de distribuer une critique du gouvernement. Rétrospectivement, j'estime aujourd'hui que ce



que nous nous efforçâmes de faire n'était certainement pas plus téméraire que n'importe quelle activité antigouvernementale dans des pays totalitaires ou que ce que les dirigeants des associations américaines de défense des droits civiques ou des associations contre la guerre ont essayé de faire, ce qui inclut des actions telles que des manifestations, des destructions de listes de conscription ou des enlèvements de personnages officiels. Notre seule faute fut d'échouer. Si nous avions réussi, je présume que personne ne nous aurait critiqué pour avoir été trop naïfs. Je pense la même chose en ce qui concerne ma tentative récente de fuir Formose. Si j'avais échoué, je suis sûr que j'aurais été accusé par certains d'être naïf et imprudent.

Immédiatement, toutes les agences du parti lancèrent une campagne pour déformer ce que nous avions fait et ce que nous avions dit dans notre manifeste. Fidèle à ses habitudes, le parti essaya constamment de nous noircir, nous présentant comme des « criminels immoraux, trahissant la mère patrie » et, parallèlement, il fit d'incroyables efforts pour obscurcir le véritable sens de notre action et la substance des critiques de notre manifeste. Le sujet des réformes, que nous avions soulevé, fut passé sous silence. Le parti répandit une version qui était l'exact opposé de nos arguments et de nos déclarations. Par exemple, nous avions clairement soutenu une coopération effective entre les Formosans et les Chinois exilés dans un effort pour fortifier et développer Formose. Selon l'interprétation du parti, nous avions préconisé que tous les Chinois soient tués ou jetés à la mer, ou encore qu'ils soient utilisés comme cobayes pour la recherche médicale.

D'autres points furent mis en exergue, déformés et travestis de la même manière. Le parti forgea des preuves qui devaient être exposées et discutées dans toutes ses réunions, à tous les niveaux.

Propager des rumeurs était un outil d'une grande efficacité qu'on pouvait utiliser dans les cellules du parti, au sein des unités militaires, au sein des écoles ou de n'importe quelle autre institution ou corporation, mais pas dans les journaux. Ces rumeurs et ces fictions sans fondements étaient toujours présentées comme des éclaircissements concernant le cas de Peng et comme des explications de ce qui s'était réellement passé. Ces efforts intensifs pour nous discréditer aux yeux de la jeunesse de Formose étaient également destinés à effrayer les Chinois du continent. L'argument consistait à dire : « Notre gouverne-

ment n'est pas parfait, mais si nous laissons les Formosans s'emparer du pouvoir, vous serez tous tués ». Il ne pouvait être interprété que comme une campagne pour unir les Chinois exilés, dont l'influence déclinait, contre ceux qui étaient originaires de l'île. Et derrière, se profilait la peur bien réelle du gouvernement que si une majorité d'exilés coopérait avec une majorité de Formosans, le système de parti unique pourrait être éliminé et le Generalissimo détrôné.

J'avais peine à le croire mais il n'en était pas moins vrai que certains de mes collègues de l'université succombèrent à cette propagande, exprimant leur surprise que Peng fut aussi vicieux. Certains, très honnêtement, et sans se soucier des conséquences, assurèrent : « Ce ne peut pas être vrai ». Les étudiants formosans furent choqués par les arrestations et les attaques infâmantes qui suivirent. Pour nombre d'entre eux, nous devînmes de populaires « héros-martyrs ». Le parti torpillait ses propres objectifs en utilisant une propagande aussi grotesque.

Lorsque nous fûmes arrêtés, et ensuite pendant notre interrogatoire, un nombre indéterminé de copies de notre manifeste tomba entre des mains privées. L'acte d'accusation qui fut lu ultérieurement lors de notre procès mentionnait seulement 9 800 copies alors qu'en fait nous en avions imprimé 10 000. Nous pouvions seulement conjecturer que quelques agents ayant pris part à notre arrestation ou traitant de notre affaire avaient tranquillement mis de côté des souvenirs intéressants et sans doute négociables.

Un membre de l'Assemblée nationale, non affilié au parti, se retrouva en possession d'une copie, dont il donna, à son tour, copie à un de ses amis de l'ambassade du Japon à Taipei. Elle fut expédiée à Tokyo où, selon certains rapports, elle fut placée dans un coffre-fort du ministère des Affaires étrangères. Quoi qu'il en soit, peu de temps après ma libération, un officiel du ministère des Affaires étrangères transmit une copie à des amis à Tokyo et, rapidement, le texte fut publié et distribué dans cette ville. Nous n'avions pas encore donné de titre à notre manifeste et nous avions laissé un peu d'espace à la fin pour imprimer une sorte de symbole. Les copies de Tokyo comportaient un texte exact, mais aussi un titre « Déclaration d'indépendance du peuple de Formose » et un symbole décoratif à la fin.

C'était embarrassant car nous n'avions pas eu l'intention d'en faire une « déclaration d'indépendance », mais bien plutôt un résumé des

problèmes de Formose et l'expression de nos vues. Nous avions pensé le dénommer « Manifeste pour le salut du peuple de Formose », rien de plus ambitieux. Le TGC pensa que j'avais plus ou moins été l'instigateur de ces parutions à l'étranger, d'autant qu'une copie fut également publiée à Hong Kong, très peu de temps après, mais malheureusement je ne pouvais m'en attribuer le mérite.

Le gouvernement ne fit officiellement aucune référence à mon cas du 24 octobre, date du bref communiqué de presse, jusqu'à mon procès, le 7 avril 1965. Néanmoins, il suscita à l'étranger, où on y était très sensible, des commentaires et des critiques. La lettre du professeur John K. Fairbank, publiée dans le *New York Times*, exprimait une certaine inquiétude et quelqu'un écrivit à Amnesty International à Londres, incitant son personnel à commencer une enquête sur mon cas. Le Dr. Kissinger de Harvard téléphona à l'ambassade de Chine à Washington et le doyen de la faculté de droit de l'Université Mc Gill appela l'ambassade de la Chine nationaliste à Ottawa. Des étudiants formosans organisèrent une manifestation devant les portes de l'ambassade. Le vice-ministre chinois de la Justice, Cha Liang-chien, qui, par pur hasard, était en même temps à Ottawa pour des raisons professionnelles, eut beaucoup de choses à expliquer. L'Association canadienne de droit international écrivit à son homologue, l'Association chinoise, à Taipei et à l'ambassade d'Ottawa. Mes anciens professeurs de Paris protestèrent auprès de la représentation officielle de la République de Chine en France. Des publications formosanes installées à l'étranger publièrent de nombreux articles concernant mon arrestation. Le Dr. Tsiang Tien-fu télégraphia de New York, conseillant au gouvernement d'être extrêmement prudent dans le traitement de cette situation. Cette vive émotion manifestée à l'étranger et toutes ces réactions firent impression sur Taipei quand on se rendit brusquement compte en haut lieu de l'intérêt soulevé par cette affaire sur le plan international. Vue de l'étranger, elle serait considérée comme un test de la bonne foi de Taipei lorsque le régime proclamait représenter la « Chine libre ». L'ambassade américaine à Taipei garda un discret silence. Mes deux collègues, étant inconnus à l'étranger, n'avaient pas d'amis étrangers aussi influents et ne bénéficiaient pas d'une telle publicité pour inhiber et retenir Taipei. Le jeune frère de Hsieh Tsung-min, un remarquable étudiant de troisième cycle en économie à Tai-

ta, immédiatement après notre arrestation, prépara et polycopia une brève protestation qu'il réussit à distribuer très largement. Pour des raisons inconnues, il n'y eut aucune enquête et il ne fut pas arrêté. Tentant le diable, il recourut encore à la machine à polycopier pour produire une sévère critique du régime qui reprenait les grandes lignes de celles que nous avions présentées dans notre manifeste. Deux de ses amis, chinois, collaborèrent à l'entreprise.

Ils furent tous les trois arrêtés par des agents du MJIB [Ministry of Judicial Affairs Investigation Bureau - Bureau d'enquêtes du ministère de la Justice], la police judiciaire. Ils furent torturés et, rendu fou par la douleur et la peur, le jeune Hsieh s'effondra complètement. Il fut envoyé sous escorte à l'hôpital psychiatrique de l'université, où on l'entendait hurler la nuit et où il tombait dans des accès de violence au cours desquels il brisait tout ce qui se trouvait à sa portée. En une occasion, il échappa à ses gardes et s'enfuit de l'hôpital pendant une journée mais il revint de son propre chef. Après quelques mois de traitement psychiatrique, il fut renvoyé en prison. Puis vint la cour martiale où il écopa de la peine relativement légère de trois ans et demi de détention. L'un de ses compagnons chinois fut condamné à quatre ans. Je pense que le troisième homme fut envoyé dans l'un des « camps de réforme par la pensée ». Le pire de ceux-ci était le camp sur Lü Tao [l'Ile verte], situé sur une toute petite île rocheuse à l'est de Taitung. Là, la plupart des détenus servaient des peines de quinze ou vingt ans, et beaucoup d'entre eux étaient trop obscurs et trop pauvres pour attirer l'attention ou susciter l'intérêt de l'opinion. Dans le système chinois, si quelqu'un est arrêté mais finalement déclaré innocent, il doit trouver un garant avant d'être relâché. S'il est condamné et accomplit toute sa peine, il doit aussi trouver un garant, ce qui est très difficile car qui oserait risquer sa propre sécurité pour quelqu'un qu'il n'a pas vu pendant quinze ans ? L'Ile verte détient de nombreuses personnes trop démunies ou trop isolées pour pouvoir trouver un garant. C'est particulièrement vrai des pauvres Chinois qui vinrent à Formose en 1949. Après avoir accompli de longues peines ils ne peuvent trouver quelqu'un qui puisse parler en leur faveur ou se porter garant de leur bonne conduite.

Après l'affaire de notre manifeste et l'affaire du jeune Hsieh, le gouvernement envoya des instructions écrites à toutes les écoles, tous les bureaux, toutes les usines, tous les départements militaires, et toutes

les organisations susceptibles de posséder un équipement pour tirer des copies. Un tel équipement, soulignait le gouvernement, doit être traité avec les plus grandes précautions, particulièrement à la fin de la journée ; il doit être mis sous clef quand il n'est pas utilisé par des personnes autorisées et ne doit jamais être confié à des personnes non autorisées ou à des groupes illégaux.

Mais, comme souvent en pareil cas, la situation devint grotesque lorsque le TGC ordonna que les annuaires de téléphone ne devraient comporter que le nom et le numéro de téléphone et ne plus mentionner l'adresse. Il s'agissait d'une « mesure de sécurité » pour empêcher l'accès à des listes d'adresses aux auteurs de littérature subversive. Même les journaux, pourtant très dociles d'habitude, protestèrent contre cette nouvelle mesure, qui fut assez vite rapportée.

Je vivais dans un total ennui. Un mois s'était écoulé lorsque, à la fin de l'automne, un soldat se présenta soudain et me dit : « Vous êtes transféré ». Il m'escorta immédiatement vers une voiture militaire de fabrication américaine. J'étais menotté, cette fois à la voiture elle-même, et deux gardes armés m'accompagnaient. Nous roulâmes à travers la ville, dans la direction de l'est et nous passâmes très près de chez moi. Nous traversâmes des banlieues jusqu'à un autre camp militaire situé à Sanchangli. Là, sur une petite colline, au milieu d'un champ de riz, s'étendait un complexe clos de murs. Je fus conduit dans un long bâtiment en bois, très bas, jusqu'à une petite chambre qui comportait une table en son centre et, de chaque côté, deux lits de camp qui tenaient lieu de chaises. Des injonctions étaient écrites sur les murs : « Pas de bruit », et celle-ci, plutôt bizarre : « Vous ne devez pas vous asseoir ensemble sur le même lit. »

Au moment où j'entrai, un homme jeune, que je ne connaissais pas, revenait d'une salle de bain, située à côté. Nous nous présentâmes. C'était un jeune étudiant en chimie de l'Université Tunghai, dénommé Wu Chang-hui, originaire de la ville de Taichung, un Formosan, qui, au cours de sa deuxième année, avait été arrêté avec 200 autres étudiants pour avoir participé à ce qui était connu comme « un complot de grande ampleur ». Il y avait eu un incident dans lequel étaient impliqués des étudiants de presque toutes les universités et d'une ou deux académies militaires. Des centaines avaient été interrogés et certains avaient été fusillés. Wu connaissait mon nom. Sa réaction fut un curieux mélange

d'étonnement et de plaisir que quelqu'un comme moi pût être mis avec lui et partager son affreuse situation. Il était détenu depuis deux ans, il avait été quelquefois torturé, il était passé d'un département à un autre sans jamais être jugé et donc sans être condamné. Il était l'un de ces prisonniers perdus que le régime fabriquait, un parmi de nombreux autres. Je me demandai si j'allais devenir l'un d'entre eux.

L'atmosphère de ce camp était monotone, sans espoir et lugubre à l'extrême. Les gardes et les soldats semblaient avoir été soigneusement sélectionnés ; ils étaient tous durs et cruels. Un tunnel conduisait sur le côté de la colline, à la limite du camp, et il était connu pour être un lieu souterrain de tortures. Les gardes qui nous avaient été assignés étaient excessivement brutaux et les prisonniers étaient traités plutôt comme des animaux que comme des êtres humains. Même la nourriture qui nous était chichement distribuée était incroyablement mauvaise. La porte de notre chambre était constamment fermée à clé et si nous voulions aller aux toilettes nous étions obligés de crier pour appeler le garde qui nous escortait et restait constamment avec nous. Quelquefois, pendant la nuit, il nous était impossible de les faire se lever pour qu'ils remplissent cette obligation.

Wu se révéla être l'un des jeunes gens les plus idéalistes que j'aie jamais rencontrés. Nous parlions de tout, de nos familles, de la société, de l'histoire, et de l'avenir de Formose. Il avait son propre système pour romaniser le dialecte formosan de manière à pouvoir le transcrire en utilisant une machine à écrire ou en l'imprimant, ce qui nous permettrait de nous passer de l'écriture chinoise traditionnelle. Sa haine des Chiang était incommensurable. Il s'attendait à être exécuté mais s'il ne l'était pas, il ne serait heureux de survivre que pour voir la fin du gouvernement et du parti nationalistes.

De temps en temps, nous nous asseyions côte à côte sur l'un des lits où nous essayions de communiquer en murmurant, mais immédiatement un garde venait à la porte et nous injurait. Il était évident que notre chambre était sur écoutes et nous avions le sentiment que nous avions été mis ensemble dans l'espoir que chacun révélerait à l'autre des informations que nos geôliers souhaitaient obtenir. Personne ne vint pour reprendre nos interrogatoires. Je commençais à perdre le sens du temps, mais je découvris que Wei avait inventé un moyen pour noter le passage des jours sur les morceaux de savon que nous étions autorisés

à acheter. Nous étions obligés de laver nos propres vêtements mais le jeune Wu insista pour laver les miens. Un jour, un gros colis remis par ma famille me fut apporté. Il contenait des chemises, une Bible et de la nourriture, mais le poulet frit était avarié et les fruits étaient secs et immangeables. Faute de pouvoir faire autre chose, je lus la Bible, du début jusqu'à la fin, pour la première fois de ma vie.

Nous devenions déprimés, malheureux et furieux. Nous apprîmes que Hsieh et Wei étaient quelque part dans le même complexe et, un jour, je commençai de chanter à pleine voix un cantique. Nous entendîmes une distante réponse. Alors je criais en Japonais : « Gambare ! » (« Continuons le combat ! »), ce qui provoqua un grand remue-ménage, quatre ou cinq gardes se précipitèrent dans notre chambre, suivis par le commandant de la prison, extrêmement en colère. Quand il s'en prit à moi, je lui répondis : « Les règles n'interdisent pas de chanter ! », il rétorqua : « Mais elles interdisent bel et bien le bruit ! Vous essayez de communiquer avec quelqu'un ! ». J'avais été imprudent et je me rendis tout de suite compte que je leur avais fourni une bonne excuse pour me punir par l'isolement ou pis encore.

Après deux semaines avec Wu sans que nous soyons interrogés, on me dit soudain que je serais à nouveau transféré. Avec tristesse, nous nous dîmes au revoir ; je fus conduit jusqu'à une jeep américaine, et, enchaîné à la voiture, emmené vers la ville. En passant près de ma maison, je vis un voisin dans la rue, et je me demandai s'il m'avait également vu. A ma grande surprise, on me remit dans la chambre relativement confortable et climatisée, au centre de la ville, où j'avais été précédemment détenu. On me donna à manger mais personne ne vint me voir.

Le matin suivant, un procureur entra avec ses collaborateurs. Dépouillant sur le bureau, devant lui, une liasse de papier, il commença de me poser des questions se rapportant directement aux conversations que j'avais eues avec Wu pendant les semaines précédentes. Il ne fit aucun effort pour dissimuler le fait que nous avions été sur écoutes et nos conversations décousues soigneusement enregistrées. L'interrogatoire était routinier, un examen point par point, mécanique et complet. On me demanda de reconnaître et de confirmer des extraits de nos échanges et de développer mes remarques à Wu chaque fois que j'avais fait référence aux commentaires de quelqu'un d'autre sur la situation de Formose. J'évitai de révéler mes sources pour certaines de ces remarques.

Après cette séance, je restai plusieurs jours dans une oisiveté presque insupportable. De temps en temps quelqu'un passait la tête pour me poser une question sur quelqu'un en particulier ; j'en connaissais certains, d'autres m'étaient inconnus. Beaucoup étaient des étrangers. En une occasion, on m'interrogea sur Henry Kao, le maire de Taïpei ; une autre fois, on me demanda de décrire mes relations avec John Fairbank, de Harvard. On m'apportait quelquefois des feuilles de papier pour écrire des notes, elles étaient soigneusement comptées avant et après et le crayon m'était toujours immédiatement retiré.

On était maintenant fin novembre. Pendant cette longue période, je regardais souvent par la fenêtre la cour située entre mon lieu de détention et le bâtiment administratif principal, le vieux temple. Fréquemment, je vis l'officier attaché à l'université aller et venir. Nous savions tous, bien sûr, qu'il était le représentant de la section de sécurité du Parti nationaliste et qu'il fournissait des informations sur le personnel enseignant de l'université et sur les étudiants.

Bien que, à partir de ce moment, ma famille fût, de temps en temps, autorisée à m'envoyer des fruits et d'autres nourritures, j'étais totalement coupé de toute société humaine. Même les gardes avaient cessé de venir à ma porte pour bavarder. C'était un confortable isolement, mais néanmoins un isolement. On ne me permettait même pas de voir un coiffeur et je devins rapidement hirsute et barbu.

Puis, un jour, le lieutenant Wei apparut pour me dire : « Vous allez rencontrer aujourd'hui quelqu'un d'important et vous devez vous faire couper les cheveux ». Une coiffeuse vint pour me raser et me couper les cheveux, et ma ceinture et mes lacets me furent rendus. A la nuit tombée, Wei vint à nouveau, habillé avec soin, et m'emmena jusqu'à une limousine noire qui attendait à la porte. Cette fois-ci, je n'étais pas menotté et il n'y avait aucun garde armé. Je me demandais quelle pouvait bien être la raison de tout ceci.

Pendant que nous franchissions la courte distance nous séparant de bureaux situés près de l'immeuble du gouvernement, Wei me dit nerveusement mais d'un air important : « Vous allez voir le directeur général du département de guerre politique du TGC, le général Ning ».

Le général Ning, qui se montra extrêmement poli et courtois, commença par me dire : « Nous sommes désolés de cet incident. C'est très malheureux. Avez-vous été mal traité ? N'hésitez pas à me le dire. Je



suis moi-même diplômé de l'université. J'ai étudié l'agriculture avant d'entrer dans la carrière militaire. Vous avez beaucoup plus de connaissances que moi. Je ne peux pas argumenter contre vous. C'est notre devoir de faire ce genre de choses ».

Je découvris plus tard que le général Ning venait juste d'être promu à ce poste et qu'il voulait démontrer qu'il était capable de traiter mon cas de manière satisfaisante. Il n'était pas très brillant mais ses façons d'agir semblaient simples et sincères. Pour un militaire de haut rang, il faisait de son mieux, et semblait meilleur que la moyenne des officiers. M. Wang qui avait assisté aux longues séances de mon interrogatoire était son protégé, presque son secrétaire particulier.

Je passai environ une demi-heure avec le général Ning. Il fut d'une rare courtoisie, me traitant presque comme son invité. Il me dit qu'il aimerait que je rencontre quelques officiers influents qui pourraient me donner une véritable image de la situation à Taiwan. J'eus l'impression que, jusqu'à présent, ils avaient décidé qu'il était inutile de me tuer mais bien plus profitable de me rééduquer et de m'exploiter pour mieux tenir en main les Formosans qui ne faisaient pas confiance au gouvernement.

Le lieutenant Wei attendait dehors, dans le couloir. Le général Ning me dit, d'un ton paternel : « Ne désespérez pas. Vous avez eu une remarquable carrière. Les gens ont une très bonne idée de vous, et je suis tout à fait désolé de ce qui est arrivé ».

Alors que l'entretien se terminait et qu'il demandait à Wei de venir, il réitéra son désir que je rencontre certains officiers influents, concluant avec cette étonnante remarque : « Verriez-vous un inconvénient à ce que je leur fasse lire des parties de votre manifeste ? ».

Pendant notre retour, Wei, très nerveux, répétait sans cesse : « Qu'a-t-il dit ? Qu'a-t-il dit ? ». Ning était le chef des commissaires politiques, le département le plus craint dans tout le TGC et Wei était extrêmement étonné et inquiet à la pensée qu'il ait demandé à me voir et que j'aie pu éventuellement exprimer quelques critiques sur la façon dont sa section me traitait. Quelques jours plus tard on m'annonça que le général Ning viendrait me voir dans mon lieu de détention. Il y eut une grande effervescence dans tout le complexe. On me rasa à nouveau, la chambre fut soigneusement nettoyée et les principaux officiers de la prison mirent leur plus bel uniforme. La visite par le général et ses

collaborateurs fut guindée et formelle. Il me demanda si tout allait bien et voulut savoir quelle nourriture on me servait. Un officier répondit rapidement à ma place qu'on me donnait la meilleure, celle qui était servie au mess des officiers. Après moins d'un quart d'heure, le général Ning se retira, et me dit au moment de partir : « Le gouvernement aura encore besoin de vous, un jour ».

Peu de temps après, on me notifia que je devais une nouvelle fois me préparer pour rencontrer des gens importants. Le lendemain matin, on m'emmena au mess des officiers. Une dizaine de personnes étaient rassemblées autour d'une table de conférence et le général Ning, qui avait organisé cette rencontre, présidait. Le doyen Shah de l'université était là, de même qu'un représentant du ministère de la Défense. Deux ou trois professeurs d'une académie militaire étaient également présents. Le personnage le plus influent était sans doute le général Wang Sheng, le chef du département de guerre politique (Political Warfare Department) du ministère de la Défense, qui était considéré comme le bras droit de Chiang Ching-kuo ; il avait été le commandant de l'école militaire dans laquelle j'avais enseigné. Je fus surpris de trouver un certain Ho dans ce groupe. Il était diplômé en économie de l'Université du Wisconsin et avait plus tard accédé à une haute position officielle en Chine. De là, il avait réussi à se faire envoyer aux Nations unies mais quand Chiang se réfugia à Formose, Ho pensa que c'était la fin des nationalistes. Il proposa à l'ambassadeur Tsiang de partir avec les fonds qui étaient en banque pour la délégation à New York. Un Dr Tsiang indigné rapporta cette histoire au Generalissimo et, pendant longtemps, Ho ne put se rendre à Formose. Puis, pour des raisons obscures pour tout le monde, il fut pris en charge par un ancien ministre de l'Éducation, Chang Chi-yun, qui réussit enfin à obtenir pour lui la permission de venir à Taïpei. Bien qu'aucune position décente ne lui ait été offerte, il continua de se livrer, à Formose, à des activités souterraines, à un titre ou à un autre. Il s'imaginait être un spécialiste des mouvements pour l'indépendance de Taiwan aux États-Unis et, maintenant, il s'appropriait à étendre son domaine de compétence en devenant un expert de mon cas.

Un par un les hommes autour de la table de conférence firent des interventions qui reflétaient, sans qu'ils s'en rendissent compte, la piqure que leur avait infligée le manifeste et l'espoir que je pourrais être rééduqué. Nous avions critiqué les militaires et l'incapacité des militaires,

et il était possible que les questions que nous avions soulevées leur apparussent clairement pour la première fois. Apparemment, le général Ning, dans ses nouvelles fonctions, souhaitait faire montre d'un style nouveau. Lui-même et le général Wang m'assurèrent que, eux aussi, avaient été des révolutionnaires dans leur jeunesse, et qu'ils étaient alors décidés à éliminer ou corriger les bureaucrates et les politiciens qui avaient tellement affaibli la Chine. Tous les deux parlaient avec une évidente sincérité. Le général Wang Sheng affirma avec conviction que les militaires aussi « haïssaient ces parlementaires de l'assemblée législative. Vous ne savez pas à quel point nous les haïssons ». D'un ton plus personnel, il me dit ensuite : « Nous pensions que vous étiez un excellent universitaire. Je vous ai invité à l'école (militaire) quand je la dirigeais, et seulement quelques jours avant votre arrestation, l'école avait formellement proposé que vous soyez nommé à la tête du département politique. Quand on me notifia que vous aviez été arrêté, j'ai été extrêmement embarrassé. J'en ai réellement rougi ! J'assurais votre promotion au sein de l'institution militaire ».

Un jeune général du ministère de la Défense, formel, nerveux et emprunté, déclara : « Je suis extrêmement honoré d'être ici aujourd'hui pour présenter un rapport sur la situation militaire », oubliant qu'il avait été simplement convoqué pour aider à rééduquer un prisonnier. Il souligna que les militaires étaient si préoccupés par la contre-attaque pour reconquérir le continent qu'ils n'avaient que très peu de temps à consacrer aux affaires politiques.

Un intervenant souleva le problème de la discrimination de manière plutôt grossière, faisant observer que « bien sûr, il y a très peu de Formosans dans le gouvernement. Mais ne savez-vous pas qu'il y a si peu de postes disponibles que nous nous battons entre nous (les Chinois réfugiés) pour les obtenir ? Comment dans ces conditions pourrions-nous en trouver suffisamment pour les Formosans ? Que feriez-vous des personnes qui seraient remplacées par des Taiwanais ? ».

Le doyen Shah, très habilement, resta silencieux pendant toute cette séance de rééducation, mais Ho, extrêmement bavard, intervint fréquemment sans qu'on le lui demandât. A un moment, dans un aparté en anglais, il alla jusqu'à me dire : « Vous devriez savoir que Chiang Kai-shek est un mal nécessaire, on ne peut pas faire sans lui ». Je fus tenté de traduire la phrase en mandarin pour la gouverner de tous ces officiers. On ne

me demanda pas de faire des commentaires. Cette réunion de gens relativement libéraux avait été organisée pour nourrir ma réflexion morale, et, après deux heures de cet exercice, je fus renvoyé dans ma chambre.

On imposa aussi à Hsieh et Wei de suivre de semblables conférences de rééducation au mess des officiers. On me raconta que Wei avait explosé : « Fusillez-moi ! Mais vous tous autour de la table devriez aussi être fusillés ! ». Sur quoi, le général Wang Sheng, directeur du département politique du ministère de la Défense, fit le geste d'enlever sa veste, disant : « Venez ici, battons-nous ! ».

Les tentatives pour me rééduquer ne s'arrêtèrent pas là. Plusieurs jours plus tard, on me demanda de me préparer pour sortir ce même soir et à huit heures environ le lieutenant Wei m'escorta dans une limousine jusqu'à l'imposant bâtiment abritant le nouveau musée historique de l'armée, au centre de la ville. Il avait été créé pour montrer au monde les glorieux accomplissements de l'institution militaire nationaliste. Le directeur, un général, était un homme de Chiang Ching-kuo. A notre arrivée, nous trouvâmes le bâtiment entièrement illuminé et nous fûmes accueillis à la porte par le général-directeur lui-même qui, avec la plus grande courtoisie, nous fit faire une visite guidée du musée. Nous vîmes des documents, des cartes, des photos, et une collection d'objets qui étaient censés avoir appartenus au père du mouvement nationaliste, Sun Yat-sen. Nous fûmes obligés d'écouter un cours d'endoctrinement qui dura une heure et demie. J'étais traité comme un VIP plutôt que comme un prisonnier soumis à une rééducation et qui était contraint d'écouter. Tout semblait avoir été organisé comme si j'ignorais tout des événements qui étaient survenus en Chine au cours des cinquante dernières années. Comme nous passions d'un étage à l'autre et de salles d'exposition en salles d'exposition, le général me parlait en anglais de temps en temps pour essayer de m'impressionner. Enfin nous fûmes reconduits à la porte et, avec la plus grande politesse, il me dit ces derniers mots : « Si vous voulez revoir le musée, à n'importe quel moment, faites-le nous savoir ». Sur ces bonnes paroles, je fus reconduit à ma prison.

L'étape suivante dans ma rééducation consista à recevoir les visites de deux civils de haut rang attachés au département de guerre politique du ministère de la Défense. L'un, un homme âgé, qui, selon ses dires, avait été autrefois professeur de droit international en Chine, me déclara qu'on leur avait demandé de m'expliquer combien étaient sérieuses

les difficultés que le gouvernement devait surmonter pour préparer le retour sur le continent. C'étaient des conversations à sens unique tant eux et moi vivions dans des mondes différents.

Pendant une brève période, après tous ces signes de faveurs, il y eut une indéniable amélioration dans la façon dont j'étais quotidiennement traité. Le lieutenant Wei venait bavarder avec moi de temps en temps, m'apportant quelquefois des biscuits et des sucreries après le dîner. « Je crois que vous serez très bientôt relâché », me disait-il, « parce que le gouvernement a besoin de vous. Nous l'avons recommandé. Mais vous comprenez, bien sûr, que la décision ne peut être prise qu'au plus haut niveau ».

Des procureurs et des interrogateurs venaient aussi parfois me voir, après dîner. Ils voulaient eux aussi bavarder, et dans le courant de leur conversation, ils me firent clairement comprendre qu'ils savaient tous parfaitement ce que pensaient les Formosans. Ils s'excusaient pour le gouvernement et se faisaient les interprètes des doléances des officiers de moindre rang et des appelés. Ils disaient : « La gratification pour la fête de la lune se réduit à un gâteau de lune [moon-cake] ! ». Quand ils évoquèrent indirectement le soulèvement du 28 février 1947 et les torts de la période Chen Yi, ils reconnurent qu'il était légitime que les Formosans se soient plaints et ils ne me dirent jamais qu'il s'agissait d'un « complot communiste ». Ils décrivaient, d'un air résigné, la pauvreté des simples soldats, particulièrement au moment de la reddition du Japon, où ils étaient obligés de « prendre chacun à leur tour l'uniforme destiné aux défilés de la victoire », de manière à dissimuler la condition misérable de l'armée.

J'appris plus tard que, pendant toute cette période, il y eut de sérieuses discussions au sein d'un comité ad hoc, créé pour examiner mon cas. Ses cinq membres principaux étaient : (1) le chef du TGC, représentant l'armée, (2) le secrétaire général du Kuo Ming Tang (KMT, le Parti nationaliste) représentant le parti, (3) le secrétaire général de la présidence, (4) un des principaux conseillers du Generalissimo, Tao Hsi-shen dont le titre officiel était président du conseil de direction du quotidien *Central Daily News*, et (5) un vice-Premier ministre.

Le comité devait faire face à une grande pression dans la mesure où ces hommes étaient très conscients de ma popularité et de mon influence auprès des étudiants et, plus généralement, auprès des jeunes

générations. Ils voulaient m'utiliser pour prévenir toute violence ou un soulèvement qui pourrait détruire leur emprise sur l'île, et ils ne pouvaient pas se permettre de me conduire sur le chemin du martyr au-delà de la position que j'occupais déjà aux yeux des étudiants. Ils semblaient déconcertés de découvrir que quelqu'un comme moi, occupant une position si enviable, si souvent l'objet de faveurs, ait pu devenir à ce point mécontent. Dans leur monde, où les relations étaient fondées sur des loyautés ou des inimitiés personnelles, il n'y avait pas place pour le dévouement individuel à des causes abstraites aussi éphémères que la démocratie ou les droits de l'homme. Leur troisième grand souci concernait l'opinion internationale, particulièrement celle de l'Amérique, dont les dollars et les armes les maintenaient au pouvoir, et aussi celle des Formosans de l'étranger qui s'évertuaient à attirer l'attention du monde entier sur les injustices de la dictature.

Dans leurs questions aussi bien que dans leurs commentaires publics, les membres du gouvernement, du parti ou de l'armée m'exprimèrent leurs critiques et leurs réprimandes en des termes qui auraient été plus appropriés pour s'adresser à un fils déloyal, un dépravé immoral, qui avait déshonoré la famille. J'étais « ingrat », mes critiques étaient une « trahison ». Tout reproche sérieux adressé au gouvernement du Generalissimo était considéré par Chiang comme un affront personnel. Cette attitude ne se limitait pas à mon cas mais s'étendait à tous ceux qui contestaient son jugement et son autorité absolus. Toute attaque politique devait lui être rapportée et, puisque c'était une attaque personnelle, devait être jugée par lui. Il était le père de la nation-famille. Et en tant que père tout-puissant, il avait normalement un droit de vie et de mort sur tous les membres de la famille ; il pouvait décider d'être indulgent et de pardonner ou d'être extrêmement dur. Sans hésitation, il pouvait rapporter un jugement prononcé par une cour ou le modifier. Même ses plus proches conseillers estimaient qu'il était extrêmement dangereux de le contredire. On pouvait exprimer une opinion s'il la demandait mais il valait mieux ne pas la donner s'il ne la sollicitait pas. Il gouvernait de manière capricieuse, dans le style d'un seigneur féodal.

Une majorité de ceux qui étaient au service de Chiang avaient adopté, à un degré plus ou moins grand, cette approche moraliste de la contestation politique. Ils étaient choqués que j'aie pu critiquer les dirigeants après que j'eus bénéficié d'autant de faveurs personnelles. Il

était inutile de souligner que je voulais simplement critiquer, exposer et corriger les abus d'un gouvernement.

A la mi-décembre, un homme de petite taille, vêtu d'un costume élimé vint me voir. Il ressemblait à un modeste employé. Sans dire qui il était, il ouvrit un petit sac en tira une liasse de papiers vierges et commença immédiatement, de manière très formelle, à me poser une fois encore toutes les questions de routine auxquelles j'avais déjà répondu des dizaines de fois. J'éprouvais une étrange sensation, comme si je répétais un mauvais rêve. « Quel est votre nom ? », « Quelle est votre profession ? », etc. Cet interrogatoire se poursuivit un second jour, et à la fin on me demanda de signer son compte rendu, comme si c'était une déclaration formelle. Puis, suivirent une dizaine de jours pendant lesquels on me laissa entièrement seul. J'appris plus tard que toutes les formalités étaient maintenant terminées et que tous ces gens, investigateurs, membres du comité, conseillers, attendaient que la décision finale soit prise au plus haut niveau.

A ce moment, je m'étais vraiment persuadé qu'on allait me relâcher, et j'eus donc un grand choc quand l'officier Wei, un matin, vint me dire qu'un ordre était arrivé selon lequel je devais être immédiatement retiré de la prison et me préparer à passer en cour martiale. Il semblait, lui aussi, perplexe, m'assurant sans cesse qu'« il était nécessaire de passer par toutes ces procédures » qui n'étaient que des formalités, laissant vaguement entendre que je serais alors libéré.

Après avoir rassemblé mes quelques effets et signé une nouvelle fois un engagement de ne rien révéler, je fus transféré de mes quartiers climatisés à un centre militaire où étaient détenus ceux qui allaient passer en jugement, non loin de la faculté de droit.

## X

### Cour martiale et prison

Je fus surpris d'être reçu dans ce nouveau camp de détention par l'employé mystérieux et plutôt miteux qui, dix jours auparavant m'avait posé autant de questions auxquelles j'avais déjà répondu, pris note de mes réponses et m'avait demandé ma signature pour authentifier ce compte rendu. C'était mon procureur. Il produisit alors une impeccable copie, dactylographiée selon les formes légales, et nous nous assîmes tous les deux pour trois heures encore, vérifiant méticuleusement les questions et les réponses dans son compte rendu. Une fois de plus, je fus obligé d'apposer ma signature.

Le jour tombait et le moment de dîner approchait lorsque je fus conduit à la cellule n°2 du quartier de détention de la prison. Il y avait deux lits dans la pièce, un robinet et des toilettes, mais pas de chaises et pas de bureau. Je trouvai là un officier chinois, attendant d'être jugé pour une accusation de corruption. Je me rendis compte que la cellule voisine de la nôtre était occupée par plusieurs femmes.

On apporta le dîner. Nous fûmes obligés de mettre nos plateaux sur nos lits et de nous asseoir par terre. Il y avait une fenêtre au-dessus de mon lit qu'il nous était interdit de fermer ; comme nous étions en décembre, il fit vite très froid. Pendant que nous dînions, le chef de la garde apparut à la fenêtre munie de barreaux qui nous séparait du couloir. C'était un lieutenant, gras, à l'air roublard et qui parlait trop.

Nous étions le 24 décembre, la veille de Noël. Après dîner, les femmes de la cellule d'à côté commencèrent de chanter des cantiques de Noël. C'en était trop pour moi. Je pleurai presque, pensant à ma dévote mère et à ma famille chrétienne.

Pendant les six semaines qui suivirent, j'attendis une inculpation formelle. Je ne pouvais pas recevoir ou écrire de lettres jusqu'à ce que j'aie été officiellement accusé, et je ne pouvais pas non plus voir des membres de ma famille ou engager un avocat pour ma propre défense. Ma seule distraction était le spectacle de la vie de la prison autour de moi, qui prenait ici de nouvelles dimensions. J'en appris beaucoup sur la multitude de prisons qui fonctionnaient sur tout le territoire de Formose. La terreur qu'elles inspiraient maintenait la population dans la



sujétion. Les idéaux abstraits que sont la démocratie et les droits de l'homme viennent rarement à l'esprit du citoyen ordinaire. La peur de ces prisons avait un effet beaucoup plus immédiat.

J'étais détenu dans l'une des nombreuses cellules appelées chambres de malades et qui devaient être au début réservées à l'hospitalisation des détenus. J'appris que Lei Chen et Su Tung-chi avaient tous les deux été incarcérés dans la cellule n°2. Le prisonnier devait acheter tout ce qui lui était indispensable, brosse à dent, savon, baguettes, cuvette pour se laver, papier toilette, bols, et s'il voulait écrire pour préparer son procès il lui fallait alors acheter un crayon et un bloc de papier. Nos cellules donnaient sur la cour de la prison, mais lorsque certains détenus étaient autorisés à prendre là un peu d'exercice, toutes les fenêtres devaient être fermées pour empêcher toute communication. Cellule par cellule, les prisonniers avaient la permission de marcher en plein air dix minutes quatre fois par semaine.

De l'autre côté de la cour par rapport à notre quartier, il y avait de grandes cellules munies de barreaux qui ressemblaient exactement à des cages pour animaux. Chacune d'entre elles contenait de dix à vingt détenus qui étaient contraints de dormir par terre et étaient soumis, jour et nuit, à des inspections imprévues. A l'origine, ce lieu était destiné à recevoir seulement les prisonniers attendant leur jugement, mais maintenant il abritait différentes catégories. Certains avaient déjà été condamnés à des peines de plus de dix ans, quelques-uns à perpétuité, d'autres attendaient leur exécution. Il n'y avait aucun endroit où ils puissent prendre leurs repas. Ces prisonniers étaient obligés de s'asseoir par terre en cercle autour de grands bols de nourriture. Quand il pleuvait, ils se réfugiaient dans les couloirs, serrés les uns contre les autres.

Tous ces détenus travaillaient. Certains, affectés aux cuisines, étaient obligés de porter les repas aux autres prisonniers, d'autres étaient employés dans une laverie où ils nettoyaient les uniformes des personnels de rang inférieur, la literie des wagons-lits, etc., d'autres encore travaillaient dans une fabrique de vêtements où étaient confectionnés des uniformes militaires ou d'autres uniformes destinés à des petits fonctionnaires. Quelques-uns produisaient des objets artisanaux. Il y avait des équipes spécialisées dans la construction qui sortaient de temps en temps sous escorte pour aller travailler à l'extérieur sur des chantiers

publics ou privés. Les bénéfices que procurait ce travail forcé étaient énormes, et étaient partagés, non pas par les prisonniers mais par les officiers responsables et par le personnel de la prison.

Plus tard, après ma libération, je rencontrai un Chinois, qui avait été assistant dans une université, avait été arrêté comme communiste, et avait passé treize ans dans différentes prisons, dont celle-ci. Les conditions de détention pendant la période 1949-50, telles qu'il me les décrivit, étaient inimaginables. Chiang Ching-kuo nettoyait alors l'île pour que son père puisse s'y installer en toute sécurité. Selon cet homme, à cette époque, les grandes cellules étaient tellement surpeuplées que les prisonniers n'avaient pas la place pour s'allonger tous en même temps. Ils étaient contraints de dormir chacun à leur tour. Les tribunaux, alors, ne prenaient même pas la peine d'organiser des procès pour les affaires politiques, mais emprisonnaient simplement les prévenus jusqu'à ce qu'un jour leurs sentences leur soient lues lors d'un rassemblement, six ans, dix ans, quinze ans, pour lesquelles il n'était pas possible de faire appel. Pour moi, la vue des condamnés à mort était l'expérience la plus terrible. La tradition chinoise veut que, lorsqu'un prisonnier est condamné à cette peine, des entraves soient immédiatement rivetées autour de ses chevilles, au tribunal même, et qu'il les garde jusqu'à l'exécution. On voyait de temps en temps certains de ces condamnés dans la cour de la prison, et le bruit métallique de leurs chaînes que l'on entendait par la fenêtre déchirait le cœur. Il arrivait que des hommes les portent pendant deux ou trois ans, en attendant la décision concernant leur appel. Dans le cas d'une condamnation à mort, l'appel est automatique mais si le dernier recours est rejeté, le chef des gardes vient avant l'aube, la porte de la cellule est ouverte, et le prisonnier sait que son sort est scellé. L'exécution a lieu immédiatement. Tous les détenus savent que si les lumières des bureaux de l'administration de la prison sont allumées avant quatre heures du matin, c'est que quelqu'un va être conduit à la mort. On entend tout de suite après le bruit atroce du marteau qu'on utilise pour enlever les entraves du prisonnier, ce qui quelquefois peut prendre une dizaine de minutes. La prison tout entière est maintenant réveillée et ce bruit transperce le cœur. Je vis moi-même plusieurs hommes emmenés de cette façon. En une occasion, un énorme Chinois essaya de chanter, puis il cria « Vive Mao Tse-tung » avant d'être bâillonné avec une serviette, battu et traîné dehors, hurlant

comme un porc qu'on emmène à l'abattoir. Après chaque exécution, tous les détenus sont effondrés, il y a une atmosphère de deuil, mais si un prisonnier montre ses sentiments trop ouvertement, s'il refuse de manger, ou pleure sur son propre sort, les gardes peuvent s'en prendre à lui et lui crier : « Quoi ? Tu as de la sympathie pour lui ? ».

Tout Formose connaît l'histoire de la belle-sœur de Thomas Liao qui, à soixante-dix ans et souffrant d'hypertension, était détenue dans l'une des cellules proches de celle que j'occupais à présent. Son fils, condamné à mort, était emmené quatre fois par semaine dans la cour où on le faisait marcher de long en large, sous les yeux de sa mère, jusqu'à ce qu'ils bénéficient tous les deux d'un acte de clémence et soient relâchés ; acte de clémence suscité par la décision de Liao d'abandonner le Mouvement pour autonomi à Tokyo et de revenir à Formose.

Janvier passa. En février 1965, pour le nouvel an lunaire, Hsieh, Wei et moi-même reçûmes chacun un cadeau du général Ning, des œufs et du porc séché coupé en lamelles. Le général continuait de nous cultiver dans l'espoir de nous retourner et de nous gagner à la cause du gouvernement. Je fus formellement accusé en février. L'acte d'accusation était très long et précisait que je m'étais livré à une « tentative pour renverser le gouvernement par des moyens illégaux ». Cette formalité changea ma vie en prison. Je pouvais maintenant communiquer avec ma famille, envoyer et recevoir une lettre par semaine, chacune ne comportant pas plus de deux cents caractères chinois. On ne peut pas dire beaucoup de choses en deux cents caractères, mais de toute façon, il y avait très peu de choses que nous étions autorisés à dire. Maintenant, des membres de ma famille pouvaient aussi venir me voir dix minutes, une fois par semaine, le jeudi. Nous n'avions eu aucun contact direct pendant quatre mois.

Pendant la soirée qui précéda la visite de ma mère et de ma femme, le chef des gardes se montra particulièrement nerveux. Trop souvent, disait-il, des scènes désagréables se produisent lors de ces premières rencontres. Quelquefois, deux ou trois ans se sont écoulés depuis que le prisonnier a vu sa famille pour la dernière fois. Les femmes pleurent et crient. Il me supplia de contrôler mes émotions. J'eus le sentiment qu'il craignait que je l'accuse de mauvais traitements.

Lorsque ma mère et ma femme arrivèrent, elles furent enregistrées dans les bureaux extérieurs, on leur donna un passe, et un garde me

conduisit jusqu'à une petite pièce de réunion, qui comportait, sur un côté, d'épais panneaux de verre. Je pouvais voir ma femme et ma mère mais je ne pouvais pas les toucher. Nous devions communiquer au moyen d'un micro. Je savais que, dans un cas comme le mien, un enregistrement serait fait ; de surcroît, un employé prit des notes à côté de moi. Nous n'étions pas seuls à ce comptoir qui courrait le long des panneaux de verre, d'autres prisonniers étaient aussi réunis avec leurs familles, ce jeudi après-midi.

Il nous avait été strictement interdit de parler de mon cas. Nous ne pouvions nous dire que des choses banales concernant notre santé et les enfants. Ma mère, qui avait alors presque soixante-dix ans, me supplia de lire la Bible et de prier.

Lors de cette première rencontre, elle évoqua le problème de ma défense et la possibilité d'engager des avocats. Etant donné que j'avais signé une confession et que le gouvernement avait dressé un acte d'accusation contre moi, il ne semblait pas vraiment utile d'engager cette dépense. Néanmoins, elle était inquiète et pensait que ce serait mieux. J'acceptai sa proposition quelques semaines plus tard.

J'avais déjà commencé à préparer ma défense. Il était clair qu'il serait inutile de récuser la légalité du gouvernement qui m'avait emprisonné, et je décidai d'asseoir ma défense sur le principe de la « liberté d'opinion », soulignant qu'il n'y avait eu aucune tentative de notre part d'utiliser la violence.

Ma famille choisit de s'assurer les services de Liang Shu-jung, un Chinois, membre de l'aile libérale du parti nationaliste et député de l'assemblée législative, à laquelle il avait été élu sur le continent en 1947. Il était relativement jeune, avait été formé au Japon, jouissait d'une bonne réputation et était très ambitieux. Il avait d'excellentes relations personnelles avec beaucoup de gens importants du gouvernement. Ma famille ne se faisait pas beaucoup d'illusions ; il avait été l'avocat de Lei Chen et ce dernier était alors en prison, accomplissant une peine de dix ans essentiellement pour avoir exhorté le Generalissimo à autoriser la création d'un parti d'opposition, décision qui pourtant aurait été de nature à apporter au régime nationaliste le soutien des Formosans.

Liang fut surpris et sembla très heureux d'avoir été choisi pour me représenter. Il consulta les membres libéraux du parti et ses amis ayant des positions officielles ; selon eux, c'était un bon signe qu'un For-

mosan ait demandé à un Chinois d'assurer sa défense. Il lui fallait évidemment accepter, ce qui lui permettrait de devenir un intermédiaire supplémentaire entre les Formosans et le gouvernement. Il devrait, toutefois, être extrêmement prudent et ne pas encourir la colère du Generalissimo, qui avait ordonné que je sois inculpé.

L'avocat défendant un prisonnier est autorisé à lui rendre visite pour s'entretenir avec lui. Lorsque Liang arriva, je fus emmené dans une petite pièce. Le procureur lui-même était également présent et avait un magnétophone avec lui. Dans ces conditions, que pouvions-nous faire ou dire ?

Bien que je n'en eusse pas été informé, la date du procès avait été fixée pour fin mars. Dans l'intervalle, plusieurs petits changements eurent lieu. L'officier d'état-major Wang, du TGC, venait maintenant très souvent me voir, « pour être sûr que mon séjour était aussi confortable que possible ». Au moment où ma famille était venue, je m'étais plaint que je n'avais pas pu prendre de bain pendant plus d'un mois. Ma conversation et mes plaintes avaient, bien sûr, été enregistrées. Peu de temps après, les bains communs avaient été remis en route et chacun d'entre nous était autorisé à prendre un bain par semaine. Wang commença également à voir les membres de ma famille assez fréquemment, les assurant que j'allais bien et m'assurant qu'ils allaient bien. « Les autorités feront très attention », me disait-il, et de sa conversation je tirai la conclusion que certains départements avaient peur que je puisse critiquer ouvertement l'administration de la prison lors de mon procès. C'était un peu de guerre psychologique pour les rendre mieux disposés en ma faveur.

Pendant cette période, je fus présenté trois fois devant un juge pour de brèves audiences préliminaires. Ces réunions étaient informelles et privées, un seul employé, chargé de l'enregistrement, était présent ; les questions étaient simples et chaque séance ne durait pas plus d'une heure.

Deux jours avant le procès, on me notifia d'avoir à mettre mon plus beau costume qu'on demanda à ma famille. Le coiffeur vint pour me donner un air propre et net. Pour la première fois depuis le 20 septembre, j'avais le sentiment d'avoir regagné toutes les apparences extérieures de la respectabilité. Les autorités semblaient considérer qu'il s'agissait d'un événement d'une grande portée. La salle d'audience avait

été repeinte par une équipe de prisonniers et Wang vint me voir plusieurs fois par jour. Il y avait une atmosphère de tension dans tout le camp, et il était préoccupé par ce qui pourrait arriver. J'appris plus tard que le gouvernement craignait une manifestation d'étudiants le jour de mon procès ou des émeutes dans la ville. Le matin du procès, le 27 mars, il y avait des patrouilles dans tout le quartier, des unités de l'armée étaient en attente, très près, et la circulation était interdite. Si bien que toute la ville était informée de l'importance qu'on attachait à cette affaire.

On envoya une voiture pour amener ma mère, ma sœur et mon frère au tribunal. Ils furent accueillis avec une grande courtoisie. On leur fit faire le tour du camp ; tout le monde, comme eux-mêmes, était, pour l'occasion, très bien habillé. On ne cessa de leur donner l'assurance que ce serait un « procès ouvert ».

Selon les critères établis par les réactionnaires les plus durs de l'entourage de Chiang, nous aurions dû être exécutés sans jugement la nuit du 20 septembre. Qu'on nous permît de paraître devant un tribunal était une concession d'une excessive indulgence. Toutefois, le procès ne devait pas être conduit selon les traditions du droit anglo-saxon, mais selon une adaptation chinoise des formes de la légalité occidentale. D'un certain point de vue, la Chine avait parcouru un long chemin au cours des cinquante dernières années. D'un autre, la manière dont les choses furent conduites n'était qu'un travesti de justice.

Un « procès ouvert » était une figure de style. On avait distribué des billets qu'il était nécessaire d'avoir pour pouvoir y assister et tous ceux qui étaient là avaient été soigneusement sélectionnés. La chambre de commerce était représentée et des membres de l'assemblée législative étaient présents. Les organisations de journalistes envoyèrent des observateurs et des représentants des étudiants obtinrent des sièges. Etant donné que les Etats-Unis étaient si souvent et si fausement accusés de promouvoir le mouvement d'indépendance, l'ambassade américaine, qui avait demandé et obtenu deux billets, ne souhaitait pas, apparemment, étayer cette accusation et n'envoya qu'une seule personne. Elle fit brièvement le tour du camp et quitta les lieux avant que le procès ne commence. Aucun étranger n'était présent.

Toutes les personnes présentes étaient assises, de même que les trois juges et les avocats ; la séance commença à 9 heures du matin,

très exactement. A ma grande surprise, tout le monde se leva lorsque j'entrai. Je restai debout, chacun se rassit et le procès commença. Ce fut bref ; nous avions depuis longtemps accepté de plaider coupable. Toute cette procédure n'était qu'un simulacre légal, pour la forme et pour satisfaire l'opinion publique. Je fus plutôt surpris de voir que le vieux procureur miteux était resté dans les coulisses et que quelqu'un de plus présentable avait pris sa place.

Le matin fut consacré à l'intervention du procureur. Il cita notre manifeste, affirmant avec vigueur que nous avions dit tous les trois que la reconquête du continent était impossible. Il parlait avec ferveur, comme si cela était en soi un acte de haute trahison. Peut-être c'en était-il un à leurs yeux. Nous avions sévèrement condamné le gouvernement et nous avions utilisé les termes « renverser le gouvernement ». Nous avions dit qu'il nous fallait atteindre notre objectif par tous les moyens qui s'avéreraient nécessaires, et même par « la sueur et les larmes ». (Cette expression, fîmes-nous plus tard remarquer, était une vieille expression chinoise, une figure de style littéraire, qui ne signifiait pas obligatoirement un recours à la violence).

On continua ainsi, inlassablement, argument après argument, tels que nous les avions présentés dans notre texte. Les juges se penchèrent en avant pour poser des questions, point par point, et de ce fait, avant que la séance du matin ne soit finie, une centaine de personnes présentes s'étaient familiarisées avec nos critiques.

On me renvoya dans ma cellule, et Hsieh et Wei, à leur tour, furent amenés dans la salle pour subir le même examen et le même inventaire de ce dont ils étaient accusés.

Les plaidoiries en faveur des prévenus ne commencèrent qu'à environ quatre heures de l'après-midi. Cette fois-ci, nous étions présents tous les trois dans la salle d'audience. C'était la première fois que nous nous trouvions ensemble depuis notre arrestation ; on ne nous permit pas de nous parler mais nous nous regardâmes longuement, nous nous fîmes un petit signe de la tête et nous restâmes debout, côte à côte. Mes amis paraissaient tous les deux en bonne santé.

Nous adoptâmes une ligne de défense selon laquelle notre affaire n'était qu'une question de liberté d'opinion ; le patriotisme ne consistait pas seulement à crier des slogans et des vivats à la gloire du chef de l'Etat, la critique était aussi une forme de patriotisme. Mon avocat,

Liang, se montra hésitant et timide, répétant simplement, et de manière sommaire, les arguments que nous avions préparés ensemble. L'avocat de Hsieh fut brillant, convaincant et il présenta les meilleurs arguments. A un moment donné, il dit que le cœur de l'affaire semblait être le « crime » d'avoir critiqué Chiang Kai-shek et que, selon la loi, ce n'était rien de plus qu'un cas de diffamation. Quelques personnes présentes éclatèrent alors de rire. Le procureur et les juges parurent embarrassés.

Bien que nous sentîmes que la salle était, dans l'ensemble, en notre faveur, nous n'élevâmes pas la voix, ni ne lançâmes de dramatiques appels, pas plus que nos avocats. Nous fûmes sincères et fermes, et nous ne présentâmes aucune excuse pour notre conduite. Nous n'essayâmes pas de nous faire passer pour des héros-martyrs. Nous nous efforçâmes de montrer que nous étions des hommes raisonnables, prêts à prendre de grands risques pour modifier et améliorer la situation de Formose, si cela était possible. Nous n'étions pas des fanatiques.

Nous apprîmes plus tard que cette attitude avait produit une favorable impression sur de nombreuses personnes présentes, pourtant triées sur le volet, mais que les militaires en avaient été mécontents. Certains d'entre eux étaient évidemment très irrités puisqu'ils s'attendaient à ce que nous nous livrions à la confession chinoise traditionnelle, admettant notre culpabilité et plaidant pour la clémence et le pardon des autorités.

Après que la défense eut terminé ses plaidoiries et que nous eûmes tous les trois parlé, les juges invitèrent les membres de nos familles à dire quelque chose, s'ils le désiraient. Peut-être espéraient-ils au moins entendre des appels à la pitié présentés en notre nom. Mes deux frères aînés étaient là, de même que ma mère et ma femme mais ils déclinaient tous cette invitation. La sœur et le frère de Hsieh, de la même façon, préférèrent rester silencieux. Nous savions qu'il n'aurait servi à rien de protester, que l'issue avait déjà été décidée par les plus hautes autorités, et que le procès n'était qu'une façade. C'était un arrangement légal par lequel on passait pour sauvegarder l'apparence qu'il y avait une « justice moderne » à Formose.

En revanche, le frère de Wei choqua la cour en se levant pour se lancer dans une violente dénonciation de toute la procédure, disant qu'elle était illégale, que le gouvernement lui-même était illégal, que la loi martiale était illégale et que nous n'aurions pas dû être jugés. On nous fit



quitter la salle d'audience ; le procès était terminé. Il était maintenant environ sept heures du soir et nous nous aperçûmes que tout s'était arrêté dans le camp. Les prisonniers ne purent manger qu'à sept heures et demie mais j'étais trop agité et épuisé pour toucher à mon dîner.

Tôt le lendemain matin, l'officier d'état-major Wang vint me voir, tout excité, pour me dire qu'après le procès, l'un des journalistes présents, probablement un Américain d'origine chinoise, récemment nommé à Taipei, s'était rendu tout droit à l'état-major du TGC pour demander si je n'avais pas été torturé. Il avait remarqué que, toute la journée, mon bras gauche pendait immobile à mon côté. Les porte-parole de l'état-major s'empressèrent d'en expliquer publiquement la vraie raison. J'avais été grièvement blessé par une bombe américaine.

Ce même jour, tous les journaux de langue chinoise de l'île, sans exception, publièrent la même version du procès, mot pour mot, disant notamment que les trois inculpés avaient tous reconnu qu'ils étaient coupables d'avoir critiqué la politique du gouvernement et le projet de reconquérir le continent. Nous nous étions tous « repentis » devant la cour et nous avions « supplié » les autorités d'être « clémentes » à notre égard.

Ma vieille mère, toujours énergique, était furieuse. A la première occasion, elle s'en prit à l'officier d'état-major Wang, lui disant : « Regardez ça ! Vous mentez tous ! ».

Le TGC envoya un officier à la rédaction en chef des journaux de langue anglaise de Taipei, leur demandant de lui faire connaître ce qu'ils allaient publier et insistant pour exercer une censure préalable. Leurs comptes rendus furent brefs et, dans l'ensemble, exacts, passant sous silence la version, destinée à sauver la face des autorités, selon laquelle nous aurions fait « appel à leur clémence ». Tout le monde remarqua que le procès avait été conduit avec une vitesse inhabituelle, trois hommes jugés en un seul jour, et nous en conclûmes que tout avait été organisé pour diminuer la publicité et la tension. Nous ne nous attendions pas à recevoir bientôt le verdict, aussi fûmes-nous étonnés lorsque moins d'une semaine plus tard on nous demanda de nous préparer pour la dernière comparution. Une telle rapidité donnait à penser que l'issue avait été fixée bien avant que le procès n'eût lieu.

Le 2 avril, nous fûmes, une fois encore, conduits devant la cour. En entrant, nous eûmes encore l'occasion de nous faire un signe de

tête, mais pas plus. La salle, cette fois-ci, ne contenait pas plus de dix personnes, en dehors de nos familles, parmi lesquelles cinq ou six journalistes chinois.

Une fois encore, nous étions debout, face aux trois juges. Le président se leva pour lire la sentence. Wei et moi-même étions condamnés à huit ans d'emprisonnement, Hsieh à dix ans.

Les journalistes chinois manifestèrent ouvertement leur surprise devant la sévérité de ce jugement, hochant la tête et nous montrant leur sympathie. Même le bavard chef des gardes de la prison me confia plus tard qu'il avait été étonné. Nos familles furent choquées par cette sévérité.

Ultérieurement, on nous fit comprendre que notre refus d'implorer la clémence des autorités avait été considéré comme de l'arrogance, que, dans un premier temps, il avait été prévu de nous condamner seulement à cinq ans, mais que les plus hautes autorités avaient été furieuses que nous n'ayons exprimé aucun repentir.

Nous fîmes immédiatement appel. Pour cela nous devions présenter formellement une demande écrite. Il n'y aurait plus de nouvelles audiences devant les juges ou de convocation devant la cour. Mon avocat et moi-même préparâmes un texte, reprenant les arguments présentés devant la cour, et l'appel fut enregistré. Selon la loi, la cour devait répondre dans un délai de soixante jours, trente jours étant le délai moyen. Mais aucune réponse ne me parvint alors que juillet, août, septembre, octobre étaient déjà passés. Nous pensions que c'était peut-être un bon signe, qu'il y avait des désaccords au plus haut niveau et que la plus haute autorité n'arrivait pas à prendre de décision ou ne l'avait pas encore prise.

La routine de ma vie en prison fut quelque peu modifiée et, notamment, on m'autorisa à avoir des livres. Le règlement de la prison stipulait que je n'avais droit ni à des romans ni à des journaux mais ces règles ne me furent pas appliquées. On permit à ma famille de m'apporter des magazines populaires de fiction, qui n'étaient pas exactement ce que j'aurais souhaité, et petit à petit, j'eus les œuvres complètes de Sherlock Holmes, les *Mémoires* de Churchill concernant la seconde guerre mondiale et les *Mémoires* de de Gaulle dans une édition de poche en français. Des traités de droit international furent autorisés, aussi bien en anglais qu'en français, de même que des dictionnaires de droit. Enfin, je fus

autorisé à lire *Newsweek*, *Time* et le *Reader's Digest*, après qu'ils eurent été lentement et soigneusement censurés par les officiers du département politique attachés à la prison. On m'envoya aussi une grammaire de français et des livres de conversation dans cette langue, et je passais deux heures tous les matins à les lire et à m'entraîner à la conversation. C'était un excellent exercice intellectuel dans la solitude de ma cellule.

Dans un numéro de l'édition anglaise du *Reader's Digest*, je tombai sur un article concernant Amnesty International, une organisation non politique qui avait entrepris la tâche difficile d'aider les prisonniers politiques, où qu'ils se trouvent. Peu de temps après, je fus surpris de recevoir une lettre de Mme Karin Gawell, membre de la section suédoise d'Amnesty International. Quelqu'un avait informé l'organisation de mon cas.

C'était la première lettre qui me parvenait en provenance de l'étranger. La deuxième vint de mon ancien condisciple de l'Université McGill, Ian McPherson, qui était devenu consultant d'Air Canada. A l'occasion d'une visite au Canada du vice-ministre de la Justice de la Chine nationaliste, Cha Liang-chen, McPherson lui demanda de me remettre cette lettre, ce qu'il fit. J'ai appris, depuis, que de nombreuses autres lettres m'avaient été adressées de l'étranger. Je ne pus les lire, mais les deux seules qui me parvinrent m'émurent profondément ; elles prouvaient, de manière évidente, que mes amis à l'étranger étaient extrêmement préoccupés.

Le printemps et l'été furent excessivement chauds et déprimants, la chaleur était presque insupportable pendant les heures où on devait fermer les fenêtres à cause de la présence, dans la cour, de certains prisonniers. De menus incidents, soit nous étaient une distraction, soit aggravaient nos inévitables périodes de dépression. J'étais, la plupart du temps, tendu et irritable, et j'entrais constamment en conflit avec les cadres de la prison sur la question de la langue. Le directeur adjoint était un homme répugnant, avec un regard fuyant, sournois et mesquin dans l'âme. Il commença d'exiger que toutes les conversations pendant les visites de ma famille se tiennent en chinois mandarin officiel. Je lui fis remarquer qu'aucun règlement de la prison n'interdisait l'usage de la langue de Formose, et qu'il n'avait qu'à recruter un employé qui pourrait la comprendre. Quand j'écrivis une longue lettre adressée au TGC, me plaignant à ce sujet, il essaya de m'adoucir, car il savait que

mes lettres étaient lues attentivement par la hiérarchie. Il ajouta, toutefois, une menace voilée à ses apaisantes remarques, me rappelant que le directeur de publication Lei Chen, qui avait occupé ma cellule n°2, avait eu des ennuis et avait été puni comme un enfant pour refus de coopérer. Sans doute mentait-il, mais il voulait m'intimider.

J'avais entendu parler d'un élève d'une école militaire qui avait été impliqué dans la même affaire que Wu. Il devait toujours avoir des pansements sur la main gauche parce qu'elle avait été totalement broyée pendant une séance de torture. Certains de ses compagnons avaient été exécutés et deux de ses trois frères arrêtés avec lui. L'un « avait sauté du train et avait été tué en essayant de s'échapper » pendant le voyage, sous escorte, de Tainan à Taipei. Le deuxième était dans la même prison que moi, attendant encore son jugement, après plus de deux ans de détention. Il nous réveillait souvent par ses cris et ses hurlements. Il était constamment enchaîné ; après plusieurs mois, il disparut.

Un autre prisonnier, un Chinois, devint fou pendant ces épuisantes séances d'interrogatoire, et il essayait sans relâche de se suicider en se cognant la tête contre les murs. De temps en temps, le soir, on le mettait dans la cellule n°3, à côté de la mienne, où on l'enchaînait à un lit. Il ne hurlait pas, mais on pouvait entendre les efforts qu'il faisait pour se détruire lui-même.

Une excitation générale se répandit sur le camp à l'occasion d'un puissant typhon. Plusieurs fois, les lampes s'éteignirent dans tout notre quartier. Normalement, il nous fallait supporter la lumière d'une ampoule nue qui brillait toute la nuit dans nos cellules, mais en ces occasions, quand la prison fut plongée dans l'obscurité, la garde du camp fut immédiatement en alerte, toutes les portes furent verrouillées et des bougies allumées dans les couloirs. Un jour, on me dit que, par faveur spéciale, ma cellule serait repeinte. Mon codétenu et moi-même fûmes transférés dans la cellule n°4 pour trois jours. Quand nous nous réinstallâmes, le peintre revint, sous prétexte d'avoir oublié un pinceau. C'était l'un des oncles de Wei, lui-même condamné à dix ans ; attendant que le garde soit un peu éloigné, il me glissa rapidement à l'oreille qu'ils « avaient installé un micro dans le plafond ».

Je continuais d'occuper la cellule n°2. Hsieh avait été transféré dans la n°4 et Wei était dans la n°6. Wei avait pris l'habitude de chanter de temps en temps des chansons populaires après le repas du soir,

et il nous arrivait quelquefois de crier de faux mots, qui ne voulaient rien dire, seulement pour nous assurer que nous étions encore là. Des gardes, invariablement, se précipitaient à la porte de nos cellules. Pendant un certain temps, Hsieh, très adroitement, put faire circuler des messages entre nous. Nous étions obligés de nettoyer nos cellules chaque matin avant qu'un prisonnier, qui passait de cellule en cellule, ne vienne ramasser les ordures avec une pelle et un seau. Hsieh l'avait soudoyé en lui donnant des fruits et il parvenait à balayer puis à déposer des morceaux de papier froissés sur lesquels nous avions écrit quelques caractères.

Wei et Hsieh prenaient des risques en critiquant ouvertement et sans retenue l'administration de la prison. Hsieh porta plainte contre le policier qui l'avait battu quand nous avions été arrêtés dans la chambre d'hôtel et tous les deux en firent de même contre les investigateurs qui les avaient maltraités. Ces plaintes furent transmises aux services compétents par l'administration de la prison mais elles ne reçurent aucune suite. Wei contestait continuellement la censure. Quand, en une occasion, ce qu'il avait écrit à sa famille fut modifié par les censeurs de la prison, il entreprit de porter également plainte contre eux, arguant qu'ils auraient pu lui retourner la lettre ou la détruire, mais qu'ils n'avaient pas le droit d'en modifier des passages. Ceci rendit furieux le directeur adjoint, et un jour, alors que j'arpentais la cour pendant notre temps d'exercice, je vis cet homme, debout à l'extérieur de la fenêtre de Wei et lui parlant à travers les barreaux. Soudain j'entendis les échos d'une violente dispute. Le directeur criait que Wei n'était « rien autre qu'un traître » et Wei rétorquait que le directeur n'était « rien autre qu'un porc, un laquais du KMT ». J'étais inquiet et je ne pus me retenir de crier à Wei : « Arrête ! C'est inutile ! ». Je craignais les conséquences de cet incident pour Wei, mais rien ne se produisit. Nous étions toujours traités avec des égards et notre affaire conduite avec prudence, mais aucune réponse n'était donnée à nos appels.

La monotone routine de la prison fut un jour interrompue lorsqu'on nous annonça la visite imminente d'un important personnage. On nous ordonna de nettoyer soigneusement nos cellules et on nous donna, pour ce jour-là seulement, des couvre-lits blancs. Le moment venu, toutes nos fenêtres furent fermées, et lorsque le visiteur arriva, des pétards de bienvenue furent tirés à la porte du camp, ces bruits inhabituels se

faisant écho sur les murs des bâtiments. J'entendis des gens marcher dans la cour et en regardant à travers les fissures et les endroits écaillés, je fus étonné de voir Chiang Ching-kuo, vêtu d'un impeccable costume sombre et de chaussures parfaitement cirées, souriant et hochant la tête, inspectant la cour où nous faisions nos exercices, les corridors et l'ensemble du camp. Cette visite n'avait rien à voir avec notre affaire et Chiang Ching-kuo ne s'approcha pas de nos cellules. Sa tournée d'inspection dura environ une heure.

Il vint deux fois pendant les mois que je passai là. Sa réception et sa tournée du camp furent les mêmes en chaque occasion. Pourquoi cet homme très occupé prenait-il le temps de faire un tel geste ? Je n'arrivais pas à le comprendre. Je ne savais pas s'il visitait d'autres prisons mais, ici, chaque interné avait été arrêté et détenu par le TGC dont il avait la charge. Était-ce du sadisme ou la manifestation de ce curieux trait de caractère, noté par l'ambassadeur Tsiang, le désir de paraître se soucier des laissés-pour-compte ? On pouvait comprendre ses fréquentes visites à des camps militaires ou des casernes comme d'évidentes tentatives de nouer des liens de camaraderie, mais des visites à des camps d'internement militaires comme le nôtre ne pouvaient pas si facilement s'expliquer.

Au début de l'automne, alors que je n'avais toujours pas reçu de réponse à mon appel, ce qui était illégal, ma mère et mon avocat, après de longues discussions et après avoir consulté des parents et des amis, arrivèrent à la conclusion que ce qui maintenant importait le plus était de me faire sortir de prison par n'importe quel moyen. Sous le régime de Chiang, toute idée de vouloir devenir un martyr apparaissait comme totalement futile, un gâchis d'énergie spirituelle confinant à la folie. Tous les moyens disponibles devaient être utilisés pour assurer ma libération, sans prendre de risques. Les gens, particulièrement ceux qui connaissaient la politique et la mentalité chinoises, comprenaient que le régime devait sauver la face ; ils comprendraient aussi que nous fassions tous nos efforts pour obtenir ma libération. Une fois sorti de prison, j'aurais de nombreuses occasions de réfuter ce que le gouvernement pourrait prétendre à ce sujet.

Beaucoup plus tard, je remarquai avec beaucoup d'intérêt que cette même approche, assez courante dans les politiques internes des pays asiatiques, était même adoptée par le gouvernement des Etats-Unis

dans sa politique internationale à l'égard de l'Asie. Pour obtenir la libération de l'équipage du Pueblo, capturé par le gouvernement nord-coréen, les autorités américaines acceptèrent de reconnaître leur « culpabilité » et d'avoir violé la souveraineté de la Corée du Nord, bien que, pendant toutes les discussions autour de cet incident, les Etats-Unis aient maintenu que cela ne s'était jamais produit. Immédiatement après le retour des prisonniers, les Etats-Unis récusèrent leur culpabilité et déclarèrent qu'ils ne l'avaient admise que dans le seul but d'obtenir la libération de l'équipage.

Bien que cela lui répugnât beaucoup, ma mère fut d'accord pour que je fasse personnellement appel. Cette démarche serait faite sous la contrainte et le monde le comprendrait certainement. Nous n'évoquâmes pas ce sujet lors de notre brève conversation à la salle d'accueil de la prison. Une note fut secrètement placée parmi mes papiers, pour que je la trouve et y réfléchisse, sans en discuter.

L'appel fut envoyé au Generalissimo. Je commençai de sentir un changement imminent, peut-être ma libération, lorsque ma famille m'envoya des vêtements, une cravate, une chemise blanche et même des fleurs. Un garde étonné murmura à la vue de ce bouquet : « C'est vraiment étrange d'envoyer des fleurs à un prisonnier qui n'a aucune place pour les mettre ». Le 3 novembre, je pris mon dîner à cinq heures et vers six heures, au moment où la nuit tombait, le directeur de la prison me convoqua à son bureau situé à l'étage supérieur. Il était assis, seul, et il y avait des papiers sur son bureau, en face de lui. Il en prit un et me dit, d'une manière solennelle : « La décision concernant votre appel est là. Il a été rejeté. Vous êtes condamné à huit ans de prison ». Il y eut un long moment de silence. Il me dit alors : « Il y a ici un autre document. Sur ordre spécial du président, vous êtes amnistié. Vous serez libéré ».

« Qu'en est-il de Hsieh et de Wei ? », demandai-je.

« Je n'en sais vraiment rien. On ne m'a rien dit à ce sujet ».

« Quand pourrais-je rentrer chez moi ? »

Le directeur savoura de manière très évidente son dernier moment d'autorité. Il préféra rester vague. « Peut-être ce soir... Peut-être demain. Allez faire vos bagages et tenez-vous prêt. Il y aura peut-être d'autres formalités à terminer ».

Ce n'était pas vrai. Tout avait été prévu à l'avance avec une précision militaire, même la minute à laquelle je franchirais la porte de la prison.

Je retournais à ma cellule. Mon codétenu me félicita. L'officier d'état-major Wang entra pour me dire nerveusement : « Maintenant, vous n'allez sûrement pas parader ou célébrer cet évènement ? Vous n'allez pas tirer des pétards pour fêter ça ? ». Je l'assurai que « je n'étais pas intéressé par les pétards ».

Des soldats arrivèrent, empaquetèrent mes nombreux livres et m'escortèrent en transportant mes paquets jusqu'aux bureaux de la prison. A ma grande surprise, on ne me demanda pas de signer des documents ou de désigner un garant de ma bonne conduite. En ma présence et en présence du directeur de la prison et de son personnel, mes effets furent soigneusement inspectés. Ce fut, pour moi, un moment d'anxiété, car je passais en fraude plusieurs papiers que j'avais écrits en prison, se rapportant à mon expérience et relatant mes observations, que je publiai ultérieurement.

A précisément 21h45, le 3 novembre nous franchîmes la porte de la prison ; ma libération était trop tardive pour qu'il en soit fait mention dans les journaux du soir, mais à temps pour les dernières nouvelles télévisées. Lorsqu'elles furent diffusées, j'étais déjà chez moi, et il n'y avait pas de gens rassemblés pour me souhaiter la bienvenue.

Le directeur de la prison et l'officier d'état-major Wang, du département politique du TGC, m'accompagnèrent jusqu'à une voiture avec chauffeur et traversèrent la ville avec moi. Je remarquai une jeep militaire à l'arrêt lorsque nous entrâmes dans la petite allée conduisant aux logements de l'université. Un peu plus loin, nous nous arrê tâmes devant ma porte et je descendis de la voiture. J'étais à la maison.





## XI

### Sous surveillance

Je fus accueilli par une famille excitée, joyeuse et en larmes. Ma mère, ma femme, mes enfants et mon frère de Taipei étaient tous là, de même que mon avocat qui, avec tact, nous quitta après quelques minutes. La maison était remplie de fleurs. La famille avait été informée à la fin de l'après-midi de ma libération, avec la stricte instruction de ne lui donner aucune publicité.

Nous parlâmes toute la nuit. Ma mère, toujours courageuse et efficace, me raconta comment l'accord avait été conclu, comment avait été rédigée la déclaration humiliante faisant état de mon repentir et comment avait été obtenue la décision de me libérer.

Tous les journaux du matin annoncèrent que j'avais été relâché. Mon avocat transmit un communiqué de presse indiquant que je m'étais « repenti » et que les autorités avaient fait preuve de clémence. Tous les organes du gouvernement et tous ceux chargés de la propagande du parti annoncèrent avec une grande fierté que j'avais « confessé » mes fautes et qu'on m'avait pardonné. Dans tout cela, il y avait l'idée implicite que les critiques de Chiang, les intellectuels et les Formosans mécontents, avaient enfin été convaincus des vertus du dirigeant suprême. Le régime, visiblement, pensait avoir remporté une grande victoire.

En raison de sa fondamentale insécurité, le régime ressentait le besoin d'humilier et de punir les critiques du Generalissimo, si bien que les confessions et le repentir devinrent d'importants éléments des techniques de police. Il ne semblait pas se rendre compte qu'une confession signée sous n'importe quelle forme de contrainte physique ou psychologique est non seulement sans valeur mais porte atteinte au régime qui l'extorque. Par exemple, Taipei ne pourrait pas comprendre pourquoi, dernièrement, les intellectuels de gauche les plus influents en Europe et en Amérique avaient condamné le régime de Castro pour avoir extorqué une « confession », évidemment simulée, au poète cubain Heriberto Bodilla Lorenzo. Dans cette « confession » on l'obligeait à se décrire lui-même comme « ignoble, injuste, peureux, traître, et menteur ». Quelques jours après ma remise en liberté, la Compagnie de radio canadienne (Canadian Broadcasting Company) m'appela de Montréal pour essayer

de réaliser un entretien avec moi pour son émission « Cette heure a sept jours » (*This Hour Has Seven Days*). Etant donné que je savais que toutes mes conversations étaient enregistrées par les agents de sécurité à Taipei, je ne me sentais pas libre de parler.

Qu'allais-je faire de ma vie, maintenant ? Je découvris rapidement que j'étais sous surveillance. Ma maison était observée et j'étais constamment suivi. Je n'avais reçu aucune réponse du président de l'université à la lettre dans laquelle je demandais à reprendre du service. Je n'avais même pas eu un accusé de réception m'indiquant qu'elle était bien parvenue à son destinataire. Mon contrat ne fut pas renouvelé et mes relations avec l'université prirent fin. Néanmoins, nous vivions toujours dans une maison de l'université et aucune tentative ne fut faite pour nous en faire partir.

Deux ou trois jours après ma libération, ma femme et moi rendîmes une visite de courtoisie au président Chien Shih-liang de Taïta. A la porte, je commençai immédiatement par dire : « Merci de vous intéresser à mon cas », mais la réponse fut froide et évasive. Nous le quittâmes rapidement et ce fut la dernière fois que je le vis.

J'étais impatient de savoir comment ma famille avait passé les mois pendant lesquels j'avais été en prison. Une jeep avait stationné très près pendant un certain temps et la police avait surveillé la maison, notant ceux qui entraient ; mais après deux mois tout avait cessé. Les investigateurs vinrent voir ma femme de temps en temps, mais ma famille n'avait nullement été harassée. Heureusement, mon fils et ma fille, une fois le premier choc passé, ne connurent pas de gros ennuis. Ils furent, toutefois, isolés, car les amis qui avaient l'habitude de venir à la maison, décidèrent qu'il était plus sage de se tenir à l'écart.

Pour moi-même et ma famille, les mois qui suivirent furent un véritable test pour distinguer les vrais des faux amis. La jeep qui stationnait toujours près de notre porte projetait une ombre glaçante sur nos vies.

Dans la rue, certaines de nos connaissances nous ignoraient ou faisaient un détour pour ne pas nous rencontrer. Mes collègues formosans de l'université se tenaient à l'écart. Parmi les étudiants, certains qui étaient souvent venus chez nous, m'avaient flatté et s'étaient vantés de nos relations avant mon arrestation, niaient maintenant que nous nous soyons vus en dehors de l'université. Quelques-uns allèrent jusqu'à de-

mander à la faculté de rayer mon nom de leurs dossiers lorsque j'avais été leur professeur ou leur conseiller.

Tout cela me blessait. Je me sentais isolé et solitaire, mais heureusement cette frustration fut en partie compensée par mon admiration pour ceux qui osèrent nous rendre visite, qui prirent le risque de mettre en danger leurs vies et leurs carrières. Quelques étudiants trouvèrent l'occasion de rencontrer discrètement ma femme, lui demandèrent des détails sur notre vie et lui exprimèrent leur amitié et leur sollicitude. D'autres venaient crânement chez nous, apportant comme cadeaux des livres et des fruits. Rapidement, nous reconnûmes nos vrais amis. Je ne fis aucune tentative pour renouer d'anciennes relations, j'attendais que les autres en prennent l'initiative.

Peu de temps après ma sortie de prison, le général Ning organisa à mon intention un banquet raffiné, auquel furent invités le général Wang Sheng et d'autres officiers de haut rang, proches de Chiang Ching-kuo dans le milieu militaire. Aucun sujet sérieux ne fut abordé pendant cette soirée. Ils me félicitèrent seulement pour ma libération et me présentèrent leurs vœux pour ma « nouvelle vie ».

Bien que je fusse maintenant libre de voyager dans l'île sans en demander l'autorisation, il fut immédiatement évident que je serais constamment sous surveillance. Si je prenais un taxi, une jeep le suivait ; si nous dînions dans un restaurant ou un hôtel en ville, des agents venaient occuper des tables proches et dinaient eux aussi. Si j'allais à Kaohsiung par le train, pour voir ma famille, des agents en civil étaient là.

Pendant quelques semaines, je restai tranquillement à la maison, lisant toutes les revues et les livres que je n'avais pu avoir pendant mes mois de prison et mettant par écrit certaines des pensées auxquelles j'avais longuement réfléchi au cours de mon oisiveté forcée. Pendant quelque temps, je m'accrochai à l'illusion que je serais rappelé par l'université, ce qui était vraiment mon vœu le plus cher. Un jour, l'officier d'état-major Wang vint me voir accompagné d'un certain M. Kao, un ancien communiste qui était maintenant le chef adjoint de la sixième section au siège central du parti. Ils étaient venus, me dirent-ils, pour discuter de mon avenir et me proposer d'accepter un emploi comme chercheur associé dans un institut pour étudier la situation de la Chine communiste. Je serais assez bien payé et on me donnerait une maison confortable, incluse dans la rémunération.

Je rejetai cette proposition. Peut-être s'imaginaient-ils que puisque j'avais accepté d'acheter ma libération par une « confession de culpabilité » destinée à apaiser le Generalissimo, je saisisrais aussi cette occasion d'assurer ma sécurité en travaillant pour le parti. Je leur fis clairement comprendre qu'il n'en était pas question. Néanmoins, ils s'incrustèrent chez moi pendant presque deux heures, recourant à tous les arguments pour vaincre mes objections. Finalement, pour mettre un terme à cette irritante discussion, je leur déclarai avec un peu d'emportement que je préférerais vendre mes livres dans la rue plutôt que de travailler pour eux. Ils s'en allèrent alors. Le chef adjoint écrivit un rapport officiel se plaignant que j'avais été extrêmement grossier et non coopératif.

Dans les mois qui suivirent, je me rendis compte de la situation délicate dans laquelle se trouvait l'Eglise presbytérienne de Formose. Avant 1945, les chrétiens, à Formose, bien qu'ils soient comparativement assez peu nombreux, formaient une minorité importante, presque un groupe d'élite, exerçant une influence qui excédait de beaucoup leur nombre dans la population totale. A travers leurs églises, leurs écoles, les services médicaux de leurs missions, l'attention des Formosans avait été attirée pendant un siècle sur le monde occidental. Au cours de l'ère japonaise, les presbytériens subirent de fortes pressions parce qu'ils continuaient d'utiliser le dialecte de Formose dans leurs écoles de mission et pour leurs services religieux et parce qu'ils résistaient aux tentatives pour imposer à leurs convertis le culte de l'Empereur et la religion d'Etat du Japon, le shintoïsme. De 1945 à 1949, la communauté chrétienne ne fut pas véritablement inquiétée, mais de 1950 à 1965 la situation changea. D'un côté, le gouvernement faisait tout ce qu'il pouvait pour faire revivre les extravagantes coutumes populaires chinoises, condamnées depuis si longtemps par les missionnaires et découragées par les Japonais. Ces tentatives étaient entreprises dans l'espoir de renouer et de renforcer les liens, à un niveau populaire, avec la Chine continentale. D'un autre côté, de nombreux missionnaires appartenant à différentes sectes chrétiennes s'introduisaient à Formose avec des encouragements quasi officiels. Karl Rankin, le premier ambassadeur américain en poste à Taipei se vanta dans ses Mémoires que, pendant la durée de son séjour, le nombre de missionnaires et des membres de leurs

familles passa de seulement trente en 1950 à plus de 700 en 1957. En 1965, un grand changement eut lieu. La politique adoptée par les nationalistes suggérait clairement que les chrétiens locaux, particulièrement les presbytériens, établis depuis longtemps et bien organisés, étaient maintenant considérés de manière négative. Le gouvernement avait l'intention d'effacer toute trace de l'identité formosane. Il exigea que le chinois mandarin soit utilisé dans les écoles et que Sun Yat-sen devienne l'objet d'une sorte de culte, associé à des démonstrations de respect pour son successeur, le Generalissimo.

Pendant longtemps, l'Eglise presbytérienne à Formose avait été membre du Conseil mondial des Eglises, dont le siège est à Genève. Quand certains membres de ce Conseil mondial commencèrent à se faire les avocats d'une reconnaissance de Pékin, les dirigeants nationalistes devinrent furieux. Le gouvernement exigea que l'Eglise de Formose coupe ses liens avec l'organisation mondiale, ce que les presbytériens refusèrent avec entêtement. Le modérateur du synode formosan fut convoqué par le TGC et on lui fit savoir qu'il devrait entreprendre de retirer son Eglise de l'organisation. Les pasteurs et les membres de l'Eglise furent continuellement harcelés. Plusieurs pasteurs japonais visitèrent Formose et, à leur retour au Japon, publièrent un volume de contributions, en japonais, donnant leurs impressions sur l'île et sur l'organisation et les programmes de l'Eglise. A leur demande, un modérateur du synode de l'Eglise formosane écrivit une brève introduction. Peu de temps après que l'ouvrage eut été publié au Japon, il fut arrêté et conduit au siège de la Sécurité où on lui en montra une copie. L'un des visiteurs japonais avait écrit des remarques peu flatteuses sur la situation dans laquelle se trouvait l'Eglise locale. Le pasteur, effrayé, signa, sous la menace, une « reconnaissance de culpabilité ». On lui déclara alors que le gouvernement pourrait désormais l'inculper et l'emprisonner à tout moment sur la base de ce document signé. Il devait maintenant faire campagne pour obliger l'Eglise presbytérienne de Formose à se retirer du Conseil mondial des Eglises. Mon cousin, le président du Collège théologique de Taipei, fut convoqué par des agents du MJIB et reçut les mêmes injonctions. Quand cinq pasteurs formosans acceptèrent une invitation à se rendre au Japon, leurs passeports furent confisqués et invalidés au moment où ils allaient monter dans l'avion, à Taipei.

Dans le même temps, les dirigeants de l'Eglise étaient extrêmement embarrassés par la présence d'un prêcheur fondamentaliste invité, le Révérend Carl McIntire, qui venait des Etats-Unis. Ce visiteur assistait aux réunions de l'Eglise pendant lesquelles le problème de l'appartenance au Conseil mondial était discuté et à chacune d'entre elles il priait à haute voix pour « la rapide reconquête de la Chine par Chiang Kai-shek » et pressait le Generalissimo de commencer l'invasion.

Ces pressions diverses obligèrent l'Eglise de Formose à céder et, avec beaucoup de réticence, elle vota finalement son retrait du Conseil mondial des Eglises.

Ma sœur, Peng Hsu-yuan, avait été la présidente d'une école, partiellement financée par l'Eglise, à Tamsui. Elle n'avait jamais été une militante politique mais pendant les mois de mon oisiveté forcée, en raison de la pression qui s'exerçait sur l'Eglise à cause de l'affaire du Conseil mondial, son école fut également visée par le gouvernement. Un jour, deux groupes d'agents de la sécurité militaire apparurent devant l'école. Pendant que l'un d'eux attendait en dehors des locaux, le deuxième se glissa discrètement à l'intérieur pour coller des affiches sur lesquelles on pouvait lire : « A bas le président Chiang Kai-shek ! Vive la présidente de l'école ! ». Puis la deuxième équipe de sécurité se précipita dans les locaux, en faisant beaucoup de bruit, pour déchirer ces « affiches subversives », qui furent alors utilisées comme des preuves pour discréditer l'école et ma sœur.

La surveillance continuait mais de manière irrégulière, quelquefois elle était stricte, quelquefois elle se relâchait. Je n'avais pas de raisons de penser que cela était dû à autre chose qu'à l'attitude des officiers qui donnaient les ordres aux agents placés près de la maison.

Un jour, au début de 1966, une voiture s'arrêta devant chez moi, un homme vint frapper à ma porte et me tendit une carte le présentant comme le secrétaire général des Jeunes du KMT. Il me dit qu'il venait sur ordre de Chiang Ching-kuo. Bien que le général Chiang fût très occupé, par chance il était libre ce jour-là à trois heures de l'après-midi et il se demandait si j'étais également libre. Il serait heureux de m'inviter à son bureau pour « entendre mon opinion ».

Cette surprenante invitation était formulée dans les termes les plus polis. Instinctivement, je pressentais un certain danger ; j'avais appris que mon précédent refus d'accepter une invitation de Chiang Ching-

kuo avait suscité de longues discussions sur le campus de l'université. Cet étranger qui se présentait avec une carte imprimée me transmettait-il une authentique demande ? Ou allais-je disparaître si je montais dans la voiture que, selon ses dires, il allait m'envoyer ? J'avais le sentiment que je ne pouvais refuser une deuxième invitation ; je lui dis, toutefois, que je n'avais pas besoin de voiture et que je me présenterai au siège des Jeunesses à trois heures de l'après-midi.

Je précisai à ma femme l'endroit où j'allais, j'appelai un taxi et traversai la ville. Je fus reçu par le secrétaire de Chiang, Li Huan, qui parlait doucement, me demanda de m'asseoir mais ne fit aucune mention d'une rencontre éventuelle avec son patron. Pendant une heure, il me détailla toutes les activités de l'organisation, faisant de grands efforts pour me démontrer combien le mouvement des Jeunesses était libéral, de même que ses responsables, et combien il était soucieux d'aider les étudiants. Je n'avais pas grand-chose à dire. Une fois encore, j'étais très étonné de la facilité avec laquelle ils pensaient que, après avoir goûté de la prison, je pourrais maintenant être amené à éprouver de la sympathie pour le programme de leur parti et même, peut-être, être persuadé de collaborer en quelque façon à leurs activités. Finalement, il se leva et me dit : « Je vais voir si le général est prêt ».

Il se rendit dans une pièce adjacente, revint et me dit : « Il vous attend ».

Entre temps, j'avais pu apercevoir le jeune Chiang assis à son bureau et dans les secondes avant que je n'entre, je le vis se lever et ajuster soigneusement son col et sa veste. Il fit quelques pas vers moi, souriant cordialement et m'invita à m'asseoir. Je ne l'avais jamais rencontré et j'eus sans doute l'air surpris lorsqu'il commença par me dire : « Il y a longtemps que je ne vous ai vu ». « Comment allez-vous ? » s'enquit-il, « Etes-vous en bonne santé ? Et comment va votre mère ? ». Il ne la connaissait pas mais, maintenant, ses efforts pour obtenir ma libération et ses vigoureuses protestations étaient certainement bien connus de tous les départements du gouvernement qui avaient eu à traiter de mon cas. Il me demanda même des nouvelles de ma sœur, la présidente de l'Institut de gestion administrative de Tamsui, qui, juste à ce moment, avait des ennuis.

Après quelques instants de conversation banale, il déclara, d'un ton sérieux : « Beaucoup de gens ont été très inquiets à votre sujet ». Je fus



tenté de lui faire remarquer qu'il était dans une très bonne position pour le savoir, lorsqu'il me dit : « Avez-vous des difficultés ? Pouvons-nous vous aider ? ». Je répondis rapidement : « Oui. Je n'ai pas encore recommencé de travailler. A dire vrai, je souhaite retourner à l'Université de Taiwan pour enseigner ».

Il y eut un léger moment d'embarras avant qu'il ne se tourne vers Li Huan pour lui demander : « Est-ce que le Président Chien en est informé ? ». Ce fut au tour de Li d'être embarrassé, il répondit évasivement : « Nous en parlerons avec lui ».

Je revins de cette conversation plutôt détendue et informelle avec des sentiments mitigés. Chiang Ching-kuo paraissait beaucoup moins brutal que ses photographies n'en donnaient l'impression. Il y avait quelque chose de chaleureux dans ses questions, qui avait toujours manqué aux remarques laconiques et conventionnelles de son père. Le thème était le même : « Qu'est-ce que nous pouvons faire pour vous ? », mais il était présenté avec plus de sincérité. Il était difficile de concilier l'image publique et l'image privée, ou de croire à l'affichage de sa sollicitude pour les étudiants quand je savais si bien ce qui se passait dans de nombreuses prisons, partout dans l'île, qui toutes étaient sous la responsabilité de cet homme.

Je savais qu'ils continuaient de discuter de mon avenir car un ancien et influent cadre du parti, nommé Tao Hsi-shen s'entretenait de temps en temps avec mon avocat. On m'avait averti que Tao était un homme secret et rusé, un manipulateur utilisé comme intermédiaire dans de nombreuses disputes opposant les diverses factions, disputes que Chiang Kai-shek exploitait de main de maître. Tao vint une fois me voir. Après une heure de conversation à bâtons rompus, il aborda le véritable sujet de sa visite. Aux Etats-Unis et en Angleterre, George Kerr avait publié un livre intitulé *Formose Trahie* (*Formosa Betrayed*), qui était un témoignage détaillé, par un observateur direct, de la manière dont notre île était passée sous le contrôle de Chiang Kai-shek en attendant qu'un traité statue sur ce transfert de souveraineté et comment, ensuite, elle avait été exploitée, jusqu'à en être ruinée, par le gouvernement du Generalissimo et par sa famille. Ce diplomate américain décrivait les demandes de réformes présentées par les Formosans en 1946 et 1947, l'incident du 28 février 1947, et les sanglantes représailles qui s'ensuivirent, lorsque le Generalissimo envoya en renfort un détachement

militaire chinois de 50 000 hommes. L'ouvrage était interdit à Formose mais des copies circulaient sous le manteau et on le trouvait même dans les bibliothèques réservées aux personnels américains de l'USO (United Service Organisation), de l'armée de l'air et de l'armée de terre. Il se plaignit à moi : « Ce livre attaque notre gouvernement. Quelqu'un devrait écrire une réfutation. La vérité doit être publiée ». J'avais lu cet ouvrage et j'avais trouvé que c'était une relation remarquablement précise de ce qui s'était passé à Formose de 1945 à 1947, mais je prétendis que je ne savais pas de quoi Tao voulait parler. Il abandonna le sujet et j'appris plus tard que le gouvernement n'avait rien pu faire de mieux que de contraindre Thomas Liao à écrire une lettre protestant contre l'article favorable que Robert Turnbull avait consacré au livre dans le *New York Times*.

Un peu plus tard, Tao me proposa, par l'intermédiaire de mon avocat, de travailler pour l'Institut des affaires internationales. Cet institut avait été à l'origine un département du ministère de la Défense puis il était devenu, nominalement, un organisme indépendant. Le président du conseil d'administration et les principaux responsables étaient tous des cadres de haut niveau du parti et il était presque entièrement financé par le gouvernement. C'était le « laboratoire d'idées » de Chiang Ching-kuo ; il se consacrait à l'étude du communisme et à l'analyse de la situation internationale. Ils souhaitaient maintenant que j'en fasse partie.

Le directeur de l'institut, le professeur Wu Chung-tsai vint me voir un matin. Il était d'une exquise politesse et après quelques minutes d'une conversation décousue, il me tendit ma nomination officielle auprès de l'institut. Une question de face se posait, je ne pouvais pas la lui rendre à ce moment et dans ces circonstances ; aussi lui dis-je simplement et très honnêtement qu'il devait comprendre que je ne connaissais rien aux problèmes du communisme. Nous savions tous les deux que si j'acceptais ce serait un triomphe pour les relations publiques du parti. Après avoir bu sa dernière tasse de thé et m'avoir salué, il s'en alla en laissant la nomination sur une table.

Je laissai passer quelques semaines puis un soir je lui rendis visite chez lui. Je lui rapportai le document que je lui remis ainsi qu'une lettre formelle déclinant ma nomination. Ce fut la fin de cet épisode.

A peu près au même moment, je découvris que mon arrestation m'avait rendu tabou pour l'ambassade américaine. Les Formosans ont

toujours été étonnés par les relations de Washington et de Taipei et par le soin extraordinaire que les Américains prenaient pour ne pas froisser la sensibilité du Generalissimo, alors qu'ils paraissaient ignorer les exigences et les aspirations des Formosans. Pas un seul fonctionnaire américain d'un certain niveau, vivant à Formose, ne pouvait ignorer la suppression des libertés civiles. Avant d'être arrêté, je connaissais plusieurs membres du personnel de l'ambassade et j'avais souvent l'occasion de les rencontrer. L'ambassadeur Kirk m'avait demandé de venir le voir pour parler avec lui. Maintenant, après ma libération, je découvris que j'étais totalement ostracisé. En 1966, plusieurs personnes influentes, formosanes et chinoises, dont des membres de l'assemblée législative, invitèrent l'ambassadeur à dîner pour discuter avec lui de la situation générale. L'ambassadeur accepta et la date fut fixée. L'ambassade envoya alors un secrétaire pour demander la liste des invités. Il y avait environ dix noms en tout, y compris le mien. Le lendemain, le secrétaire revint pour dire, de manière très inélégante, que l'ambassadeur serait embarrassé si j'étais présent. Je dus donc me retirer pour que le dîner puisse avoir lieu comme prévu.

Le problème de mon emploi devenait critique. J'étais extrêmement malheureux de cette oisiveté contrainte et prolongée. Il me fallait finalement accepter le fait que je ne pourrais jamais retourner à l'université. Ma mère me disait ironiquement : « Comment peux-tu espérer qu'ils t'autoriseront à corrompre encore la jeunesse ? ». Quand on me fit entendre qu'on pourrait peut-être me proposer de poursuivre des recherches à l'Academia sinica, je donnai mon accord. Ce qui se passa alors reste obscur. Le comité ad hoc traitant de mon cas fut saisi, de même que certains organes de sécurité. Apparemment, ils écrivirent une lettre formelle au Generalissimo lui demandant s'il n'élevait pas d'objection à ce que je travaille à l'Academia sinica. Sa réponse fut sans doute négative puisque les choses en restèrent là.

Au même moment, l'Association canadienne de droit international, par l'intermédiaire de son président, me chargea d'écrire un article sur une question de droit. Je savais que tous mes anciens collègues et collaborateurs au Canada étaient préoccupés par ma vie professionnelle et personnelle. Par ce geste généreux, ils voulaient me remonter le moral et m'apporter un soutien financier. Je fus profondément touché par la sympathie et la compréhension que manifestaient à mon égard tous

ces amis du Canada dont le souvenir m'était si cher. Pendant la fin de l'année 1965, la surveillance à laquelle j'étais soumise fut légère, mais en 1966 un changement drastique eut lieu. Mon cas fut transféré du TGC, relevant du ministère de la Défense, au MJIB, qui relevait du ministère de la Justice. Cet organisme pourrait être comparé à la Gestapo dans l'Allemagne nazie. Il était pratiquement indépendant et très puissant. Chaque membre du gouvernement savait que le MJIB possédait sur lui un dossier qui pouvait être transmis au président si celui-ci le demandait, et tout citoyen privé qui attirait l'attention sur lui pouvait être sûr que le MJIB en prendrait soigneusement note. Ses directives et son autorité émanaient directement du Generalissimo, et chaque agent lui devait personnellement une totale allégeance. Grâce au MJIB, Chiang exerçait un contrôle sur tous les départements de son gouvernement civil. C'était l'organe de la dictature qui était le plus haï et le plus craint.

La rivalité entre les enquêteurs du TGC et ceux du MJIB était intense et ancienne. Chiang l'exploitait habilement. J'ai déjà mentionné que certains, occupant de hautes fonctions au sein du gouvernement, pensaient que je devrais être éliminé, que j'aurais dû être sommairement exécuté tout de suite après mon arrestation. D'autres personnes influentes estimaient, au contraire, qu'une telle décision aurait provoqué un profond ressentiment parmi les Formosans et que je devrais être rééduqué, remis dans le droit chemin, et utilisé pour renforcer le régime auprès de la population originaire de l'île. Mon rejet brutal de tout ce qui m'avait été proposé prouvait que cette politique indulgente était un échec. J'avais dit que je préférerais être un vendeur de rue plutôt que de servir le parti. Maintenant, les réactionnaires de l'appareil pouvaient prétendre que le TGC avait échoué à traiter correctement mon cas.

Les directeurs de tous les organes de sécurité, une dizaine en tout, se rencontraient régulièrement pour coordonner leur travail. Leurs réunions étaient présidées par le Generalissimo, qui décidait en dernier ressort. Je suppose que la décision de me transférer d'une agence à l'autre fut prise lors d'une de ces réunions.

Un cadre expérimenté du MJIB, Wang Kan, un chef de section, m'invita à dîner par l'intermédiaire de mon ami, l'historien Li Ao, et, à ce dîner, il commença la conversation par cette remarque : « Nous sommes désolés que le TGC ait si mal traité votre cas et n'ait pas été

capable de vous trouver un emploi. Quand le Dr Hu Shih était vivant, je fus responsable de sa protection [c'est-à-dire de surveiller tous ses mouvements], mais comme vous le savez, ces militaires sont très maladroits. A partir de maintenant nous allons nous occuper de vous ».

Mes contacts avec le TGC cessèrent alors complètement. Le général Ning, les officiers d'état-major Wang et Wei, et tous les autres, avaient perdu la face. Au fil des mois, j'observai un contraste marqué entre les personnels et les caractéristiques générales des deux organisations rivales. Des hommes comme Ning avait conservé quelque chose de la vieille tradition chinoise des militaires qui, dans le système impérial, étaient employés par des bureaucrates lettrés et leur étaient soumis. Ils étaient francs, accomplissaient loyalement leurs devoirs et considéraient les lettrés et la tradition littéraire avec un grand respect. Il leur arrivait de penser que ces hommes de culture étaient excentriques, compliqués et difficiles à comprendre, mais ils représentaient la tradition littéraire chinoise et le brillant passé de la Chine. Par contraste, j'en vins à croire que le MJIB recrutait les éléments les plus douteux de l'administration. Le service qui faisait la sale besogne pour Chiang attirait les gens les plus louches, les plus retors, les plus vicieux, tous excessivement habiles et auxquels on ne pouvait jamais faire confiance.

Wang Kan du MJIB vint me voir très souvent car il travaillait maintenant avec Tao Hsi-chen, qui avait été chargé de me trouver un emploi. Le directeur du MJIB, un personnage légendaire nommé Shen Chih-yueh, m'invita à dîner. C'était peut-être l'homme le plus redouté de tout Formose et celui auquel Chiang Ching-kuo se fiait le plus. Il avait la réputation d'avoir été formé pour infiltrer les organisations communistes et d'avoir passé plus de dix ans au sein de l'appareil communiste, bénéficiant de la confiance de Mao et s'élevant jusqu'aux plus hautes positions, avant de revenir vers le Generalissimo.

Le MJIB avait transformé une maison de style japonais en une sorte de club. On m'envoya une voiture et, comme nous nous approchions, je remarquai un agent en civil désœuvré dans un coin et d'autres essayant de se cacher derrière des poteaux de téléphone tout au long de la rue. Je fus accueilli avec une courtoisie parfaite par Shen, un homme mince, de petite taille, nerveux, qui n'était pas particulièrement impressionnant. Mon ami Li Ao avait aussi été invité et, nous flattant de manière évidente, le directeur Shen nous répéta qu'il était très honoré de notre

présence. Après nous être entretenus de manière polie en buvant du thé, nous fûmes conduits dans une salle à manger où un dîner raffiné nous fut servi. Je remarquai immédiatement que le plafond habituel avait été remplacé par des panneaux perforés qui m'étaient devenus familiers après mes séjours dans différentes cellules de prison. Je regardai Li Ao et levai les yeux au plafond ; je ris intérieurement quand le directeur Shen nous encouragea à parler franchement. « Je vous en prie... exprimez-vous librement ...n'hésitez pas à critiquer le gouvernement ; il doit être amélioré... », et ainsi de suite. Notre hôte fit de sérieux efforts pour nous convaincre que le MJIB n'avait pas une activité politique mais que son objectif principal était de découvrir et d'éliminer la corruption, aussi haut placée que fût la personne incriminée. Quand le dîner prit fin, on nous reconduisit chez nous. Rien de très important n'avait été dit aussi bien par l'hôte que par les invités. En quittant le club, je remarquai à nouveau un agent en civil caché derrière le poteau téléphonique près de la porte d'entrée.

Au fil des mois, les gens devenaient plus détendus lorsqu'ils nous rencontraient et beaucoup venaient me voir pour discuter avec moi de la situation présente. Les Chinois, qui occupaient tous les postes importants de l'administration et contrôlaient le gouvernement, devenaient, année après année, de moins en moins nombreux. Leurs fils et leurs filles allaient à l'étranger, principalement aux Etats-Unis, et il était bien connu que leurs parents investissaient soigneusement leur argent à l'extérieur de Formose, dans l'intérêt de la famille. Le temps semblait jouer en faveur des Formosans.

Des militants politiques venaient très ouvertement chez moi. C'était généralement des diplômés de l'université, des conseillers municipaux, ou des enseignants, qui souhaitaient présenter leur candidature à des mandats électifs et travailler à réformer le système de l'intérieur. Le gouvernement était, bien sûr, critiqué, et les pratiques les plus perverses ou les fonctionnaires les plus vicieux étaient sévèrement condamnés, mais ces hommes ne parlaient pas de révolution violente. Ils voulaient réformer le gouvernement pas à pas, par des voies légales, et ils pensaient que le meilleur moyen d'y parvenir était de se présenter aux élections comme candidats sans affiliation partisane. Ils discutaient de savoir comment former un front uni d'opposition lors des campagnes électorales.

Un neveu de Su Tung-chi, M. Wu, était l'un des membres de ce groupe parmi les plus admirés et les plus respectés. Un jour, il vint accompagné de Chen Kuang-yin, qu'il me présenta comme l'un de ses meilleurs amis. Chen était originaire d'un village dans le centre de Taiwan et était inconnu des gens de Taipei. Nous remarquâmes qu'il était très silencieux et nous pensâmes que c'était parce qu'il était un simple diplômé d'une école secondaire et qu'il n'avait que des connaissances limitées. Un jour, il vint chez moi seul pour me dire qu'il partait pour le Japon pour rencontrer des militants politiques. Je lui souhaitai bon voyage.

Il revint environ un mois plus tard et me dit qu'il avait vu des Formosans exilés à Tokyo, y compris Su Ben, l'auteur du livre *Quatre siècles d'histoire de Taiwan*. Il m'assura qu'il était chargé de me transmettre les salutations des gens de Tokyo et il me remit des copies des publications de différents mouvements pour l'indépendance. Il se mit à rire quand je m'étonnai qu'il ait réussi à les passer en fraude. Il sortit alors de sa poche et me tendit un appareil qu'en fait je connaissais déjà comme une sorte de jouet, vendu pour seulement 450 yens (environ 1,60 \$) dans de nombreux grands magasins japonais. C'était une petite radio, alimentée par une pile, qui permettait à quelqu'un de parler à sa femme lorsqu'elle se trouvait dans une autre pièce ou au voisin, de l'autre côté de la haie. Il me remit alors 200 000 yens, expliquant que mes amis à Tokyo voulaient que je les accepte comme cadeau. Je les lui rendis en disant que je n'en avais pas besoin. Quand il repartit, ce jour-là, il emporta l'argent mais laissa les publications et le jouet.

Quelques jours plus tard, il revint me voir, me disant qu'il se rendait au Japon, cette fois-ci pour obtenir des informations sur la fabrication de certains types de sacs en vinyl qu'il avait l'intention de produire à Formose. Il me demanda si j'accepterais d'écrire une lettre d'introduction à Su Ben. Je lui fis observer que je n'avais jamais rencontré M. Su, ce qu'il avait déjà fait, et que donc il n'avait pas besoin d'une introduction de ma part ; il me répondit qu'une telle lettre lui serait néanmoins utile étant donné qu'il n'avait eu avec Su qu'un contact superficiel. Comme Su connaissait beaucoup de monde dans les milieux d'affaires japonais, une lettre de moi le persuaderait de lui présenter des gens qui pourraient l'aider dans le projet qu'il se proposait de réaliser.

Su et moi nous connaissions très bien de nom. Avec quelque réticence, j'écrivis un mot en japonais disant brièvement quelque chose comme : « Le porteur est un jeune Formosan, très sérieux. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir l'aider dans la mesure où vous le pourrez ». Je signai du nom de Makiyama et je demandai à Chen d'expliquer à Su Ben que la lettre était de moi.

Un matin, au début de mars 1967, Chen se précipita chez moi, apparemment très effrayé. Il me dit que notre ami Wu avait été arrêté. « Le 27 février », m'expliqua-t-il, « j'ai passé toute la nuit chez Wu pour l'aider à polycopier un tract qui devait être distribué le lendemain (l'anniversaire du soulèvement de 1947). Le matin, nous en remplîmes nos poches et nous prîmes le train pour le Sud. Je descendis à une gare près de Taichung et Wu continua. C'est la dernière fois que j'ai eu des nouvelles de lui ».

Dans les jours qui suivirent, nous étions tous extrêmement inquiets. Je remarquai que tous mes mouvements étaient espionnés et que ma maison était sous une surveillance accrue et très étroite. Des membres de notre groupe venaient me voir pour me demander : « Que devons-nous faire ? » Un par un, ils furent repérés. Certains furent suivis partout où ils allaient, d'autres étaient surveillés. Chen ne cessait de venir chez moi, disant qu'il lui fallait faire quelque chose pour la famille de Wu. Ce dernier avait laissé des dettes, aussi Chen fit-il le tour de tous les amis qui étaient prêts à aider sa femme. Un jour, il vint pour me dire que l'un de nos amis se demandait s'ils ne devraient pas se réfugier à l'ambassade américaine et demander l'asile politique. Je lui répondis que « ce serait complètement inutile. Ils vous repousseraient, parce qu'ils ne sont pas intéressés par nos problèmes. Dites-leur de ne pas être effrayés, et de ne pas manifester leur peur en agissant de manière anormale, ce qui pourrait les rendre suspects ». Quand il revint encore, ce même soir, je craignis pour sa sécurité et je décidai de sortir pour une brève promenade. Les agents surveillant la maison me suivraient ce qui lui permettrait de se glisser dehors par la porte de derrière et de s'en aller sans être remarqué, ce qu'il fit.

A peu près deux semaines plus tard, la famille de Wu reçut de lui une carte postale, oblitérée à Hsinchu, disant : « En raison d'affaires urgentes, je dois partir pendant quelque temps. Ne vous faites pas de soucis ». Nous imaginâmes que, ayant été arrêté, il avait été contraint



d'écrire cette carte et de se livrer à cette comédie pour rassurer ses amis de manière qu'ils se laissent aller à un faux sentiment de sécurité et n'essayent pas de se cacher ou de quitter l'île.

A notre grande surprise, rien ne se passa jusqu'au milieu de l'été. La surveillance continuait. Où que j'allasse, une jeep me suivait à quelque distance. Quelquefois les agents me suivaient à pied et si je me retournais brusquement, ils s'écartaient vivement et essayaient de se cacher. Quelquefois des agents, se faisant passer pour des étudiants et transportant des livres et des cahiers, me suivaient dans les bus, mais si je les regardais fixement assez longtemps, ils me tournaient le dos ou faisaient semblant de descendre. De temps en temps, j'étais tenté de me retourner soudainement avec mon appareil, comme si j'allais les prendre en photo. Mais ils s'écartaient toujours rapidement et s'en allaient très vite.

Un jour, je vis une voiture américaine s'arrêter devant ma porte. Comme les agents chargés de la surveillance s'approchaient, un homme de grande taille, portant une pile de papiers, en descendit. Il ignora les gardes et vint frapper à ma porte. C'était le professeur Mark Mancall, de Stanford, une vieille connaissance qui était déjà venu plusieurs fois à Taiwan et avait souhaité me rendre visite. Nous prîmes rendez-vous pour un déjeuner, le jour suivant. Quand je vins à l'hôtel Ambassador, le lendemain matin, les agents me suivirent. Dans la salle à manger de l'hôtel, ils se tinrent à une certaine distance et nous pensâmes qu'il était possible qu'ils aient des appareils pour enregistrer notre conversation. Le professeur Mancall quitta Formose l'après-midi même et peu de temps après on lui notifia que son visa avait été invalidé.

Au milieu de l'été de 1967, le nombre des arrestations pour motifs politiques augmenta. Certains de ceux qui en furent les victimes essayèrent de se cacher mais généralement on les retrouva et on les arrêta. Une rumeur courut selon laquelle un soulèvement armé était prévu et qu'il y avait des preuves écrites que j'étais impliqué dans ce projet. On racontait qu'un document avait été trouvé, signé de ma main, se référant à ce prétendu complot. J'étais déconcerté. C'était absurde ; qu'avais-je bien pu écrire qui pouvait être interprété de cette façon ?

A la fin de l'année, la plupart de mes amis politiques avaient été arrêtés et mes propres parents commençaient d'être soumis à des pressions. Mon frère de Taipei, par exemple, s'était vu refuser un emprunt pour

ses affaires à cause de notre lien de parenté, bien qu'il ne se soit jamais mêlé de politique. Peu de temps après le retour de Chiang Ching-kuo d'une visite au Japon, le chef de section du MJIB, Wang Kan vint me voir pour me dire que le directeur Shen souhaitait m'inviter à nouveau à dîner et, en passant, il me laissa entendre que Chiang devait avoir rapporté des informations concernant les activités, à Tokyo, du mouvement pour l'Indépendance. Il revint une semaine plus tard pour me préciser la date du dîner qui aurait lieu à cinq heures de l'après-midi.

Au jour dit, Wang Kan vint me chercher. Deux agents du MJIB, d'apparence plutôt sinistre, nous reçurent à la porte du club et nous présentèrent les excuses du directeur Shen qui devait malheureusement assister à une réunion urgente et ne pourrait donc m'accueillir ; ils ajoutèrent qu'il lui serait peut-être possible de se joindre à nous un peu plus tard. Etant donné la vulgarité de leur langage et de leurs manières, je pensais qu'aucun des deux n'avait reçu beaucoup d'éducation. Nous fûmes conduits dans une antichambre au milieu de laquelle était disposé un sapin de Noël brillant et décoré. Je fis quelques remarques légères à propos de cet arbre. Après quelques minutes d'une conversation oiseuse, l'un de ces hommes devint brusquement très sérieux et très professionnel.

- « Maintenant, nous avons quelques questions à vous poser. Avez-vous jamais écrit une lettre à l'étranger à des gens soutenant l'indépendance ?
- Non.
- Etes-vous sûr de ne l'avoir jamais fait ?
- J'en suis sûr.
- Très bien ».

Il se leva, alla dans une autre pièce et revint rapidement avec une enveloppe de papier kraft et en sortit une feuille de papier. C'était le mot que j'avais écrit à Su Ben en japonais et que j'avais donné à Chen.

- « N'est-ce pas votre écriture ?
- Si, mais c'est un mot d'introduction, pas une lettre.
- « Est-ce que vous connaissez Su Ben ?
- Je ne l'ai jamais rencontré ».

J'expliquai ce qui s'était passé, mais mon interrogateur y prêta peu d'attention.

- Est-ce que vous ne saviez pas que cet homme est un communiste qui a vécu à Yenan ? Que c'était un ami très proche de Liu Shao-chi ? Et qu'il est sur la liste des gens les plus recherchés de ce gouvernement ?
- Je ne savais rien de tout cela.
- Mais est-ce que vous n'avez pas reçu 200 000 yens de Chen et, en même temps, un appareil de transmission et des publications interdites ? ».

Il cita avec précision la date et l'heure auxquelles Chen était venu me voir.

- « Tout à fait. Chen m'a apporté tout cela mais j'ai refusé d'accepter l'argent, j'ai détruit les publications, et l'appareil de transmission est un jouet vendu très bon marché partout au Japon.
- Est-ce que vous savez que cet argent était destiné à financer vos activités politiques ?
- J'ai refusé l'argent qui, selon Chen, était un cadeau qui m'était envoyé. Le jouet est quelque chose qu'on peut trouver pour 450 yens dans tous les grands magasins du Japon. Je reçois toutes sortes de publications que je n'ai pas demandées, et je les détruis. »

Mon interrogateur me fit clairement comprendre qu'il ne croyait pas à mes explications : « Vous êtes en contact avec le groupe japonais. Vous savez que nous avons arrêté beaucoup de vos amis, cette année. Tous ont avoué qu'ils complotaient des sabotages, des attentats à la bombe et des assassinats. Et ils ont tous avoué que vous êtes le chef du groupe. Certains, maintenant, vous dénoncent, disant que vous les avez entraînés dans ces ennuis et qu'il serait injuste qu'ils soient punis si vous ne l'êtes pas. Ils affirment qu'ils ont seulement fait ce que vous leur avez dit de faire. Nous savons que vous êtes l'idole de la jeunesse de cette île, mais vous ne faites que la corrompre. Vous êtes un démagogue. Vous répandez le Mal ».

Pendant toute cette tirade, dont le ton s'élevait de plus en plus, Wang Kan resta totalement silencieux, nous abandonnant de temps en temps

pour aller téléphoner pas très loin. Il semblait rapporter la manière dont se déroulait cet interrogatoire et l'effet de ces dénonciations. Le plus âgés des deux agents était relativement modéré dans ses commentaires, laissant celui qui semblait être son subordonné lancer ces accusations brutales et ces remarques désobligeantes.

Cet échange, ou plus exactement, cette diatribe de leur part, continua pendant au moins deux heures. Au début, j'essayai d'expliquer que ces hommes, jeunes pour la plupart, qui avaient été arrêtés étaient venus me voir pour parler d'une action politique légale, qu'ils voulaient se présenter à certaines élections pour s'opposer au système de parti unique. Je ne cessais de répéter que je n'avais jamais entendu parler de complots, d'attentats, de sabotages ou d'assassinats. Je perdis mon sang-froid et je leur criai : « Vous pouvez obtenir de n'importe qui tous les aveux que vous voulez. Je le sais ! Je l'ai vu faire ! »

Ils eurent, bien sûr, le dernier mot, et il était révélateur : « Nous n'avons pas peur des étrangers », cria l'un d'eux, « et n'oubliez pas que nous pouvons vous tuer. Nous pouvons vous détruire quand nous voulons, comme vous devez le savoir ».

Pendant tout ce temps, Wang Kan ne fit qu'entrer et sortir. Je pressentais qu'il demandait des instructions. La discussion semblait avoir mal tournée, et ces agents brutaux avait apparemment conduit les interrogations et les menaces beaucoup plus loin que cela avait été prévu. Finalement, Wang intervint pour suggérer que nous passions dans la pièce à côté pour dîner.

Nous nous assîmes et on nous servit du vin. L'atmosphère était glaciale, pour ne pas dire plus. Je pensais que j'allais probablement être arrêté sur place. Quand le dîner se termina, nous retournâmes nous asseoir près de l'arbre de Noël illuminé et boire une tasse de thé pour finir la soirée. Il était presque minuit quand ils se décidèrent à partir.

Nous roulâmes, Wang Kan et moi, dans un silence tendu pendant presque toute la durée du trajet. Comme nous approchions de chez moi, je vis ma femme, marchant rapidement dans la rue. Elle s'était beaucoup inquiétée et était partie, à pied, pour la guest-house du MJIB. Je l'appelai de la voiture, où elle monta, et nous fûmes bientôt arrivés à la maison. Malgré l'heure et les circonstances, Wang entra. Il était embarrassé et visiblement mécontent. Il aurait des comptes à rendre si ces grossiers personnages avaient trop laissé transparaître la position

réelle de l'agence à mon égard. J'étais furieux et je manquais de prudence. Il était possible que certains, dans notre groupe, sous l'effet de la peur, m'aient répudié et aient même inventé ces histoires de complots et de plans pour une action violente, mais je savais également que d'autres étaient aussi loyaux et inébranlables que Hsieh et Wei l'avaient été. Je commençais à croire que Chen avait été spécialement envoyé pour me piéger et donner enfin un prétexte au MJIB pour me faire disparaître.

Je m'en pris à Wang et lui dit, d'un ton dur : « Vous étiez là tout le temps. Est-ce que ce sont des hommes raisonnables ? Ils se conduisent comme des animaux, et pourtant ils occupent des places importantes dans votre organisation. Je suis prêt à être de nouveau arrêté. Tout plutôt que ce genre de traitement ! ».

Il ignora mes remarques, embarrassé, et il s'en alla après quelques mots polis.

Je dis à ma femme : « Nous devons nous préparer à ce que je sois de nouveau arrêté ». Et, à la lumière de ce que je lui rapportai de la soirée, elle ne put qu'être d'accord. Le lendemain, j'appelai mon avocat, lui racontai la soirée et lui dis que je m'attendais tous les jours à être arrêté. J'écrivis ensuite deux longues notes, une en chinois, l'autre en anglais, expliquant tout ce qui s'était passé. Je les donnai à mes amis les plus proches, leur demandant de les rendre publiques au cas où on procéderait à mon arrestation. Comme je l'ai déjà dit, mon avocat était un membre de l'assemblée législative et, quelques jours plus tard, il rencontra le directeur du MJIB, Shen, dans les bureaux de l'assemblée. Quand il eut l'occasion de lui parler personnellement, l'avocat lui répéta ce que je lui avais dit de mon expérience, et il ajouta que j'étais extrêmement irrité. Il fit ensuite remarquer à Shen que, même si les accusations étaient fondées, ce n'était pas la bonne manière de me traiter, car les résultats iraient précisément à l'encontre de ce que souhaitait le MJIB et le gouvernement.

Le jour de Noël, peu de temps après, Wang Kan vint sonner à ma porte, apportant deux énormes paquets de cadeaux, des pommes, du café, et d'autres fruits ou sucreries de luxe préparées spécialement pour Noël.

« Ce sont des cadeaux du directeur Shen », me dit-il, « qui est désolé pour le malentendu créé par ses subordonnés. Ce n'était pas son inten-

tion qu'ils vous traitent de cette manière. Il vous présente ses excuses et ses salutations ». Une de mes relations me dit plus tard, à la vue des cadeaux : « Vous pensez qu'on peut se hasarder à manger ça ? »

D'un côté, le directeur Shen avait fait ce geste d'excuse, mais, de l'autre, la surveillance se renforça. Mes gardes ne faisaient plus d'efforts pour qu'on ne les remarque pas ou pour se dissimuler rapidement derrière des arbres ou des poteaux de téléphone ou dans des encoignures de portes. Tout au contraire, dès que je sortais, ils m'entouraient de près, de tous les côtés. Désormais, ils ne me suivaient plus mais ils m'escortaient, que ce soit dans la rue, dans les bus ou dans le train. Une fois, j'avais pris un taxi à la gare de Kaohsiung pour aller chez mon frère et, arrivé chez lui, je l'avais renvoyé. Dix minutes plus tard, le taxi revint et le chauffeur demanda à me voir. Il ne me connaissait ni de vue ni de nom, mais il était revenu pour m'avertir que j'avais été suivi. Il me dit qu'il pensait que j'avais des ennemis personnels, car des gens l'avaient arrêté quand il s'était éloigné de la maison et lui avaient posé des questions auxquelles il n'avait pas pu répondre. Il ne s'était pas rendu compte qu'il parlait à des agents du MJIB et il pâlit quand je le lui dis.

Un jour, j'essayai de prendre une photo de l'un de ces hommes, mais au lieu de s'enfuir, il se précipita vers moi, saisit mon appareil et menaça de me frapper. Comme il refusa de me rendre l'appareil j'allais, avec ma femme, au poste de police, porter plainte pour vol. Ce même soir, il nous fut rapporté par un policier embarrassé qui expliqua qu'un « petit garçon de cinq ans l'avait trouvé dans la rue ». La pellicule avait été enlevée.

Une fois, un de mes amis américains, courageux et intrépide, vint me voir. La vue d'un étranger excita les gardes et quant il sortit, ils commencèrent de le suivre. Il se mit alors à courir et, rapidement, distança les agents qui s'efforçaient de le rattraper. Une autre fois, l'Academia sinica organisa un « séminaire sur les sciences humaines », à laquelle une dizaine d'universitaires américains étaient invités. Plus la date de la conférence approchait, plus mes gardiens devenaient mal à l'aise. Ils craignaient que je n'essaie de rencontrer les Américains ou que certains de ces derniers n'essayent de me rendre visite. On donna même instruction à la police ordinaire de me surveiller de près et Wang Kan du MJIB se fit un devoir de venir me voir tous les jours pour s'assurer que j'étais bien à la maison pendant les réunions du séminaire. Il me

dit un jour que l'ambassade américaine se proposait de donner une réception pour les visiteurs et que le MJIB savait que j'y serais invité. Il me conseilla fortement de ne pas accepter, mais aucune invitation ne me fut envoyée.

Des amis qui enseignaient à l'Université du Michigan attirèrent sur mon nom l'attention du Centre d'études chinoises de l'université à Ann Arbor. Peu de temps après, un professeur de l'Université du Michigan qui visitait Formose trouva l'occasion de discuter avec moi de la possibilité que je me rende dans le Michigan. En 1968, je reçus une invitation conjointe du centre d'études chinoises et de la faculté de droit de l'Université du Michigan. A peu près au même moment, je reçus également une invitation pour retourner à la Faculté de droit de l'Université McGill. Ces invitations étaient réconfortantes pour quelqu'un si longtemps coupé de la vie académique.

Des difficultés surgirent immédiatement quand le gouvernement eut vent de ces invitations. Mon avocat, Tao Hsi-shen et des représentants du parti et du MJIB m'incitèrent vivement à refuser. Chaque agence, en fait, m'engagea poliment mais fermement à ne pas faire une demande de passeport. Ce serait inutile, me dirent-elles, étant donné que je ne serais pas autorisé à quitter Formose. Une telle demande ne ferait qu'embarrasser les autorités.

Il y avait une difficulté supplémentaire. Tous ceux qui demandaient un visa de sortie devaient fournir des garants de « pensée correcte » et de « bonne conduite » lorsqu'ils étaient à l'étranger. Ces garants ne pouvaient être des parents proches comme une épouse, un frère, un père ou un cousin. Ils devaient s'engager par écrit à répondre de la conduite à l'étranger de ceux auxquels ils accordaient cette garantie et « accepter des sanctions » si ces derniers ne se conformaient pas aux attentes du gouvernement. Les termes étaient vagues, mais cet engagement était exigé de toute personne faisant une demande de passeport ou de visa de sortie. Etant donné les circonstances, je ne pouvais demander à personne d'être mon garant et je fus obligé de répondre à l'Université du Michigan et à McGill, avec l'expression de mes remerciements et de mes regrets ainsi qu'une brève note d'explication, que je ne pouvais même pas demander l'autorisation de quitter l'île.

Lorsqu'elle m'avait invité, l'Université du Michigan m'avait également envoyé un formulaire à remplir. Parmi toutes les questions qui

étaient posées, l'une concernait le sujet de recherche que j'envisageais de choisir. J'avais suggéré que je souhaiterais faire une étude comparative des lois punissant les crimes politiques. Visiblement, la lettre contenant mes réponses au formulaire avait été interceptée et attentivement lue car on me rapporta que, peu de temps après, l'ambassade de Chine à Washington avait demandé à l'Université du Michigan ce que signifiait son invitation.

Dans un tel contexte, je fus doublement reconnaissant quand l'université renouvela son invitation en 1969. J'étais alors sous une surveillance encore plus étroite et on me déconseilla à nouveau de faire une demande de passeport. La situation étant ce qu'elle était, je décidai que, de toute façon, je ferais cette demande. Il y avait très peu de chances que le gouvernement modifiât sa position, mais il me semblait important de tenir un compte précis de ses refus. Dans des lettres envoyées en fraude, j'informai mes amis à l'étranger de ce que je me proposais de faire, leur précisant que ce serait ma dernière tentative pour quitter Taiwan par des moyens légaux. Dans le même temps, ces amis de l'étranger s'efforçaient d'exercer des pressions sur Taipei. Ian McPherson persuada l'Association canadienne de droit international d'envoyer un télégramme à Chiang Ching-kuo lui demandant de m'autoriser à me rendre à l'étranger pour continuer d'y exercer ma profession. La section suédoise d'Amnesty International envoya également un télégramme et d'autres amis étrangers utilisèrent tous les moyens dont ils disposaient pour faire pression sur les autorités nationalistes.

Je trouvai finalement un homme courageux qui accepta de me servir de garant et de mettre son sceau sur le formulaire écrit qu'on exigeait de lui à mon intention. J'apportai, en mains propres, au bureau compétent de l'administration, ma demande de passeport et de visa de sortie ainsi que tous les autres documents nécessaires. Un employé accepta tous ces papiers de manière routinière et me dit que j'aurais une réponse dans une quinzaine de jours ; bien que je n'eusse aucun espoir de succès, je quittai le bureau avec un curieux sentiment d'euphorie. Je mettais, enfin, le gouvernement sur la défensive.

Deux semaines s'étant écoulées, je retournai au même bureau. L'employé sourit d'un air entendu et me dit poliment que ma demande était maintenant examinée par une autorité supérieure. Un mois plus tard, je reçus une lettre formelle me disant simplement que ma requête



pour l'obtention d'un visa de sortie avait été rejetée. Avant que cette décision ne soit définitivement prise, elle fut discutée au cours d'une réunion commune des organes de sécurité, présidée par Chiang Kai-shek. Quand tout le monde se fut accordé sur une réponse négative à ma demande, Chiang aurait fait remarquer qu'on devrait s'intéresser de plus près à ma vie quotidienne. Des agents de sécurité interrogèrent mes plus proches amis sur les aspects personnels et financiers de ma vie et des cadres du parti firent des enquêtes sur le même sujet. Cette instruction descendit même, relayée par les organes omniprésents du parti, jusqu'à l'école primaire où étudiait ma fille. Un jour, son institutrice l'appela et lui demanda comment son père allait et quelle était sa situation financière. Mes amis et ma fille de dix ans restèrent perplexes devant cet intérêt soudain pour ma vie privée.

La surveillance continuait. Je protestai et je fus même quelquefois grossier avec Wang Kan, au téléphone. Je protestai auprès de mon avocat et je protestai auprès de Tao Hsi-shen. Maintenant, même nos visiteurs étaient interrogés. Ce harcèlement se poursuivit même pendant la fête du nouvel an lunaire de 1969, pendant laquelle on observe généralement une trêve. Sur instruction, Wang continuait de venir me voir, bien que, comme je le savais, il fût mécontent d'avoir à le faire. Pendant le nouvel an, je lui dis : « Même dans les îles de Quemoy et de Matsu, les forces nationalistes ont cessé le feu pendant cinq jours, en raison des fêtes du nouvel an, et les communistes ont fait de même. Visiblement, le traitement que vous me réservez montre que le gouvernement et le parti nationaliste considèrent que les Formosans représentent une menace plus grande que les communistes ».

J'avais encore quelques amis qui avaient des contacts personnels avec des membres de la police secrète. Ils m'avertirent que j'étais maintenant dans une situation de réelle insécurité et que n'importe quoi pourrait se produire, arrestation ou « accident », organisé par ceux qui voulaient se débarrasser de moi. D'un autre côté, on reconnaissait que mon arrestation ou qu'un tel « accident » pourrait renforcer l'animosité du public contre le régime. On me raconta que, au cas où se produiraient des troubles publics, de quelque nature qu'ils soient, trois hommes seraient immédiatement éliminés : Henry Kao, alors maire de Taipei, Kuo Yu-shin, un critique ouvert du régime, membre sans affiliation partisane de l'assemblée provinciale, solidement élu par une circonscription d'Ilan,

et moi. Dans les documents des agences de sécurité, nous étions représentés, tous les trois, par un signe codé, trois cercles concentriques.

Les agents préposés à ma surveillance travaillaient vingt-quatre heures sur vingt-quatre, en trois équipes. Ma femme était suivie plus souvent et de plus près. Dans notre voisinage, comme partout dans la ville, il y avait, au coin des rues, des petites baraques, mal tenues, où l'on vendait de la nourriture. Elles avaient été montées illégalement par d'anciens soldats, mais l'administration ne leur créait pas d'ennuis. L'une d'elles, près de notre porte, devint virtuellement le siège central des agents chargés de me surveiller. Nous apprîmes que la femme du marchand était aussi une prostituée. Elle avait monté une sorte de club pour ces hommes désœuvrés. Ils lui empruntaient des chaises, et lorsqu'ils étaient assis, fumant et lisant des journaux, elle leur apportait de la soupe, du thé et des serviettes chaudes.

Après quelques semaines, je commençai à remarquer que, souvent, les agents du MJIB s'absentaient dans la soirée pendant de longues périodes. Quelquefois, je pouvais sortir furtivement de la maison et y rentrer sans être suivi.

De temps en temps, j'étais submergé par un sentiment de désespoir. Ce n'était pas humain de vivre de cette manière, sans travail, et conscient que chaque semaine le cercle d'amis que je pouvais voir se rétrécissait. J'étais asphyxié par cet isolement, avec, de surcroît, la menace d'être arrêté d'un jour à l'autre, d'une heure à l'autre.

Les visites obligatoires de Wang Kan me devinrent pénibles. Les libéraux, dans le parti, espéraient encore pouvoir traiter avec moi, pouvoir me persuader de les rejoindre et de m'identifier avec le parti aux yeux du public. Ils continuaient de parler de me trouver un emploi. Wang me pressait de conclure un accord, ne cessant d'insister sur le fait que je pourrais négocier selon mes propres termes les horaires et le type de travail que j'aurais à faire. Ceci résoudrait le problème, me disait-il, et signifierait la fin de la surveillance qui provoquait en moi une telle détresse.

A la place, je décidai de m'enfuir.



## XII

### Fuite en Suède

J'étais décidé à prendre tous les risques, mais je n'osais pas dire aux membres de ma famille que j'étais résolu à quitter l'île ou à mourir en essayant de réaliser ce projet. S'ils savaient ce que j'avais l'intention de faire et ne le dénonçaient pas immédiatement, ils deviendraient les complices de mon crime et pourraient donc être légalement condamnés.

Une nuit, je réussis à me glisser hors de la maison sans être vu et je rencontrai un petit groupe d'amis en qui j'avais une grande confiance et auquel j'avais donné rendez-vous. Je leur fis savoir que j'étais déterminé à quitter l'île et je suggérai un moyen qui me semblait approprié pour le faire. Ils furent surpris par ma suggestion, conscients du danger qu'elle impliquait, mais ils estimèrent que nous pourrions mener à bien ce projet. Nous commençâmes de faire le tour, un par un, de tous les problèmes qui devaient être résolus. Le premier d'entre eux était de choisir le pays dans lequel j'irais.

Ce ne pouvait pas être les Etats-Unis, car Washington serait placée dans une situation embarrassante. Taipei demanderait immédiatement mon extradition ce qui créerait de nombreuses complications. Ce ne pouvait être non plus le Japon, car nous avions de trop nombreux exemples de la collaboration de la police japonaise avec les nationalistes, laquelle n'hésitait pas à renvoyer des exilés formosans à la torture et à la prison en échange d'avantages que Tokyo souhaitait que Taipei lui concède. Ce devait être un pays avec lequel Taipei n'avait aucune relation diplomatique. Je ne voulais pas et je ne pouvais pas aller dans un pays communiste, Pékin tenant autant que Taipei à écraser le mouvement pour l'indépendance de Formose. Je proposai finalement la Suède, choix sur lequel mes amis tombèrent d'accord.

La première étape consistait à écrire à cette extraordinaire organisation, Amnesty International. J'avais plusieurs amis à Taipei qui, depuis longtemps, m'avaient aidé à passer en fraude des lettres à l'étranger. Avec leur aide, j'écrivis brièvement à Stockholm demandant au représentant d'Amnesty International si mon cas pouvait être pris en considération par le gouvernement suédois. Si j'apparaissais brusquement

dans un port ou un aéroport suédois sans passeport et sans visa, accepterait-on de m'accorder l'asile politique ?

Au début de février 1969, je reçus une réponse positive. Certains de mes amis, inquiets pour ma sécurité, voulaient que je parte immédiatement. C'était impossible, il fallait s'assurer de trop de détails et tout cela au moyen d'une correspondance indirecte. On ne pouvait faire confiance à la poste internationale ordinaire. Certaines lettres étaient postées de Tokyo, d'autres de Hong Kong, d'autres étaient portées à la main jusqu'aux Etats-Unis ou en Europe. Il me fallait trouver des gens prêts à m'aider et auxquels je pouvais me fier dans les étapes intermédiaires par où passait ce courrier. Il me fallait résoudre des problèmes financiers. J'avais besoin de réunir une importante somme d'argent, disponible en Suède, étant donné qu'il pourrait s'écouler beaucoup de temps, une fois arrivé là-bas, avant que je puisse gagner ma vie. Planifier un itinéraire devint une absorbante occupation ; c'était comme si je projetais d'aller sur la lune, avec autant de variables, d'incertitudes et de danger tout au long du voyage. Ce ne serait pas facile pour un homme auquel manquait un bras de parcourir la moitié du monde sans être repéré.

A la fin du printemps, les détails commencèrent à se mettre en place. On me pressait de partir, mais le choix d'un déguisement était mon problème le plus sérieux et il serait plus facile à résoudre en hiver, quand tout le monde portait de lourds manteaux ou des capes. J'essayai toutes sortes de déguisements. A un moment, je me fis pousser la barbe, à un autre, je me rasai la tête comme un soldat japonais. Ma mère trouvait que je devenais trop excentrique.

Au milieu de l'été, j'entrepris de conditionner mes gardes en sortant de moins en moins souvent. Chaque fois que je me risquais à sortir de la maison, les agents m'accompagnaient, où que j'allasse. Si j'achetais quelque chose, ils se poussaient pour voir de plus près ce que j'avais acheté, puis ils posaient au marchand des questions détaillées et souvent absurdes. Il m'arrivait maintenant de rester chez moi pendant deux ou trois semaines d'affilée, j'allais ensuite faire des courses, ou dans des restaurants et des hôtels, par taxi ou par bus. Quelquefois, je faisais une simple promenade autour des logements de l'université, de manière que les agents puissent voir que j'étais là. A la fin de l'année, ils étaient tout à fait habitués à ces longues périodes d'apparente inacti-

vit . De plus en plus souvent, je ne sortais qu'à minuit, ou juste après, car j'avais remarqué que très peu d'agents prenaient la peine de rester à leur poste après cette heure.

Pendant l'automne, je commençai d'éprouver un sentiment d'exaltation. J'avais quelque chose à faire, quelque chose à espérer, bien qu'il fût certain que ce projet était très dangereux. J'inventai un code en anglais. Si mes amis, tout au long de ma route, recevaient, par exemple, un télégramme contenant certaines phrases, cela signifiait que j'allais partir le jour suivant. Une autre phrase signifiait que mon départ était reporté, et ainsi de suite. Cinq stations relais étaient prévues pendant le voyage, auxquelles on m'attendrait, on me donnerait de l'argent, et on m'aiderait si j'en avais besoin.

Pendant une brève période, tous nos plans semblèrent s'écrouler. Une lettre de New York m'informait qu'on avait, là-bas, entendu quelqu'un dire : « Vous savez, Peng pourrait s'enfuir de Formose ».  tait-ce une fuite ? Après un mois de vérifications approfondies, nous trouvâmes que ce n'était rien d'autre qu'une spéculation gratuite et nous décidâmes d'aller de l'avant.

L'opération la plus délicate de toutes consistait à faire en sorte que des amis se rendent en visite à Taiwan à une certaine date, une fois que nous aurions fixé cette date. Certains d'entre eux m'étaient inconnus et leur coopération avait été obtenue et garantie par des amis communs agissant comme des intermédiaires. Ils me reconnaîtraient grâce à des signaux fixés à l'avance et quelques-uns ne devaient pas me perdre de vue jusqu'à mon départ, sain et sauf. Si j'étais arrêté ou abattu sur place, ils en seraient témoins.

Sachant que ma maison serait fouillée de fond en comble, je classai mes papiers et je brûlai la plupart d'entre eux. Ma femme, mon fils et ma fille trouvaient que ma conduite était étrange pendant toutes ces semaines et je pense que mon fils se doutait de quelque chose, mais il ne dit rien. Je passais de nombreuses heures à mon bureau, écrivant des notes, en anglais et en chinois, à ma femme, à ma mère, et aux autres membres de ma famille. Je préparai une déclaration expliquant les raisons de ma décision de quitter Formose. Le traitement qu'on m'avait réservé après ma libération de prison, présentée comme une généreuse amnistie de la part de Chiang Kai-shek, ne me permettait pas de continuer ainsi. Tous mes amis et mes collaborateurs étaient en

danger aussi longtemps que j'entretenais des relations avec eux. Je déclarai que si j'étais arrêté, je rejetais à l'avance toute confession qui me serait arrachée ou tout document qui serait prétendument écrit de ma main. Deux copies de cette déclaration furent conservées secrètement à Formose, trois furent envoyées à l'étranger et devaient être publiées à Hong Kong, au Japon et aux Etats-Unis, si j'échouais à m'enfuir. Je brûlai le journal que j'avais tenu depuis mon enfance.

Après avoir soigneusement mesuré le temps qu'il me fallait pour avoir une barbe fournie, je me rasai et me montrai ainsi en public. Le temps était venu de rendre une dernière visite à ma mère, à Kaohsiung. Mes gardes étaient habitués à ce que je fasse ce voyage ; j'allais souvent dans le Sud, en effet, pour des célébrations familiales et la routine de ces visites locales était généralement la même. Ma mère n'allait pas très bien et restait le plus souvent dans ses pièces à elle, au premier étage de sa maison, qui était mitoyenne de celle de mon frère. Son téléphone, toutefois, était au rez-de-chaussée et je décidai, pendant ce voyage, de lui installer une extension. C'était la dernière chose que je pouvais faire pour elle. Je fis le nécessaire, puis j'achetai des fleurs et je me rendis seul sur la tombe de mon père.

J'appris plus tard que ma mère pensait que j'envisageais de me suicider. Elle n'en trahit rien, mais une heure ou deux avant que je ne reprenne le train pour Taipei, elle me dit d'un ton plutôt sévère : « Tu dois croire en Dieu. Tu dois croire en une vie après la mort ». Et, avec ce qui me parût être une note de colère dans la voix : « Tu dois avoir la foi, sinon ta vie sera inutile ».

Je me sentais déprimé. C'était sans doute la dernière fois que je la voyais et cela me faisait mal que nous nous séparions d'une manière aussi peu chaleureuse. Je me rends compte maintenant qu'elle essayait, de toutes ses forces, de cacher sa profonde émotion.

Je revins à Taipei, m'isolai une fois de plus et, immédiatement, je me laissai pousser la barbe. Quelques semaines plus tard tous les télégrammes nécessaires avaient été envoyés, mon déguisement était prêt et, comme cela avait été prévu à l'avance, un ami de l'étranger était en ville. Le dernier jour était venu. Je me proposais de quitter la maison après minuit. Il était extrêmement difficile de maintenir les apparences d'une routine normale et mon fils fit remarquer mon étrange comportement à sa mère, qui ne répondit pas à ses questions. Alors que mon

fil et ma fille s'apprêtaient à se coucher, je les appelai et mesurai leur taille. Ils étaient un peu interloqués mais n'en dirent rien lorsque je leur souhaitai bonne nuit, ce qui, au fond de mon cœur, signifiait adieu.

Toutes mes affaires personnelles avaient été petit à petit transportées ailleurs. Je pus donc me glisser au dehors après minuit, comme d'habitude, et me rendre à la maison de mon ami, de l'autre côté de la ville, où je passai la nuit et où je restai toute la journée du lendemain. Un messager rencontra celui qui devait m'escorter pour vérifier une dernière fois les marques d'identification que chacun devrait reconnaître. Nous ne devons pas, en fait, nous rencontrer ou échanger des salutations. Ce soir-là, j'eus la faiblesse humaine d'appeler chez moi pour dire que j'étais allé à Taichung pour affaires et qu'après cela je ferais un tour de l'île. Je ne reviendrais pas avant environ une semaine. Puis, je confiais à mes amis deux grandes et épaisses enveloppes ; l'une devait être ouverte si j'échouais dans ma tentative de fuite, l'autre quand ils seraient sûrs que j'avais réussi et que j'étais hors d'atteinte des agents de Chiang. Je passai le deuxième jour dans la maison de mon ami à améliorer mon déguisement et à m'habituer à lui, lorsque je le portais. On prit quelques photographies. Je ne me sentais pas nerveux ; je ressentais, au contraire, un curieux sentiment de calme, comme si tout s'était arrêté, mais je savais que maintenant je devais franchir la dernière étape.

Je m'étais félicité d'avoir réussi à contrôler mes émotions, même quand j'avais dit ce silencieux adieu à mon fils et ma fille. Mais, lors de cette dernière soirée, mes amis portèrent un coup à ces bonnes résolutions ; au cours de notre dernier dîner, ils commencèrent de chanter des chansons familières et je fus obligé de me réfugier dans ma chambre pour pleurer. Je n'avais pas versé de larmes depuis ces premiers jours au Japon où j'avais le mal du pays, et, un peu plus tard, pour la même raison, au Canada.

Mes hôtes étaient plutôt embarrassés. Comme nous avions encore à attendre deux heures avant que je ne puisse quitter la maison, quelqu'un proposa que nous jouions à un jeu de cartes, « Oh Hell », pour tuer le temps. L'un d'entre eux fit la remarque qu'il y avait joué juste avant son mariage pour diminuer sa nervosité. Le jeu nous aida indéniablement à détourner quelques minutes notre esprit de cette insupportable tension. Nous fûmes tous soulagés quand vint enfin le moment de partir. Notre plan était détaillé minute par minute. Nous nous étions organisés pour avoir de proches témoins de tous les déplacements que j'allais



avoir maintenant à faire. Je rejoignis le point de départ et, là, je reconnus immédiatement la personne qui resterait près de moi pendant les prochaines heures. D'autres personnes étaient postées à des endroits d'où l'on avait une vue dominante pour surveiller mes mouvements. On me raconta que ces amis qui m'observaient « mourraient » chaque fois qu'une difficulté semblait pouvoir surgir et que je risquais d'être pris.

Au moment de franchir le dernier obstacle, je fis un signe d'au revoir. Je regardais l'île lentement disparaître. Pour la première fois en six ans, j'avais le cœur et l'esprit légers.

Au premier arrêt, je fus pris en charge par quelqu'un que j'avais connu des années plus tôt. Il avait retenu une chambre d'hôtel dans laquelle nous passâmes la nuit. Il appela seulement sa femme pour lui rapporter que tout s'était bien déroulé jusqu'alors et que j'allais bien. Nous parlâmes jusqu'à près de trois heures du matin mais, même à cette heure, je ne pus m'endormir. Je commençais de ressentir les effets de la tension physique et émotionnelle que j'avais subie au cours des jours précédents. On nous appela à 4h30 et, dans la nuit, avant l'aube, nous prîmes un taxi pour le point de départ. Plus tard, cet ami envoya à d'autres amis communs le compte rendu écrit suivant.

« Qui j'allais rencontrer, je n'en étais pas certain, et à quoi il (ou ils) ressemblerait, beaucoup moins encore. Je remarquai...puis je vis ce beatnik, du genre dingo, qui les suivait. Que Dieu soit loué ! J'avais réservé une chambre à deux lits dans un hôtel voisin. Comme l'heure n'était pas tôt (c'est la construction chinoise d'une phrase que je traduis telle quelle en anglais) et que nous allions certainement partir très tôt, j'avais pensé qu'un moment à l'hôtel serait la meilleure solution. Elle réduisait aussi au minimum le risque d'être reconnu sur un ... De plus, on ne savait pas très bien à qui allait la loyauté des gens de cet endroit. Nous voulions seulement éviter que quelque jolie... reconnaissant notre [Peng]...se mette à...et nous restâmes donc tous les deux ensemble. [Peng] n'en revenait pas et était dans un tel état d'excitation qu'il ne pouvait songer à dormir. Nous restâmes assis et nous parlâmes jusqu'à 3h30, puis je le suppliai de me laisser dormir une heure. Le type timbré au comptoir de l'hôtel nous appela à 4h30 (je lui avais dit 5h30). [Peng] était déjà debout, en train de broser sa tignasse et d'enfiler ses gants de boxe. C'était un spectacle. L'une des choses les plus fascinantes fut de le voir enlever tous les vêtements qu'il portait. Quand finalement il commença à prendre figure humaine, je pus me rendre compte du résultat de mois de soucis et d'inquiétude. Il avait vraiment perdu beaucoup de poids. Mais son esprit et le pétilllement de ses yeux étaient toujours les mêmes.

Nous prîmes un taxi jusqu'à...environ 6h et nous arrivâmes rapidement. J'avais passé des jours à imaginer toutes les possibilités...et j'avais trouvé que chacune d'entre

elle présentait un danger qui lui était propre. [Peng] n'éprouvait aucune appréhension à faire une halte à...et fut d'accord avec mon plan. Nous eûmes le sentiment que nous avions bien fait de nous arrêter à...plutôt que d'attendre si longtemps ici. Notre décision semblait heureusement être la bonne. [Peng] était si surexcité qu'il commença de descendre l'escalier sans même dire au revoir. Il s'en rendit compte et revint pour le faire et remercier. J'étais profondément ému. (Un souvenir de plus. Lorsque nous bavardions, assis sur nos lits, je dis à [Peng] : « C'est un sentiment merveilleux de savoir que quand il y a quelqu'un dans le monde qui se préoccupe de la dignité, de la liberté et du droit à s'exprimer d'un peuple donné, il y a des gens qui veulent bien l'aider et sont déterminés à le faire ». Peng réfléchit pendant une minute, puis me dit : « C'est ce qui rend si humble, dans toute cette histoire. »). Je retournai à l'endroit sur... et...regardai...qui marquait le commencement d'un nouvel espoir pour ceux que nous aimons. Le commencement d'un nouveau jour ».

Je me sentis plus en sécurité et plus détendu pendant le second relais. Après m'être promené au hasard pendant plusieurs heures, je poursuivis mon voyage. Au dernier arrêt avant la Suède, j'appelai Mme Gawell, à Lidingo. Nous nous étions écrits depuis que j'avais été libéré de prison, en 1965. Je savais que Mme Gawell et d'autres amis suédois s'inquiétaient beaucoup de mon sort. Quand je l'eus au téléphone et qu'elle apprit que j'avais réussi à m'enfuir de Formose, elle s'exclama : « Ca ne peut pas être vrai ! ».

J'arrivai à Stockholm à minuit et demie dans l'obscurité d'une nuit de janvier et le jour qui s'avéra être le plus froid de l'année. Les offici-  
ciers de l'immigration avaient été prévenus que j'arriverais sans aucun papier. La température était de trente-cinq degrés au-dessous de zéro. Trois couples étaient venus m'accueillir, apportant des pull-overs, des bottes, des gants, une écharpe et un chapeau de fourrure ; ils insistèrent pour que je mette tout cela immédiatement. Je devais paraître grotesque. Nous nous arrê tâmes dans un bâtiment pour une dizaine de minutes pendant lesquelles la police enregistra seulement mon nom et me demanda très poliment de revenir le lendemain pour accomplir les formalités requises après m'être reposé. J'étais vraiment dans un autre monde.

Ces nouveaux amis suédois étaient extrêmement gentils. C'étaient des membres actifs et efficaces d'Amnesty International. Ils avaient été informés de l'heure approximative à laquelle je devais quitter Formose et ils avaient été très inquiets jusqu'à ce qu'ils reçoivent mon coup de téléphone. Ces heures, ils le savaient, étaient les plus critiques dans

la vie de tout fugitif politique. J'appris aussi plus tard qu'une amie, membre du groupe qui m'avait accueilli, avait été appelée, le lendemain matin, par l'un des autres membres d'Amnesty International. Quand il lui avait demandé : « Comment est-il ? A quoi ressemble-t-il ? », elle lui avait répondu : « Il est horrible ! ». Indéniablement, mon déguisement et ma barbe m'avaient rendu très peu attirant.

Je fus conduit, en dehors de la ville, dans la maison d'un couple qui s'était proposé pour m'héberger. Ils m'accueillirent cordialement, bien qu'il fût alors 2h30 du matin. Il y avait des fleurs dans ma chambre et des cartes me souhaitant la bienvenue en Suède. Je pris une douche et je tombai sur mon lit, mais même dans cet état d'épuisement, je ne pus m'empêcher de penser, avant de m'endormir, au contraste entre ce monde civilisé et le monde de peur et de cynisme politique dont je m'étais enfui.

Le lendemain matin, mes hôtes, M. Lunden et sa femme britannique, accompagnés par Mme Karin Gawell, d'Amnesty International, m'emmenèrent compléter les formalités d'entrée que je n'avais pas accomplies à mon arrivée. La première chose que me demandèrent les autorités suédoises était de prouver que j'étais bien Peng Ming-min. Heureusement, quelques années auparavant, j'avais eu l'occasion de présenter une copie de mon livre en français, avec une autographe, à un professeur connu de Göteborg, qui accepta volontiers de confirmer mon identité et mes références professionnelles. Les autorités avaient aussi sollicité l'avis d'autres personnes, connaissant bien Formose ou ma carrière académique au Canada et en France.

Les officiers d'immigration furent toujours d'une parfaite courtoisie mais ils me questionnèrent avec un soin méticuleux. Notre entretien dura plus de trois heures.

L'asile politique, en Suède, exige une approbation formelle au niveau gouvernemental, si bien que son obtention nécessite environ un mois. Après avoir passé quatre jours dans la maison des Lunden, je fus invité par le professeur Carl Gustav Bernhard, un scientifique suédois de renom, membre du Comité Nobel, qui devint plus tard le président de l'Académie royale suédoise des sciences, à résider chez lui. Il avait une grande maison, magnifiquement située, jouissant d'une vue dégagée sur le port, en contrebas. J'eus la grande chance d'habiter là pendant tout mon séjour en Suède.

Lorsque j'eus accompli toutes les formalités d'immigration et que je fus en sécurité en Suède, mon premier problème fut de faire connaître la nouvelle à Formose. Je ne pouvais pas la retenir trop longtemps mais nous étions convenus que j'attendrais jusqu'à ce que ceux qui étaient venus pour m'aider, et avaient contribué à la réussite du projet, eussent quitté l'île. Ils devaient m'envoyer un télégramme codé quand ils l'auraient fait.

Dix jours s'étaient maintenant écoulés depuis mon départ et je ne recevais toujours rien. Ma fuite pouvait être découverte à tout moment. Avaient-ils été piégés ? Je commençais d'être extrêmement inquiet lorsque enfin le signal me parvint. Ils s'étaient sentis si détendus après que je fus parti qu'ils avaient décidé de profiter de leur séjour en faisant le tour de l'île en dix jours, comme s'ils étaient en vacances.

En arrivant à Stockholm, j'avais écrit à des amis, à New York, pour leur dire que tout allait bien et qu'ils se tiennent prêts à divulguer la brève déclaration que j'avais préparée. Mais il y eut une fuite prématurée à New York, mes amis japonais le surent et m'appelèrent en Suède. Nous fûmes d'accord pour que la déclaration fût immédiatement rendue publique. Avant, toutefois, j'envoyai un télégramme ordinaire à ma femme, disant : « Pardon d'être parti sans t'en informer. Je suis en sécurité et j'ai le moral ».

Ma femme reçut ce message. Le gouvernement en fut notifié par le bureau des télégrammes mais refusa de croire qu'il était authentique. Son premier mouvement fut de penser qu'un sympathisant de ma cause l'avait envoyé, pour créer un trouble, ou de manière prématurée. Immédiatement, une alerte générale fut déclenchée, les ports de pêche, les aéroports, Keelung et Kaohsiung furent bloqués et tous les voyageurs quittant l'île furent soigneusement examinés. Nombre de mes amis et de militants politiques furent arrêtés pour être interrogés et leurs maisons furent fouillées. Li Ao, Hsieh et Wei furent détenus et soumis à de longs interrogatoires.

Dès que ma fuite fut connue à Taipei, on se saisit de ma femme, de mon fils et d'autres membres de ma famille. Mon frère de Kaohsiung fut arrêté et transféré par avion à la capitale. Tous furent interrogés sans interruption pendant vingt-quatre heures avant d'être relâchés ; on leur interdit absolument de faire état de ces interrogatoires. Mon fils tint très bien le coup face à cette terrible épreuve.

Alors que, pendant mes premiers jours de liberté, je me reposais au milieu de ces nouveaux amis, je songeais à ma famille. Depuis le début jusqu'à la fin de ce calvaire, ils s'étaient tous comportés avec un grand courage, avec calme et compréhension. Personne ne s'était plaint. Ma mère, ma sœur, mes frères, ma femme et mes enfants, tous m'apportèrent un considérable soutien et la force spirituelle pour résister aux exigences de l'appareil du parti, des militaires et des agents du MJIB. Ils ne le savaient sans doute pas, mais ce furent eux qui me donnèrent le courage de projeter de m'enfuir. Mon fils avait seulement treize ans à l'époque de mon arrestation et n'était qu'un élève de collège. Il fut conscient de l'importance de ce bouleversement dans la vie de notre famille mais il ne s'en plaignit pas. Il avait eu d'excellents résultats à l'école avant cette crise ; le trimestre d'après, ses notes diminuèrent un peu, mais elles remontèrent rapidement. Ma fille n'avait pas encore huit ans en 1964, et elle était trop jeune pour comprendre tout ce qui se passait mais elle se rendit très bien compte que nous traversions une période difficile. Notre maison avait été envahie et fouillée puis étroitement surveillée, mais elle ne manifesta jamais de peur et n'interrogea même pas ma femme à ce sujet, lui évitant ainsi de difficiles tentatives d'explication. Au moment où je m'échappai, mes enfants étaient tous les deux de très bons élèves.

Ma fuite réussie fut comme un coup de pied dans la fourmilière. De hauts fonctionnaires étaient certains que je ne pouvais pas être en Suède puisque les rapports de leurs subordonnés montraient que j'avais voyagé ici et là à Formose jusqu'au jour même où la nouvelle fut rendue publique, presque trois semaines après que j'étais parti de chez moi, à Taipei. Selon ces rapports, j'étais descendu dans les meilleurs hôtels, j'avais pris mes repas dans de coûteux restaurants et j'étais allé au cinéma. Les preuves qu'ils détenaient étaient les factures transmises par les agents chargés de ma surveillance.

La vérité devint alors évidente. Pendant tous les mois au cours desquels je m'étais si souvent isolé pour de longues périodes, et sans doute depuis ma libération de prison, en 1965, et même pendant les semaines après que j'eus quitté l'île, mes gardes, les agents du MJIB, et la police, avaient transmis de fausses factures, de fausses notes de frais, et avaient empoché les remboursements.

De nombreux officiers du MJIB, ayant une longue ancienneté, furent limogés. Ce fut le cas de Wang Kan. Le directeur Shen, selon la

vraie tradition chinoise, demanda à « être puni ». Il fut épargné mais le directeur adjoint fut congédié. Les agents qui étaient supposés me surveiller vingt-quatre heures sur vingt-quatre furent emprisonnés, de même que d'autres dans la hiérarchie du MJIB, qui auraient dû les contrôler et avaient peut-être pris un pourcentage sur l'argent fausement réclamé. Le chef de département qui m'avait si brutalement menacé lorsque nous étions assis autour de l'arbre de Noël au club du MJIB fut le fonctionnaire le plus haut placé à être envoyé en prison. Il fut le bouc émissaire aux niveaux les plus élevés, accusé d'avoir exercé sur moi une pression excessive.

La rumeur se répandit, initiée par le gouvernement nationaliste, que j'étais parti de Formose avec l'aide de la CIA. Beaucoup de gens semblaient soupçonner la CIA parce qu'ils ne pouvaient pas imaginer que quelqu'un puisse s'échapper de Formose sans son aide. Etant donné que de nombreuses personnes furent impliquées, je ne peux malheureusement expliquer aujourd'hui comment je m'enfuis sans mettre en danger ces amis courageux et loyaux. Je peux affirmer, toutefois, que je n'ai reçu aucune assistance, d'aucun gouvernement, à l'exception, bien sûr, du gouvernement suédois qui m'accorda l'asile politique.

Je savais que beaucoup de ceux qui m'avaient soutenu, qui avaient prôné la clémence ou qui m'avaient manifesté de l'amitié et de la sympathie, risquaient maintenant d'être harcelés. Pour contrecarrer cette menace du mieux que je le pouvais, j'écrivis de nombreuses lettres, les envoyant recommandées de manière qu'elles attirent l'attention et dans l'espoir qu'elles seraient interceptées et lues. A M. Liang, mon avocat, j'expliquai brièvement que la vie me paraissait insupportable sous le régime policier des nationalistes et je le remerciai pour son aide passée. A d'autres, je présentai mes excuses pour avoir été la cause de beaucoup d'ennuis et je leur demandai de comprendre ma décision.

Le soir où la nouvelle fut connue à Formose, mon hôte, le Dr Bernhard, donnait une réception. Il y avait, parmi les invités, le rédacteur en chef d'un important journal de Stockholm. Pensant lui rendre service, il me présenta à lui, avec une brève introduction sur la façon assez spéciale dont j'étais arrivé en Suède comme réfugié politique. Le rédacteur en chef fut poli mais ne sembla guère intéressé. Le lendemain matin, quand il fit une tardive et nonchalante apparition aux bureaux de la rédaction, il constata que des télégrammes arrivaient de nombreux

endroits pour obtenir des informations sur ma fuite. Il m'appela immédiatement, me demandant de ne pas répondre aux autres journaux pendant vingt-quatre heures de manière qu'il puisse avoir un entretien exclusif. Cette affaire suscita un mouvement d'intérêt au cours des jours suivants et, dans la semaine, une interview fut diffusée par une télévision locale.

Immédiatement arriva la lettre d'un fanatique, membre de l'« Association d'amitié suédo-chinoise », le genre de groupe que les nationalistes, pour leur propagande, ont financé et soutenu partout dans le monde. Cette lettre grossière m'avait été adressée aux bons soins de l'ambassade soviétique et était passée de là aux bureaux de l'Immigration qui me la firent parvenir. Elle m'accusait d'être un traître et un communiste.

Ce genre d'incident était prévisible et sans importance, mais je ne m'attendais pas du tout à la réaction japonaise en Suède.

Immédiatement après que ma fuite fut connue, les nationalistes, furieux, demandèrent à tous les gouvernements dans le monde de me refuser l'accès à leur pays. Ils insistèrent particulièrement auprès de Washington et Tokyo, car le mouvement pour l'indépendance se renforçait dans ces deux pays et chacun d'entre eux avait une population de résidents formosans qui se comptait par milliers. Un mandat d'arrêt fut lancé par Taipei. Pour renforcer ce dispositif, toutes les agences nationalistes à l'étranger reçurent pour instruction de salir ma réputation et de me dénoncer comme criminel. Je ne savais pas alors quelle pourrait être la réaction de Washington, mais je n'ignorais pas que le Japon ne reconnaissait pas le droit d'asile et adoptait généralement une attitude très dure à ce sujet. J'appris que l'administration japonaise avait examiné mon cas au niveau ministériel et que le gouvernement avait décidé de coopérer avec Taipei. Tokyo et Taipei étaient alors en conflit. Une pression considérable était exercée, sur le plan intérieur, sur le gouvernement de Sato pour qu'il favorise l'expansion du commerce avec la Chine communiste mais, en même temps, le Japon avait d'importants investissements dans l'île et un commerce florissant avec Formose. Taipei avait souvent protesté contre le commerce du Japon avec la Chine continentale. Mon cas semblait offrir à Tokyo une occasion d'apaiser les nationalistes jusqu'à un certain point sans que cela lui coûtât quelque chose. Per-

sonne, dans le gouvernement, ne manifesta beaucoup d'intérêt pour les aspects humanitaires de cette affaire, et il y avait des précédents prouvant que des exilés formosans vivant au Japon avaient été remis aux nationalistes, sacrifiés cyniquement pour des accords politiques ou économiques.

L'ambassadeur du Japon à Stockholm avait reçu pour instruction d'essayer de savoir quelle pourrait être ma prochaine destination et se rendit légèrement ridicule. Apparemment, les Japonais pensaient que je pourrais tenter d'entrer illégalement dans leur pays. L'ambassadeur lui-même appela le directeur du Bureau suédois de l'immigration. On lui répondit que ma future destination n'était pas connue et que cette question était sans intérêt pour la Suède. L'ambassadeur envoya alors son secrétaire au Bureau de l'immigration pour dire clairement que le Japon me refuserait l'entrée. Etant donné que je n'avais nulle intention d'aller au Japon, cette démarche était absurde, et cette absurdité fut encore aggravée quand l'ambassadeur envoya à nouveau une note au gouvernement suédois lui demandant de m'empêcher de me rendre au Japon. Les hauts fonctionnaires suédois, très étonnés, lui firent observer qu'il appartenait à Tokyo, et non pas à Stockholm, de m'empêcher d'entrer au Japon ; de surcroît, la Suède n'avait ni la responsabilité ni le privilège de me dire ce que je devais faire.

Entre temps, et alors que j'attendais la décision formelle des autorités suédoises concernant ma demande d'asile politique, j'avais pris un emploi temporaire. Les premières semaines après mon arrivée j'éprouvais une grande fatigue. Le relâchement de la tension se faisait sentir. J'étais vraiment prêt à apprendre le suédois, mais cela prendrait du temps. Heureusement, le mari d'un membre actif d'Amnesty International était le curateur du département d'Asie du Musée ethnographique de Stockholm et avait la responsabilité de matériels liés aux expéditions de Sven Hedin, des livres, des cartes, qui n'avaient pas été complètement catalogués. Il disposait d'un budget pour ce travail et je fus recruté, à titre temporaire, pour l'effectuer. Mon hôte, le professeur Bernhard, avec une grande obligeance, me conduisit tous les matins au musée sur le chemin de l'Institut Karolinska, où il était professeur de médecine.

Dans le délai d'un mois, une décision formelle fut prise par les autorités suédoises. L'asile politique me fut accordé et on me délivra un



passport pour étranger ; j'étais maintenant libre de voyager. J'avais le sentiment que j'avais regagné une identité et ce document officiel, établi à mon intention, m'apporta un grand soulagement.

J'interrogeai le gouvernement suédois pour savoir si ma famille serait admise au cas où elle pourrait quitter Formose. Cette autorisation fut accordée. J'appris alors que ma femme avait déjà écrit directement à Yen Chia-kan, premier ministre et vice-président, sollicitant la permission de quitter l'île avec les deux enfants. Elle faisait valoir que, bien que mon fils fût en âge d'effectuer son service militaire, il en serait exempté en raison d'une hyperthyroïdie qui l'obligeait, sous le contrôle de spécialistes de l'Ecole de médecine de Taita, à prendre constamment certains médicaments. Les registres de l'hôpital pouvaient en fournir la preuve. Elle envoya cette lettre recommandée de manière à conserver un reçu. Le formulaire indiquant que ce courrier était bien parvenu à son destinataire lui fut retourné mais aucune réponse ne lui parvint. Je pouvais seulement en conclure que ma famille était retenue en otage.

La presse américaine publia des reportages sur ma fuite réussie en Suède. Rapidement, m'arrivèrent des lettres de vieux amis. Par l'intermédiaire du bureau londonien de *Newsweek*, je reçus une lettre des anciennes étudiantes de Stanford, qui vivaient, l'une à New York, et l'autre en Californie, et offraient de m'apporter toute leur aide. L'une d'elle lança une campagne par lettre auprès de ses amis leur demandant de faire pression sur les autorités américaines pour qu'elles m'autorisent à entrer aux Etats-Unis. A ma grande surprise, l'ambassade du Japon continua de se comporter de manière étrange. Je pouvais seulement conjecturer que Tokyo était alors extrêmement désireux de faire plaisir à Taipei ou que c'était le prix à payer pour que Taipei accorde à Tokyo ce qu'il demandait. Peu de temps après que je prenne cet emploi temporaire auprès du Musée ethnographique, le premier secrétaire invita à déjeuner le chef du département asiatique du musée et, d'une manière très inélégante, s'efforça de savoir comment j'étais entré en contact avec le musée, dans quelles conditions je vivais et ce que j'envisageais de faire. Il semblait redouter que je n'entre illégalement au Japon et laissa clairement entendre que si je m'y risquais, je serais arrêté et envoyé à Formose. Il demanda alors à son invité, au cas où je cesserais mon travail ou je manifesterais l'intention de quitter la Suède,

de bien vouloir en notifier l'ambassade. Le représentant du musée lui répondit sèchement qu'il ne voyait pas pourquoi il m'espionnerait pour le compte de l'ambassade du Japon. L'affaire aurait pu en rester là, mais l'ambassadeur continua de demander à ses sous-fifres d'appeler de temps en temps le musée pour savoir si j'y travaillais encore.

Je restai au musée environ un mois, rangeant quantités de matériels qui n'avaient pas encore été catalogués. Mes hôtes possédaient une jolie maison au bord de la mer à environ deux heures et demie de voiture de la ville et nous y allions avec leurs enfants passer de tranquilles week-ends. Assez vite, je commençai de recevoir des lettres et des demandes de renseignements des différents bureaux d'Amnesty International en Europe. Chatham House à Londres, l'Institut des affaires étrangères, l'Ecole des études orientales de Londres et les bureaux britanniques d'Amnesty International m'invitèrent tous à Londres pour parler des problèmes de Formose et pour discuter de la question plus générale des prisonniers politiques. Un programme fut établi.

Je fus très surpris, lorsque je fis une demande de visa pour l'Angleterre, de voir surgir des difficultés. La réponse était sans cesse reportée. Quand ceux qui m'invitaient se renseignèrent auprès du ministère britannique des Affaires étrangères, on leur répondit que ma demande était en cours d'examen. Elle suivit un parcours hiérarchique jusqu'à ce qu'un jour on me dit par téléphone qu'elle était maintenant discutée avec le ministre lui-même. Finalement, moins de vingt-quatre heures avant mon départ, le visa me fut accordé. C'était un samedi, jour où le consulat était normalement fermé, mais le fonctionnaire responsable accepta gentiment que je vienne et apposa le tampon nécessaire sur mon passeport. En arrivant à Londres, je fus toutefois très étonné d'apprendre que le ministère des Affaires étrangères avait demandé à tous ses représentants de ne pas assister aux réceptions ou aux manifestations auxquelles je serais présent. Aucun d'entre eux, par exemple, ne se montra à Chatham House, lorsque j'y prononçai une allocution. On me laissa entendre que cette attitude n'avait rien de personnel mais qu'elle avait plutôt à voir avec Pékin et le très délicat problème des sujets britanniques retenus alors par les autorités de Pékin. J'étais présenté comme un « dirigeant du mouvement pour l'indépendance » et les communistes, comme les nationalistes, étaient déterminés à ce que l'île de Formose et ses habitants restent chinois, qu'ils le veuillent ou

non. La libération de sujets britanniques était considérée comme une priorité et tout ce qui pouvait lui être préjudiciable devait être évité.

C'était ma deuxième visite à Londres, qui ne m'avait pas beaucoup impressionnée, en 1953, quand j'étais un jeune touriste. Cette fois-ci, je tombai amoureux de cette grande ville. Pendant la semaine que j'y passai, je fis en sorte de rendre presque tous les jours visite aux bureaux d'Amnesty International. On m'avait dit qu'ils étaient très simples, qu'ils n'occupaient qu'une étroite maison de quatre étages, très ancienne, et que les pièces étaient encombrées de trop de bureaux, de chaises, de gens et de papiers. Un personnel d'une douzaine de permanents, des vacataires et quelques volontaires poursuivaient leur travail dans un esprit de dévouement et avec une grande énergie. L'apparence de désordre cachait en fait une organisation d'une grande efficacité. Je découvris qu'Amnesty International attirait des gens de grande qualité. C'était une organisation extrêmement impressionnante pour quelqu'un qui, grâce à son aide, avait regagné une nouvelle vie.

Peu de temps après, je retournai à Stockholm et à mon travail au musée. Je fus à nouveau invité à Londres pour participer à la réunion annuelle de la section britannique d'Amnesty International et de là, je pris l'avion pour Genève, en Suisse, pour faire quelques exposés aux réunions du Conseil mondial des Eglises.

Cette invitation pour parler à Genève de la situation à Formose m'avait été adressée grâce surtout à Mme Richard Frank, une diplômée de la faculté de droit de Harvard, dont le mari, également diplômé de la même faculté, avait été au Département d'Etat et avait maintenant un emploi dans le secteur privé, en Suisse. A Genève, Mme Frank travaillait comme assistant administratif à la commission des affaires internationales, au sein du Conseil mondial des Eglises. Je l'avais rencontrée lors d'une conférence à Stockholm ; elle était jeune, idéaliste et consacrait son activité à essayer d'établir des relations plus humaines et plus tolérantes entre les gouvernements et les peuples. Elle s'intéressait au problème de Formose et aux difficultés de l'Eglise presbytérienne ; elle m'avait donc demandé de venir à Genève pour en parler avec les membres du conseil.

Les Frank m'accueillirent à l'aéroport, m'emmenèrent chez eux, en dehors de la ville, et, le soir de mon arrivée, m'invitèrent dans un restaurant, à la campagne. C'était mon premier aperçu, après dix ans, de

la campagne française. Comme nous nous détendions dans leur salon, et que des vaches paissaient tranquillement près de la fenêtre, nous nous mîmes à parler de la situation en Extrême-Orient et de la position malheureuse de Formose, en lisière du monde chinois. Je passai quelques jours à discuter avec les permanents du conseil mondial de la situation politique et religieuse de Formose et je parlai également avec des représentants de la Croix-Rouge Internationale. Les membres du Comité de la Croix-Rouge Internationale étaient visiblement réticents à me rencontrer, ils restèrent raides et inflexibles, soigneusement attentifs à préserver, ils insistèrent sur ce point, le caractère apolitique et neutre de l'organisation. Ils avaient à faire avec des gouvernements plutôt qu'avec des individus. D'un autre côté, dans les bureaux genevois de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, je fus reçu de manière beaucoup plus ouverte et leur seul souci semblait être l'aspect humanitaire. Je mis en avant le cas de ma famille, les informant des démarches de ma femme auprès du Premier ministre pour l'obtention d'un visa de sortie. Ces officiels de la Croix-Rouge estimèrent que puisque le « scélérat » n'était plus là et que la Suède acceptait de recevoir ma famille, il n'y avait aucune raison pour que les nationalistes refusent de la laisser partir. De manière évidente, Taipei la retenait en otage. Le bureau de Genève fit des démarches informelles auprès de Taipei ; il n'y eut jamais de réponse.

Je retournai en Suède mais, rapidement, je partis à nouveau pour Londres, où je reçus une lettre d'amis canadiens m'invitant à leur rendre visite, ce qui me parut une bonne idée. J'obtins sans difficulté un visa de tourisme du consulat canadien et je pris l'avion pour Montréal, puis pour Toronto. Là, je renouai connaissance avec de vieux amis, je rencontrai des étudiants formosans et après dix jours extrêmement occupés, je retournai à Londres pour une semaine.

Ce fut une semaine très intéressante pendant laquelle j'eus le plaisir de voir mes amis d'Amnesty International et des Formosans vivant à Londres. J'eus des conversations avec le rédacteur en chef de la revue *China Quarterly* et je rencontrai également le haut-commissaire d'Inde en Angleterre. Il était en poste à Pékin au moment de ma fuite. Il me dit qu'elle avait provoqué un tollé chez les communistes, tout à fait semblable, à certains égards, à celui qu'elle avait provoqué chez les nationalistes. J'étais un « traître à la Chine », un « laquais des Améri-

cains, sorti de Taiwan pour devenir un agent actif du complot des deux Chines », et d'autres étiquettes du même genre. Les émissions de radio et les magazines, y compris la publication de langue anglaise *Peking Review*, avaient lancé de violentes attaques contre moi, si bien que le corps diplomatique s'était interrogé sur les raisons de cette attitude. Il y avait eu de nombreuses discussions sur la signification de cette réaction furieuse des Chinois aussi bien à Pékin qu'à Taïpei.

Je reçus alors un appel urgent de Mme Bernhard de Stockholm me disant qu'elle avait reçu un coup de téléphone d'un étranger qui s'était présenté comme un Chinois venant juste d'arriver de Formose. Il lui avait dit qu'il souhaiterait vivement me rencontrer, mais au fil de la conversation elle devint de plus en plus soupçonneuse et de plus en plus alarmée. L'anglais de son interlocuteur était très pauvre, ponctué de russe et de quelques mots de suédois, et ses manières étaient plutôt grossières. Mme Bernhard lui dit que je n'étais pas là et qu'elle ne savait pas quand je reviendrais. Ses propos devinrent alors plus vifs et sarcastiques : « Peng vit chez vous et vous ne le savez pas ? C'est donc un secret ? Je vais vous poser une question : quel type de passeport est-ce qu'il a utilisé ? ». Mme Bernhard répéta fermement qu'elle ne savait pas et raccrocha, mais elle était troublée ; quelques années auparavant un réfugié politique avait été tué par balles et l'assassin avait réussi à quitter la Suède par avion. Elle rapporta donc cet incident à la police et quand je revins en Suède, après un mois d'absence, le chef de la police de l'aéroport m'attendait à la descente de l'avion. Le Dr Bernhard était également là avec son énorme berger allemand et nous rentrâmes sans encombre à la maison. Malgré ce sujet de préoccupation, je me sentais détendu d'être de retour chez moi en Suède et, le jour suivant, nous allâmes tous au bord de la mer pour un week-end de voile.

Tout cela était très plaisant, mais mon travail au musée était temporaire. Il me fallait chercher quelque chose de plus permanent et je repris contact par lettre avec le monde académique aux Etats-Unis. Le professeur Whitmore Gray de la faculté de droit de l'Université du Michigan m'écrivit pour m'assurer que l'université continuait de s'intéresser aux projets que nous avions commencé de discuter en 1966. Il devait se rendre à Moscou pour un bref séjour et il m'envoya un télégramme pour me dire que nous pourrions nous rencontrer à Stockholm, tel jour à telle heure, et pour me demander de lui confirmer, à son hôtel

à Prague, que je pourrais y être. J'envoyai ma réponse mais, au jour dit, à Stockholm, il ne vint pas au rendez-vous. Je n'eus aucune autre nouvelle jusqu'au moment où, dix jours plus tard, il me téléphona du Michigan me disant qu'il n'avait pas reçu mon télégramme à Prague et qu'il ne s'était donc pas arrêté en Suède. Est-ce que j'étais encore intéressé par une nomination à l'Université du Michigan ?

Je l'étais, bien sûr, et dans la longue correspondance qui suivit, je lui exprimai ma reconnaissance pour sa constante sollicitude et pour m'avoir renouvelé cette proposition. Le professeur Rhoads Murphy se joignit à cet échange en tant que directeur du Centre d'études chinoises et il me fut proposé une nomination conjointe. La faculté de droit me fournirait un bureau et le centre serait ma base académique pour les recherches que j'entreprendrais. Je suggérai de faire l'analyse du système légal qui prévalait à Formose sous l'occupation nationaliste.

L'université me demanda si je pourrais occuper ce poste à partir d'avril 1970. Nous étions alors en février et plusieurs problèmes techniques devaient être résolus, dont celui de mon visa.

Mes amis suédois protestèrent, quand ils apprirent que j'envisageais d'aller à l'université du Michigan. D'un point de vue suédois, c'était une chose dangereuse à faire. Les journaux européens étaient remplis d'histoires illustrant la violence des villes américaines et la crise affectant le respect de l'ordre et de la loi. Mes amis faisaient valoir que ce serait suicidaire. Les nationalistes pourraient facilement s'arranger pour m'éliminer. Je soulevai cette question dans mes correspondances et auprès de journalistes américains qui étaient venus m'interviewer à Stockholm. Des réponses que j'obtins il apparaissait que si la violence dans les rues était un problème sérieux dans la plupart des villes américaines, les nationalistes ne seraient pas stupides au point de s'attaquer physiquement à moi. L'indignation publique risquerait de déconsidérer le régime aux Etats-Unis et de lui porter un coup fatal.

Bien que je fusse tout à fait conscient que les comportements politiques, surtout s'agissant des nationalistes chinois, n'obéissent pas toujours à la raison ou à la logique, comme l'avançaient mes amis, je décidai toutefois de demander le visa qui me permettrait de me rendre dans le Michigan.



## XIII

### Vu d'Amérique

J'étais en contact avec des amis aux Etats-Unis qui approchèrent le Département d'Etat à titre privé. Nous voulions être raisonnablement certains que je serais accepté dans le pays avant de faire une demande officielle de visa. Le Département d'Etat ne fit aucune promesse mais l'impression générale était plutôt optimiste. On m'avertit que cela prendrait du temps mais que les choses suivraient leur cours.

Apportant avec moi une lettre d'introduction du Dr Bernhard, je me rendis un jour au consulat américain de Stockholm, je remplis une demande pour l'obtention d'un visa de tourisme et je la présentai à un vice-consul. Il fut décourageant ; j'étais un réfugié politique et je n'avais pas d'emploi, je ne pouvais donc être considéré comme un véritable touriste. Il accepta néanmoins de transmettre ma demande à Washington. Puis, le 24 avril 1970, deux jeunes Formosans tentèrent d'assassiner le général Chiang Ching-kuo dans le hall d'entrée d'un hôtel de New York. Mes amis devinrent très pessimistes ; ils pensaient que le Département d'Etat serait maintenant beaucoup plus réticent à me donner l'autorisation d'entrer aux Etats-Unis. Selon certains, le Département d'Etat estimait que le traumatisme provoqué par ma fuite à Taipei et à Pékin était encore trop récent pour que je puisse être bientôt admis aux Etats-Unis.

L'année académique, toutefois, approchait et nous décidâmes d'agir. Le 31 juillet, je fis une demande officielle de visa, justifiée par l'invitation formelle de l'université. Le consulat s'attendait à ce que je revienne et je fus invité à m'entretenir avec un consul et un vice-consul, qui était une femme. Je commençai par dire que je comprenais qu'il s'agissait d'un cas compliqué, mais que l'université et moi-même avions besoin de savoir rapidement ce que nous devions faire.

Le consul fut poli mais direct en me disant que l'ambassade aurait préféré que je ne fasse pas cette demande. « Pour quelles raisons souhaitez-vous obtenir ce visa ? », me demanda-t-il. Je soulignai que l'invitation de l'université, qu'il avait entre les mains, était une réponse suffisamment claire.



« Allez-vous vous livrer à des activités politiques ? »

« Qu'appellez-vous des activités politiques ? » demandai-je. Je fis observer que mon domaine d'étude était les sciences politique et le droit civil. Ma vie avait été consacrée à la recherche et à l'enseignement. Je considérais qu'il était de mon devoir professionnel de faire connaître mes vues sur ce qui se passait. Je pensais que c'était légitimement inclus dans les limites de mon travail académique, si j'allais aux Etats-Unis. Des commentaires professionnels sur des sujets politiques ne constituaient pas, à mon avis, des activités politiques.

« Mais si, par exemple, » répliqua le consul, « un ambassadeur à la retraite recommandait que l'on reconnaisse la Chine communiste, je considérerais cela comme une activité politique ». Il me demanda alors si j'essayerais d'intervenir auprès des médias pour faire connaître mes vues.

« Je ne sais pas si j'essayerais d'intervenir auprès d'eux mais je dois dire que s'ils me demandaient mon avis sur des problèmes d'actualité, je ne refuserais pas de le faire ».

Notre longue conversation prit un tour un peu surprenant quand le consul m'interrogea pour savoir si j'autoriserais que mon nom soit imprimé sur du papier à lettre. Je répondis que cette question ne se poserait certainement pas, ceci ne s'étant jamais produit auparavant. Il me demanda alors ce que je ferais si on me refusait ce visa. Je ne pus que lui répondre que je n'en savais rien. Je me dis en moi-même que je n'allais certainement pas me suicider pour autant.

Mon interlocuteur me montra ensuite du doigt la demande de visa, joliment imprimée. « Peut-être avez-vous remarqué que, dans ce document, il y a une question concernant le casier judiciaire. L'avez-vous remarqué ? ». Je lui répondis que je l'avais, bien sûr, noté mais que je ne considérais pas mon cas comme un cas criminel.

Il me demanda alors : « Voudriez-vous, s'il vous plaît, écrire tous les détails concernant votre cas ? ». Je lui dis que ce ne serait pas nécessaire. L'ambassade américaine à Taipei avait un dossier complet à ce sujet et j'étais sûr qu'elle fournirait tous les détails nécessaires si on le lui demandait.

Le consul parût légèrement interloqué ; il dit seulement : « Vous devez savoir que chaque ambassade fait son travail de manière indépendante », et sur cette note plutôt embarrassante, il mit un terme à notre

conversation, observant que la décision finale concernant ma demande serait prise à Washington.

Au cours des quatre semaines suivantes de ce magnifique été avec les Bernhard, je commençai à me rendre compte combien j'étais devenu profondément attaché à la Suède et à mes amis suédois. Je soupçonnais que les Bernhard, au fond de leur cœur, espéraient secrètement qu'il me serait impossible d'entrer aux Etats-Unis. Le professeur eut l'occasion de se rendre à New York et à Boston pour des raisons professionnelles et là il s'appliqua à résoudre mes problèmes financiers en prenant contact avec des éditeurs. A son retour à Stockholm, il m'engagea à renoncer à mon projet d'aller aux Etats-Unis. « Restez ici et écrivez un livre », me dit-il.

Je n'étais pas prêt à réfléchir à un projet sérieux ; j'étais totalement sous le charme de l'atmosphère de Stockholm et émerveillé par la gentillesse de mes hôtes et de mes amis suédois. J'étais traité comme un membre de la famille Bernhard. Nous prenions plaisir à parler ensemble et nous faisions de délicieuses excursions dans la magnifique campagne suédoise. Mais d'un point de vue professionnel, j'étais mal préparé à gagner ma vie. Je ne pouvais pas continuer de travailler au musée, bien que ce fût intéressant. Presque tout le monde, en Suède, semblait parler anglais, mais je ne pouvais pas parler suédois, ce qui, sur le plan professionnel, constituait un énorme handicap.

Six semaines passèrent et je n'avais toujours aucune nouvelle du consulat américain lorsqu'un matin de septembre le téléphone sonna avant huit heures du matin. J'entendis la jeune vice-consul me dire : « Félicitations ! Un télégramme de Washington nous informe qu'un visa va vous être accordé. Il y a encore quelques démarches à faire mais je suggère que vous commenciez dès maintenant vos examens médicaux de contrôle ».

Le 17 septembre, j'emportai mes documents à l'ambassade pour qu'on me délivre mon visa. Je fus accueilli cette fois-ci d'une manière plus cordiale par un autre consul qui me félicita et me fit quelques remarques flatteuses. Il était visiblement bien informé des précédentes étapes de ma carrière. Quand il me tendit mes papiers, maintenant en règle, il me dit avec un large sourire : « Bien sûr, vous savez que vous allez à l'université pour faire des recherches et nous espérons que vous n'allez pas vous écarter de ce premier objectif... ».

Quand la nouvelle se répandit que Washington m'avait enfin accordé la permission d'entrer aux Etats-Unis et de reprendre mes recherches

à l'Université du Michigan, le gouvernement nationaliste protesta avec véhémence auprès de l'ambassadeur américain à Taipei, et l'ambassadeur de Taipei à Washington se déplaça en personne au Département d'Etat pour donner plus de force aux objections de son gouvernement.

Le « péché de sang » entraînait des sanctions ; le conseil d'administration de l'Institut de gestion de Tamsui avait toujours fermement résisté aux pressions pour contraindre ma sœur à donner sa démission de présidente de l'institut, mais il fut alors informé que le ministère de l'Education interviendrait et imposerait ce changement par décret si elle ne se retirait pas volontairement. Quelqu'un du Parti nationaliste lui conseilla très courtoisement de donner sa démission, faisant une allusion discrète au cas de Thomas Liao dont la sœur fut emprisonnée, et le neveu condamné à mort, jusqu'à ce qu'il renonce à ses activités politiques à Tokyo et retourne à une captivité déguisée à Formose.

Le sous-entendu était sans ambiguïté. Le synode de l'Eglise, dont relevait l'institut, fit le nécessaire pour se réunir plus tôt que d'habitude et, en décembre 1970, accepta la démission de ma sœur, mais refusa de dire qu'elle avait été remplacée pour incompetence comme on le lui demandait avec insistance. En même temps, la femme d'un de mes lointains cousins, qui aimait beaucoup voyager à l'étranger, fut brutalement notifiée que son passeport avait été supprimé et que, désormais, elle ne pourrait plus quitter l'île.

Au moment où j'obtins mon visa, j'avais déjà accepté deux invitations, l'une pour parler dans une université suédoise, l'autre pour m'adresser à des membres d'Amnesty International qui devaient se réunir à Oslo. Je renonçai à la première, me préparant à partir pour les Etats-Unis par la Norvège et l'Angleterre. Me séparer de mes hôtes suédois, de mes amis d'Amnesty International et quitter la Suède m'était difficile. C'était le pays qui m'avait donné asile quand ma vie était en danger et ces amis m'avaient accueilli avec une chaleur et une générosité qu'il me serait impossible d'oublier.

La conférence d'Oslo eut lieu dans une magnifique station de ski, pas très éloignée de la ville. Là, je rencontrai des amis de Londres, des permanents d'Amnesty International et je parlai devant la conférence au nom des prisonniers politiques du monde entier :

« Entre tous ceux qui sont condamnés pour avoir exprimé honnêtement, en paroles ou en actes, ce que leur conscience leur dictait, il semble y avoir un lien invisible, spirituel, qui les attache étroitement les uns aux autres malgré le temps et l'espace qui les séparent et malgré le fait que la plupart d'entre eux ne se sont jamais rencontrés et ne se connaissent pas. Un tel lien, qui fait d'eux de proches camarades de combat, n'est pas seulement le résultat des épreuves qu'ils eurent tous à affronter mais aussi et surtout de la ferme conviction qu'ils partagent à l'égard de certains droits fondamentaux, d'une essentielle liberté et de la dignité humaine (bien que leurs positions personnelles s'agissant de problèmes politiques ou sociaux spécifiques puissent être fort différentes). Sur la force de cette solidarité spirituelle et invisible qui existe entre tous ceux-là, me permettez-vous de dire quelques mots en leur nom.

D'abord, au nom de ceux qui, comme moi, ont déjà subi leur peine et passé du temps en prison, mais eurent suffisamment de chance pour survivre à ces douloureuses expériences et recouvrer la liberté – en leur nom, je voudrais dire que des mots ne peuvent exprimer leur gratitude à l'égard d'Amnesty International. Nous devons, pour une part non négligeable, notre nouvelle vie à ce groupe et il nous a aidé à redécouvrir la vraie valeur de ce qu'est la liberté.

En second lieu, au nom des prisonniers qui ont déjà été adoptés par Amnesty International mais qui se languissent encore derrière les barreaux d'une cellule dans beaucoup d'endroits dans le monde – en leur nom, je voudrais vous exprimer leur profonde reconnaissance pour ce que vous avez fait et ce que vous continuez à faire pour eux. Ils savent que les efforts d'Amnesty International ne conduiront pas nécessairement à leur immédiate libération mais ces efforts leur rappellent constamment qu'ils ne sont pas oubliés. Ils savent que quelqu'un, au-delà des murs de leur prison, continue de prendre soin d'eux. Savoir cela leur apporte une consolation et une joie, si l'on peut parler de joie en prison, qui sont au-delà de toute expression. Vous leur donnez un espoir de vivre, vous leur donnez de la force morale, vous les encouragez, et vous les empêchez de perdre complètement leur foi en l'homme, bien qu'ils vivent dans un état de torture physique et mentale douloureux et humiliant.

En troisième lieu, au nom de ceux qui sont des prisonniers de conscience mais dont l'emprisonnement n'est pas encore connu du monde extérieur ni d'Amnesty International – en leur nom je voudrais transmettre un appel désespéré pour que leur existence soit découverte et pour qu'une aide, quelle qu'elle soit, leur soit apportée de manière qu'ils ne continuent pas de vivre dans l'obscurité et le découragement.

Enfin, au nom de ceux qui connaissent des difficultés parce qu'ils suivent honnêtement leur conscience, qui ne sont pas encore emprisonnés mais qui sont dans la situation précaire d'être à tout moment sous la menace d'une arrestation – en leur nom, je voudrais exprimer l'espoir que l'existence d'Amnesty International sera un élément de dissuasion, que ses activités dans le monde entier diminueront le danger auquel ils sont confrontés et leur offriront une certaine protection.

On a malheureusement l'habitude de diviser le monde selon différents critères, on parle ainsi d'un monde oriental et d'un monde occidental, d'un monde chrétien et d'un monde non chrétien, d'un monde capitaliste et d'un monde socialiste, d'un monde libre et d'un monde qui ne l'est pas, d'un monde développé et d'un monde sous-développé, d'un monde civilisé et d'un monde non civilisé, quel que soit le sens

de ces expressions. Je crois, toutefois, que beaucoup d'entre nous ont vécu suffisamment longtemps et ont vu suffisamment de choses pour se rendre compte combien ces oppositions sont superficielles et dénuées de signification.

Si l'on veut réellement diviser le monde en deux parties, je crois que la seule véritable façon de le faire est de dire qu'il y a une partie dans laquelle l'expression libre et honnête de ce que la conscience de chacun lui dicte est prônée comme l'une des suprêmes vertus et une autre dans laquelle elle est considérée comme un crime impardonnable qui doit être sévèrement puni.

C'est mon vœu le plus sincère qu'Amnesty International ne soit pas seulement le protecteur des « prisonniers de conscience » mais qu'il devienne aussi celui de la conscience de l'humanité elle-même. Au nom de tous ceux que j'ai déjà mentionnés, je voudrais vous dire merci du fond du cœur ».

Je partis d'Oslo pour Détroit, par Londres et Montréal, juste au moment de la crise provoquée, en 1970, par un détournement d'avion et, à l'aéroport de Londres, tous les passagers furent fouillés et tous les bagages sérieusement contrôlés. L'après-midi du 29 septembre, je franchis la douane à Détroit, entrant à nouveau aux Etats-Unis pour la première fois en presque dix ans. La dernière fois, j'avais un passeport diplomatique délivré par la Chine nationaliste, cette fois-ci, je voyageais avec des papiers délivrés en Suède pour un réfugié politique.

Ma nouvelle vie en Amérique commença par un appel cordial du professeur Rhoads Murphey, directeur du Centre d'études chinoises de l'Université du Michigan. Il chercha à savoir, avec beaucoup de tact, si j'avais l'intention de me livrer à des activités politiques pendant que je serais aux Etats-Unis et si je m'étais entendu à ce sujet avec le Département d'Etat. En d'autres termes est-ce que ce dernier avait exigé un engagement de ma part limitant ma liberté de parole ou d'action ? Je lui répondis en lui répétant ce que j'avais dit à l'agent du consulat de Stockholm. Je me considérais encore comme un universitaire, j'avais seulement l'intention de faire mon travail dans le domaine du droit et des sciences politiques et que, dans le cours de ce travail, je serais certainement amené à faire des commentaires sur les affaires du monde.

Le professeur Murphey fit observer de son côté qu'il ne voyait aucune raison pour laquelle je ne jouirais pas de la même liberté qu'un professeur américain faisant des recherches dans le même domaine. J'avais été invité au Michigan pour écrire sur un sujet de mon choix et j'avais proposé de me consacrer à une étude sur « Le droit et la politique de l'état d'urgence à Formose ». L'invitation à Ann Arbor m'avait d'abord

été transmise en 1968 et avait été renouvelée au cours des années suivantes lorsque j'étais sous surveillance à Taïpei. Pour certains universitaires travaillant dans le domaine sinologique, Formose était « seulement une partie de la Chine » et la seule partie à laquelle ils eussent accès pour leurs recherches sur le terrain. La question fut soulevée : « Est-ce que la présence de Peng au Centre d'études chinoises allait maintenant compromettre les relations délicates que le centre entretenait avec le gouvernement nationaliste de Taïwan ? ». Certains collaborateurs du centre suggérèrent qu'on m'engage à ne pas me livrer à des activités politiques qui pourraient affecter les intérêts du centre, compromettre ses relations avec Taïpei ou entraver les programmes de l'université à Formose. Après discussion, toutefois, on laissa chacun m'exprimer directement ses vues sur cette question, ce que firent la plupart des professeurs dans les semaines suivantes. Je trouvai l'atmosphère intellectuelle stimulante et mon projet de recherche fut rapidement étendu pour couvrir finalement l'histoire des lois internationales appliquées à Formose et du statut de l'île au cours des cent dernières années.

Bientôt, je commençai de recevoir des invitations à parler devant des groupes liés à des universités ou à des églises, dans des forums publics sur des questions internationales et dans des réunions d'étudiants formosans. Des journaux et des magazines me demandèrent des articles concernant le problème de Formose. Pendant les week-ends et les vacances, je voyageais à travers les Etats-Unis pour participer à des séminaires, pour rencontrer des étudiants et pour m'adresser à des groupes intéressés par les affaires internationales.

Mon premier voyage fut pour l'Université de l'Etat du Kansas, à Manhattan, Kansas, où près de 300 étudiants formosans organisèrent un dîner de Thanksgiving formosan. Je fus très impressionné par l'enthousiasme et l'attitude chaleureuse de ceux qui étaient présents. A cette occasion, je me fis plusieurs nouveaux amis avec lesquels je garde encore des liens étroits.

Une autre fois, je passai dix jours à Harvard, puis je me rendis sur la côte ouest pour visiter l'Institut de technologie de Californie, l'Université Stanford, et l'Université de Californie à Berkeley. Je fis connaître ma position à travers les exposés publics que je fis dans ces institutions.

J'insistais sur le fait que, si on considérait la situation politique de Formose, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, on avait l'impression

que le temps s'était arrêté pendant plus de vingt ans. Le calendrier politique de Formose marquait toujours 1949, l'année où le gouvernement nationaliste chinois s'exila sur l'île. Depuis lors, on avait assisté à une complète stagnation. La position adoptée par le gouvernement nationaliste restait la même, à savoir qu'il représentait le seul gouvernement légitime de la Chine tout entière, que la victoire communiste sur le continent n'était rien d'autre qu'une rébellion temporaire et que le gouvernement installé à Formose allait bientôt reconquérir la totalité de la Chine. C'était devenu un cliché de dire que le gouvernement installé à Formose avait été, au cours des vingt dernières années, un gouvernement fondé sur une fiction et sur un mythe, la fiction étant qu'il était le gouvernement de la Chine tout entière, le mythe, qu'il allait revenir en Chine dans un très proche avenir.

Sur le plan intérieur, l'état de siège et la loi martiale, proclamés en 1949 par le gouvernement installé à Formose, étaient encore en vigueur et, selon le gouvernement, seraient maintenus jusqu'à ce que les nationalistes reconquissent la totalité de la Chine, - c'est-à-dire indéfiniment. Pendant plus de trente ans le gouvernement installé à Formose avait pratiqué ce qu'on peut appeler « la politique nationale de l'état d'urgence ». Les garanties constitutionnelles avaient été suspendues et les manifestations, les pétitions, et les grèves étaient interdites sous peine de mort. Pour combattre, de manière ostensible, la crise nationale, des politiques d'urgence avaient été adoptées, des lois d'urgence votées, des pratiques d'urgence instituées. La singularité de cette situation résidait dans le fait que ces mesures d'urgence avaient souvent été prises non pour supprimer les causes de la crise nationale mais bien plutôt pour perpétuer l'état d'urgence lui-même, parce qu'elles étaient l'expédient le plus efficace, et peut-être même le seul, pour que le régime puisse conserver le pouvoir et se maintenir en vie. La mise en œuvre de politiques d'état d'urgence pour la défense des mythes politiques nationalistes avait eu des effets dévastateurs sur la vie de la communauté à Formose.

J'insistais aussi sur le fait que, sur le plan international, la situation n'était pas plus encourageante. On avait, d'une manière incroyable, accepté que le gouvernement nationaliste chinois, qui, en fait, ne représentait personne, soit considéré comme le représentant de la Chine dans tous les forums internationaux au cours des vingt dernières années, au grand détriment de l'ordre international. On peut dire que ce

gouvernement ne représentait personne puisque le peuple de Chine l'ayant nettement rejeté il y a plus de vingt ans, il ne pouvait le représenter ; de la même façon, il ne pouvait représenter non plus le peuple de Formose puisque, au cours des vingt dernières années, il n'y avait eu aucune élection au niveau national, et que quatre-vingt-cinq pour cent de la population ne disposaient que de trois pour cent des sièges de l'assemblée législative.

J'insistais également, en même temps, sur le développement récent, au sein des dirigeants éclairés et démocrates de différents pays, d'une tendance plutôt préoccupante. Scandalisés par l'absurdité des mythes du gouvernement nationaliste chinois, qui constituaient certainement un affront à leur raison, leur intelligence et leur bon sens, et impatients de les faire disparaître, ils inclinaient quelquefois à aller à l'extrême opposé et à adopter une autre série de mythes, qui ne sont pas plus réalistes et pas plus constructifs que les premiers. Ces nouveaux mythes sont les suivants : d'abord que Formose a été, et donc sera toujours, une intégrale et inaliénable partie de la Chine et ensuite que pour mettre un terme au statut semi-colonial de la Chine, pour qu'elle puisse être reconnue comme une nation souveraine et retrouve le respect d'elle-même, il est nécessaire qu'elle annexe purement et simplement Formose.

Ce n'est qu'une autre série de mythes mais qui sont confortés et nourris par de fortes émotions et de profonds sentiments, nombreux et compréhensibles. D'abord il existe une intense et persistante culpabilité, qui trouble la conscience de l'Occident, devant la longue période d'injustices et d'humiliations qui furent infligées à la Chine par les puissances occidentales. Il existe donc, corollairement, un désir d'expier ces fautes. Ensuite, l'Occident est fasciné et stupéfié à la vue, qui lui donne le vertige, de la naissance, de la croissance, des bonds et des convulsions de la nouvelle Chine. Enfin, une peur grandissante hante les esprits en Occident, celle d'être confrontés à l'émergence de la Chine comme une puissance nucléaire majeure. Ces sentiments - culpabilité, fascination, consternation et peur - sont tous, d'une certaine manière, justifiés. Mais je crois que donner cours à ces sentiments en acceptant docilement comme bon et raisonnable tout ce que la Chine dit et fait, est irresponsable. Je respecte la sincérité et les motifs honorables de ceux qui tendent à adopter ces nouveaux mythes, mais je ne peux



m'empêcher de m'interroger sur leur niveau de compréhension de la situation de Formose.

Il me semblait que, en référence à ces nouveaux mythes, certains faits au sujet de Formose devaient être rendus publics.

Le premier mythe repose sur l'assomption que Formose a été, et devra rester, une partie intégrante et inaliénable de la Chine. Je pensais qu'il serait utile de l'examiner du point de vue de l'histoire de Formose et du droit international. Comme l'avait souligné un historien connu, spécialiste de ce domaine, l'histoire de Formose est largement celle d'une constante recherche de l'autodétermination et de l'autonomie. Tout au long de cette histoire, les descendants des immigrants chinois qui s'étaient installés sur cette île frontière ont constamment lutté pour réduire l'influence de la Chine continentale dans les affaires de l'île et même pour se soustraire eux-mêmes totalement au contrôle du continent. Ces tentatives sont illustrées par un dicton, connu de tous les historiens travaillant dans ce domaine : « Formose se soulève tous les trois ans et se rebelle tous les cinq ans ». De l'autre côté, historiquement, l'attitude de la Chine à l'égard de Formose ne peut être exactement décrite comme une fervente affection. La Chine a toujours regardé Formose comme une île barbare habitée par des rebelles, des bandits, des pirates, des marginaux et des opiomanes – ce qu'elle était probablement. Au dix-septième siècle, en raison des problèmes que l'île posait au gouvernement chinois, Pékin considéra même sérieusement le projet d'évacuer les quelques colons chinois qui s'étaient installés sur l'île. Jusqu'à la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, c'est-à-dire très récemment, lorsque les équipages de navires étrangers qui avaient fait naufrage sur les côtes de Formose étaient massacrés par la population, le gouvernement chinois adopta la position selon laquelle il ne pouvait être tenu pour responsable d'actes commis « en dehors de sa juridiction ». En 1869, le gouvernement chinois alla jusqu'à autoriser les chefs de dix-huit tribus aborigènes à conclure un traité avec les États-Unis. Après sa défaite dans la guerre sino-japonaise, en 1895, la Chine céda Formose au Japon, ce qui provoqua du ressentiment parmi les Formosans. Ils étaient irrités que la Chine n'ait pas hésité à les sacrifier, ce qui les conduisit à une tentative avortée de se soustraire totalement au contrôle à la fois des Chinois et des Japonais, en établissant une « République démocratique de Formose » indépendante. Cette république ne

dura que 148 jours, mais cet épisode est symbolique dans l'histoire des relations entre Formose et la Chine. L'administration japonaise à Formose dura, elle, un demi-siècle, pendant lequel Formose fut complètement coupée de la Chine, politiquement et culturellement. Puis, à la fin de la seconde guerre mondiale, le gouvernement nationaliste chinois prit le pouvoir, mais seulement quatre ans plus tard, en 1949, Formose fut une nouvelle fois séparée politiquement de la Chine et, depuis lors, Formose et la Chine ont connu des régimes différents. En d'autres termes, le lien entre Formose et la Chine avant 1895 était si lâche qu'il en était presque nominal et leur coexistence était tumultueuse, Formose cherchant constamment à s'émanciper du contrôle du continent. En outre, au cours des soixante-quinze ans qui se sont écoulés depuis 1895, il n'y eut que quatre années d'union politique entre Formose et la Chine, et ces quatre années ne furent pas, tant s'en faut, les plus heureuses de l'histoire de Formose. Ce fut pendant cette période, le 28 février 1947, que se produisit un soulèvement général des Formosans contre le pouvoir chinois, qui conduisit au massacre, par les troupes chinoises, de plus de 20 000 Formosans influents.

Qui sont les habitants de Formose ? Parmi les quatorze millions de personnes qui résident sur l'île, quatre-vingt-cinq pour cent sont des Formosans de souche. Bien sûr, ils sont d'origine chinoise mais leurs ancêtres commencèrent d'immigrer dans l'île au treizième siècle. Ce mouvement se poursuivit jusqu'en 1895, lorsque les Japonais interdirent l'immigration chinoise à Formose, coupant tout contact avec le continent. En conséquence, la grande majorité des Formosans a vécu pendant des siècles des expériences différentes de celles des Chinois. Après la seconde guerre mondiale, plus de deux millions de Chinois du continent ont rejoint les Formosans de souche et ont contribué à façonner l'identité spécifique des Formosans. Aujourd'hui, les habitants de Formose sont à peu près aussi chinois que les Américains ou les Australiens sont britanniques.

De surcroît, du point de vue du droit international, au cours des soixante-quinze ans qui se sont écoulés depuis que Formose, en 1895, fut cédée par la Chine au Japon, il n'y a jamais eu de traité international ou d'acte légalement contraignant, attachant de nouveau Formose à la Chine. La Déclaration du Caire de 1943 et la Déclaration de Potsdam de 1945, qui spécifiaient que Formose devait être donnée à la Chine, ne

constituent pas une obligation légale. Elles affirment simplement des objectifs de guerre communs. L'Acte de Reddition signé par le Japon le 2 septembre 1945, qui acceptait les deux déclarations est, tout au plus, un engagement, de la part du Japon, de renoncer ultérieurement à sa souveraineté sur Formose. Le Traité de Paix, signé entre le Japon et les Puissances alliées en 1951, et celui, signé entre le gouvernement nationaliste et le Japon en 1952, stipulaient seulement que le Japon renonçait à ses droits, ses prétentions et ses titres sur Formose, mais nulle part le bénéficiaire de ce renoncement du Japon n'était précisé dans ces traités. D'un autre côté, la Charte atlantique de 1941 spécifiait qu'il ne devrait y avoir « aucun changement territorial qui ne soit en accord avec les souhaits librement exprimés des peuples concernés ». L'article 1 de la Charte des Nations unies établit que « le principe de droits égaux et d'autodétermination des peuples » devrait constituer l'un des principes fondamentaux qui doit conduire les relations internationales, et la charte stipule dans son article 103 que, en cas de conflit entre les obligations des membres des Nations unies définies par la charte et leurs obligations en vertu d'un autre engagement, quel qu'il soit, les obligations définies par la charte doivent avoir la préséance. Dans ce contexte, et pour ce qui concerne Formose, la Déclaration du Caire et celle de Potsdam non seulement n'entraînent aucune obligation légale mais elles violent la lettre et l'esprit de la Charte des Nations unies et ne peuvent prévaloir contre elle. En conséquence, du point de vue du droit international, on peut seulement dire que Formose a été détachée du Japon mais n'a été attachée à aucun autre pays. C'est dire que le statut international de Formose reste indéterminé depuis la seconde guerre mondiale. Je ne suggère pas que les problèmes internationaux devraient ou pourraient être entièrement résolus sur le terrain du droit, mais étant donné la situation intérieure et internationale de Formose, le fait que son statut légal n'ait pas été établi depuis la fin de la guerre devrait avoir quelque incidence sur son avenir.

Tous ces faits, je les présentais en réponse au mythe selon lequel Formose a été et doit donc demeurer une partie intégrante et inaliénable de la Chine. Ils permettent d'éclairer les sophismes de ce premier mythe.

Le second repose sur l'idée que pour mettre un terme au statut semi-colonial de la Chine, pour qu'elle puisse être internationalement recon-

nue comme une nation souveraine et pour qu'elle retrouve le respect d'elle-même, il est nécessaire de lui permettre d'annexer purement et simplement Formose. C'est un fait que, maintenant, deux décennies après la révolution, la nouvelle Chine a mis un terme au statut semi-colonial de la vieille Chine. Elle est reconnue comme une nation souveraine. Elle a retrouvé le respect d'elle-même. Peut-être la conscience occidentale a-t-elle besoin d'être tourmentée par ce que l'Occident a fait à la vieille Chine, mais elle n'a pas besoin, à cause de ce sentiment de culpabilité, d'acquiescer à tout ce que la nouvelle Chine fait ou exige. En tout état de cause, la revendication émotionnelle de la Chine sur Formose n'a rien à voir avec son statut semi-colonial, la reconnaissance de sa souveraineté, ou le respect d'elle-même. Elle a à voir avec la guerre civile, avec le gouvernement nationaliste et avec le maintien de ce gouvernement sur l'île par les Etats-Unis. La vérité est que, au commencement de ce siècle, quand la Chine se battait désespérément pour mettre fin à son statut semi-colonial, pour abolir les traités inégaux, pour être reconnue comme un Etat souverain et pour retrouver le respect d'elle-même, Formose n'a jamais été le problème le plus important. La Chine avait accepté le fait que Formose fût légalement séparée d'elle. Le président Mao Tse-tung lui-même avait reconnu la séparation permanente de Formose et de la Chine. C'est seulement après 1949, quand le gouvernement nationaliste s'exila à Formose et, soutenu par les Etats-Unis, continua de faire la guerre contre la Chine, de proclamer son intention de reconquérir la Chine et de répandre une propagande incendiaire contre la Chine – c'est seulement après tout cela que la Chine se mit à présenter cette revendication émotionnelle sur Formose.

Tous ces faits sont des faits historiques et des réalités dont je pensais qu'ils devaient être mentionnés dans mes interventions à propos du second mythe, selon lequel Formose devait être donnée à la Chine comme prix à payer pour la réconciliation de la Chine et de l'Occident.

Si nous nous débarrassons de toutes les fictions et de tous les mythes et que nous nous efforçons de trouver une véritable solution au problème de Formose, il semble que certains points fondamentaux devraient être pris en considération. D'abord, il serait irréaliste, de la part des Etats-Unis, de penser qu'ils peuvent maintenir indéfiniment leur présence militaire à Formose. Ensuite, il serait irréaliste, de la part

de la Chine, de penser qu'elle peut simplement annexer Formose et en faire une partie intégrante de son territoire. En troisième lieu, il serait insensé, de la part de la Chine nationaliste installée à Formose, de penser qu'elle peut maintenir à jamais son pouvoir totalitaire sur l'île. En quatrième lieu, étant donné la proximité géographique de Formose par rapport à la Chine et leurs relations géopolitiques, il serait également insensé de la part des habitants de Formose d'imaginer qu'ils peuvent vivre dans un état d'hostilité avec la Chine. Enfin, il serait pour le moins injuste à l'égard des Formosans de ne pas tenir compte de leur histoire particulière, de leur identité distincte qui résulte de la spécificité de cette histoire, et de refuser de prendre en considération leur aspiration à se gouverner eux-mêmes, de décider par eux-mêmes de leur propre destin. Cette aspiration n'a rien que de naturel, d'humain et de légitime. En discutant des solutions possibles au problème de Formose, il semble qu'il serait juste et judicieux d'accepter la proposition de principe selon laquelle personne ne peut parler au nom des Formosans, hormis les Formosans eux-mêmes, que personne ne peut leur dicter à quoi et à qui ils devraient appartenir, que personne n'a le droit de leur demander d'accepter d'être libérés par un pouvoir extérieur, étant donné que la vraie libération ne peut venir que du peuple directement concerné.

J'insistais sur le fait que la véritable solution au problème de Formose était entre les mains des Formosans eux-mêmes, c'est-à-dire que les Formosans devaient être autorisés à choisir leur propre destin. Qu'on les laisse décider par eux-mêmes de leur propre avenir politique.

J'étais conscient qu'il est difficile, pour les Chinois, de comprendre que les Etats-nations modernes ne sont pas formés sur la base de l'origine biologique, de la culture, de la religion, ou de la langue, mais plutôt sur le sens d'une destinée commune et la croyance en un intérêt partagé. Il existe des sentiments subjectifs qui proviennent d'une histoire commune et ne sont pas nécessairement liés à ces critères objectifs d'origine biologique, de culture, de religion et de langue. Dans l'histoire moderne, les exemples ne manquent pas de peuples de même origine biologique et de mêmes antécédents religieux, culturel et linguistique qui constituent des Etats-nations séparés parce qu'ils ne partagent pas ces sentiments, et les exemples abondent aussi de peuples de différentes origines et ayant des antécédents différents qui constituent un

seul Etat-nation en raison de ce sentiments qu'ils ont de former une communauté. Aucun Etat n'a le droit de revendiquer sa souveraineté sur un territoire en fondant seulement cette revendication sur des affinités biologiques, culturelles, religieuses ou linguistiques avec les habitants de ce territoire, sans tenir compte de la volonté de ces habitants.

Je demandais instamment aux Chinois d'accepter le principe selon lequel toute communauté a le droit, si certaines conditions géographiques et historiques sont réunies, de décider par elle-même de son propre avenir politique, et doit même avoir le droit de constituer, si elle le désire, une entité politique indépendante, sans tenir compte de ses affinités biologiques, culturelles, religieuses ou linguistiques avec d'autres entités politiques. Je disais également que les Chinois devraient renoncer à leur obsession archaïque et presque féodale de proclamer comme appartenant à la famille chinoise quiconque, aussi éloigné qu'il fût géographiquement et historiquement de la Chine, avait des ancêtres chinois.

Je leur demandais de faire la distinction entre, d'un côté, l'origine ethnique, la culture et le langage et, de l'autre, le droit et la politique, et d'abandonner l'idée selon laquelle ceux qui sont chinois, ethniquement, culturellement et par la langue, doivent aussi l'être politiquement et légalement. Je leur demandais de cesser de vilipender comme traîtres ceux qui souhaitent l'autodétermination pour eux-mêmes. Je faisais remarquer que si, pour sa propre commodité, un Chinois devient le citoyen naturalisé d'un autre pays, par exemple les Etats-Unis, et si ce changement n'est pas regardé comme une trahison envers la Chine - et je pense qu'il n'est pas regardé ainsi -, dans ce cas, alors, les légitimes aspirations, fondées sur des réalités historiques et politiques, d'un groupe de gens d'origine chinoise, de constituer une entité politique, ne doivent pas non plus être regardées de cette manière.

Je voulais que les Chinois comprennent que l'on puisse être fier de son héritage chinois ethnique et culturel et vouloir en même temps être séparé politiquement et légalement de la Chine, de la même façon que le général Dwight D. Eisenhower, qui était fier de ses origines allemandes, n'était pas considéré comme un traître parce qu'il conduisait les armées alliées contre l'Allemagne.

Je pensais que si les organisations internationales, et tout spécialement les Nations unies, ont encore une raison d'être et un rôle poli-

tique significatif à jouer, le cas de Formose est précisément celui dans lequel elles doivent intervenir pour aider à trouver une juste solution.

J'observais que ceux qui prônent que la solution du problème de Formose doit respecter le principe d'autodétermination ont souvent été identifiés avec le mouvement de libération de Formose. Il est tout à fait clair que les Formosans ne supportent pas le régime répressif et totalitaire qu'on leur impose aujourd'hui, qu'ils ne sont pas prêts à accepter le gouvernement communiste installé en Chine et qu'ils souhaitent se soustraire, une bonne fois pour toutes, au conflit interminable qui oppose les partis nationaliste et communiste de la Chine. Il est donc aussi tout à fait clair, que, s'ils pouvaient faire un libre choix, les Formosans probablement décideraient de se constituer en une entité politique séparée à la fois de la Chine nationaliste et de la Chine communiste. Je savais que, dans le contexte de la revendication chinoise sur Formose, des doutes sont émis sur sa viabilité en tant qu'entité politique séparée. Je répliquais, toutefois, que je pensais que la Chine ne s'est juré de libérer Formose que parce que le régime nationaliste s'y accroche, soutenu par les Etats-Unis, et continue de proclamer son intention d'envahir la Chine, faisant intentionnellement perdurer une situation incendiaire dans le détroit de Formose. Tout cela prolonge la guerre civile chinoise et maintient les relations entre Formose et la Chine dans un état d'hostilité permanente. Mais je pense que le peuple de Formose n'a pas de contentieux avec le peuple chinois - au contraire il voudrait vivre avec lui en association étroite et amicale. Une fois que les Formosans se seront libérés du régime nationaliste chinois et auront formé un gouvernement véritablement représentatif, je crois qu'ils voudront déclarer au monde entier leur retrait de facto et de jure du conflit interne à la Chine, qui appartient au passé. Je crois que le nouveau gouvernement formosan fera tout son possible pour établir d'étroites relations économiques, commerciales et culturelles avec la Chine. Il pourrait même sans doute accepter de réfléchir à la possibilité d'établir avec la Chine un mécanisme à travers lequel les grandes lignes de la politique nationale et internationale des deux pays pourraient être coordonnées, à condition que la Chine ne s'immisce pas dans les affaires intérieures de l'île et n'intervienne pas dans son libre développement, social, politique et culturel. Alors Formose serait capable de contribuer librement, et de manière effective, à la construction de la

Chine, sur le plan économique, social et industriel. En même temps, je crois que le peuple formosan ferait de son mieux pour maintenir des relations étroites et amicales avec tous les pays, quelle que soit leur position politique.

J'espérais que la Chine se rendrait compte qu'elle gagnerait plus à reconnaître et respecter une Formose libre qu'à essayer de l'annexer par la force, qu'il n'y avait aucune raison pour qu'elle s'entête à conquérir Formose, ce qu'elle ne pourrait faire qu'au grand détriment de sa propre image, de son propre prestige et de ses intérêts fondamentaux. Si, comme on l'a souvent souligné, les dirigeants de la Chine communiste, malgré leurs discours belliqueux, sont en fait prudents et pragmatiques dans leurs actions, je ne voyais pas de raisons pour lesquelles on ne pourrait les persuader d'accepter cet arrangement, dont ils découvriraient alors qu'il est pratique, juste et dans le meilleur intérêt de toutes les parties concernées. Si, après tout, la Chine était suffisamment pragmatique pour tolérer l'existence de Hong Kong, qu'elle pourrait conquérir en trois heures, ou de Macao, pour laquelle il lui suffirait d'une demi-heure, ou pour laisser tranquille un Etat indépendant comme Singapour, bien que sa population fût en grande majorité d'origine chinoise, je ne voyais pas de raisons pour lesquelles elle ne pourrait être également tolérante, raisonnable et pratique à l'égard d'une Formose pacifique et amicale, ce qui pourrait lui apporter de considérables avantages. Je ne disais pas que le statut de Formose est semblable en tous points à celui de Hongkong, de Macao ou de Singapour, mais je disais simplement que je croyais au pragmatisme fondamental des dirigeants de Pékin, présents et futurs, malgré leurs propos militants et leur zèle révolutionnaire et que je voyais la possibilité de négociations et de compromis, une fois que la provocation que constituait l'existence du gouvernement nationaliste sur l'île serait supprimée. J'admettais que les obstacles et les difficultés à surmonter pour arriver à une solution au problème de Formose ne devaient certainement pas être sous-estimés. Il n'y avait, toutefois, aucun chemin facile pour sortir de l'impasse formosane.

Mes cours à l'université traitaient du droit international, du droit pénal et présentaient des études de cas illustrant les procédures pénales chinoises. Dans mes interventions semi-publiques et dans les réunions avec les membres d'une église ou les étudiants formosans, j'essayais de



présenter une vue formosane, aussi objective que possible, de la situation intérieure et internationale. Au cours de la séance des questions et réponses, le sujet de l'avenir de Formose était invariablement soulevé.

Tous ces échanges avec le public américain étaient exaltants. Peu, sans doute, dans l'auditoire, pouvaient mesurer ce qu'une telle liberté d'expression et de réunion pouvait signifier pour quelqu'un qui avait été arrêté, jugé par une cour martiale et emprisonné pour avoir critiqué une administration. Au fil de mes voyages, les réactions locales des agents de la Chine nationaliste étaient fondées sur un modèle identique, que ce soit dans le Massachusetts, le Michigan, la Californie, le Wisconsin, l'Ohio, ou le Canada. Apparemment, les agents des représentations nationalistes aux Etats-Unis pensaient qu'ils pourraient me détruire en distribuant une série de brochures diffamatoires me décrivant tour à tour comme un « communiste », un « aventurier », un « violeur », un « agent de la CIA » et un « laquais des Etats-Unis et du Japon ».

Quand on annonçait quelque part que je devais paraître en public, ces agents distribuaient de pareils pamphlets quelques jours auparavant et particulièrement à ceux qui semblaient intéressés par ma venue. Ils s'efforçaient ensuite de mobiliser les étudiants chinois résidents du lieu. Le consul chinois de la région organisait alors un dîner auquel seuls les étudiants chinois étaient invités. A ce dîner-réunion, j'étais décrit comme un traître et on incitait les étudiants à protester contre mon invitation, à manifester, à organiser des piquets et à perturber de toutes les façons possibles le bon déroulement de la séance et, surtout, la discussion. Etant donné que les mêmes questions étaient chaque fois posées par les étudiants, il devint évident que la méthode manquait beaucoup d'imagination. Quelques questions étaient fantaisistes et l'une était inévitable : « Vous dites qu'il n'y a aucune liberté à Taiwan, mais s'il n'y a pas de liberté, comment vous êtes-vous échappé ? ». L'auditoire riait quand je disais que si quelqu'un réussit à s'échapper de prison, cela ne signifie pas pour autant que la démocratie, ou la liberté, existe dans cet endroit ; peut-être cela signifiait-il seulement que j'avais été plus habile que mes geôliers.

Un autre commentaire invariable était le suivant : « Vous dites que le gouvernement de Taiwan est odieux. Comment se fait-il, alors, que vous avez pu y enseigner, y devenir un professeur de sciences politiques, un chef de département et un conseiller de sa délégation à l'ONU ? ».

Je répondais, à presque chaque réunion publique, par ceci : « Je suis devenu professeur et chef de département en raison de mes références académiques. Je suis un étudiant de sciences politiques et plus j'ai examiné la situation à Formose, plus elle m'est devenue intolérable ».

En filigrane de toutes ces questions apparaissait la critique morale selon laquelle je devais à la faveur personnelle de Chiang Kai-shek les fonctions que j'avais occupées à Formose, et que maintenant je l'avais trahi. J'assurais à l'auditoire qu'il n'y avait rien de personnel dans cette affaire. Aurais-je voulu bénéficier de grands avantages personnels et accéder à des positions plus importantes que j'aurais pu le faire facilement. J'avais choisi, au contraire, la vie inconfortable d'un exilé politique.

On me posait une troisième question standard : « Etes-vous chinois ? Si vous êtes chinois, comment pouvez-vous faire ça ? Taiwan a toujours fait partie de la Chine ! ». Sur ce point, je rappelais à l'auditoire que si des relations historiques devaient légitimer des prétentions territoriales, alors l'Angleterre pourrait revendiquer le Massachusetts et la Virginie, et l'Espagne les régions du sud-ouest des Etats-Unis. Je lui rappelais que ce furent les Européens du dix-septième siècle qui, les premiers, ouvrirent Formose à la civilisation, pas la Chine, et que, jusqu'en 1875, c'est-à-dire très récemment, les lois impériales de la Chine interdisaient la libre migration depuis la Chine sur cette île située à cent cinquante kilomètres de ses côtes, que Formose n'avait pas eu le statut de province chinoise jusqu'en 1887 et que seulement huit ans plus tard, Pékin la céda au Japon, que Formose fut développée par des émigrants chinois qui s'efforçaient de quitter la Chine pour se faire une nouvelle vie ailleurs.

Ce ne fut pas une grande surprise pour moi d'apprendre que, dans certains cas, des étudiants chinois avaient été payés jusqu'à quarante dollars individuellement pour poser ces questions.

En une occasion, j'acceptai une invitation à parler à l'Université du Wisconsin sur le sujet, choisi par mes hôtes, de « La vie politique à Formose au cours des vingt dernières années ». C'était un sujet général qui ne concernait pas directement le mouvement pour l'indépendance de Formose. La réunion se déroula parfaitement mais au moment de la séance des questions-réponses, un Chinois se leva pour demander que l'on parle de « mon » mouvement d'indépendance. Je lui fis remarquer que ce n'était pas « mon » mouvement, et que ce n'était pas le sujet

de la soirée. Si j'étais invité à le faire je serais heureux de discuter des problèmes de l'avenir de Taiwan comme je l'avais déjà fait à plusieurs reprises, mais que je n'étais pas prêt à en parler maintenant, de manière improvisée et fragmentaire. Ma réponse suscita une réaction typique. Quand cette réunion dans le Wisconsin fut rapportée par un agent nationaliste et publiée dans un journal de Hong Kong, il était écrit que j'étais stupide ; si un homme politique américain refusait de parler de l'avenir de l'Amérique et demandait du temps pour y réfléchir, ce serait un suicide politique.

Pendant ma tournée de la côte ouest, en février 1971, je fus suivi par un réfugié chinois, travaillant dans l'un des centres de recherche académique les plus importants de cette côte ouest. Il avait pris le temps sur ses propres obligations professionnelles de se livrer à une activité spéciale, celle de me harceler. Pendant la séance de questions-réponses qui suivit ma présentation au Caltech, à Los Angeles, il s'efforça de répondre à une question que j'avais posée à l'auditoire mais d'une manière si totalement absurde et dénuée de sens, et dans un anglais si maladroit, que certaines personnes se mirent à rire et que les Chinois pro-nationalistes présents furent visiblement embarrassés. Il se montra à nouveau, prenant fiévreusement des notes, lorsque je me rendis à l'Université de Californie à Berkeley, éloignée de 500 kilomètres. Puis, quelques semaines plus tard, commencèrent d'apparaître, à Hong Kong et aux Etats-Unis, des articles en chinois, prétendant contenir des « révélations » avec des titres comme « Comment j'ai parlé avec Peng Ming-min » et « Mes rencontres avec Peng Ming-min ». Le contenu en était totalement fantaisiste.

Dans toutes les réunions annoncées, des représentants de l'administration nationaliste étaient présents. Ils n'étaient pas invités et n'avaient rien à faire dans les salles de classe. A chaque conférence publique, des fonctionnaires et des agents nationalistes, debout à la porte, s'efforçaient de reconnaître et d'identifier tous les Formosans qui y assistaient. En certaines occasions, par exemple à Stanford, des photographes nationalistes prenaient des photos de tous les Formosans qui se levaient pour poser une question. Ceci constituait une tentative évidente d'intimider et aussi d'identifier les Formosans suspects. Les organisateurs, à Stanford, protestèrent mais on leur servit la réplique imparable : « C'est une conférence publique et un pays libre, non ? ».

Des versions nationalistes de ces réunions ont été publiées en chinois dans des journaux et des magazines aux Etats-Unis, à Tokyo, et à Hong Kong, déformant ou inversant souvent le sens de mes remarques. Elles rapportent constamment des propos que je ne n'ai jamais tenus et leurs jugements convenus se résument à dire que mon anglais est d'une rare pauvreté, ma présentation maladroite et mes commentaires sur le gouvernement de Taipei diffamatoires. Elles racontèrent qu'une fois j'avais été tellement pressé de questions par mes contradicteurs et si incapable d'y répondre que j'avais quitté la salle, prétextant un mal à l'estomac.

Un jour où je parlais à l'Université du Wisconsin sur le statut international complexe de Formose, je remarquai plusieurs agents nationalistes locaux dans l'auditoire et, avec eux, un Chinois, qui avait été mon étudiant à Formose et était connu pour être un employé des nationalistes dans la région de Chicago. Quelques semaines plus tard une réunion semblable portant sur le même sujet fut organisée par l'Université du Michigan. Aucune publicité ne fut mise sur le campus jusqu'au matin du jour de la réunion ; néanmoins, quand la réunion commença, dans la soirée, je vis à nouveau cet homme dans l'auditoire. Il n'était pas tout seul, toutefois ; il avait amené avec lui deux Noirs qu'il avait enrôlés et dont l'apparence et le comportement de durs n'avaient pas d'autre but que de m'intimider.

Au moment même où l'Université McGill célébrait son cent cinquantième anniversaire, l'ancien Institut du droit aérien international, rebaptisé Institut du droit aérien et de l'espace, célébrait son vingtième anniversaire. J'avais été invité au dîner d'anniversaire et je devais en même temps prononcer une allocution. Quand j'appris, toutefois, que le sujet choisi par mes hôtes et sur lequel je devais parler, « Le problème de la représentation de la Chine aux Etats-Unis », créait quelques remous dans d'autres milieux à Montréal, je proposai de laisser ma place à quelqu'un d'autre qui parlerait sur un sujet moins controversé. Les organisateurs insistèrent pour que j'accepte et certaines personnes dans l'auditoire semblèrent surprises que je m'en tienne strictement aux aspects techniques du problème. Ce fut, semble-t-il, la seule fois où un agent nationaliste ne fut pas présent.

Assez curieusement, la pire expérience que j'eus lors de mes interventions publiques survint au Canada, peu de temps après qu'Ottawa

eut reconnu Pékin. Bien que les fonctionnaires nationalistes chinois fussent déjà partis, un nombre considérable d'étudiants qui étaient en même temps des agents nationalistes demeuraient au Canada. M'adressant à un auditoire académique de l'Université de Windsor, j'essayais d'expliquer les relations difficiles qui existaient entre la grande majorité des Formosans et les deux millions de Chinois continentaux vivant maintenant à Formose. Je fus brusquement interrompu et mis au défi, en tant qu'universitaire, de citer le livre, la page et la ligne exacte dans laquelle se trouvait la preuve que le nombre des Chinois continentaux s'élevait à deux millions, pas un de plus, pas un de moins. Il y eut une tentative d'interrompre notre réunion par la force et, pendant un moment, j'eus l'impression que ces agents allaient réellement m'attaquer. Le professeur qui présidait la réunion dut les menacer de les faire expulser avant qu'un peu d'ordre ne revienne.

Une autre fois, je fus invité à un déjeuner-débat à New York, organisé par une association religieuse. On s'aperçut trop tard, au grand embarras de mes hôtes, que l'ambassadeur de Taïpei aux Nations unies avait aussi été invité. Nous nous saluâmes avec un minimum de courtoisie et nous nous serrâmes la main, mais, ensuite, le malheureux ambassadeur passa des moments pénibles. Il refusa de donner des réponses directes à des questions directes, préférant se réfugier derrière des banalités comme « le Mal communiste » ou « le monde libre et le monde des esclaves ». Le président s'efforça, plutôt abruptement, de le ramener au sujet, c'est-à-dire à une discussion sur le problème de Formose, mais sans succès ; il refusa de s'en tenir à ce qui était en question. Peu de temps après, plusieurs membres influents de la Ligue internationale des droits de l'homme demandèrent formellement à être reçus par des représentants de la délégation nationaliste aux Nations unies. La réaction fut plutôt froide, le personnel de la représentation de Taïpei, ne connaissant pas vraiment le motif de la visite, étant interloqué et troublé par cette allusion aux « droits de l'homme ». Il y eut plusieurs reports mais les trois visiteurs furent finalement reçus. Quand ils demandèrent que l'ambassadeur transmette à Taïpei une requête, présentée pour des raisons humanitaires, pour que ma famille puisse bénéficier de visas de sortie et soit autorisée à me rejoindre en exil, le fonctionnaire qui les avait reçus répondit grossièrement et avec une réaction de colère : « Peng est un criminel ; il a déserté sa famille, ce

qui est contraire à la morale chinoise ! ». Irrité par cette réponse, un des visiteurs rétorqua : « N'est-ce pas contraire à l'éthique chinoise de maintenir une famille séparée ? ».

C'était une vaine requête. Il n'en résulta rien, et ma femme et mes enfants restèrent des otages.

L'ambassade de Chine à Washington continuait de protester auprès du Département d'Etat contre ma présence aux Etats-Unis. On me dit que toutes les réunions publiques ou semi-publiques auxquelles j'avais participé dans ce pays avait été notées et mes discussions sur le statut légal et l'avenir de Formose avaient été condamnées comme activités subversives. On insinuait que les Formosans aux Etats-Unis projetaient des actions violentes à l'intérieur du pays ; par exemple, d'autres assassinats et des attentats. Je pense que ces accusations étaient destinées à influencer le Département d'Etat dans un sens négatif et à le conduire à refuser le renouvellement de mon visa. Les responsables de l'Université du Michigan furent informés de manière officielle que les autorités nationalistes avaient violemment protesté contre ma nomination et certains professeurs me le firent savoir.

Je décèle souvent un involontaire romantisme parmi les Chinois résidant aux Etats-Unis et dans les publications sino-américaines. Ils sont très critiques à l'égard de Chiang Kai-shek. Jusqu'à l'apparition de la diplomatie du ping-pong, suivie par la déclaration du président Nixon qu'il projetait de se rendre à Pékin, la plupart des Sino-Américains de qualité, qui s'exprimaient en public, étaient également critiques, mais d'une manière plus prudente, à l'égard de Pékin. Néanmoins, ils se réfèrent toujours à une mère-patrie bien aimée, la Chine. C'est une abstraction, et c'est à cette abstraction qu'ils estiment, semble-t-il, que le peuple formosan devrait appartenir. Le fait est que tous ces « patriotes chinois » ont eux-mêmes choisi, il y a longtemps, de ne vivre ni sous le régime de la Chine communiste ni sous celui de la Chine nationaliste. Il me paraît présomptueux de leur part, maintenant qu'ils sont confortablement installés ici, d'essayer de persuader les quatorze millions de Formosans d'accepter la loi d'un régime dont ces « patriotes » se sont soustraits avec succès et sous lequel ils n'ont nulle intention de vivre à nouveau.

On réplique quelquefois à mes commentaires en disant que tout le monde sait bien que les deux régimes, nationaliste et communiste, sont

mauvais, mais qu'un jour la Chine ne formera plus qu'une seule nation, même si devons attendre cinquante ou cent ans. Je voudrais souligner que c'est facile pour eux, confortablement installés ici, en Amérique, où ils sont en sécurité, de déclarer que : « Formose doit retourner à la Chine ». Je dis qu'il faut laisser l'avenir être, dans cinquante ou cent ans, le libre choix de nos enfants. Les Formosans connaissent aujourd'hui suffisamment de souffrance ; laissons-les se libérer eux-mêmes de ce présent régime et laissons-les maintenant jouir de l'autonomie et de la liberté.

Environ dix mille Formosans vivent aux Etats-Unis. Ce sont, pour la plupart, des diplômés de l'université, des hommes et des femmes qualifiés, mais même en vivant ici ils sont soumis à une dure contrainte. Le harcèlement peut prendre différentes formes. Certains, en conséquence, n'osent rien dire, d'autres ne font rien d'autre que de donner anonymement quelques contributions financières aux organisations formosanes. Tous les Formosans savent qu'il y a des agents nationalistes dans toutes les universités américaines importantes, qui les surveillent et font des rapports sur leurs activités. Des membres de leur proche famille, à Formose, peuvent perdre leur travail, des parents plus éloignés se voir refuser un prêt bancaire. Pis encore, leur passeport peut être invalidé, les forçant à rentrer ou à demander l'asile politique quelque part.

Ce harcèlement vise les Formosans en général et pas simplement les critiques du gouvernement nationaliste. De nombreux Chinois, détenteurs de passeports de la Chine nationaliste n'hésitent pas à critiquer violemment Taïpei ou à exprimer ouvertement leur sympathie à l'égard de Pékin. Ces faits sont bien connus des autorités nationalistes, ici et à Formose.

Mais, jusqu'à présent, il n'y a pas eu un seul cas d'un passeport invalidé pour l'un de ces critiques car ils n'ont pas commis la faute de soutenir la thèse de l'autodétermination pour la population de l'île.

Taïpei a fait de grands efforts pour détruire notre identité formosane. Au cours de ces dernières années, tous les étudiants quittant Formose ont été individuellement avertis, par le TGC qu'ils ne devaient appartenir à aucune organisation formosane, de quelque nature qu'elle soit. On leur dit : « Si vous voulez appartenir à quelque chose, soyez membre d'une organisation chinoise ». Néanmoins, il existe nombre

d'organisations sociales formosanes dans les principaux centres universitaires. Les passeports de ceux qui ont pris des responsabilités dans ces groupes sociaux, les présidents ou vice-présidents, ont été invalidés. Dans le même temps, il existe de nombreuses organisations sociales chinoises, fondées sur les identités régionales du continent, seuls les clubs formosans sont interdits.

On m'a quelquefois opposé la critique suivante :

« Vous avez raison d'appeler à un changement radical de l'administration de Taipei, mais les militants formosans ne sont intéressés que par un transfert de pouvoir de l'élite nationaliste à leur propre élite. La majorité de vos jeunes dirigeants sont les fils d'anciens propriétaires terriens, de riches marchands et de membres des professions libérales. Vous n'accordez aucune considération aux conditions sociales et économiques fondamentales de Formose. Vous ne vous souciez jamais vraiment des intérêts des masses. Même si vous arrachiez le pouvoir des mains des nationalistes à Formose, ce changement ne serait pas beaucoup perçu par les gens du peuple. »

Une telle critique est aussi injuste que mal fondée. Le Mouvement pour l'autodétermination de Formose n'a pas été conçu comme un mouvement politique, mais a grandi en raison de la protestation générale contre l'exploitation que tout un chacun a vécu depuis 1945. En tant qu'organisation, il est devenu le symbole des aspirations de la grande majorité des Formosans depuis la tragique expérience de février et mars 1947. Cette expérience a détruit la confiance populaire à l'égard des Chinois du continent et fait ressurgir le vieil antagonisme des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Nous insistons sur le fait que l'administration de Taipei doit entreprendre des changements drastiques, ouvrir le gouvernement à la participation des Formosans et créer un cadre dans lequel tous les éléments de la population de l'île peuvent accéder librement à toutes les procédures de sélection pour toutes les positions disponibles à Formose. Il faut supprimer les impôts qui accablent les agriculteurs destinés à financer les forces armées de Chiang et le prétendu « gouvernement central de Chine », qui s'ajoute au gouvernement indispensable de l'île. La population dans son ensemble devrait être libre de choisir la forme du gouvernement sous lequel elle souhaite vivre. Elle ne devrait pas être contrainte d'accepter un régime qui lui est imposé de l'extérieur ou par les organismes armés du présent régime.



Il est vrai que les dirigeants actuels du mouvement appartiennent à une élite, mais c'est une élite intellectuelle qui provient de toutes les strates économiques de la société de Formose. Dans de nombreux pays, il y a des quantités de déshérités qui, sans doute, ne se rendent même pas compte qu'ils sont les victimes d'une exploitation économique et politique. Il est de la responsabilité de l'élite éduquée, lucide et réfléchie, de leur faire prendre conscience qu'une amélioration de leurs conditions de vie est possible et qu'ils doivent y aspirer. Il faut leur faire prendre conscience de leurs propres droits. J'ai, à l'occasion, fait remarquer que certains des dirigeants révolutionnaires les plus importants étaient issus de la bourgeoisie, par exemple Chou En-lai ou Chu Teh, ou Ho Chi Minh, ou les dirigeants des révolutions américaine et française. J'ai aussi rappelé les sacrifices consentis, au nom de tous les Formosans, par mes amis Wei, le fils d'un instituteur, et Hsieh, le fils d'un commerçant.

En mars, je fus informé que Hsieh Tsung-min et Wei Ting-chao avaient été de nouveau arrêtés, de même que Li Ao et d'autres intellectuels, formosans et chinois. Plus tard, j'appris qu'ils avaient été inculpés de tentative de renversement du gouvernement. Les procureurs demandaient la peine de mort pour Hsieh et Wei et une peine de prison supérieure à dix ans pour Li.

Certains critiques ont inventé un nouveau scénario pour soutenir leur propre argumentation. Ils attaquent maintenant le Mouvement pour l'autodétermination parce que Pékin a décidé de l'attaquer et accusent les organisations indépendantistes de n'être que des couvertures pour les opérations de la CIA. Leur raisonnement semble être le suivant : les Etats-Unis sont persuadés que Chiang ne pourra pas se maintenir ; ils soutiennent donc l'indépendance de Formose pour se préparer une position de retrait. Le soutien américain à l'indépendance de Formose permettra à Washington de conserver une présence militaire sur l'île.

Certains radicaux et libéraux américains semblent être aussi fascinés par la « Grande Chine » que les missionnaires du dix-neuvième siècle ou les « Amis de la Chine » qui, au cours des récentes années ont accordé aux Chiang un soutien aussi émotionnel et aussi peu critique. Pour conforter la thèse selon laquelle Formose doit faire partie intégrante de la Chine, ils sont aussi ardents que les nationalistes et les communistes

les plus dévoués. Ils critiquent les dirigeants du mouvement formosan d'autodétermination comme faisant partie d'une élite et ignorent le fait que le peuple de Formose est muet et n'a aucun moyen de s'exprimer, hormis par l'intermédiaire de soulèvements violents.

Ces Américains sont d'une haute intelligence, ils sont très individualistes, très critiques et très non conformistes, et presque rebelles à l'égard de toute autorité établie. Toutefois, quand il s'agit de la République populaire de Chine beaucoup d'entre eux se mettent à déraisonner, perdent leur indépendance d'esprit, admirent et idolâtrèrent tout ce que la Chine dit et fait. Ce sont les mêmes gens qui regardent avec mépris ceux qui sont invités par les autorités nationalistes à visiter Formose, sont accueillis luxueusement et retournent aux Etats-Unis en chantant les louanges du régime nationaliste. Il est ironique de constater que c'est exactement ce qui se passe dans leurs relations avec Pékin. Alors qu'ils éprouvent une telle aversion à l'égard de la moindre limitation de leur liberté individuelle et de la moindre tentative d'embrigadement, aux Etats-Unis, il est vraiment difficile de comprendre comment ils peuvent être si pleins d'admiration pour le régime de Pékin. Ce sont d'indomptables combattants pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales et pourtant ils restent tout à fait insensibles aux droits et aux aspirations de plus de quatorze millions de Formosans de souche. On soupçonne que certains de ces critiques ne sont pas totalement désintéressés ; ils souhaitent vivement être invités en Chine et être acclamés comme les hérauts du gouvernement d'un quart de la population mondiale. Leur demander de prendre en considération les intérêts des Formosans compromettrait leurs chances de pouvoir effectuer le pèlerinage à Pékin.

Je pense que nous n'avons pas à nous excuser si les intérêts des Formosans ne rejoignent pas ceux d'autres nations. Nous demandons simplement que la question de Formose soit examinée sous tous les angles et aussi objectivement que possible. Une étude vraiment désintéressée et sans a priori politiques nécessiterait, il me semble, des recherches sur l'histoire, la personnalité et les revendications des habitants originaires de l'île. Pour nous, le silence qu'on continue de faire peser sur ces questions, par déférence à l'égard de Taipei ou de Pékin, est une forme d'activité politique négative et une trahison à l'égard d'une évaluation objective de la situation.

Il est peut-être un peu trop tard pour en espérer autant. Lorsque survint ce soudain dégel des relations sino-américaines, on commença de découvrir que nombre d'universitaires influents spécialistes de ce domaine étaient mus par de puissants intérêts personnels et politiques. Ceux qui avaient peur d'offenser les nationalistes en participant à des discussions publiques sur la question de Formose, craignaient maintenant beaucoup plus que de telles discussions puissent compromettre les espoirs et les intérêts qu'ils plaçaient en Pékin. Très peu eurent le courage, comme le professeur Fairbank de Harvard, de soulever le problème des droits et des intérêts des Formosans au cours des débats sur la reconnaissance de la Chine et le sort de Formose.

Pour notre malheur, le terme « autodétermination » semble avoir perdu toute saveur dans le vocabulaire américain. Au Vietnam, tellement de choses ont été sacrifiées, au nom de l'intérêt proclamé de l'autodétermination de Saigon, pour si peu de résultats. La campagne, là-bas, pour la présidence de 1971, qui ne mit en lice qu'un seul candidat et enleva toute illusion, provoqua des commentaires outragés dans les éditoriaux de la presse américaine, d'une côte à l'autre, mais on y aurait cherché en vain une référence au soutien américain pour la présidence à vie du Generalissimo Chiang, la fiction d'un « gouvernement central de la Chine » à Taïpei, et la farce d'une « assemblée législative élue », formée à partir d'une élection truquée sur le continent en 1947.

La visite du président Nixon à Pékin et les débats concernant le problème de la représentation de la Chine auprès des Nations unies soulignèrent une fois encore la complexité de la question de Formose. Le 8 septembre 1971, la veille de la trente-sixième Assemblée générale des Nations unies, qui vota finalement l'admission de la République populaire de Chine à l'ONU et l'expulsion des nationalistes, les dirigeants et les représentants des Formosans se rassemblèrent à New York pour exprimer leur grande inquiétude au sujet de l'avenir de Formose. Ils voulaient parler sans détour au nom de la grande majorité des habitants de l'île, qui sont réduits au silence par le régime actuel. Lors de la conférence de presse organisée le même jour, je présentai les observations suivantes :

1. Plus de 1200 Formosans des Etats-Unis et du Canada ont participé à ce rassemblement. Etant donné qu'ils sont dispersés dans tous les Etats-Unis et le Canada, ce taux de participation est extraordinaire. Le nombre de Formosans qui sont venus représente plus de dix pour cent de tous les citoyens de Formose résidant aux Etats-Unis et au Canada. Si, par exemple, les Noirs des Etats-Unis se rassemblaient dans de mêmes proportions, leur nombre serait supérieur à deux millions. Nous avons aussi reçu un nombre considérable de télégrammes et de lettres de Formosans résidant au Japon et en Europe et exprimant leur solidarité à notre égard.
2. C'est le plus important rassemblement politique spontané qui s'est tenu à Formose ou à l'étranger depuis la seconde guerre mondiale. Les participants viennent de tous les milieux et de toutes les parties de Formose. Il y a de jeunes étudiants, des femmes au foyer, des hommes d'affaires, des universitaires, des médecins, des avocats et des hommes d'église. Tous ont des familles et des amis à Formose ; ils sont donc parfaitement représentatifs et peuvent parler au nom de la grande majorité de la population de Formose. Le fait qu'un tel rassemblement ne puisse pas être organisé, ou même imaginé, à Formose, illustre la nature du régime et la situation politique qui prévalent là-bas.
3. Tous les Formosans sont fermement unis pour exiger la reconnaissance de leur droit de choisir eux-mêmes librement leur avenir. Le véritable problème n'est pas de savoir si Formose devrait, ou non, être un Etat indépendant mais plutôt si, oui ou non, les quatorze millions, et plus, de Formosans ont le droit de dire quelque chose concernant leur avenir. Le fait demeure que, pendant les 400 dernières années, ces gens ont été laissés à l'abandon. Nous avons suffisamment entendu ce que Pékin a à dire au sujet de Formose. Nous avons suffisamment entendu ce que le gouvernement nationaliste, qui ne représente personne, a à dire au sujet de Formose. Nous avons suffisamment entendu ce que le gouvernement des Etats-Unis a à dire au sujet de Formose. Tous ceux qui se sont rassemblés ici sont venus pour poser en somme une seule question : « Qu'ont à dire les Formosans ? ».

La déclaration suivante a été faite lors de la conférence :

1. On ne peut pas traiter du problème de Formose comme s'il s'agissait d'un litige concernant la propriété d'un terrain. Le fait que le sort de plus de quatorze millions de personnes est en jeu devrait être présent à l'esprit de tous au cours des débats et des négociations, et pour le choix des solutions.
2. Ces millions de personnes – en incluant celles qui vinrent à Formose après 1945 - insistent sur leur droit de déterminer par elles-mêmes leur avenir politique. Leurs intérêts fondamentaux et leurs légitimes aspirations ne doivent pas être ignorés une nouvelle fois, comme ils le furent en 1895 et en 1945. Les tragédies du passé ne doivent pas se reproduire par un autre transfert incontrôlé de souveraineté.

3. Le problème de la souveraineté sur Formose devrait être résolu par une négociation internationale dans laquelle les gens de Formose devraient être pleinement et effectivement représentés. Personne n'a le droit, de l'extérieur, de leur dicter à qui ils devraient appartenir. Ni le gouvernement de la République populaire de Chine, ni celui des Etats-Unis ne peuvent parler en leur nom.
4. L'actuel régime nationaliste n'a jamais été le porte-parole légitime de la grande majorité des Formosans. Il ne pourra pas l'être non plus dans le futur à moins qu'un changement radical n'intervienne et que la majorité de la population soit effectivement représentée à tous les niveaux du gouvernement.
5. Les Formosans exigent, au minimum, que cette réorganisation s'effectue dans un délai raisonnable et prépare au choix ultime de la souveraineté. L'île a une économie viable et une population éduquée qui veut vivre en paix et ne menacer personne. Les Formosans veulent le retrait total et immédiat de Quemoy et Matsu de l'armée enrôlée par conscription à Formose et le retour rapide en Chine des trésors nationaux et d'autres propriétés publiques apportées à Formose par le même régime.
6. A la fin d'une période déterminée et dans des conditions sur lesquelles toutes les parties concernées se seront mises d'accord, la population de Formose devrait être autorisée à décider de son avenir et de son statut. Si on lui laisse ce libre choix, sans l'intimider d'aucune façon, elle pourrait préférer former une entité politique distincte ou opter pour une association spéciale avec la Chine. Quelle que soit l'issue, le choix devrait lui être laissé, ce devrait être une décision des Formosans.

Tous les participants à la conférence étaient convaincus que, quelle que soit la décision que prendraient les Nations unies concernant le problème de la représentation de la Chine, la question de Formose resterait sans solution pendant un certain temps.

Un mois plus tard, le 18 octobre, dans la ville de New York et, simultanément, partout dans le monde, des groupes de Formosans s'enchaînèrent les uns aux autres dans une spectaculaire tentative pour appeler l'attention du monde entier sur leur volonté de vivre dans une Formose indépendante, libre de toute contrainte de la part de la Chine – qu'elle soit nationaliste ou communiste. Ils appelèrent à reconnaître la République populaire de Chine, admise aux Nations unies, comme la détentrice légale et pleinement légitime de ce siège. En même temps, ils demandèrent aux Etats membres de garder ouvertes les portes de l'organisation pour les quatorze millions de Formosans et d'apporter leur soutien à une République de Formose librement choisie – un futur membre des Nations unies.

Le vote des Nations unies, en 1971, a apporté une solution au problème de la représentation de la Chine à l'ONU ; il n'a pas résolu celui de Taiwan. La lutte du peuple de Formose pour son droit à l'autodétermination et pour la liberté sera un long et dur combat.

*Transcription des mots chinois* : le traducteur a conservé dans le corps du livre le système Wade-Giles (sans les ' - pour suivre l'auteur) et - quand il s'impose - l'usage postal chinois d'avant 1949 : Chungking [*ChongQing*], Amoy [*XiaMen*], etc. Cette romanisation Wade-Giles, avec des concessions à l'usage postal ancien, est celle de l'auteur et celle des ouvrages de l'époque. Pour les noms de lieux et de personnes, les notes ci-après donnent les caractères chinois et leur romanisation selon le *PinYin* — devenu en France d'usage scolaire et le plus fréquemment utilisé dans la presse, sur le web, etc.

En *PinYin*, la règle est de supprimer systématiquement le «trait-d'union» qui rapprochait, dans les romanisations précédentes, les syllabes d'un mot, d'un nom de lieu, d'un nom personnel, etc.

Dans la presse et les livres, au siècle dernier, les noms de lieux ne marquaient cependant pas les syllabes par un trait-d'union — qui se retrouvait par contre dans les noms de personnes : Sse-ma Ch'ien [*SiMa Qian*], Chu-ge Liang [*ZhuGe Liang*], Shang-kwan Lin-feng [*ShangGuan LinFeng*], Mao Tse-tung [*Mao ZeDong*], Wei Ching-sheng [*Wei JingSheng*]

Tout ceci a peu d'importance pour les personnes ayant appris le chinois, qui naviguent sans souci entre les différentes romanisations — tout en marquant, le plus souvent, un certain agacement à propos du *PinYin*. Dans les notes qui suivent, où le *PinYin* est typographié en *caractère italique*, nous avons suivi le progrès récent qui marque d'une capitale chaque initiale syllabique : la plupart des mots en chinois moderne sont poly-syllabiques, mais le chinois «reste» une langue mono-syllabique en ce sens que «une syllabe = un caractère» et donc «chaque syllabe a un sens». En français, la syllabe «pri» et la syllabe «son» n'ont pas de sens prises isolément dans le mot «prison», alors qu'en chinois dans le mot équivalent *JianYu* 監獄, «jian = surveiller» et «yu = crime» en ont un.

*Capitales pour les initiales des institutions* : contrairement à l'anglais où une majuscule est de mise pour l'initiale de chaque mot d'une organisation, les usages des imprimeries de presse et de labeur françaises sont variables et souvent capricieux — y compris entre les différents millésimes du *Manuel des correcteurs de l'Imprimerie nationale*. Le traducteur a donc cherché à rester homogène et cohérent, tout en diminuant, autant que faire se peut, l'usage des majuscules pour les initiales des corps sociaux.

## Notes de l'éditeur

pour la traduction en langue française

Interdite à Taiwan pendant près de vingt années, l'autobiographie de Peng Ming-min y a circulé sous le manteau. Elle a été publiée en chinois tout d'abord en Californie, quelques années après la publication de l'édition originale en langue anglaise, puis à Taiwan par le célèbre écrivain Li Ao en 1989 : 自由的滋味. L'édition chinoise actuellement disponible en librairie est celle de l'éditeur Chienwei 前衛出版社. Les étudiants français des départements de langue et d'histoire chinoises peuvent s'y référer facilement. L'éditeur a donc limité les caractères chinois et/ou les notes ci-après à quelques protagonistes et vocables.

En juin 2009, Peng Ming-min a publié aux Editions Yu-shan 玉山社 à Taipei un récit de son évasion (qui ne pouvait figurer dans l'autobiographie diffusée en 1972) *TaoWang* 逃亡, sous-titré «A perfect Escape».

*Avant-propos*

George PSALMANAAZAAR (167?-1763). Cf. le dossier le concernant dans *Monde chinois* n°12 & 13 — comportant la reprise d'un article de Pascal Pia, un extrait de ses *Mémoires*, les illustrations de la *Description de l'île Formose* (...). Ouvrage publié en chinois à Taipei en 1996.

TCHENG Ki-tong (1851-1907), dans la transcription des journaux français de l'époque : 陳季同 *CHEN JiTong*. Cf. ses portraits par Nadar dans *Monde chinois* n°11, avec la reprise de deux tribunes par le général Tcheng et par son professeur Prosper Giquel, fondateur de l'Académie (et du chantier naval) de *MaWei*, la première université technologique en Chine.

LIU Yung-fu (1837-1917), 劉永福 *LIU YongFu*. Rebelle Taiping réfugié dans sa province d'origine, à la frontière du Vietnam ; se retrouve à la tête d'une «grande compagnie» qui écume les deux cotés de la frontière ; puis invité à prendre du service pour le gouvernement chinois, pour contrer les ambitions françaises au Tonkin (initiées par le marchand d'armes stéphanois Dupuis qui veut coloniser le *YunNan* en contrôlant son accès par le Fleuve rouge et le Tonkin). Ses «Pavillons noirs» (黑旗軍 *HeiQiJun*) lui rapporteront les têtes de Francis Garnier (en 1873) et de Henri Rivière (en 1883). Luu Vinh Phoc (prononciation de son nom en vietnamien) perd la citadelle de SonTay devant les Français — bataille fixée pour l'éternité dans l'imposante peinture (9 x 5 m)



de Charles Castellani «Prise de la porte ouest de SonTay» achetée par l'Etat (Service des Beaux-Arts) lors du Salon de 1886 au palais des Champs Elysées ; actuellement dans les réserves d'un musée de province.

HU Shih, 胡適 *HU Shi* (1891-1962).

CHIANG Kai-shek, transcription d'une prononciation dialectale (et usage le plus courant) pour 蔣介石 *JIANg JieShe*. Cf. article dans Simon Leys, *Ecrits sur la Chine* (Laffont). Biographie de référence : Brian Crozier, Eric Chou, *The Man who lost China*, (Scribner, 448 p., 1976). Plus récemment : Jay Taylor, *The Generalissimo: Chiang Kai-shek and the Struggle for Modern China* (Belknap Press, 2010).

LEI Chen 雷震 *LEI Zhen* (1897- 1979), emprisonné de 1960 à 1970.

George KERR, *Formosa Betrayed* (Houghton Mifflin, 1965). Ce livre fut le premier, et pendant très longtemps le seul, sur les massacres de 1947. Interdit à Taiwan pendant une trentaine d'années ; depuis devenu un livre culte. Kerr donne bien plus que la main-courante des massacres, il analyse les tenants et aboutissants de la politique américaine et offre un tableau précis des protagonistes. Son livre est complémentaire de celui de Peng Ming-min, qu'il précède de quelques années. Une traduction française sera prochainement publiée dans la « Bibliothèque formosane ».

### *Chapitre I, Mon héritage formosan*

p. 26

Fukien 福建 *FuJian*

Amoy 廈門 *XiaMen*

Kwangtung 廣東 *GuangDong*

Canton 廣州 *GuangZhou*

Quemoy 金門 *JinMen*

Hakka, 客家 *KeJia*. Groupe ethno-linguistique qui a donné de fortes personnalités à l'histoire chinoise (HUNG Hsiu-chuan 洪秀全 *HONG XiuQuan*, le prophète et dirigeant de l'insurrection monothéiste des Taipings, SUN Yat-sen 孫逸仙 *SUN YiXian*, le « père de la République de Chine », *DENG XiaoPing* 鄧小平), l'histoire de Formose (LEE Teng-hui 李登輝 *LI DengHui*, président de Taiwan de 1988 à 2000) et celle de la diaspora (LEE KwanYew 李光耀 *LI GuangYao*, le «second fondateur» de Singapour). Environ 20 % des Formosans

parlent hakka. Ceux-ci sont convaincus qu'ils sont les descendants des premiers Chinois, poussés vers le sud par les barbares peu à peu sinisés. Les Hakka aiment à rappeler qu'ils n'ont jamais bandé les pieds des femmes.

Koxinga : usage occidental pour le surnom *GuoXingYe* 國姓爺 de CHENG Cheng-kung 鄭成功 *ZHENG ChengGong*. Sur cette période de la victoire contre les Bataves et de la sinisation de Formose, en français, deux rééditions utiles : Joshua Liao, *Quo Vadis Formosa ?* (publié initialement 1946) et Camille Imbault-Huart (première édition en 1893) *L'île Formose, histoire & description*.

p. 27

Tungkang 東港 *DongKang*

Pepohuan : 平埔番 *PingPuFan* i.e. «sauvages des plaines», par opposition aux 高山族 *GaoShanZu* «tribus des montagnes». La tradition pendant longtemps à Formose a été de distinguer entre «sauvages crus» 生番 *ShengFan* et «sauvages cuits» 熟番 *ShouFan*. L'appellation ordinaire et légale est désormais 原住民 *YuanZhuMin*, «original settlers», «premiers habitants». En 2011, on compte près d'un demi-million de premiers Formosans répartis en 14 tribus, de langues différentes, malayo-polynésiennes.

p. 28

Kaohsiung, 高雄 *GaoXiong*, est devenu depuis l'un des plus importants ports du monde. Le vocable pour cette localité dans une langue aborigène fut transcrit initialement par les deux caractères chinois 打狗 *DaGou* (battre le chien) que l'on trouve sur les cartes du XIXe, puis *DaGao*, enfin *KaoHsiung* *GaoXiong*.

Pithau 埤頭 / 碑頭 *PiTou*,

James Laidlaw MAXWELL (Sr) 馬雅各 (1836-1921), est le fondateur en 1865 de l'église presbytérienne dans le sud de Formose. Ne pas confondre avec son fils John L. MAXWELL qui se consacrera également à la médecine à Formose, puis à Shanghai.

Thomas BARCLAY 巴克禮 (1849-1935), missionnaire presbytérien à Tainan, traducteur et imprimeur – en caractères latins - de la Bible, en dialecte *MinNan* (celui du sud du *FuJian* et de Formose)

p. 29

LIU Ming-chuan, 劉銘傳 *LIU MingChuan* (1836–1896). Né pauvre dans la province du *AnHui*, après avoir abandonné les rebelles *Nian*, deviendra l'un des principaux officiers chinois dans la lutte contre les Taipings ; en juillet 1884 nommé gouverneur de Formose, où il a laissé la réputation d'un fonctionnaire intègre et progressiste.

p. 30

Traité de Shimonoseki : en japonais 下關條約, en chinois 馬關條約 *MaGuan TiaoYue* ; signé le 17 avril 1895, marque la fin de la guerre sino-japonaise, remportée par le Japon. Formose (avec les Pescadores) cédée comme indemnité de guerre, sera japonaise jusqu'en 1945. Cf. le classique de LUNG Chang, *La Chine à l'aube du XXe siècle : les relations diplomatiques de la Chine avec les puissances depuis la guerre sino-japonaise jusqu'à la guerre russo-japonaise* (Paris, NEL, 1962).

p. 31

KODAMA Gentaro 兒玉源太郎 (1852-1906)

p. 32

GOTO Shinpei 後藤新平 (1857-1929)

p. 33

Tamsui, 淡水 *DanShui*, localité située en aval de Taipei sur la rive droite de l'estuaire de la rivière du même nom. Au XIXe et au XXe siècle, siège d'un consulat anglais de 1867 à 1980 (dans un ancien fort espagnol puis hollandais), lieu de résidence de négociants chinois et étrangers, sous le nom de 滬尾 Hobe, *HuWei*.

George Leslie MACKAY 馬偕(偕叡理) (1844-1901). Fondateur de l'église presbytérienne canadienne dans le nord de Formose, d'établissements scolaires et de dispensaires médicaux. Un célèbre hôpital de Taiwan porte son nom.

Université Doshisha 同志社大學

Tachia 大甲 *DaJia*. Le scirpe thriquète, dont les tissages en nattes et en chapeaux ont fait la fortune de l'endroit, est le *Schoenoplectus triqueter* 大甲蘭草 *DaJia LinCao*. C'est une de ces nattes qui sert de fond de couverture à plusieurs titres de la «Bibliothèque formosane».

p. 34

Le chia de Taiwan 台灣甲 *TaiWanJia* est une mesure de superficie, d'origine hollandaise, qui vaut - environ - 9 700 m<sup>2</sup>, soit un peu moins d'un hectare.

p. 36

HUANG Chao-kin 黃朝琴 *HUANG ChaoJin* (1897-1972).

p. 38

L'incident de Shanghai, 上海事變 *Shanghai ShiBian*. Litote pour l'un des premiers actes, en 1932, de la guerre d'agression du Japon contre la République de Chine — qui durera jusqu'en 1945 et la victoire des Alliés.

p. 44

Kobe, 神戸. Osaka, 大阪. Kyoto, 京都.

Université Keio 慶應大學.

p. 45

Théâtre Takarazuka 寶塚.

## *Chapitre II, Nagasaki, 1945*

p. 53

Nagasaki 長崎.

## *Chapitre III, Retour à Formose et à la vie universitaire*

p. 70

Chen Yi 陳儀 *Chen Yi* (1883-1950). Exécuté, à Shengkeng dans la banlieue de Taipei, lorsque Chiang Kai-shek le soupçonnera de vouloir passer du côté communiste. Cf. les détails et l'explication fournis par George Kerr dans *Formosa Betrayed*.

p. 83

Penghu 澎湖群島 *PengHu JunDao* : archipel des Pescadores.

## *Chapitre IV, Le soulèvement de mars 1947*

p. 88

Monopole des tabacs & alcools, 菸酒公賣局 *YanJiu GongMaiJu*. Son siège à Taipei subsiste et fait partie des reliques architecturales de l'époque coloniale japonaise.

Round Circle, 圓環 *YuanHuan* : l'intersection de *ChongQing Bei Lu* (Chungking North Road) et de *NanJing Xi Lu* (Nanking West Road) est un rond-point, avec un terre-plein. D'où le vocable de «Round circle» dans de nombreux textes en anglais de cette époque. Ce terre-plein a accueilli des petites gargottes pendant longtemps dans ce quartier ancien de Taipei, celui des *NanBeiHang* 南北行 de Tihua Street 迪化街, le district de Tataocheng 大稻埕 *DaDaoCheng*. Mme LIN Chiang-Mai (林江邁 *LIN JiangMai*) fut battue par les sbires du Monopole devant la maison de thé Tienma 天馬茶房 *TianMa ChaFang* située sur Nanking West Road en allant vers Yenping North Road 延平北路, vers la rivière. Le lecteur trouvera tous les détails sur cet événement dans *Formosa Betrayed* de George Kerr.

p. 92

PENG Meng-chi 彭孟緝 *PENG MengJi* (1908-1997). Plus tard chef d'état-major des armées, puis ambassadeur de Taipei à Tokyo.

WANG Ching-wei 汪精衛 *WANG JingWei* (1883-1944). Concurrent de Chiang Kai-shek, après la mort de Sun Yat-sen, pour la direction du Kuomintang, le Parti nationaliste. Leur rupture, pendant « l'expédition vers le nord », après la répression anti-communiste conduite par CKS, conduira à la constitution d'un gouvernement concurrent auquel se joindra, eu désespoir de cause, la veuve de Sun Yat-sen, sœur de Mme Chiang Kai-shek. Cf. Harold Isaacs, *La Tragédie de la révolution chinoise* (Gallimard, 1967). Wang Ching-wei finira dans la collaboration avec l'envahisseur japonais.

#### *Chapitre V, Montréal et Paris*

p. 108

LIU Ching-jui 劉慶瑞 *LIU QingRui*.

p. 113

CHIEN Mu 錢穆 *QLAN Mu* (1895-1990).

#### *Chapitre VI, Vie universitaire, à Formose et à l'étranger*

p. 116

LEI Sung-sheng 雷崧生 *LEI SongSheng* (1980-).

p. 125

FU Chung-mei 傅中梅 *FU ZhongMei* (1927-1991). Ancien secrétaire de CCK.

*La Quinzaine de la Chine libre* Tze-you chung-kuo pan-yue-kan 自由中國半月刊, *ZiYou ZhongGuo BanYueKan*.

p. 127

Yangmingshan 陽明山 *YangMingShan*.

*Chapitre VII, Aux Nations unies ; un dilemme personnel*

p.132

SHEN Chang-huan 沈昌煥 *SHEN ChangHuan* (1913-1998).

TANG Tsung 唐縱 *TANG Zong* (1905-1981).

p. 133

CHANG Yen-yuan 張炎元 *ZHANG YanYuan* (1904- ).

CHEN Cheng 陳誠 *CHEN Cheng* (1898-1965).

p. 135

TSIANG Fuller 蔣廷黼 *JLANG TingFu* (1895-1965).

p. 136

George YEH 葉公超 *YE GongChao* (1904-1981).

CHIANG Ching-kuo 蔣經國 *JLANG JingGuo* (1895-1965). Cf. Jay Taylor, *The Generalissimo's Son: Chiang Ching-kuo and the Revolutions in China and Taiwan* (Harvard University Press, 2000, 544 p.)

*Chapitre VIII, Mon arrestation*

p. 148

YANG Hsi-kun 楊西崑 *YANG XiKun* (1910-2000). Alors vice-ministre des Affaires étrangères.

*Appolo*, Wenhsing 文星 *WenXing*

p. 149

HSU Ching-chung 徐慶鐘 *XU QingZhong* (1907-1996).

HSIEH Tsung-min 謝聰敏 XIE CongMin (1934- ). Né à Changhua dans une famille de commerçants. Etudiant et ami de Peng Ming-min. Arrêté avec lui, fera un premier séjour dans la prisons militaire (celle, à Ankeng, de la Direction de la sécurité du TGC) de 1964 à 1969 ; puis, de 1971 à 1977, où il sera plus violemment torturé. Pendant trois années à l'isolement complet sans pouvoir recevoir ni avocat ni membre de sa famille. En 1971, sa nouvelle condamnation à 15 années de prison, fait l'objet d'un appel du procureur militaire qui la considère insuffisante. Elu de Changhua à l'Assemblée législative en 1993 et 1996. En 1991 est agressé par six jeunes truands et laissé pour mort. Cf. 黑道治天下 *HeiDao Zhi TianXia Sous le signe de la mafia*, 1995. 出外人看台灣政治 *ChuWaiRen Kan TaiWan ZhengZhi La politique vue depuis l'exil*, (1990, 自立晚報, 269 p.). 談景美軍法看守所 *Tan JingMei JunFa KanShouSuo A propos de la prison militaire de Chingmei* (2007, 前衛出版社, 352 p.). Hsieh en sa qualité d'élu s'est mobilisé pour enquêter sur le «scandale des frégates» et a donné un entretien à *Libération* sur ce sujet en novembre 2000. Auteur d'un livre de souvenirs 謝聰敏回憶錄 *The reminiscences of Hsieh Tung-min* publié par l'Academia Historica.

p. 150

WEI Ting-chao 魏廷朝 Wei TingChao (1936-1999). Né à Taoyuan où son père était instituteur, élève et ami de Peng Ming-min, emprisonné à Taipei dans les locaux du TGC de 1964 à 1968, puis de 1971 à 1976. Epouse en 1977 Chang Ching-hui 張慶惠 Zhang QingHui qui sera par la suite élue à l'assemblée législative. Participe à *Meili Dao* 美麗島 («la belle île») une publication fédérant à l'époque les efforts d'une partie de l'opposition démocratique sous la loi martiale encore en vigueur, qui donnera son nom à la manifestation du 10 décembre 1979, lors de la «journée des droits de l'homme». Cette manifestation survenant peu après la rupture des relations diplomatiques entre Taipei et les Washington (qui vient de transférer son ambassade à Pékin) est une date-clé de l'histoire récente de Formose. De lourdes condamnations frapperont les organisateurs : Wei sera emprisonné de 1979 à 1987. Ce qui portera son score à 17 années et cent jours d'incarcération. Enseignant de langue chinoise à l'Université d'Osaka en 1988. Wei sera le responsable du programme «Fenêtre sur l'histoire» de la radio en langue Hakka et deviendra le responsable du parti DPP pour Taoyuan.

Il meurt en 1999 à l'âge de 65 ans. Cf. le livre sur sa vie et ses combats : Wei Ting-chao, 顛覆朝廷的魏廷朝 *DianFu ChaoTing de Wei TingChao*, 1999, «l'homme qui renversa la dynastie» (un jeu de mots sur son nom).

p.158

Banka «pirogue», dans une langue locale ; sinisé en 艍舨 *MengJia*, puis 萬華 *WanHua*.

*Chapitre IX, Interrogatoire*

p. 166

TGC : Taiwan Garrison Command, 臺灣警備總部 *TaiWan JingPei ZongBu* (un moment 臺灣保安司令部 *TaiWan BaoAn SiLingBu*) : quartier général de la police militaire, distincte de la gendarmerie (*XianBing* 憲兵) et des autres organes de sécurité.

« Chao-tai-pu-chou » 招待不週 *ZhaoDaiBuZhou* : “ Excusez l’inconfort.”

p. 167

WEI Yi-chih 魏以智 *Wei YiZhe*. Deviendra chef de bureau au TGC.

p. 168

Syngman RHEE 李承晚 *LI ChengWan* en prononciation chinoise (1875-1965).

p. 169

YIN Hai-kuan 殷海光 *YIN HaiGuan* (1919-1969).

李敖 *LI Ao* (1935- ). Camarade de classe de Hsieh Tsung-min. Esprit libre sans affiliation politique, sans doute l'écrivain le plus célèbre de Taiwan à cette époque. Passera cinq années en prison.

p. 176

*Manifeste pour le salut du peuple de Formose* 台灣自救運動宣言 *TaiWan ZiQiu YunDong XuanYan*.

p. 177

MJIB (Ministry of Judicial Affairs Investigation Bureau) 司法行政部調查局 *SiFa XingZhengBu DiaoChaJu* Bureau d'enquêtes du ministère de la Justice.

Ile verte, Green Island 綠島 *LüDao*.

p. 178

Sanchangli 三張犁 *SanZhangLi*. Maison d'arrêt (militaire) du TGC.



Wu Chün-hui 吳俊輝 *Wu JunHui*

p. 182

NING Chün-hsing 寧俊興 *NING JunXing*.

p. 183

WANG Sheng 王昇 *WANG Sheng* (1917-2006). Avec LI Huan, recruté par CHIANG Ching-kuo lorsque celui-ci dirige la lutte anti-communiste au *JiangXi*, après son retour du goulag soviétique. Alors que LI Huan sera souvent chargé de jouer le « bon » dans le dialogue avec les opposants, WANG Sheng, à la tête du Département de la guerre politique [MND PWD 國防部政戰部 *GuoFangBu ZhengZhanBu*] sera chargé du rôle opposé, pour maintenir craintes et tremblements dans les organes de sécurité et surtout chez les officiers. WANG Sheng sera exilé comme ambassadeur au Paraguay lorsque CCK décidera de la libéralisation du régime, et pour avoir créé - sans l'aval présidentiel - une cellule de réflexion sur l'avenir des relations avec le continent.

CHANG Chi-yun 張其昀 *ZHANG JiYun* (1901-1985).

p. 184

SHAH Meng-wu 薩孟武 *SA MengWu*. A l'époque, doyen de la faculté de droit de Taita, l'Université nationale de Taiwan 台大 *TaiDa*.

p. 186

KMT : Kuomintang 國民黨 *GuoMinDang*. Le parti créé par SUN Yat-sen.

TAO Hsi-Sheng 陶希聖 *TAO XiSheng* (1899-1988).

### *Chapitre X, Cour martiale et prison*

p. 192

Thomas LIAO 廖文毅 *LLAO WenYi* (1910-1986).

Joshua W. K. LIAO 廖文奎 *LLAO WenKui* (1905-1952).

Les deux frères Liao, Formosans de la région de Silo (西螺 *XiLuo*), militants, seront les premiers à anticiper le risque pour le Parti nationaliste de s'aliéner les Formosans. En 1946, Joshua, publie à Shanghai dans la revue de l'Université Aurore un article, en langue française, prémonitoire « Quo Vadis Formosa ? ». Thomas deviendra le président d'un gouvernement formosan en exil mais finira pas céder en 1965 au chantage contre sa famille et aux fatigues du mouvement indépendantiste qu'il anime.

p.205

Maison d'arrêt militaire 軍法處看守所 située à l'endroit où se trouve désormais l'hôtel LaiLai (來來飯店) de Taipei.

*Chapitre XI, Sous surveillance*

p. 210

Presbytériens 基督教長老會 *JiDuJiao ZhangLaoHui*.

p. 213

LI Huan 李煥 *LI Huan* (1917-2010), éminence grise de CCK pendant de nombreuses années (réputé libéral). Pendant une courte disgrâce, président de l'Université Sun Yat-sen de Kaohsiung. Puis Premier ministre de 1989 à 1990.

p. 215

WU Chün-tsai 吳俊才 *WU JunCai* (1921-1996).

p. 217

WANG Kan 王淦 *WANG Gan*

p. 218

SHEN Chih-yueh 沈之岳 *SHEN ZhiYue* (1913-1994).

p. 219

SU Tung-chi 蘇東啟 *SU DongQi* (1923-1992).

CHEN Kuang-Yin 陳光音 *CHEN GuangYin*. Célèbre par la suite pour avoir, en 2000, quitté Taiwan en emportant une partie de la caisse du service secret qui l'employait.

p. 220

SU Ben 史明[施朝暉] *SHI Ming [SHI ChaoHui]* (1918- ). Auteur, entre autres, de *Quatre siècles d'histoire de Taiwan* 台灣四百年史 *TaiWan SiBaiNian Shi*.

*Chapitre XII, Fuite en Suède*

p. 233

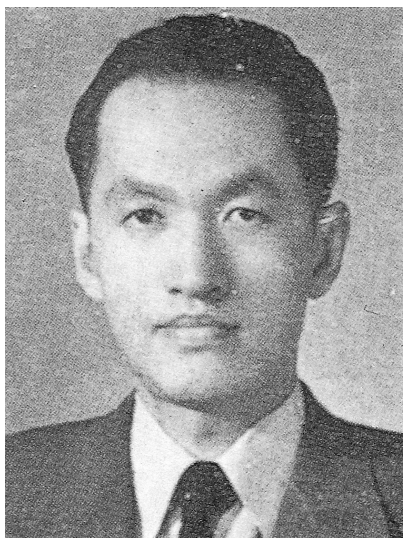
Amnesty International 國際特赦協會

p. 253

HUANG Wen-hsiung 黃文雄 *HUANG WenXiong* (1937-).

CHENG Tze-tsai 鄭自財 *ZHENG ZiCai* (1936-).

Auteurs de l'attentat contre CCK à New York en 1970. De retour à Taiwan, militants actifs des droits de l'homme, Huang étant le responsable local de AI.



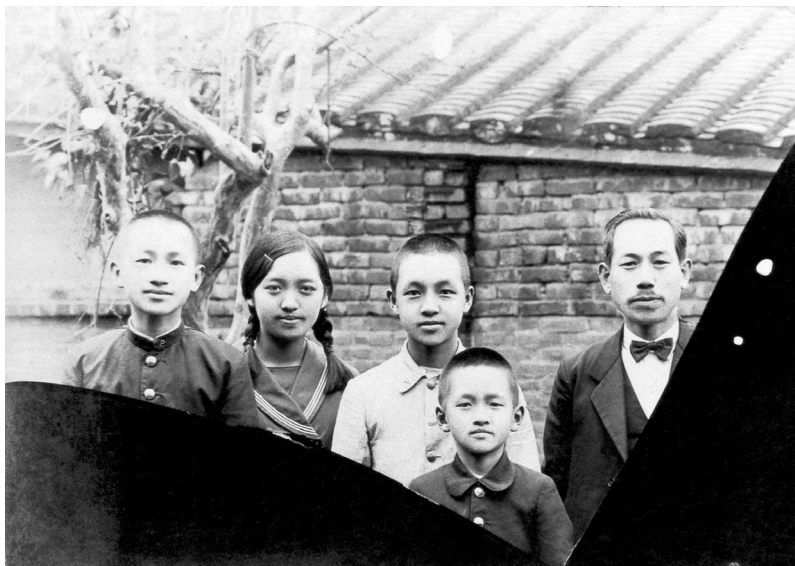
Peng Ming-min, 1957, directeur du département de sciences politiques de l'Université nationale de Taïwan.

Peu avant la fuite.



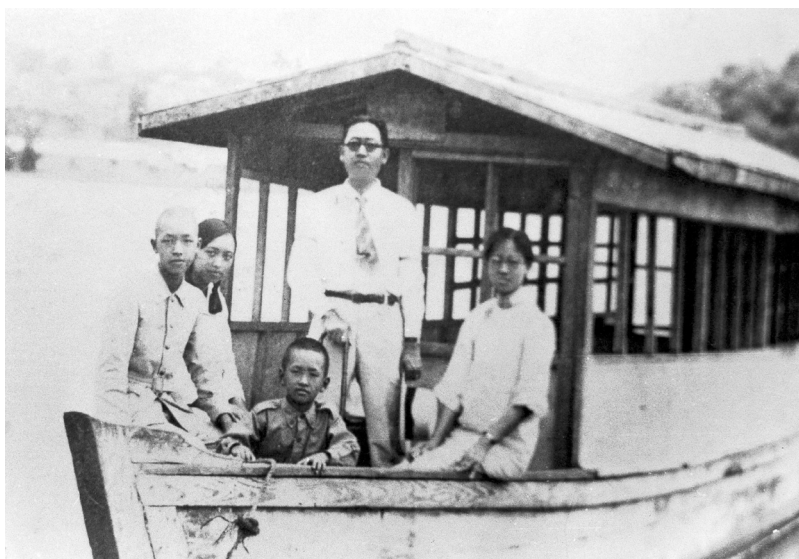
1972, après l'arrivée en Suède.



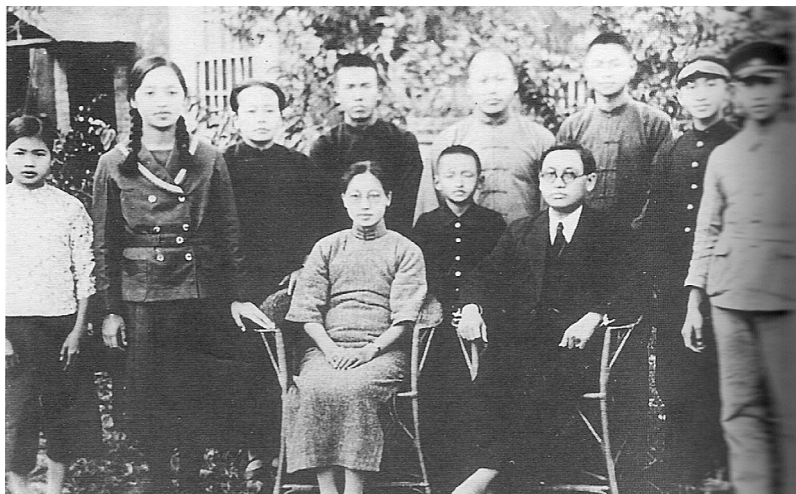


Avec sa soeur, ses deux frères et leur père, Peng Ching-kao. Le petit garçon au premier plan est Peng Ming-min.

Au lac du Soleil et de la Lune, avec son père et sa mère.







Entre ses parents, Chen Chin-ying et Peng Ching-kao.

1954, avec des collègues (à droite Liu Ching-jui).





25 août 1994. Peng Ming-min (au centre), Wei Ting-chao (à gauche), Hsieh Tsung-ming (à droite), avec le t-shirt dessiné par un ami pour le trentième anniversaire du *Manifeste pour le salut du peuple de Formose*.

Campagne électorale pour la présidence, en 1996. A gauche Huang Hsin-chieh, qui a passé sept années en prison, après «l'incident de Kaohsiung» de décembre 1979.





Pendant la campagne présidentielle de 1996.

Avec son co-listier Frank Hsieh.

Avec une veste blanche, Yeh Chü-lan, veuve de Chen Nan-jung.





En campagne.



A gauche de Peng Ming-min, Frank Hsieh son co-listier.  
A sa droite, Shih Ming-teh et Hsu Hsin-liang.



C 112195/53-54

## CITÉ UNIVERSITAIRE DE PARIS

### DEMANDE D'ADMISSION 98

Je soussigné : PENG Prénom usuel : MINI-MIN  
(Nom en lettres capitales)

nationalité : Chinois né à Fernex le 15 août 1923  
 déclare avoir fait mes études antérieures dans les établissements ci-après :

a) d'Enseignement secondaire :  
École secondaire de Hachiang, Fernex  
École secondaire de Kansai, Japon

b) d'Enseignement supérieur :  
École supérieure de Kyoto, Japon  
Université Impériale de Tokyo  
Université nationale de Hokkaido  
Université McGill, Canada

Etre titulaire du Baccalauréat :  
 1<sup>re</sup> Partie :  
 2<sup>e</sup> Partie :

(Préciser pour chaque partie la série, la date — mois et année — la Faculté et la mention).  
 Etre titulaire des diplômes ou certificats ou licences ci-après :  
B.A. en Science politique le 1<sup>er</sup> juillet 1948. Université de Fernex  
M.A. (Master of Arts) le 21 mai 1953 (Magna cum laude), Faculty of  
(Préciser la ou les Facultés, les dates et mentions). Graduate Studies Research, Université McGill, Canada

Désire venir à Paris pour ~~continuer~~ poursuivre mes études d'Enseignement Supérieur.  
Faculté de Droit, Université de Paris  
(Pour chaque certificat ou diplôme d'études supérieures, préciser les date, la Faculté et la mention).

Je demande à être admis à la CITÉ UNIVERSITAIRE à partir du 15 août 1953  
 pour l'année scolaire 1953-1954.

et de préférence à la Fondation Hellénique  
 ou à défaut à n'importe quelle autre.

~~Je n'accepterai pas~~ d'être affecté dans une chambre à 2 lits : non  
(Préciser la mention inutile)

Je déclare avoir pris connaissance du règlement général de la Cité joint à la présente notice et des articles 10 et 11 reproduits plus loin. Pour m'associer à l'œuvre de compréhension et de coopération nationale, but des fondateurs de la Cité, je m'engage, au cas où ma demande serait agréée, à l'esprit de ce règlement ainsi que du règlement intérieur de la Fondation où je serais admis.

A Paris, le 3 août 1953  
 Signature : Mini Min Peng

(Faute des précisions demandées ci-dessus le dossier sera retourné à l'intéressé et ne prendra date que lorsque le dossier sera absolument complet).

### RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Adresse actuelle du candidat Maison du Japon, Cité Universitaire, Paris  
 Adresse de la famille 43 Kuangun St. Hachiang, Fernex  
 Profession du père Docteur en médecine  
 Profession de la mère :  
 Nombre des frères et sœurs du candidat deux frères, une sœur moins de 20 ans ?  
 Le candidat a-t-il déjà résidé à la Cité Universitaire ? non En quelle année ?  
 Dans quelle Fondation ?  
 L'attention du candidat est spécialement attirée sur les articles du Règlement Général qu'il trouvera au verso.

H.M.

Achevé d'imprimer à Taiwan  
en février 2011 par  
信鴿書局  
pour les  
**Editions René Viénet**

*Diffusion en France*

**Le Comptoir du Livre**  
31120 Portet sur Garonne  
comptoirdulivre @ wanadoo . fr  
05 62 11 73 33 tel  
05 61 72 47 73 fax

*Diffusion en Asie*

**Le Pigeonnier du Quercy**  
info @ lp . com . tw  
+886 2 2517 8173 fax

*Pour contacter l'éditeur*

rene @ chine . com  
Editions René Viénet  
46140 Belaye  
France



Éditions René Viénet